

Pascal **BONIFACE**

LE GRAND LIVRE DE LA **GÉOPOLITIQUE**

Les relations internationales depuis 1945

Défis

Conflits

Tendances

Problématiques



L'essentiel pour savoir, comprendre et réfléchir

EYROLLES



Complet, cet ouvrage propose un tour du monde des relations internationales depuis 1945. Illustré de cartes, ce panorama chronologique adopte un ton accessible, sans jargon, pour rendre compte de façon vivante de la complexité et de la richesse de l'histoire contemporaine mondiale. Guerre froide, Détente et émergence du monde multipolaire, telles sont les trois étapes-clés que vous découvrirez et qui vous permettront de comprendre l'actualité.



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Institut d'études européennes de l'université de Paris 8. Il a écrit une cinquantaine d'ouvrages consacrés à la géopolitique et aux relations internationales. L'IRIS est un centre indépendant d'études en relations internationales. Ses activités comprennent la recherche et l'expertise, les publications, l'organisation de colloques et séminaires et l'enseignement sur les questions internationales (www.iris-france.org).

LE GRAND LIVRE DE LA GÉOPOLITIQUE

Groupe Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05

www.editions-eyrolles.com

Mise en pages : Facompo
Cartes : Bernard Sullerot

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2014
ISBN : 978-2-212-56002-2

Pascal Boniface

LE GRAND LIVRE DE LA GÉOPOLITIQUE

**Les relations internationales
depuis 1945**

EYROLLES



Remerciements

L'auteur voudrait remercier Agnès Fontaine, dont l'insistance amicale et les encouragements ont permis à ce livre d'exister. Merci à Pauline d'Aleman pour la mise en forme de ce livre.

Merci également à Magali Mazouz pour sa patiente collaboration. Et enfin merci à Agathe Piquet et Anaïs Chagankerian, efficaces assistantes de recherche pour leurs travaux documentaires et leur relecture pertinente.

Sommaire

Remerciements.....	V
Introduction.....	IX

Première partie **LA GUERRE FROIDE**

Chapitre 1 : La Guerre froide en Europe	5
Chapitre 2 : La Guerre froide dans l'hémisphère sud	39

Deuxième partie **LA DÉTENTE**

Chapitre 1 : L'âge d'or	75
Chapitre 2 : Les acquis de la Détente remis en cause.....	105
Chapitre 3 : La Détente dans l'hémisphère sud	115
Chapitre 4 : La perestroïka et son échec	149

Troisième Partie **LE MONDE POST-BIPOLAIRE**

Chapitre 1 : Affaires globales.....	179
Chapitre 2 : Affaires régionales	203

Conclusion.....	279
Index des notions.....	281
Index des noms de personnalités	283
Table des matières	289

Introduction

Répondant à André Malraux qui l'invitait dans les années 1960 à donner son sentiment sur le bilan de la révolution française, Zhou Enlai répondait : « C'est encore trop tôt pour le connaître vraiment ».

Au-delà de la boutade, on pouvait discerner une volonté des Chinois de montrer qu'ils plaçaient le temps dans l'histoire longue. Les événements du passé ont toujours une influence, elle-même évolutive, sur les réalités contemporaines.

Dès lors, est-il raisonnable d'essayer aujourd'hui de tirer un bilan de la Guerre froide, de la Détente ou de la fin du monde bipolaire ? Non, car l'histoire n'est pas finie, contrairement à ce que pensait Fukuyama. Oui, parce que ces événements ont toujours un impact sur le monde contemporain. On ne peut comprendre ce dernier sans les connaître et saisir les enchaînements.

Lorsque l'on regarde l'actualité mondiale aujourd'hui la difficulté n'est plus comme avant l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication et la recherche d'informations. C'est plutôt leur sélection et leur mise en perspective. L'annonce le matin dans les médias d'un événement qui n'est pas situé dans son contexte géographique, politique ou historique permet d'apprendre quelque chose, pas forcément de le comprendre. Cela n'est possible qu'à condition de disposer des paramètres qui en sont l'environnement. Le temps s'accélère mais nous manquons de plus en plus de recul.

Le but de ce livre est de resituer les grandes étapes historiques qui ont contribué à façonner le monde d'aujourd'hui pour mieux le comprendre.

Remettre dans le contexte de l'enchaînement des événements, montrer comment les logiques de coopération et d'affrontement se sont soit succédées soit interpénétrées. Le passé n'est pas un piège qui enferme le présent ou l'avenir, il doit l'éclairer.

Par ailleurs, la géopolitique n'est pas une science aride et rebutante, c'est une matière vivante et passionnante que l'on aborde avec plaisir. J'espère que ce livre contribuera à le montrer.

PREMIÈRE PARTIE

LA GUERRE FROIDE

LE TERME DE « GUERRE FROIDE » peut être utilisé pour définir la période commençant à la fin de la Seconde Guerre mondiale et se terminant par l'implosion de l'Union soviétique. Il s'agit en fait de la période historique que l'on peut qualifier de « monde bipolaire ». Ce dernier a été défini par Raymond Aron comme « *la configuration du rapport de force tel que la plupart des unités politiques se regroupent autour de deux d'entre elles dont les forces surclassent les autres* ». Les relations internationales y étaient structurées autour des deux pôles rivaux, les États-Unis et l'Union soviétique. Le clivage Est-Ouest déterminait l'ordre mondial, tout ou presque s'organisait autour de lui. Dans chaque conflit ou chaque crise, l'un des protagonistes était lié d'une façon ou d'une autre à Washington ou à Moscou. L'implosion de l'Union soviétique et le démantèlement du camp communiste allaient dans les années 1990 déboucher sur un nouvel ordre international.

Le monde bipolaire a connu deux phases bien distinctes : la Guerre froide au sens strict du terme et la « Détente ». Au cours de cette période, la rivalité soviéto-américaine existait, mais elle ne prenait pas la même forme et n'avait pas la même intensité. Moscou et Washington avaient deux conceptions opposées du monde et des visions différentes de leurs relations réciproques.

Un monde devenu hétérogène

L'expression de Guerre froide peut être attribuée au financier américain Bernard Baruch, conseiller de Roosevelt, et a été réutilisée dans une série de publications de l'éditorialiste américain Walter Lippmann. La Guerre froide au sens strict du terme dura de 1946-1947 à 1962. Pour reprendre la formule de Raymond Aron, « *il n'y [avait] pas comme le système classique des nations aux XVIII^e et XIX^e siècles des rivalités au sein d'un même système commun à tous* », mais il existait deux systèmes antagonistes créant un monde hétérogène. C'était cette hétérogénéité même qui rendait une paix véritable impossible.

Les relations Est-Ouest étaient alors considérées comme un jeu à somme nulle. Les sommes en jeu dans la partie étaient les mêmes du début à la fin. Tout gain pour un camp était nécessairement une perte pour l'autre et il ne pouvait pas y avoir de bénéfice mutuel. La paix

était donc impossible mais la guerre était improbable, la dissuasion empêchant cette montée aux extrêmes. Les systèmes étaient réellement antagonistes mais le conflit était néanmoins soumis à une certaine rationalité comme l'avait montré la guerre de Corée. Pour la première fois, des pays en guerre n'avaient pas utilisé tous les moyens à leur disposition pour tenter d'emporter la victoire.

La Guerre froide ne s'est pas concrétisée par un affrontement militaire direct entre des puissances adverses, elle a débouché nécessairement sur une impasse parce que les Américains et les Soviétiques ne pouvaient ni se détruire réciproquement, ni s'accommoder de l'existence de l'autre, pensant chacun que l'autre voulait sa disparition. Ce fut avant tout une guerre de propagande entre des adversaires directs, les conflits militaires, qui feraient quarante millions de morts en cent-soixante conflits « périphériques », étant le fait des alliés.

Selon Henry Kissinger, cette forme de guerre était à l'avantage des États-Unis par la présentation des choses sur la base d'un affrontement moral (le bien/le mal) plus que comme une rivalité géopolitique traditionnelle et une lutte pour l'équilibre des forces¹. En réalité, les deux types d'opposition existaient.

Pourtant, Dean Acheson déclarait que depuis Rome et Carthage, il n'y avait pas eu une telle polarisation de la puissance sur terre.

1. Henri KISSINGER, *Diplomacy*, Touchstone book, Cambridge, 1994, p. 447.

La Guerre froide en Europe

Le monde en 1945

La Seconde Guerre mondiale conduisit à une redistribution générale des cartes sur le plan stratégique. Les rapports de puissance furent bouleversés. L'ordre mondial ne pouvait plus être le même qu'en 1939. La guerre a certes été mondiale mais s'est surtout déroulée sur le territoire des pays européens. Leur puissance en fut lourdement affectée. À l'inverse, les États-Unis, entrés tardivement dans la guerre et dont le territoire avait été totalement épargné par les destructions (ni combat ni bombardement), apparaissaient comme étant non seulement les vainqueurs de la guerre, mais la principale puissance, et de loin, du nouvel ordre international qui s'en dégageait.

■ L'effondrement européen

L'Europe avait dominé le monde à partir des grandes découvertes de la fin du ^{xv}^e siècle. La première mondialisation au ^{xvi}^e siècle, suite à la « découverte » de l'Amérique, avait été une européanisation du monde. Par la suite, elle en poursuivit la conquête par la colonisation de l'Afrique et de l'Asie. Seulement, déjà profondément affaiblie par la Première Guerre mondiale, elle perdit définitivement la suprématie stratégique qui était la sienne avec la Seconde. Les deux guerres mondiales, « deux guerres civiles européennes », eurent pour effet de voir le leadership international traverser l'Atlantique pour s'établir aux États-Unis. On peut dire que le bombardement nucléaire d'Hiroshima marqua également la fin de l'Europe comme

centre mondial. Comme le souligna l'historien britannique Michaël Howard : « *Employées par une puissance extra-européenne contre une autre puissance extra-européenne pour achever un conflit dans lequel la participation des Européens avait été secondaire, [les explosions nucléaires] marquèrent la fin de la domination mondiale de l'Europe, ouverte presque cinq siècles plus tôt par les voyages de Colomb et de Vasco de Gama*¹. »

L'Europe était non seulement diminuée, elle était également divisée. Elle avait cessé d'être le pôle autour duquel s'organisaient les relations internationales et le commerce mondial. Elle connaissait des problèmes de production, d'acheminement des marchandises, de main d'œuvre, du fait des pertes humaines de la guerre et des transferts de population. Elle manquait de moyens de paiement en devises et en or pour acheter à l'extérieur (*dollar gap*) et connaissait chômage, misère, difficultés d'approvisionnement et pénurie de logements. L'Europe avait perdu les fondements de sa puissance, son potentiel financier, économique, commercial, et se retrouvait dépendante. Elle payait le prix de ses fautes et de ses responsabilités dans le déclenchement des deux guerres mondiales.

L'Europe, qui avait conquis, colonisé et dominé le monde, vit son prestige atteint dans ses colonies. Les peuples coloniaux observèrent des pays, apparemment puissants et qu'ils considéraient comme invincibles, s'effondrer rapidement devant Hitler. La mise en avant de la thématique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avancée contre les nazis fut adoptée et réappropriée par les peuples coloniaux qui en réclamèrent l'application à leur cas, le retournant contre les puissances coloniales. L'Europe n'était plus tout à fait maîtresse de son destin. Elle était devenue un enjeu que se disputaient les États-Unis et l'Union soviétique, qui, tous deux, déployaient des troupes sur tout le continent.

Un « tableau de misère et de désolation »

Vainqueurs et vaincus avaient en commun d'avoir eu leurs infrastructures détruites, leur économie ruinée, leur société ravagée.

1. Michaël HOWARD, *La Guerre dans l'Histoire de l'Occident*, Fayard, Paris, 1988, p. 145.

Selon l'historien britannique Tony Judt, « *l'Europe, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, offrait un tableau de misère et de désolation absolues. Les photographies documentaires de l'époque montrent de pitoyables flots de civils démunis, se traînant à travers un paysage dévasté de villes éventrées et de champs stériles*¹. »

- En 1946, le PNB de l'**Allemagne** ne représentait plus que le tiers de ce qu'il était avant la guerre, son territoire avait été amputé à l'Est au profit de la Pologne (pour compenser les territoires polonais attribués à l'Union soviétique). Ses villes, et notamment sa capitale Berlin où 75 % des immeubles étaient inhabitables, n'étaient que des champs de ruines. Elle avait perdu pratiquement tous les ponts et la moitié de son parc ferroviaire. La question de son existence future comme État unitaire était posée car les vainqueurs voulaient empêcher définitivement qu'elle puisse de nouveau se lancer dans une aventure militaire. Elle était occupée par les troupes alliées, n'avait plus ni gouvernement, ni industrie, ni armée et avait perdu six millions d'hommes dans le conflit. C'était l'année zéro.
- L'**Italie**, grâce à un coup d'État tardif contre Mussolini put être considérée par les Alliés comme vainqueur de la guerre, et le prix de la défaite était donc moins lourd que pour l'Allemagne. Elle avait subi moins de destructions mais avait été très affaiblie. Elle, qui voulait être au premier plan en Europe, avait été dégradée au rang de puissance mineure, au sein d'un continent lui-même déconsidéré. Son PNB était retombé au niveau de celui qu'il était avant la Première Guerre mondiale, le pouvoir d'achat avait diminué des trois-quarts par rapport à cette période. Les Italiens souffraient de sous-alimentation et seule l'aide américaine permit d'éviter une famine générale.
- La **France**, grâce au général De Gaulle, mais aussi à la volonté de Churchill de préparer l'après-guerre face à l'Union soviétique, était considérée comme un pays vainqueur de la guerre à part entière, à l'instar du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union soviétique. Son PNB était inférieur de moitié à ce qu'il était avant-guerre. Les villes, les routes et les infrastructures ferroviaires (2 800 locomotives restantes sur les 13 000 qu'elle possédait avant la guerre) avaient subi de lourds dommages.

1. Tony JUDT, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 2007, p. 27.

- Le **Royaume-Uni** pouvait se targuer d'être le seul pays qui avait lutté contre Hitler du début à la fin de la guerre, mais il avait lourdement souffert des bombardements allemands. La livre sterling n'était plus une monnaie de référence, ses réserves d'or et de dollars étaient épuisées et son empire colonial commençait à vaciller. Son rôle pendant la Seconde Guerre mondiale fut le dernier en tant que puissance globale réellement indépendante.

■ La division de l'Europe

Le point de jonction des armées soviétiques d'un côté et des alliés occidentaux de l'autre aurait pu demeurer anecdotique, mais il allait devenir la frontière la plus hermétique qui soit, un véritable « *rideau de fer* » infranchissable de part et d'autre.

Avant la fin de la guerre, Staline, traumatisé par la percée allemande (l'armée allemande était parvenue en 1941 à quelques kilomètres de Moscou), avait en tête de se constituer un glacis territorial afin de se protéger. Il avait déclaré au leader yougoslave Tito et à son principal conseiller Djilas : *« Cette guerre n'est pas semblable à celles du passé. Qui occupe un territoire impose également son propre système social. Chacun impose son propre système aussi loin que son armée avance. Cela ne peut être autrement. »*

Le général Eisenhower, qui commandait les troupes américaines, avait refusé de les lancer libérer Prague comme cela était possible. Les plans établis en commun avec l'Union soviétique attribuaient cette tâche à l'Armée rouge et pourquoi risquer des vies américaines pour des objectifs purement politiques ?

À la fin de la guerre, les électeurs américains souhaitaient pouvoir démobiliser et rapatrier au plus vite les soldats aux États-Unis. Par ailleurs, Roosevelt se faisait des illusions sur Staline. Alors qu'un interlocuteur lui décrivait le leader soviétique comme un dictateur, il répliquait : *« J'ai l'intuition que Staline n'est pas ce genre d'homme. Si je lui donne quelque chose sans rien lui demander en retour, noblesse oblige, il n'essaiera pas d'annexer quelque territoire que ce soit et travaillera avec moi à l'avènement d'un monde de démocratie et de paix. »*

Mais Staline se sentait assez peu tenu par le principe de « noblesse oblige ». Il comptait bien, au contraire, pousser son avantage au

maximum, estimant avoir payé au prix fort la victoire contre Hitler : 25 millions de morts, des pertes économiques évaluées à six années de PNB, des souffrances de la population, et la peur d’avoir risqué de peu la défaite.

La conférence de Yalta

Les trois Grands, Roosevelt, Staline, Churchill, se réunirent à Yalta, une station balnéaire de Crimée, du 4 au 11 février 1945, pour régler l’après-guerre. Staline, paranoïaque, ne voulant pas quitter le territoire soviétique, Roosevelt fit ce long déplacement alors qu’il était déjà gravement malade.

La conférence de Yalta est restée dans la mémoire collective comme le symbole du partage du monde et de la division de l’Europe, par un accord entre les trois leaders américain, soviétique et britannique sur le dos des autres peuples, non consultés.

Quelques idées reçues sur la conférence de Yalta

S’il est vrai que les trois leaders américain, soviétique et britannique négocièrent à Yalta la fin de la guerre et le sort des pays libérés du nazisme sans que les peuples et les dirigeants concernés ne soient conviés, l’idée de zones d’influence n’apparut pas à ce moment-là. Ce concept avait été proposé par Churchill à Staline en octobre 1944 à Moscou. À Yalta, les trois Grands se mirent plutôt d’accord sur l’autodétermination des peuples libérés du nazisme.

Churchill avait comme priorité de préserver le contrôle du canal de Suez et la route des Indes, il proposa à Staline le partage suivant des zones d’influence :

	Occidentaux	URSS
Roumanie	10 %	90 %
Yougoslavie	50 %	50 %
Hongrie	20 %	80 %
Bulgarie	20 %	80 %
Grèce	90 %	10 %

Si Staline avait pu être intéressé par cette proposition, cette dernière ne fut pas poussée plus loin, du fait de l'opposition philosophique à cette notion des Américains, attachés au principe d'autodétermination. L'ironie de l'histoire fut que ce partage selon des zones d'influence se réalisa dans les faits après 1948, et peu après selon les modalités prévues entre Churchill et Staline.

À Yalta, les trois se mirent d'accord sur l'entrée en guerre des Soviétiques contre le Japon. Ils dessinèrent les contours de la future organisation mondiale destinée à remplacer la Société des nations (SDN). Une fois que la guerre serait terminée en Europe, la France se verrait attribuer une zone d'occupation en Allemagne et un statut de membre permanent du Conseil de sécurité. Churchill insista pour que la France soit bien traitée. Il craignait un désengagement rapide des Américains après la guerre et était conscient de la nécessité d'un contrepoids continental face à l'Union soviétique. « *La stabilité en Europe est inaccessible sans une France forte et influente* », déclara-t-il.

Devaient également être réglés le sort des Balkans et celui de la Pologne. Cette dernière avait deux gouvernements en exil.

Les deux gouvernements de la Pologne

Le premier s'était établi à Londres dès 1939 et avait rompu ses relations diplomatiques avec l'Union soviétique suite au massacre d'officiers polonais à Katyn par l'Armée rouge, initialement attribué aux nazis par Staline.

Le second gouvernement, le Comité polonais de libération nationale, avait été créé par l'URSS en 1944 après le départ des troupes allemandes dans le but de mieux contrôler le pays à l'avenir. Ce gouvernement était entré en Pologne avec l'armée soviétique et s'était établi à Lublin. Il n'était pas reconnu par les Britanniques et les Américains, mais était présent sur le territoire polonais, contrairement à celui de Londres.

On décida à Yalta d'élargir le gouvernement de Lublin à celui de Londres et d'organiser des élections libres et sans entrave sur la base du suffrage universel et du scrutin secret auquel tous les partis démocratiques pourraient participer. Molotov, le ministre soviétique des Affaires étrangères, parla même d'un délai d'un mois pour organiser

ces élections. Mais la Pologne ne connaîtra ses premières élections libres qu'en 1989. En compensation de la partie de son territoire récupéré par l'URSS, elle reçut une partie du territoire allemand (le reste de la Prusse orientale, la Prusse occidentale et la haute Silésie). Sa frontière glissa donc de 200 kilomètres à l'ouest, pour être fixée le long des fleuves Oder-Neisse, impliquant alors le transfert de plusieurs millions de personnes.

Les bénéfices territoriaux de l'URSS

Elle conservait ses conquêtes réalisées entre 1939 et 1941 du fait du pacte Molotov-Ribbentrop (le pacte germano-soviétique) : Carélie finlandaise, pays Baltes, Russie blanche polonaise, Bessarabie roumaine, plus le nord de la Prusse orientale avec Kœnisberg qui deviendrait Kaliningrad, et la Ruthénie subcarpatique tchécoslovaque. Grâce à la présence de l'Armée rouge, elle exerçait, de plus, un contrôle sur toute l'Europe centrale et orientale.

L'URSS fut le seul État à tirer des bénéfices territoriaux de la guerre, comme le montre la carte en page suivante.



LE REMANIEMENT DES FRONTIÈRES EUROPÉENNES
À L'ISSUE DE LA CONFÉRENCE DE YALTA

1- Modification de frontières :
de l'Allemagne

— Frontières en 1937
— Frontière orientale en 1945,
ligne Oder-Neisse

de l'URSS

— Frontière occidentale en 1939
— Frontière occidentale en 1945

2- Gains territoriaux

de l'URSS
de la Pologne
de la Yougoslavie
de la Grèce
de la France
(rectification de frontières)

3- Occupation quadripartite

Zones d'occupation
Secteurs d'occupation

4- Principaux flux de population

Soviétiques
Polonais
Allemands
Italiens

Il ne fut pas question des Balkans à Yalta, faute de temps. Faisant preuve d'optimisme, Roosevelt pensait que la déclaration sur l'Europe libérée, adoptée par les trois à Yalta, suffirait pour garantir le sort de la région. Cette déclaration représentait une ode à la démocratie et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui devait permettre de résoudre les problèmes politiques des pays libérés du nazisme. Elle indiquait que :

« Afin de favoriser les conditions dans lesquelles les peuples libérés pourront exercer ces droits, les trois gouvernements prêteront conjointement leur aide aux peuples des États libérés d'Europe ou des anciens satellites de l'Axe, chaque fois qu'il sera nécessaire, en raison de la situation :

- 1. D'assurer la paix intérieure du pays.*
- 2. De prendre des mesures d'urgence pour soulager la détresse de la population.*
- 3. D'installer des gouvernements provisoires dans lesquels seront largement représentés tous les éléments démocratiques de la population qui devront, par voie d'élections libres, constituer aussi rapidement que possible des gouvernements répondant à la volonté populaire et enfin de faciliter, si besoin est, de telles élections. »*

Yalta représentait l'espoir d'un monde libre et en paix. À son retour de Yalta, Roosevelt déclara ainsi que les accords signifieraient la fin du système des actions unilatérales des alliances exclusives, des sphères d'influence et de l'équilibre des puissances, et de tous les autres moyens qui avaient été essayés pendant des siècles et qui avaient échoué. Mais l'illusion fut de courte durée et, selon Charles Bohlen, interprète de Roosevelt puis ambassadeur à Moscou : *« Rien ne pouvait empêcher que l'alliance des vainqueurs ne se défasse à l'issue de la guerre, ni que naisse la Guerre froide à partir du moment où Staline se mit en marche. »*

La conférence de Potsdam

La conférence de Potsdam (17 juillet – 2 août 1945) succéda à celle de Yalta. Roosevelt, décédé, fut remplacé par Harry Truman. Churchill, présent à l'ouverture de la conférence, fut remplacé pendant celle-ci

par Clement Attlee, les électeurs britanniques ayant voté majoritairement pour les travaillistes. Le sort de l'Allemagne était au cœur des discussions, elle devait capituler sans condition et n'était pas démembrée mais gérée en commun par les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la France.

La Pologne passait de 380 000 à 310 000 km² et voyait ses frontières glisser vers l'Ouest. L'URSS récupérait une partie de son territoire et en compensation Varsovie obtenait une partie du territoire allemand, la Silésie, d'où deux millions d'Allemands furent expulsés. Au total, les changements de frontières et la fin de la guerre provoquèrent douze millions de déplacés en Europe.

■ De la SDN à la création de l'ONU

Il était clair pour les Alliés qu'il fallait remplacer la SDN qui avait failli dans sa mission d'empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale, et qu'il était nécessaire de prolonger l'alliance des vainqueurs une fois la guerre terminée.

Roosevelt avait en tête un club de quatre gendarmes (États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni et Chine), dont il lança l'idée dès la conférence de Téhéran en 1943. À Yalta, cependant, Churchill l'avait convaincu de faire de la France le cinquième membre permanent. La Conférence de San Francisco, qui aboutit à la création de l'Organisation des Nations unies, eut lieu du 25 avril au 25 juin 1945, avec la participation de cinquante et un États. Les pays vaincus n'étaient pas invités, mais toute nation démocratique et pacifique était invitée à adhérer à la Charte des Nations unies.

À côté de l'Assemblée générale où le principe « un État – une voix » était acquis, fut créé un Conseil de sécurité où les cinq membres permanents disposent d'un droit de veto et six autres membres sont élus sur une base géographique pour deux ans.

■ Qu'est que le Conseil de Sécurité ?

Ce Conseil a la responsabilité principale du maintien de la paix. Il suppose donc la bonne entente des membres permanents pour fonctionner correctement. La Charte interdit le recours à la force dans les relations internationales et promeut le principe de l'égalité souveraine des États, des droits de l'homme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Très vite, les désaccords entre alliés empêchèrent le bon fonctionnement du Conseil puisque, en février 1946, l'URSS utilisa pour la première fois son droit de veto, ce qui allait devenir fréquent. Ce blocage à l'ONU, dû à la division des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, les conduirait à baser leur sécurité sur un système d'alliances, accentuant la méfiance réciproque et tuant dans l'œuf le projet de « sécurité collective ».

■ La naissance de l'Empire américain

Après la Seconde Guerre mondiale, les Américains mirent fin à leur politique isolationniste, inefficace pour empêcher la guerre, et décidèrent de relever le défi soviétique. Ce dernier était non seulement politique, vu la différence des régimes, mais surtout géopolitique puisque Washington ne pouvait accepter qu'un pays quel qu'il soit puisse prendre le contrôle du continent eurasiatique.

La relance de l'économie américaine après la crise de 1929

Le New Deal avait permis le redémarrage de l'économie après la grande crise de 1929. La guerre lui donna un souffle nouveau, alors que le territoire américain était épargné de destruction et que les pertes humaines étaient relativement limitées (300 000 hommes, soit 1/80 des pertes soviétiques), leur potentiel industriel fut stimulé par l'effort de guerre, les États-Unis devenant « l'arsenal des démocraties ».

« L'arsenal des démocraties »

À l'issue de la guerre, la flotte marchande américaine représentait les deux tiers de la flotte mondiale. Le revenu national avait doublé, les États-Unis détenaient les deux tiers des réserves d'or du monde, le dollar était devenu la monnaie d'échange internationale à la place de la livre sterling. La production de charbon américaine représentait la moitié de la production mondiale, celle du pétrole les deux tiers. Premiers producteurs d'acier au monde avec 95 millions de tonnes, ils devançaient de loin l'URSS, seconde à ce classement qui n'en produisait que vingt. Grâce à la recherche et à la technologie,

la productivité des États-Unis était quatre fois supérieure à celle de l'Europe. Ils disposaient du monopole de l'arme atomique dont les effets ont sidéré la planète et dont ils pensaient que l'URSS n'était pas prête à se doter, du fait de son retard technologique.

Un rayonnement idéologique

Ils incarnaient la liberté et étaient convaincus de la supériorité de leurs valeurs et de leur pensée. Comme l'écrivit Raymond Aron dans *Paix et guerre entre les nations*¹, « au lendemain de la deuxième guerre du siècle, les États-Unis, dont le rêve historique avait été de se tenir à l'écart des affaires du Vieux continent, se trouvèrent responsables de la paix, de la prospérité et de l'existence même de la moitié de la planète ». Les G.I. tenaient garnison à Tokyo et à Séoul vers l'ouest et à Berlin vers l'est. L'Occident n'avait rien connu de pareil depuis l'Empire romain. Les États-Unis étaient la première puissance authentiquement mondiale puisque l'unification planétaire de la scène diplomatique était sans précédent.

La fin de l'isolationnisme

Depuis George Washington et à l'exception de Woodrow Wilson, les dirigeants américains pratiquaient l'isolationnisme. Pour le premier président des États-Unis, les objectifs de la nation étaient simples : « protéger sa propre paix, préserver la liberté de ses citoyens et rechercher le bonheur des Américains. En ce qui concerne les nations étrangères, notre grande règle de conduite sera, tout en étendant nos relations commerciales avec elles, d'entretenir aussi peu de rapports politiques possibles. Pourquoi entremêler notre destinée à celle d'une quelconque partie de l'Europe, empêtrer notre paix et notre prospérité dans les tourments de l'ambition de la rivalité, d'intérêt, de l'humeur ou les caprices européens ? ». Au XIX^e siècle, au travers de la doctrine Monroe, l'isolationnisme s'étendait à l'ensemble du continent américain et incluait un l'interventionnisme parfois musclé, au détriment notamment du Mexique.

1. Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann Levy, Paris, 1962, réédition 1973, p. 13.

Qu'est-ce que la doctrine Monroe ?

Définie en 1823 par le Président américain James Monroe, elle veut empêcher toute intervention des puissances européennes dans les affaires des pays des Amériques. Présentée comme protégeant les pays latino-américains d'intervention des ex-puissances coloniales, elle s'est accompagnée, après le début du xx^e siècle du droit que se donnaient les États-Unis d'intervenir y compris militairement dans cette zone.

Deux jours après Pearl Harbor, Roosevelt déclarait : « *Nous faisons face à la grande tâche qui est devant nous en abandonnant immédiatement et pour toujours l'illusion que nous pourrions nous isoler du reste de l'humanité.* »

La mise en place de la Guerre froide

Les Alliés de la Seconde Guerre mondiale se divisèrent rapidement en deux camps idéologiquement opposés, séparés par ce qui allait être appelé le « rideau de fer », symbole de la rupture. L'alliance de ces deux extrêmes était contre-nature, incarnait un rapprochement de circonstances qui se délita à la fin de la guerre. Émergèrent différentes interprétations de l'origine de la Guerre froide. Pour les uns, les exigences du système capitaliste conduisaient nécessairement à l'expansion illimitée de l'influence américaine dans le monde et donc à la négation des droits chèrement acquis par l'Union soviétique au cours de la Seconde Guerre mondiale. Pour les autres, la nature même du système communiste, sa vision messianique, son caractère expansionniste, sa soif de domination venaient s'ajouter à l'impérialisme russe traditionnel.

■ L'expansionnisme soviétique

Fort du prestige de l'Armée rouge qui avait subi l'essentiel des attaques allemandes, Staline renonça au « socialisme dans un seul pays » dont il s'était contenté lorsque l'Union soviétique était sur la défensive. Le communisme semblait progresser partout dans le monde, pour la plus grande crainte des Occidentaux. En Asie, l'URSS soutenait les communistes chinois, les guérillas communistes qui se développaient en Indochine, en Malaisie, en Birmanie, aux Philippines et occupait une partie de la Corée. Elle voulait exercer le contrôle sur les détroits turcs des Dardanelles qui séparent la mer Noire de la Méditerranée et

conditionnaient donc l'accès de la flotte soviétique à cette dernière. Elle soutenait une guérilla communiste en Grèce, tentait de contrôler une partie du territoire iranien et supportait des partis communistes puissants en France et en Italie.

Mais Staline ne voulait pas de la confrontation à tout prix. Il reconnaissait la nécessité de l'aide occidentale pour reconstruire son pays. Il accorda donc des concessions, retira ses troupes d'Iran, renonça aux prétentions sur les détroits turcs. Le maître du Kremlin voulait pousser son avantage le plus loin possible jusqu'à ce qu'on l'arrête. Il avait le sentiment que les démocraties occidentales, dont il avait observé la faiblesse avant le déclenchement de la guerre (accords de Munich), ne lui opposeraient pas partout une opposition sans faille, aspirant à la paix et à la fin de la pénurie.

Le « rideau de fer »

Le 5 mars 1946, Winston Churchill, constata publiquement la brutale détérioration des relations entre les vainqueurs du nazisme dans un discours prononcé au collège de Fulton : *« De Stettin sur les bords de la Baltique, à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent européen. Derrière cette ligne toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Sofia, toutes ces cités célèbres, et leurs habitants tout autour, sont désormais inclus dans la sphère d'influence soviétique et tous sont de plus en plus soumis, sous une forme sous une autre, non seulement à l'influence soviétique mais au contrôle de Moscou. »* L'expression du « rideau de fer » avait déjà été employée dans un télégramme qu'il envoya à Truman le 12 mai 1945.

Churchill prônait alors une association fraternelle des peuples anglo-saxons pour marquer un coup d'arrêt à l'expansion soviétique. Selon lui, *« les Russes ne recherchent pas la guerre mais les fruits de la guerre et l'extension sans limite de leur pouvoir et de leur doctrine. Ce que j'ai constaté chez nos amis et alliés russes pendant la guerre m'a convaincu qu'ils n'admirent rien tant que la force, ils ne respectent rien moins que la faiblesse militaire. »*

L'occupation de l'Armée rouge sur les pays libérés

Le rideau de fer ne s'abaissa pas de la même façon sur tous les pays libérés par l'Armée rouge. Celle-ci occupait la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, la partie orientale de l'Autriche, les territoires allemands compris entre l'Elbe et la ligne Oder-Neisse. Elle était présente en Pologne, en Tchécoslovaquie mais absente d'Albanie et de Yougoslavie où la résistance nationale majoritairement communiste avait réalisé elle-même la libération du territoire. Force d'occupation, l'Armée rouge avait de grands pouvoirs pour intervenir dans les affaires intérieures des pays où elle était présente, pouvait poursuivre les actions contre ceux qui étaient accusés de mener des actions subversives et contrôlait les moyens d'information.

La mise sous tutelle des États « satellites »

De 1944 à 1948, l'URSS mit la main sur les appareils d'État par le biais de ses alliés communistes nationaux. La Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne, qui étaient avant la guerre des dictatures aux traditions démocratiques quasi inexistantes, s'était alliées à l'Allemagne nazie. Des « fronts patriotiques » organisés autour du PC remportèrent des élections à l'impartialité contestable en Roumanie et en Bulgarie. La Bulgarie fut déclarée démocratie populaire en 1947 et le roi de Roumanie dut abdiquer en janvier 1948. En Hongrie, le PC avec 17 % des voix se retrouva minoritaire, mais se vit attribuer le ministère de l'Intérieur qui initia une gigantesque épuration. Le leader communiste hongrois Rakosi avait appelé l'opération « Salami ». En Pologne, le bloc démocratique contrôlé par le parti communiste obtint ainsi 90 % des voix en 1947.

Qu'est-ce que l'opération « Salami » ?

Cette tactique consistait à former des gouvernements de coalition où les communistes obtenaient les postes régaliens, avant de fusionner avec les socialistes et démocrates et de diriger syndicats et milices pour ensuite prendre le contrôle des partis unifiés afin d'éliminer les autres partis politiques. Les opposants étaient donc avalés tranche par tranche pour que cela paraisse indolore, mais tout aussi efficace.

La mainmise sur la Tchécoslovaquie fut plus spectaculaire dans la mesure où il s'agissait d'une véritable démocratie avant la guerre. Les Tchécoslovaques se méfiaient des Occidentaux qu'ils accusaient

de les avoir laissé tomber avec la signature des accords de Munich. Par ailleurs, la Tchécoslovaquie avait été libérée des nazis par les Soviétiques. En mars 1945, un gouvernement de coalition fut composé, les communistes puissants politiquement déjà avant la guerre, obtinrent huit portefeuilles sur vingt-cinq dont ceux de l'Intérieur et de l'Information. En février 1948, les communistes demandèrent au président Bénéš de former un gouvernement « sans réactionnaires », en fait sans forces politiques hostiles aux communistes. Il refusa. Des milices armées se constituèrent et obtinrent par la pression et la force un changement de gouvernement où les communistes et leurs alliés avaient la part belle. C'était le « coup de Prague ». Bénéš démissionna en juin, la Tchécoslovaquie était devenue une démocratie populaire.

L'ensemble de ces démocraties populaires devinrent des satellites de l'URSS qui constituait le cœur de ce système de glacis territorial.

Quelques territoires échappent au contrôle de Moscou

Mais Moscou échoua à prendre le contrôle de la Yougoslavie et de la Finlande. On se rappelle que Staline pensait faire de la Yougoslavie une terre de coexistence entre l'Est et l'Ouest, mais Tito, le leader des partisans qui avaient vaincu les nazis et libéré seuls le pays, n'entendait pas obéir à Staline. Il voulait au contraire imposer au plus vite un régime communiste et s'étendre territorialement. Par ailleurs, Staline ne pouvait supporter qu'un leader national se montre indépendant à son égard. En juin 1948, le Kominform, l'organisme de liaison communiste, condamna le régime de Tito. Cependant, le parti communiste yougoslave restait solidaire de son leader, la solidarité nationale l'emportant sur la solidarité idéologique internationale. La Yougoslavie conservait donc un régime communiste, qui allait s'avérer plus clément que ceux des autres pays de l'Est, mais décidait de rompre avec Moscou et d'opter pour une diplomatie indépendante.

En Finlande, ce fut l'inverse. Alors que l'Union soviétique cherchait à contrôler les territoires, les Finlandais obtinrent le retrait des troupes soviétiques en échange de la signature d'un traité de paix et d'amitié. Les Finlandais conservaient le droit de choisir leur régime politique, en l'occurrence une démocratie parlementaire bien différente de celle de l'Union soviétique, mais leur politique étrangère allait être plus ou moins alignée sur celle de l'Union soviétique, d'où le qualificatif de

« finlandisation » qui allait devenir « *un cauchemar pour les Occidentaux, un rêve pour les pays de l'Est* ».

■ Les États-Unis à la tête du monde libre

Truman faisait nettement moins confiance aux Soviétiques que Roosevelt. Il avait assisté à leurs tentatives expansionnistes et leurs velléités de contrôle dès 1946 et avait confié qu'il en avait assez de pouponner les Soviétiques.

Dans ses mémoires, il écrivit : « *Nous avons livré une guerre longue et coûteuse pour écraser le totalitarisme d'Hitler, l'insolence de Mussolini et l'arrogance des seigneurs de guerre japonais. Pourtant la nouvelle menace qui se dressait devant nous paraissait tout aussi grave que l'avait été celle de l'Allemagne nazie et de ses amis. Le moment était venu de ranger délibérément les États-Unis d'Amérique dans le camp et à la tête du monde libre.* » Le 11 mars 1947, il s'adressa au Congrès pour déclarer que les États-Unis devaient soutenir les peuples libres qui résistaient aux tentatives d'asservissement par des minorités armées ou aux pressions venues de l'extérieur. Il s'agissait spécifiquement d'aider la Grèce, touchée par une guerre civile, et la Turquie, à résister à la pression soviétique.

Une vision politique : le *containment*

En juillet 1947, la revue *Foreign Affairs* publia sous la signature de X un article exposant la doctrine américaine à l'égard de l'Union soviétique, « le *containment* », ou endiguement. L'auteur, George Kennan, diplomate auparavant en poste à Moscou, écrivait : « *Il est clair que l'élément principal de toute politique des États-Unis vis-à-vis de l'URSS doit être un endiguement à long terme, patient, mais ferme et vigilant des tendances expansionnistes de la Russie en vue d'opposer aux Russes une contre-force inaltérable en tous points où ils démontreront des signes de leur volonté d'empiéter sur les intérêts d'un monde pacifique et stable.* »

Kennan prédisait que si les Occidentaux arrivaient à contenir l'URSS pour une période de dix à treize ans, le Kremlin reviendrait à une politique étrangère plus sage. Il se distinguait des partisans du « *roll back* » qui voulaient contraindre militairement les Soviétiques à reculer. Cet article inspira la doctrine Truman.

Un plan économique : le Plan Marshall

Le 5 juin 1947, le général Marshall, secrétaire d'État américain, déclara que les destructions de la guerre créaient des besoins européens supérieurs à leur capacité de paiement. Il envisageait donc une aide gratuite et importante pour faire redémarrer l'économie européenne. Outre le fait que les Américains étaient conscients des difficultés d'approvisionnement des Européens, ils craignaient que celles-ci ne débouchent sur des troubles politiques et sociaux permettant à des forces antiaméricaines ou prosoviétiques de prendre le pouvoir. Il apparaissait donc nécessaire de contrer la misère pour parer à l'expansion du communisme. Le plan Marshall s'adressait à l'ensemble des pays européens, mais les pays contrôlés par l'Union soviétique furent contraints de le refuser. Selon André Fontaine, c'est de ce mois de juillet 1947 que date la division de l'Europe : « *D'un côté, des clients de l'Amérique, de l'autre les satellites soviétiques*¹. »

Les crédits affectés à la reconstruction de l'Europe représentèrent de 1948 à 1951 1,2 % du PNB américain et furent répartis par l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) créée à cette fin. Ce plan permettrait un développement économique européen qui fut à la base des Trente glorieuses. Le succès fut tel que l'expression de plan Marshall est reprise dès qu'il s'agit d'aider un secteur en difficulté.

Un pacte militaire : l'OTAN

En juin 1948, le Sénat américain adopta la résolution Vandenberg autorisant le gouvernement américain à adhérer à des pactes militaires. Le traité sur l'Alliance atlantique fut signé le 4 avril 1949 par la France, l'Angleterre, la Belgique et les Pays-Bas, le Luxembourg, les États-Unis, le Canada, le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège, et le Portugal malgré le caractère dictatorial de son régime. Il prévoyait la solidarité des États membres en cas d'agression. De plus, il maintenait la présence militaire américaine pour assurer la sécurité européenne et sauvegarder le système libéral et démocratique.

1. André FONTAINE, *Histoire de la Guerre froide*, Fayard, Paris, 1965, p. 388.

■ L'URSS conteste et réplique

Une vision politique : la doctrine Jdanov

En octobre 1947, huit partis communistes d'URSS, d'Europe de l'Est, italien et français signèrent un communiqué prévoyant de créer un bureau d'information commun, le Kominform, soumis à Moscou, « pour organiser l'échange des expériences et la coordination de l'activité des partis communistes ». Les Occidentaux y voyaient la recreation de l'Internationale communiste, dissoute en 1943 pour montrer que l'Union soviétique avait renoncé à la révolution mondiale. Le communiqué final, intitulé « Doctrine Jdanov », avait en effet des termes très agressifs vis-à-vis de l'Occident. Selon elle, deux clans s'étaient formés dans le monde : « D'une part le camp impérialiste antidémocratique qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et les écrasements de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste démocratique dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme. »

Un plan économique : le Comecon

Le pendant économique soviétique du plan Marshall était le Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon ou CAEM), créé en 1949 pour organiser et coordonner la production nationale selon les capacités des États satellites et les intérêts de l'URSS.

Un pacte militaire : le pacte de Varsovie

L'URSS protesta, estimant que le Pacte atlantique était agressif, dirigé contre l'Union soviétique et contraire à la Charte de l'ONU. Mais après avoir signé des accords bilatéraux de défense avec l'ensemble des pays qu'elle occupait ou contrôlait, l'URSS créa officiellement le pacte de Varsovie en 1955, présenté comme une riposte à l'Alliance atlantique et à l'adhésion allemande à l'OTAN de 1955. Il prévoyait une assistance à tout État qui serait victime d'une agression, mais en réalité ses interventions militaires furent plutôt des opérations de police interne au camp communiste à Budapest en 1956 ou à Prague en 1968.



LA DIVISION DE L'EUROPE EN 1955

- | | |
|--|----------------------------------|
| Pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) | Pacte de Varsovie |
| Autres États alliés | Pays communiste non lié à l'URSS |
| | Rideau de fer |

■ La division de l'Allemagne

Berlin et l'Allemagne symbolisèrent la division de l'Europe (cf. carte ci-avant) et du monde. Ligne de contact et de clivage entre l'Est et l'Ouest, le pays abrita la plus forte concentration militaire de toute l'histoire humaine.

L'Allemagne, un territoire stratégique surmilitarisé

Avant la réunification, l'Allemagne de l'Ouest (60 millions d'habitants) comptait 490 000 soldats, auxquels il fallait ajouter 250 000 militaires américains, 67 000 britanniques, 50 000 français et 40 000 soldats d'autres pays de l'OTAN. L'Allemagne de l'Est (17 millions d'habitants) comptait 172 000 soldats est-allemands et 380 000 soviétiques.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne perdit un quart des territoires reconnus allemands par le traité de Versailles. Berlin fut divisée en quatre secteurs, tout en étant une enclave dans la zone soviétique. Les armées américaines et soviétiques s'étaient rencontrées sur l'Elbe, à l'est du tracé des zones d'occupation définies à Londres. Alors que Churchill avait demandé au président américain de ne pas céder de terrain à l'Union soviétique, Truman respectant les accords passés avec Moscou, fit évacuer les troupes américaines d'une vaste région comprenant Weimar, Iena, et Erfurt. Les unités françaises, britanniques et américaines, en revanche, entrèrent dans la ville de Berlin, conquise par la seule Armée rouge.

Les Alliés étaient divisés sur la gestion du pays. Fallait-il créer ou non une administration centrale de l'Allemagne ? Finalement, chaque puissance administrait une zone qui lui était accordée et un secteur dans Berlin. Les Soviétiques se satisfaisaient de la perspective d'une Allemagne divisée qui leur permettait d'en contrôler une partie et leur garantissait l'impossibilité de la construction d'une puissance centrale en Europe, susceptible de s'opposer à eux. En juin 1948, les Occidentaux convoquèrent une assemblée constituante pour l'Allemagne de l'Ouest. Anglais et Américains unifièrent leur zone économique. Une nouvelle monnaie, le deutsche mark, fut mise en circulation. De façon prémonitoire, De Gaulle condamna cette politique et fit savoir que si un Reich était créé à Francfort, les Soviétiques en créeraient un autre à Berlin. Cela fait, ajouta-t-il,

une seule question dominerait l'Allemagne et l'Europe, à savoir lequel des deux Reich ferait l'unité. La France rejoignit cependant la bizonne économique et monétaire des Anglais et des Américains.

Le blocus de Berlin-Ouest (24 juin 1948-12 mai 1949)

En réponse à cette unification, le 24 juin 1948, les Soviétiques déclarèrent un blocus de Berlin-Ouest, empêchant toute liaison terrestre ou ferroviaire pour pousser les Occidentaux à négocier. Ces derniers organisèrent alors un pont aérien.

Le pont aérien

Pour permettre le ravitaillement de Berlin-Ouest, c'est par voie aérienne que les Américains et les Britanniques transportèrent à partir du 28 juin les premières marchandises destinées à la population de Berlin. Ils laissaient ainsi la responsabilité de l'agression à l'Union soviétique. Cette dernière pouvait bloquer camions et trains, mais pour stopper le pont aérien, il fallait faire usage en premier du feu pour abattre un avion.

Moscou ne croyait pas à l'efficacité du pont aérien à une époque où ce transport en était encore à ses balbutiements. Il allait pourtant être un succès : en plus de 275 000 vols, plus de deux millions de tonnes de marchandises purent être acheminées au total. Le 5 mai 1949, un accord soviéto-américain prévoyait la levée des restrictions sur la circulation pesant sur Berlin. Berlin-Ouest était de nouveau relié au monde occidental par le train et la route le 12 mai 1949.

Suite au blocus, Bonn (capitale désignée de l'Allemagne de l'Ouest, petite ville provinciale proche de Cologne et donnant une image de modestie) comprit que sa sécurité passait par les États-Unis, seuls capables de la garantir. Les Allemands étaient réhabilités politiquement aux yeux des Américains et des Occidentaux. Berlin, qui était le symbole du militarisme prussien du troisième Reich et incarnait le rêve d'une Allemagne agressive, devint le symbole du combat pour la liberté contre l'oppresseur soviétique.

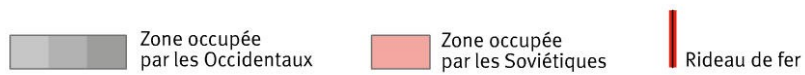
La création de la RDA et de la RFA

Mais toute perspective de réunification s'éloignait. Le 8 mai 1949, la loi fondamentale de Bonn fut adoptée. Il ne s'agissait pas d'une constitution, puisque l'objectif officiel demeurait la réunification, mais la République fédérale d'Allemagne (RFA) était créée (voir carte page suivante). Konrad Adenauer, un chrétien-démocrate, devint chancelier en septembre 1949. L'Allemagne existait de nouveau comme puissance politique autonome.

Le 7 octobre, l'URSS réunit alors à Berlin un Conseil du peuple allemand qui proclama la création d'une République démocratique allemande (RDA). Moscou se satisfaisait d'une Allemagne divisée dont il contrôlait une partie. Toutefois, en 1952, Staline proposa la réunification de l'Allemagne en échange de sa neutralisation, les Occidentaux pensant qu'il s'agissait d'un piège refusèrent cette proposition.



LA DIVISION DE L'ALLEMAGNE



Par peur de l'avancée soviétique, se fit ressentir le besoin d'une Allemagne de l'Ouest forte. Les souvenirs du passé poussèrent cependant les Occidentaux à développer la puissance de l'Allemagne dans un contexte d'intégration régionale, mettant sa force au service du camp occidental tout en la contrôlant.

Vers un rapprochement franco-allemand

Afin de surmonter l'opposition mortifère entre la France et l'Allemagne, Robert Schuman et Jean Monnet mirent en œuvre la méthode des « petits pas ».

Qu'est-ce que la méthode des « petits pas » ?

Le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, en collaboration avec Jean Monnet, alors Commissaire au Plan, publia un mémorandum proposant la construction européenne par le biais « *de réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait* », la méthode des « petits pas ».

- Leur plan consistait du point de vue économique à placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune (Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951), pour que « *la solidarité de production qui [serait] ainsi nouée [manifeste] que toute guerre entre la France et l'Allemagne [devenait] non seulement impensable mais matériellement impossible* ». Après le refus britannique, six gouvernements entrèrent en négociation : la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg afin de créer la Communauté économique européenne (CEE) avec le traité de Rome signé en 1957.
- De plus, du point de vue militaire, face à la menace soviétique, il convenait de faire participer l'Allemagne à l'effort de défense commun, mais les Français se méfiaient toujours d'une éventuelle renaissance du militarisme allemand. Selon la formule d'Alfred Grosser, « *la France souhaitait que l'armée allemande soit à la fois plus faible que l'armée française et plus forte que l'armée soviétique*¹ ». Après l'épisode de la guerre de Corée, la France proposa de créer une armée commune liée aux institutions européennes, dirigée par un ministre européen de la Défense : c'était le projet de Communauté européenne de défense (CED). Ce plan liait le

1. Alfred GROSSER, *Les Occidentaux*, Fayard, 1978, édition 1981, p. 160.

réarmement allemand, nécessaire pour faire face à la menace soviétique, à la construction politique de l'Europe. La France, pourtant à l'initiative de ce plan, allait cependant le rejeter en 1954. Le résultat fut d'intégrer en 1955, l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN et d'affecter totalement son armée au commandement militaire intégré. La même année, elle renonça parallèlement à fabriquer l'arme atomique biologique et chimique, mais pouvait recevoir sur son territoire des armes de ce type détenues par d'autres États, notamment les États-Unis.

En RDA, le 16 juin 1953, des milliers d'ouvriers manifestèrent sur la Stalinallee, demandant le départ des soldats soviétiques et des élections libres. Les troupes soviétiques intervinrent pour rétablir l'ordre (il y aurait eu une trentaine de victimes) et imposèrent un état de siège, levé le 11 juillet.

Le chancelier ouest-allemand, Konrad Adenauer, présenté comme un « revanchard » par l'URSS (c'est-à-dire souhaitant une revanche allemande sur la Seconde Guerre mondiale), prôna l'apaisement aux Allemands de l'Est en les invitant à ne pas se laisser entraîner par des provocateurs à des actes qui pourraient mettre en danger leur vie et leur liberté. Selon lui, un véritable changement dans la vie des Allemands de la zone soviétique ne pouvait résulter que du rétablissement de l'unité allemande dans la liberté. On ne pouvait pas affirmer plus nettement aux Allemands de l'Est que le monde occidental ne risquerait en aucune façon un affrontement avec l'URSS pour leur venir en aide.

La coexistence pacifique

■ La déstalinisation

La mort de Staline le 5 mars 1953 et l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev apaisèrent les tensions. Le 27 juillet 1953, fut signée l'armistice en Corée à Pan Mun Jeom. Les deux superpuissances avaient conclu de cet affrontement qu'à l'âge nucléaire les guerres devenaient forcément limitées. En juillet 1955, les quatre grandes puissances (États-Unis, URSS, Royaume-Uni et France) se réunirent à Genève pour traiter de l'amélioration des relations Est-Ouest,

première rencontre de ce type depuis Potsdam. La même année, le traité d'État signé sur l'Autriche prévoyait le retrait des troupes américaines et soviétiques et un statut de neutralité pour l'Autriche. Ces événements inaugurèrent un nouvel état d'esprit.

En janvier 1956, Khrouchtchev effectua une visite au Royaume-Uni où il tenta une opération de charme envers l'opinion publique. Mais ce fut surtout le XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) en février qui changea l'atmosphère. Khrouchtchev s'opposa aux durs du parti, emmenés par Molotov, et décida de mener une politique d'ouverture vers les Occidentaux. Le 25 février, il fit la lecture d'un rapport sur les crimes de Staline dans un discours à huis clos.

Le rapport Khrouchtchev, une remise en cause sans appel

Ce rapport fut une condamnation du « culte de la personnalité », et même de la politique menée par Staline, de sa politique économique désastreuse, de sa répression et des déportations de masse auxquelles il avait procédé. La révélation de ce rapport, qui ne put rester secret très longtemps, provoqua un réel choc dans l'opinion mondiale et marqua un changement d'orientation de la politique soviétique. Khrouchtchev, admettant la possibilité de tenir compte des particularités nationales dans le camp communiste et des différentes voies au socialisme, se rapprocha de Tito et réhabilita les victimes des purges.

Concernant les relations avec les États-Unis, Khrouchtchev théorisa le principe de la coexistence pacifique des systèmes politiques opposés et en fit la ligne de la diplomatie soviétique. Il promettait l'établissement de relations « *d'amitié durable entre les deux plus grandes puissances du monde* » et il définissait cinq principes de cette coexistence pacifique : le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, au travers de la non-agression et de la non-ingérence dans les affaires intérieures ; l'égalité ; l'octroi d'avantages réciproques ; une coexistence pacifique et une coopération économique. Cela revenait en fait à la notion de sphères d'influence. Le développement économique de l'URSS l'avait rendu optimiste dans la capacité de victoire du système socialiste sur le système capitaliste grâce à

son efficacité, la guerre n'était donc plus le moyen privilégié pour conquérir le monde.

En 1960, le PCUS prévoyait même de rattraper la production industrielle des États-Unis. En 1960, l'URSS renonçait donc officiellement à la révolution mondiale. La Chine en profita alors pour dénoncer le « révisionnisme » soviétique, mais cette querelle idéologique n'était que le masque de rivalités nationales. Khrouchtchev était convaincu que la perte inéluctable par les Occidentaux de leur empire colonial les affaiblirait alors que le système économique soviétique irait de succès en succès. Khrouchtchev promit d'ailleurs de fabriquer des fusées « comme des saucisses ». Malgré ce programme, le complexe militaro-industriel absorbait une trop grande part de la puissance soviétique.

■ L'espoir réprimé en Hongrie

L'appel à la coexistence pacifique et à la dissolution du Kominform fit naître l'espoir à l'Ouest, mais aussi à l'Est. Le monolithisme était mis en cause dans le camp communiste. En avril 1956, les staliniens à Varsovie étaient éliminés du pouvoir, au profit de dirigeants plus modérés.

Mais en Hongrie le stalinien Rakosi n'entendait pas lâcher prise et fit même jeter en prison le Premier ministre réformateur Imre Nagy, ce qui était contraire à la politique de Khrouchtchev. Alors qu'auparavant Moscou imposait aux pays satellites une ligne dure, elle les poussait désormais à adopter une ligne politique plus ouverte et Khrouchtchev força Rakosi à la démission. Mais l'appel d'air fut trop fort et le peuple hongrois manifesta massivement contre la présence soviétique. Nagy, qui venait de former un gouvernement, dut faire face à une insurrection. Il demanda le retrait des troupes soviétiques, tout en se déclarant en accord avec Khrouchtchev.

Les Américains y virent une faille dans le camp communiste. John Foster Dulles, le secrétaire d'État américain, salua le « *défi lancé par le peuple héroïque de Hongrie au feu meurtrier des tanks de l'Armée rouge* ». Les radios américaines, émettant vers l'Europe de l'Est, poussèrent les Hongrois à l'insurrection. Le 1^{er} novembre, Nagy dénonça le pacte de Varsovie et proclama la neutralité hongroise, ce qui était inacceptable

pour Khrouchtchev qui sentait un danger pour son propre pouvoir en Union soviétique. Il avait conscience que le départ de la Hongrie du camp communiste lui serait reproché par la vieille garde stalinienne. Il savait par ailleurs que les Occidentaux n'interviendraient pas militairement, d'autant plus que Français et Britanniques étaient empêtrés au même moment dans la guerre de Suez. Une intervention militaire du pacte de Varsovie écrasa alors l'insurrection, Nagy fut enfermé puis exécuté.

Le nouveau pouvoir proposa un « contrat d'oubli » à la population. Le régime serait relativement libéralisé, le niveau de vie plus élevé que dans les autres pays socialistes en échange de l'abandon de toute revendication d'autonomie par rapport à l'Union soviétique.

■ Le mur de Berlin

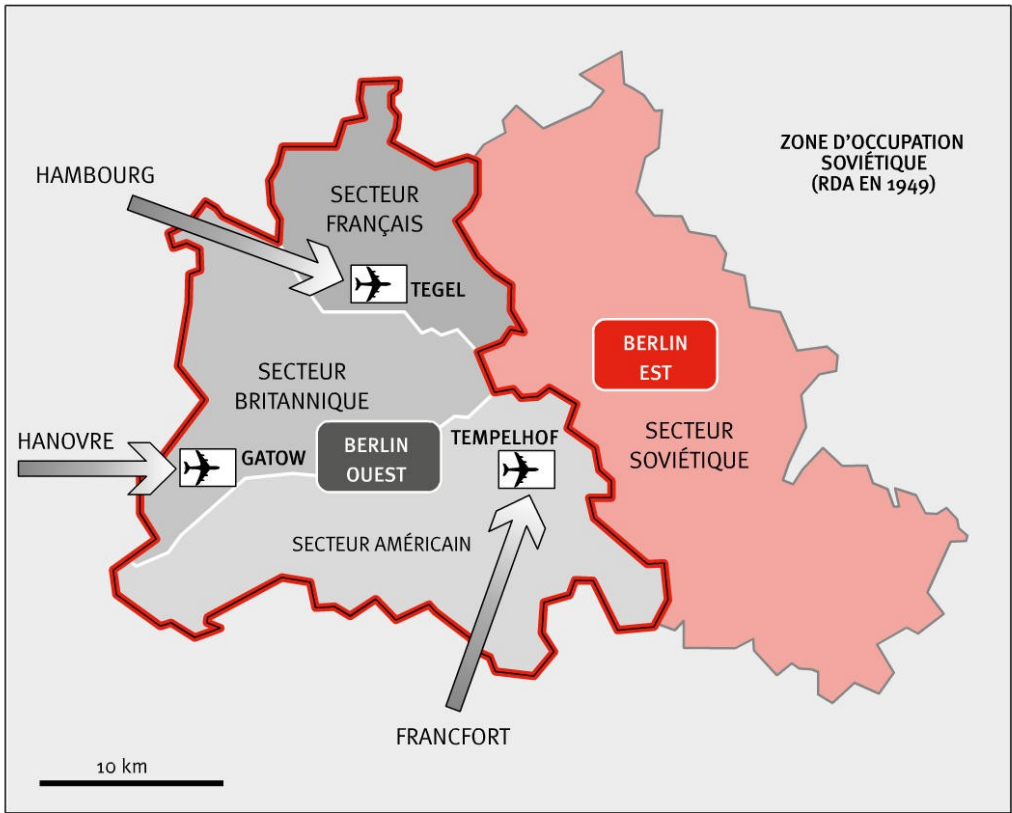
Berlin, ville symbolique, représentait un défi de taille pour les Soviétiques. Elle constituait une brèche, la seule dans le rideau de fer. Il était en effet impossible de passer de l'Est à l'Ouest, le rideau de fer représentant une barrière hautement gardée et infranchissable. Il était de même impossible de passer d'Allemagne de l'Est en Allemagne de l'Ouest. Mais après la fin du blocus, les Soviétiques s'étaient engagés à garantir la liberté de circulation entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. La ville de Berlin était bien séparée entre un secteur occidental et un secteur oriental, mais il n'y avait pas d'entrave à la circulation entre ces deux secteurs. Dès lors, tous ceux qui voulaient fuir le régime est-allemand, à la recherche de la liberté ou d'un meilleur niveau de vie, passaient de Berlin-Est à Berlin-Ouest et de là rejoignaient l'Allemagne occidentale. Privés de liberté, les Allemands de l'Est « votaient avec leurs pieds ».

Les migrants de Berlin-Est vers Berlin-Ouest se comptent par millions

Entre 1949 et 1961, environ 3 500 000 Allemands de l'Est passèrent à l'Ouest en « choisissant la liberté ». Le phénomène, stimulé également par le différentiel de niveau de consommation entre les deux Allemagne, s'accéléra en 1960. 152 000 Allemands de l'Est avaient franchi la frontière, 72 000 pour les seuls quatre premiers mois de 1961. Ces fuites représentaient un désaveu pour le régime est-allemand, prouvant l'impopularité de leur régime et l'attractivité supérieure de « l'enfer capitaliste ». De surcroît, l'Allemagne de l'Est se voyait privée de ses élites car c'était souvent ceux qui étaient le mieux formés (ingénieurs, médecins, avocats) qui partaient exercer à l'Ouest leur talent et les compétences développées à l'Est, créant une « hémorragie de cerveaux ».

Dans la nuit du 15 août 1961, les autorités est-allemandes, pour mettre fin à cet exode massif, construisirent un mur le long de la ligne de démarcation (cf. carte ci-contre). Tout passage serait désormais impossible. Le mur étant hautement gardé, c'était à la fois une politique de force et un aveu d'échec pour l'Allemagne de l'Est.

Le mur serait bientôt rebaptisé « mur de la honte » et sa construction unanimement condamnée par les pays occidentaux qui, cependant, ne pouvaient aller au-delà des protestations verbales par crainte d'une escalade dans la confrontation. Le mur devint le symbole de la division de l'Europe, son édification sera la dernière grande crise de la Guerre froide.



BERLIN DE 1945 À 1990



La dissuasion nucléaire

Les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki avaient mis le Japon à genoux et accéléré la fin de la guerre en Asie. Le monde était entré dans l'ère nucléaire mais les conséquences stratégiques n'en avaient pas été immédiatement tirées. Les Américains avaient proposé de renoncer à l'arme nucléaire si le cycle entier de l'atome était internationalisé. L'URSS refusa cette proposition par manque de confiance envers les Américains et pour ne pas rester dans un état d'infériorité vis-à-vis des États-Unis. Ces derniers pouvaient renoncer à l'arme, mais pas au savoir qui y conduisait. En 1949, l'Union soviétique réalisa à son tour son premier essai nucléaire.

■ L'arme nucléaire change les perspectives

Au départ, les Américains décidèrent de multiplier le nombre d'armes nucléaires dans leur arsenal pour compenser leur infériorité en hommes et en matériel. L'arme nucléaire permettait « *a bigger bang for less bucks* », un plus gros boum pour moins de dollars. Les armes nucléaires étaient moins coûteuses que les armes classiques à potentiel de destruction comparable. Petit à petit, la notion de dissuasion se dégagea. Elle se distingue radicalement de l'adage latin « *Qui veut la paix, prépare la guerre* », car face à un État nucléaire, le calcul des risques et avantages potentiels dans une guerre ne peut plus être obtenu, le risque étant la destruction totale d'un pays. La guerre de Corée avait montré qu'à l'âge nucléaire, une guerre, même locale, était soumise à des contraintes politiques. À l'ère nucléaire, les supergrands « *se font la guerre comme les hérissons font l'amour, en faisant très attention* » selon une boutade des experts de la Rand Corporation, un think tank américain travaillant pour le Pentagone. Ce fut donc son potentiel destructeur qui conduisit l'arme nucléaire à être un facteur de paix car le monde ne se remettrait pas d'une guerre nucléaire comme il pouvait se remettre d'une guerre conventionnelle. Une guerre nucléaire aurait pu signifier la fin du monde, ce fut justement cette perspective qui ferait que tout au long de la Guerre froide, États-Unis et Union soviétique ne se feront jamais la guerre directement, pas plus que le pacte de Varsovie et l'Alliance atlantique. Un simple coup de feu aurait pu provoquer une ascension aux extrêmes, débouchant sur une guerre nucléaire. Ils ne se feraient la guerre que par alliés interposés.

■ Accumuler des armes pour garantir la paix ?

Paradoxalement, l'Europe, divisée en deux camps antagonistes idéologiquement et couverte par la dissuasion nucléaire, connaîtrait sa plus longue période de paix alors même qu'elle était le continent des guerres, au point d'avoir poussé le monde dans deux guerres généralisées au ^{xx}e siècle et qu'elle représentait la plus forte concentration militaire de tous les temps. Jean-Paul Sartre avait écrit à propos de l'arme nucléaire qu'il fallait que *« l'humanité soit mise en possession de sa mort »*. De son côté, l'Américain Bernard Brodie avait écrit dès 1946 : *« Jusqu'à maintenant le principal objectif de notre appareil militaire était de gagner les guerres, désormais son but principal doit être de les éviter. »* Cette perspective de la disparition de l'humanité par sa propre faute empêcha le déclenchement du conflit direct. Selon la formule de Churchill, *« à l'âge nucléaire, la sécurité sera le robuste enfant de la terreur et la survie la sœur jumelle de l'annihilation »*. Apparurent des débats dans le monde entre les partisans de la dissuasion, qui estimaient que c'était justement son caractère extrême qui amenait la paix, et ceux du désarmement nucléaire, qui pensaient que le risque d'un déclenchement accidentel était trop grand pour pouvoir être supporté. L'Union soviétique aurait-elle attaqué l'Europe occidentale sans la dissuasion ? On ne peut réécrire l'histoire mais la dissuasion en tous les cas bloqua toute tentative. Raymond Aron écrivait dès 1947 *« paix impossible, guerre improbable »*. La paix était impossible à cause de l'hétérogénéité des systèmes. Le camp communiste et le camp occidental ne pouvaient se satisfaire de l'existence de l'autre. Il n'y avait pas de réconciliation possible entre les deux systèmes, mais en même temps l'arme nucléaire rendait improbable, et en fait impossible, le déclenchement d'une guerre.

■ L'URSS rattrape son retard technologique : la course aux armements commence

Pour Henry Kissinger, *« la dissuasion est la tentative faite pour empêcher un adversaire d'adopter une certaine ligne d'action en lui opposant des risques qui lui paraissent sans commune mesure avec aucun des gains escomptés »*. Dans les années 1950, les Américains avaient adopté la doctrine des représailles massives. Une attaque soviétique conventionnelle en Europe déclencherait le feu nucléaire sur Moscou. Cela était d'autant plus confortable qu'il y avait une dissymétrie stratégique. La portée

limitée à l'époque, tant des missiles terrestres, que des bombardiers, permettait aux armes nucléaires américaines déployées en Europe de pouvoir frapper Moscou, alors que les armes nucléaires soviétiques étaient incapables d'atteindre le territoire américain. Il y avait donc toujours une sorte de dissuasion unilatérale des Américains à l'égard des Soviétiques. En 1953, l'URSS parvint à faire exploser sa première bombe H, seulement un an après les États-Unis. En 1957, l'URSS réussit son premier essai de missile intercontinental. La même année, le Spoutnik était mis en orbite et prouvait que Moscou avait rattrapé son retard technologique sur les États-Unis. Le territoire américain devint vulnérable aux frappes soviétiques en représailles. Les Américains changèrent alors de doctrine et adoptèrent le concept de « riposte graduée » (*flexible response*).

Qu'est-ce que la doctrine de « riposte graduée » ?

Une attaque soviétique susciterait tout d'abord une riposte conventionnelle américaine et si cela ne suffisait pas les États-Unis passeraient aux armes nucléaires tactiques de courte portée, puis enfin aux armes stratégiques.

Les Américains disaient qu'ils ne pouvaient pas immédiatement risquer la vie de Chicago, New York ou Washington pour protéger Paris, Londres ou Rome. Le concept de riposte graduée avait pour inconvénient de prévoir l'utilisation d'armes nucléaires sur le champ de bataille et donc de détruire ce qu'il était censé protéger. Les Allemands étaient inquiets puisque la bataille aurait lieu chez eux mais ils ne pouvaient s'opposer aux États-Unis qui assuraient leur sécurité. Le concept de riposte graduée fut adopté par l'OTAN en 1962. La France, de son côté, rejeta ce principe qu'elle jugeait n'être pas tout à fait compatible avec le concept de dissuasion. Les deux superpuissances s'étaient lancées dans une course aux armements les conduisant à une capacité d'*overkill* pouvant faire sauter plusieurs fois la planète, ce qui là aussi s'éloignait du concept initial de dissuasion.

À la fin du monde bipolaire, et malgré la signature d'accords de maîtrise des armements, chaque superpuissance disposerait de 12 000 à 13 000 armes nucléaires déployées et autant en réserve, bien au-delà du nombre requis pour la dissuasion.

Chapitre 2

La Guerre froide dans l'hémisphère sud

LA RIVALITÉ SOVIÉTO-AMÉRICAINE ne fut pas confinée au continent européen. Elle s'étendit également sur les continents africain, asiatique et latino-américain qui se retrouvèrent quadrillés selon leur appartenance au bloc occidental ou soviétique, officiellement par le jeu de la « pactomanie » américaine ou de l'extension du CAEM. Mais les peuples du Sud, de ce qui devint le Tiers-monde, n'entendaient pas être un simple objet dans la lutte entre les deux superpuissances et voulurent également prendre leur destin en main.

L'émergence de l'idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

La victoire contre le nazisme avait été présentée comme la victoire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce principe, notamment pour les puissances coloniales européennes, valait surtout pour les peuples européens et blancs, mais les peuples colonisés s'en saisirent et le firent valoir pour eux-mêmes.

Au cinquième Congrès panafricain de Manchester en 1945, fut affirmée la liberté pour les peuples colonisés de choisir leur propre destin. Mais les métropoles ne l'entendaient pas ainsi, même si le Royaume-Uni, confronté dans le passé à l'indépendance des États-Unis, du Canada et de l'Australie, avait une attitude plus ouverte que la France (ou le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas) qui estimait que sans ses colonies elle cesserait d'être une grande puissance. Gaston

Monnerville, un modéré d'origine guyanaise, qui deviendrait par la suite président du Sénat, déclara le 25 mai 1945 à l'Assemblée consultative : « *Sans l'empire (colonial), la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son empire, la France est un pays vainqueur.* » Il est vrai que les populations des colonies avaient payé un lourd tribut à la guerre, en fournissant des contingents et cela renforçait à leurs yeux leurs revendications émancipatrices.

Alors que le Royaume-Uni contrôlait ses colonies avec très peu de nationaux, la France avait pratiqué au Maghreb une colonisation de peuplement avec un million de personnes d'origine européenne en Algérie, 400 000 au Maroc, 200 000 en Tunisie, ce qui représentait un obstacle supplémentaire à la décolonisation.

Les puissances européennes perdirent les unes après les autres leurs colonies, tandis que Moscou et Washington exportaient leurs rivalités auprès des jeunes États indépendants qui étaient confrontés à de nouveaux risques de dépendance. C'était pour éviter de passer du colonialisme au « néo-impérialisme » que fut créé le mouvement des pays non-alignés. Mais la logique Est-Ouest dépassa tous les autres clivages.

La naissance du Tiers-monde

En 1952, le Français Alfred Sauvy définit le concept de tiers-monde par référence au Tiers-État comme distinction des deux ordres de la noblesse et du clergé. Le Tiers-monde se distinguait lui du monde communiste et du monde capitaliste, le clivage Nord-Sud voulant se superposer ou se voulant même une alternative au clivage Est-Ouest car l'Est et l'Ouest appartenaient en fait à l'hémisphère Nord et surtout au monde développé, alors que le Tiers-monde réunissait les pays en voie de développement. Ainsi, les vingt-neuf pays participant à la conférence de Bandung en 1955 représentaient la moitié de l'humanité, mais seulement 8 % du PIB mondial.

■ La conférence de Bandung

Si dans les années 1950, les pays latino-américains, indépendants depuis plus d'un siècle, se sentaient stratégiquement proches des

Occidentaux et notamment des États-Unis, ce n'était pas le cas des nations africaines et asiatiques qui, pour la plupart, venaient d'obtenir l'indépendance. Ces dernières voulaient affirmer leur identité face aux anciennes puissances coloniales européennes, mais également face aux deux superpuissances soviétique et américaine.

À cette fin, en avril 1955, vingt-neuf pays d'Asie et d'Afrique se réunirent à Bandung en Indonésie. Le concept d'« afro-asiatisme », mélange de volonté politique de décolonisation et d'appartenance à une zone géographique fut mis en avant. Tous ces pays avaient en commun d'avoir subi une dépendance vis-à-vis des pays occidentaux. Il y avait pourtant à la fois des pays pro-occidentaux comme le Japon, la Turquie et les Philippines ou le Vietnam du Sud ; des pays communistes comme la Chine, le Vietnam du Nord et l'Indonésie, et également (en dépit l'un de l'autre) l'Inde et le Pakistan. Fut adopté le Panchsheel, reprenant les cinq principes inspirés du bouddhisme :

- la non-agression,
- le respect mutuel des souverainetés et de l'intégrité territoriale,
- la non-ingérence dans les affaires intérieures,
- la réciprocité des avantages dans les contrats,
- la coexistence pacifique.

Le colonialisme était vivement condamné alors que l'égalité des races et le droit pour chaque nation de se défendre sans recourir aux grandes puissances, le respect de la justice et du droit international y étaient proclamés. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le refus de l'ingérence étaient élevés au rang de principes fondamentaux. Ce fut la première grande conférence internationale des pays du Sud à laquelle ne participèrent aucun pays européen, l'Union soviétique ou les États-Unis. Le leader indonésien Soekarno, dans son discours de clôture déclara : « *Nous sommes unis par une commune détestation du colonialisme, quelle que soit sa forme.* »

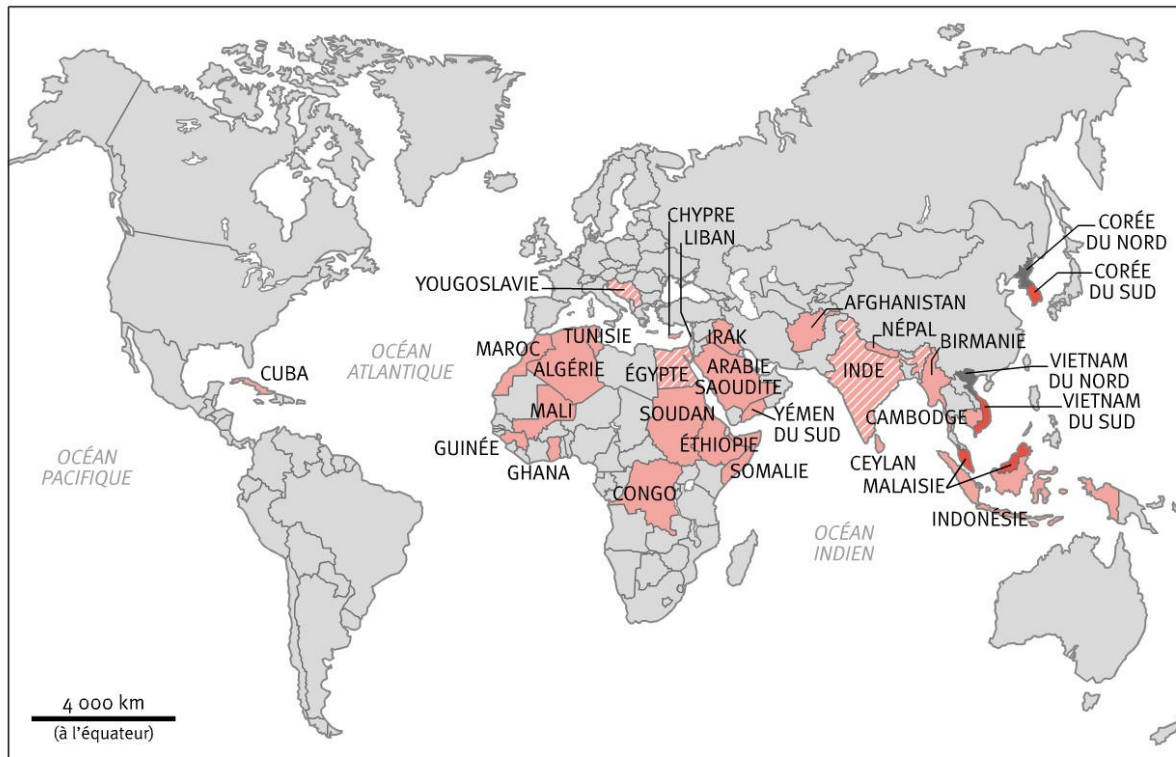
■ La naissance du mouvement des non-alignés

Par la suite, Tito qui avait rompu avec l'Union soviétique mais ne voulait pas adhérer au capitalisme, avait besoin de se créer des alliés. Il invita à Brioni en Yougoslavie, où il résidait pour la plupart du temps, l'Égyptien Nasser et l'Indien Nehru en juillet 1956, constituant les prémices du non-alignement. En 1961, à Belgrade, se

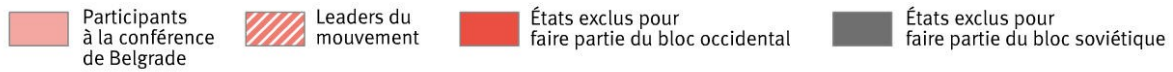
réunirent vingt-cinq États. Leur objectif n'était pas de créer un troisième bloc, mais un espace où les pays du Sud auxquels se joignait la Yougoslavie, pourraient échapper au clivage Est-Ouest et à l'alignement sur l'une des deux superpuissances. De ce fait, les pays considérés comme pro-américains (Malaisie, Corée du Sud, Vietnam du Sud) ou communistes (Corée du Nord, Vietnam du Nord) ne furent pas invités.

Les vingt-cinq États participants (voir carte ci-contre) furent : l'Afghanistan, l'Algérie – pas encore indépendante –, l'Arabie saoudite, la Birmanie, le Cambodge, Ceylan, Chypre, le Congo, Cuba – qui n'avait pas encore totalement rejoint le camp communiste et qui représentait la résistance à l'impérialisme américain –, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Liban, le Mali, le Maroc, le Népal, la Tunisie, la Somalie, le Soudan, le Yémen du Sud et la Yougoslavie.

Un autre sommet suivrait au Caire en 1964, vingt et un nouveaux États membres rejoignant le mouvement des pays non-alignés, mais l'élargissement de la famille se ferait au détriment du respect des critères de non-alignement.



LES PAYS NON-ALIGNÉS



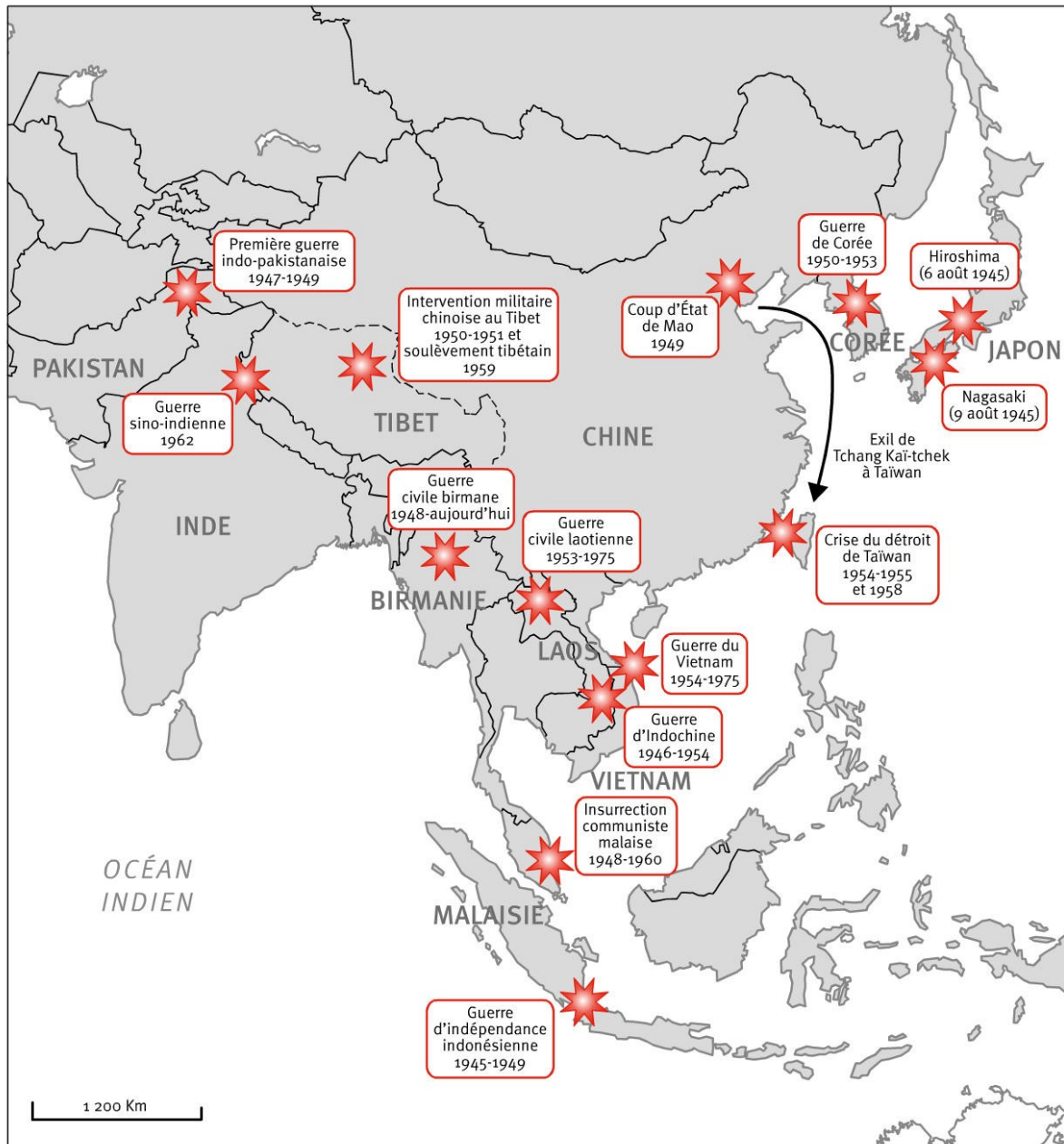
la guerre froide dans l'hémisphère sud

La Guerre froide en Asie

Bien que le cœur de la Guerre froide se situât en Europe, qui en était l'enjeu essentiel, symbolisé par le rideau de fer, la division de Berlin, de l'Allemagne et du continent, la Guerre froide connut d'importants développements en Asie.

C'est là que la plus terrible guerre eut lieu alors que le continent européen, lui, fut épargné. Le camp communiste connut sa plus formidable extension lorsque Mao Tsé-toung prit le pouvoir en Chine en 1949, mais cette victoire ne bénéficia pas longtemps à l'Union soviétique.

Ce fut également sur le continent asiatique que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le non-alignement émergèrent, comme en témoigne la carte ci-contre qui recense toutes les crises et conflits qui eurent lieu en Asie entre 1945 et 1962.



CRISES ET CONFLITS EN ASIE ENTRE 1945 ET 1962

■ Les indépendances

- En **Inde**, sous la conduite de Gandhi, la population réclamait le *self government*. Le parti du Congrès, qui demandait l'indépendance, avait déjà gagné les élections avant la Seconde Guerre mondiale. Dès 1940, le Royaume-Uni promit à l'Empire des Indes un statut de dominion pour la fin de la guerre (statut d'indépendance au sein de l'Empire britannique sans une entière souveraineté). La minorité musulmane s'inquiéta d'être dominée par la majorité hindoue et réclama la partition de l'Empire britannique des Indes en deux États, l'un hindou, l'autre musulman. Se formèrent deux États distincts en 1947, l'**Union indienne**, qui regroupait les hindouistes, et le **Pakistan**, constitué de deux provinces séparées par l'Inde, le Pakistan occidental et le Pakistan oriental. Les deux nouveaux États se livrèrent une guerre immédiate en 1947 pour le contrôle de la région du Cachemire où la majorité de la population était musulmane et voulait être rattachée au Pakistan, alors que le maharadjah hindou demanda l'union avec l'Inde. Les lignes de démarcation entre les deux États ne correspondant pas aux lignes de peuplement religieux, des affrontements intercommunautaires éclatèrent, entraînant d'énormes destructions et des transferts massifs de population faisant près de deux millions de morts et seize millions de déplacés.
- **Ceylan**, futur Sri Lanka, devint indépendante en 1948.
- Les Pays-Bas possédaient l'**Indonésie**, mais l'occupation japonaise à partir de 1942 avait desserré les liens avec la métropole dès la reddition du Japon qui encouragea l'Indonésie à proclamer son indépendance en 1945. Les Néerlandais tentèrent, à la fin de la guerre, avec l'aide britannique, de rétablir leur souveraineté sur l'Indonésie. Mais leur répression suscita l'émotion internationale. Le Conseil de sécurité des Nations unies adopta une résolution (67) qui poussait à l'indépendance du pays sous Soekarno, reconnue en décembre 1949.
- En **Indochine française**, où le Japon avait établi un protectorat, l'empereur Bao Dai proclama l'indépendance le 11 mars 1945. Mais, en septembre, les Français revinrent et refusèrent l'indépendance. Ho Chi Minh, leader communiste, de son côté avait proclamé la République démocratique du Vietnam après la reddition du Japon.

Des négociations sur le statut du pays s'engagèrent alors avec la France, mais elles furent interrompues après le bombardement d'Haiphong par l'armée française en mars 1946. Ho Chi Minh lança en conséquence l'insurrection générale dès décembre. La victoire de Mao Tsé-toung en Chine lui permit de recevoir l'aide chinoise et soviétique, alors que les États-Unis soutenaient financièrement la France par crainte de l'effet domino. La guerre devint impopulaire en France avec l'embourbement de la situation face à une guérilla mobile et tenace. La bataille de Dien Bien Phu en 1954 s'avéra décisive. La défaite française déboucha sur des négociations à Genève entre la France, les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni, le **Vietnam du Sud** de Bao Dai (dont l'indépendance fut reconnue le 28 avril) et la **République démocratique du Vietnam** d'Ho Chi Minh au Nord. Pierre Mendès France, qui venait de prendre la tête du gouvernement français, voulait clore cette page pour la France et accéléra les discussions. Les accords de Genève furent signés le 21 juillet. Ils prévoyaient la partition du Vietnam au dix-septième parallèle et l'évacuation de la France du pays, la création d'une zone démilitarisée entre les deux Vietnam et l'organisation d'élections et d'un référendum en 1956 portant sur la réunification. Le conflit fit 600 000 morts, mais il n'était pas terminé. Les Américains remplaceraient les Français par peur de la contagion du communisme, en s'alliant au Vietnam du Sud, tandis que les Chinois et les Soviétiques seraient les alliés du Vietnam du Nord, transformant le Vietnam en victime du conflit Est-Ouest.

- Le **Cambodge** proclama son indépendance en 1945 mais fut repris par la France à la fin de la guerre. Il devint État associé en 1949 et obtint l'indépendance en 1953, après que le roi Norodom Sihanouk ait menacé de se rapprocher d'Ho Chi Minh. L'indépendance fut reconnue lors de la Conférence de Genève en juillet 1954. Ce pays choisirait par la suite le non-alignement, tout en étant tiraillé par de fortes tensions internes et une instabilité certaine.
- La **Birmanie** proclama son indépendance en 1943, sous la tutelle japonaise, avant de se retourner contre eux. Le leader nationaliste Aung San fut assassiné en 1947 avant que la Birmanie devienne indépendante en 1948. Une guerre civile éclata ensuite avec une rébellion communiste et des tentatives sécessionnistes des minorités Karen (chrétiennes) et musulmanes. Un coup d'État instaura une dictature militaire en 1962.

- Le **Laos** proclama son indépendance en 1945, reconnue pleinement lors de la conférence de Genève (1954), mais il fut victime d'une insurrection communiste et d'une forte instabilité interne.
- Les **Philippines** obtinrent leur indépendance des États-Unis le 4 juillet 1946, mais ceux-ci maintinrent des liens privilégiés et obtinrent ainsi des concessions économiques et des bases aériennes et navales pour quatre-vingt-dix-neuf ans.
- La **Malaisie** devint indépendante en 1957, mais non sans heurts puisqu'elle connut une insurrection communiste de 1948 à 1960. **Singapour** s'en détacha en 1965 pour devenir une cité-État indépendante.
- La **Thaïlande**, après une succession de coups d'États de 1946 à 1957 connut une dictature militaire à partir de 1957 jusqu'en 1964, relativement proche des États-Unis.
- En **Corée du Sud**, Park Chung-hee prit le pouvoir en 1961 par un coup d'État militaire et instaura une dictature pro-américaine.

■ La révolution chinoise

Le Japon vaincu, les nationalistes (dirigés par Tchang Kai-chek) et les communistes chinois (sous la houlette de Mao Tsé-toung) reprirent leur affrontement. La Mandchourie, occupée par l'Union soviétique, favorisa l'insurrection communiste tandis que les nationalistes étaient pour leur part aidés par les Américains.

Mao Tsé-toung prend le pouvoir

Mais le régime de Tchang Kai-chek se désagrégeait, miné par la corruption, l'inefficacité économique et les défections. Une partie de l'aide militaire fournie par les Américains parvint de plus aux communistes par le biais d'officiers nationalistes déserteurs ou corrompus. Mao Tsé-toung passa de la guérilla à une offensive généralisée. La majorité de la population le suivit pour des motifs politiques et sociaux, mais également parce qu'il jouait sur la carte du patriotisme et qu'il incarnait mieux la résistance face aux Japonais. Pékin

tomba le 22 janvier 1949 aux mains des communistes. S'ensuivit rapidement la débandade et le 1^{er} octobre, Mao proclamait la création de la République populaire chinoise (RPC). Le pays le plus peuplé du monde devint communiste. Tchang Kaï-chek se réfugia avec ses partisans et le reste de l'armée nationale sur la petite île de Taïwan qui avait été occupée par les Japonais jusqu'en 1945. Les puissances occidentales continuèrent à reconnaître son gouvernement comme seul représentant légitime de la Chine.

En février 1950, Mao signa à Moscou un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle selon lequel l'URSS s'engageait à lui fournir une aide économique et militaire, mais Staline regardait de haut les dirigeants chinois. Mao, de son côté, représentait idéologiquement un mélange de communisme et de nationalisme et il ne pouvait accepter longtemps la tutelle de Moscou sur son peuple et son pays. Il entendait lui aussi représenter seul la Chine. Il aurait aimé achever sa victoire par la conquête de Taïwan, mais l'aide militaire accordée par les Américains aux dirigeants nationalistes l'en empêcha. De son côté, Tchang Kaï-chek rêvait de pouvoir partir à la reconquête du continent chinois. Il conserva le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine populaire n'y étant pas admise bien qu'elle contrôlât la majorité du territoire et de la population chinoise (8 millions d'habitants à Taïwan, 560 sur le continent). Le Royaume-Uni, pour garantir le contrôle de Hong Kong reconnu dès 1950 la RPC, seul pays occidental à agir de la sorte.

En RPC, concernant la politique intérieure, les moyens de production furent collectivisés, l'égalité homme-femme déclarée, mais la liberté d'expression supprimée.

La campagne des « Cent fleurs »

Lancée en 1957, cette campagne des « Cent fleurs » (« *que cent fleurs s'épanouissent* ») était censée permettre une critique des autorités pour renforcer son pouvoir. Celle-ci, trop prématurée, déboucha sur une répression brutale, faite d'exécutions capitales et d'enfermement dans des camps.

En mai 1958, Mao proposa « le grand bond en avant », sur la base d'une collectivisation totale et le lancement de grands travaux. La

mobilisation générale détourna les paysans des champs et déboucha de 1959 à 1961 sur une famine qui ferait trente millions de morts.

Des relations tendues avec Moscou...

Du point de vue international, les Chinois furent choqués par le XX^e Congrès du PCUS de 1956. La remise en cause de Staline et du pouvoir absolu fut mal vue par Mao Tsé-toung, dont le culte de la personnalité n'avait rien à envier à celui du Petit père des peuples. La coexistence pacifique revenait à leurs yeux à trahir l'objectif de la révolution mondiale. Il présenta les États-Unis comme un tigre de papier impressionnant mais sans force réelle face aux vrais révolutionnaires. Khrouchtchev répliqua que le tigre était peut-être en papier mais qu'il était pourvu de dents atomiques, ce qui expliquait la modération du comportement soviétique. Mais surtout les Chinois ne pouvaient accepter la domination politique de Moscou sur leur pays.

Les tensions avec Taïwan restaient permanentes. En 1958, Pékin bombarda les îlots de Matsu et Quemoy qui appartenaient à Taïwan. C'était tout autant un défi lancé aux États-Unis, qui protégeaient l'île, qu'à l'Union soviétique qui recherchait la coexistence pacifique. En 1959, inquiet de voir Pékin accéder à l'arme atomique, Moscou rompit la coopération et annonça qu'elle n'aiderait pas la Chine à se doter de l'arme suprême. L'aide économique fut également suspendue et des milliers d'experts et techniciens soviétiques furent rapatriés. Le 31 octobre 1961, à la clôture du XXI^e Congrès du PCUS, Khrouchtchev et Zhou Enlai, Premier ministre de la RPC, exprimèrent publiquement leur désaccord. En 1962, l'URSS soutint l'Inde dans le conflit qui l'opposait à la Chine à propos du Tibet, suite à des différends frontaliers et à la protection indienne offerte au Dalaï-lama, leader tibétain qui s'était réfugié en Inde en 1959. Cette guerre se traduisit par une victoire éclatante de la Chine. Pékin condamna le règlement de la crise de Cuba en 1962 et dénonça un recul de Moscou face à l'impérialisme américain. Khrouchtchev, quant à lui, dénonça le dogmatisme des dirigeants chinois, présenté comme le principal danger pour la paix.

La domination chinoise au Tibet contestée

Le Tibet est une région faisant officiellement partie de la Chine, située au nord de l'Himalaya. Régie par un gouvernement tibétain théocratique avec comme dirigeant le Dalaï-lama entre 1642 et 1959, la région jouit d'une administration à la manière d'un État indépendant entre 1912 – après la révolution chinoise de 1911 qui fut suivie par l'expulsion des autorités et des troupes chinoises du Tibet – et 1951. En 1950, la Chine, considérant le Tibet comme faisant partie intégrante du territoire chinois, envahit la région. En 1951, un accord signé avec le Dalaï-lama y reconnut la souveraineté chinoise. Malgré la modernisation de la région par la Chine, la tutelle chinoise provoqua le mécontentement des Tibétains qui se soulevèrent en 1959. La crise conduisit le Dalaï-lama à l'exil en Inde. Officiellement dissout par Zhou Enlai en 1959 et remplacé par le Comité préparatoire, le gouvernement tibétain se maintient depuis en exil, dans les faits, à Dharamsala en Inde. En 1965, la région autonome du Tibet fut créée au sein de la Chine.

... à la rupture

En mars 1963, les dirigeants chinois exhumèrent le problème des traités inégaux imposés par la Russie à la Chine au ^{xix}e siècle. Le 15 juin 1963, Mao envoya à Khrouchtchev une lettre en vingt-cinq points dans laquelle il récusait la prééminence du PCUS sur le mouvement communiste international. Les dirigeants soviétiques étaient présentés comme les « Tsars du Kremlin » et qualifiés de « révisionnistes » parce qu'ils avaient abandonné et révisé le principe du marxisme-léninisme. La rupture sino-soviétique fut un coup dur pour Moscou pour deux raisons : le leadership révolutionnaire mondial était contesté, mais au-delà de l'aspect idéologique, l'URSS avait désormais un ennemi, et de taille, sur sa frontière orientale.

■ La renaissance du Japon

Le Japon, qui voulait être la puissance dominante en Asie et aspirait au statut de puissance mondiale, était vaincu. Les bombardements classiques lui avaient fait subir des destructions terribles, sans parler des deux chocs nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki. Il avait perdu

deux millions de soldats et 700 000 civils sur 72 millions d'habitants. À Potsdam, il avait été décidé que le Japon perdrait son statut d'empire mais conserverait son empereur pour éviter la désagrégation du pays. La Corée, Taïwan et la Mandchourie (nord-est de la Chine) lui échappèrent ainsi qu'une partie de l'île de Sakhaline. Les Soviétiques récupéraient les îles Kouriles, perdues en 1905.

Un pays sous tutelle américaine

Pour la première fois de son histoire, le pays était occupé militairement par des troupes étrangères, en l'occurrence américaines, ce qui fut vécu comme une profonde humiliation. Les Américains n'avaient pas digéré l'attaque surprise de Pearl Harbor en décembre 1941 et éprouvaient par ailleurs un sentiment de supériorité raciale à l'égard des Japonais. Leur but était que le développement de ce pays soit contenu et qu'il ne puisse pas redevenir une puissance industrielle et donc militaire. Ils conservèrent néanmoins l'empereur Hiro Hito (qui n'était plus le chef de l'État mais « *le symbole de l'État et de l'unité de la nation* »), faisant peser la responsabilité de la guerre sur le gouvernement et les chefs d'état-major. Le général MacArthur imposa au Japon une constitution pacifique avec interdiction du recours à la guerre en 1947. L'article 9 stipulait qu'*« aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur l'ordre et la justice, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation. Il ne fera pas usage de la force armée ou ne menacera pas d'y avoir recours en tant que moyen de règlement des conflits internationaux. Afin d'atteindre le but indiqué ci-dessus, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes ou toute autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu. »*

Le pays était occupé, il devait verser des réparations aux États-Unis. Mais il bénéficiait de libertés syndicales et politiques inconnues auparavant avec la rédaction d'une nouvelle Constitution. Le tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient fut mis en place pour juger les criminels de guerre. Sept personnes furent condamnées à mort et une vingtaine à des peines de prison, sans jugement de l'empereur.

La guerre de Corée relance l'économie japonaise

De même que le blocus de Berlin réhabilita les Allemands et les Occidentaux, la guerre de Corée (1950-1953) constitua pour le Japon une chance historique pour faire redécoller son économie et se valoriser aux yeux des Américains. La guerre de Corée fut qualifiée de « cadeau des dieux » pour l'économie japonaise par le Premier ministre Yoshida. Elle attira des centaines de milliers de soldats américains sur un champ de bataille asiatique. La présence de militaires américains sur son territoire fut une source de dynamisme économique. Le Japon devint le point d'appui des États-Unis face à la péninsule coréenne, où eurent lieu les combats, et à la Chine communiste qui aidait en sous-main la Corée du Nord.

Le Japon n'était plus le pays traître et vaincu qu'il fallait punir mais le « porte-avions insubmersible » des États-Unis dans le Pacifique. Les Américains opérèrent ainsi une refonte complète de leur politique à l'égard du Japon. Alors qu'ils voulaient le maintenir au stade d'un développement intermédiaire et lui faire payer de lourdes réparations aux victimes de la guerre du Pacifique, il s'agissait désormais d'en faire un bastion du monde libre aux portes de la Chine et de l'Union soviétique.

L'alliance militaire entre le Japon et les États-Unis

Un traité de paix fut signé avec les États-Unis en 1952 qui autorisa le Japon à créer des forces d'autodéfense, armée sans capacité de projection. Le Japon était protégé par les États-Unis mais allait également avoir un accès à ses technologies les plus en pointe, ainsi qu'au marché le plus vaste et le plus riche de l'époque. La population traumatisée par la défaite était prête à accepter l'objectif de redressement économique.

Les Japonais avaient compris qu'ils avaient fait fausse route avec le militarisme. Leur puissance militaire était destinée à leur assurer la conquête de marchés extérieurs, ils iraient directement au but recherché, sans passer par l'option militaire. Le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI, Ministry for International Trade and Industry), très original dans sa conception et ses missions, assura la coordination de grands groupes industriels pour qu'ils ne se

concurrent pas. Il permit le décollage économique du pays, fondé sur un modèle de forts investissements, l'épargne, un système de travail intense et de faible consommation interne, et une économie dirigée par l'export.

■ La guerre de Corée

La guerre de Corée est considérée comme le « *paroxysme de la Guerre froide*¹ » et faillit déboucher sur une guerre nucléaire. Elle se déroula dans un pays qui n'était pas considéré comme stratégiquement majeur par Moscou et Washington, ce qui entraîna sans doute une sous-estimation réciproque des deux superpuissances qui conduisit au conflit.

La Corée avait été occupée par le Japon depuis 1910. À Yalta, il fut décidé que les troupes soviétiques et américaines feraient jonction au 38^e parallèle, au milieu de la Corée. Les puissances occupantes auraient dû organiser des élections et aider à rebâtir un État, mais leurs divisions les en empêchèrent. En décembre 1948, les Soviétiques annoncèrent qu'ils s'étaient retirés de Corée, les Américains en firent de même au début de l'année 1949. Comme en Allemagne, une ligne de démarcation provisoire deviendrait une frontière rigide, chacun installant dans la partie qu'il avait libérée puis occupée, un gouvernement à sa dévotion. La différence était le retrait américain qui laissait un vide militaire en Corée du Sud.

Staline tente une poussée en Asie

Le 12 janvier 1950, le secrétaire d'État américain, Dean Acheson, délimita, dans un discours, le périmètre défensif des États-Unis qui allait des îles aléoutiennes au Japon, aux Ryu kyu et aux Philippines. La Corée était donc exclue de ce périmètre. Pire encore, Dean Acheson déclara à propos de la Corée : « *Pour autant que la sécurité militaire des autres régions du Pacifique ne soit pas en cause, il doit être bien clair que personne ne peut la garantir contre une attaque militaire* ». Il reprenait un constat fait par le général MacArthur, commandant en chef des forces armées américaines en Asie-Pacifique. Il était certain que la défense de la Corée était problématique après le retrait des troupes

1. Claude DELMAS, *Corée 1950*, éditions Complexe, Bruxelles, 1982.

américaines, mais Staline y vit la confirmation du désintérêt américain pour la péninsule, la possibilité de contourner le *containment* et de réaliser une nouvelle poussée en Asie après la prise du pouvoir des communistes en Chine. Il donna donc son feu vert aux Nord-Coréens pour tenter une réunification par la force de la péninsule.

Le Conseil de sécurité de l'ONU intervient

Le 25 juin 1950, deux corps d'armée nord-coréens franchirent le 38^e parallèle, bousculant de faibles troupes sud-coréennes. Les États-Unis demandèrent au Conseil de sécurité de se réunir. L'Union soviétique y pratiquait alors la politique de la chaise vide pour protester contre le maintien du siège de la Chine à Taïwan au détriment de la RPC. De ce fait, ils ne pouvaient pas utiliser leur droit de veto. Pour la première fois (et la dernière jusqu'à la guerre du Golfe en 1991), le Conseil de sécurité mit en œuvre une opération militaire sur la base du chapitre VII de la Charte de façon contraignante.

À l'époque, les moyens de communication empêchèrent un contact immédiat et direct entre l'ambassadeur soviétique et Moscou, et ce dernier ne voulut pas prendre le risque de contrevenir sans mandat aux instructions de Staline. Le Conseil de sécurité condamna donc la Corée du Nord et adopta le 7 juillet une résolution demandant aux États-Unis de prendre le commandement de la force unifiée des Nations unies. Staline comprit son erreur et l'URSS revint siéger au Conseil de sécurité, mais trop tard, l'opération étant par la suite soutenue par l'Assemblée générale. Le président indien, Nehru, pris d'inquiétude, essaya de jouer les intermédiaires en proposant l'admission de la RPC aux Nations unies à la place de Taïwan, en échange de l'arrêt du conflit et du retour au *statu quo ante*. Les Américains refusèrent, estimant qu'une telle solution consistait à donner un avantage aux Soviétiques pour prix de leur agression.

Les forces des Nations unies composées en fait à 90 % de troupes américaines passèrent à l'offensive pour reconquérir le terrain perdu. On se demanda alors s'il fallait qu'elles franchissent le 38^e parallèle pour unifier la Corée au profit du Sud. Malgré la réticence de la France, du Royaume-Uni et de l'Inde qui craignaient que cela ne permette une implication de l'URSS et de la Chine, le général MacArthur fit pénétrer ses troupes le 7 octobre 1950 dans le territoire nord-coréen.

Un échec militaire pour l'Occident

Si la Chine n'entra pas officiellement en guerre contre les États-Unis, 800 000 « volontaires » chinois (en fait des militaires chinois, mais le terme choisi permettait de « masquer » l'engagement officiel de Pékin) se précipitèrent en Corée du Nord pour aider les troupes nord-coréennes. Les troupes des Nations unies durent de nouveau se replier. La capitale, Séoul, fut prise par les Chinois et les Nord-Coréens, et quasiment détruite. MacArthur, plaidant que son échec était dû au fait que les Chinois pouvaient se préparer sans entrave dans leur territoire, proposa de pouvoir bombarder la Chine elle-même. Il alla jusqu'à suggérer d'opérer des frappes nucléaires pour obtenir un avantage. Truman considéra qu'il avait perdu le sens des réalités, qu'il devenait incontrôlable et dangereux. Le 10 avril 1951, tout en lui rendant hommage pour son action passée, il le révoqua. Il réaffirmait ainsi la suprématie du pouvoir politique sur les chefs militaires.

La situation s'enlisa sur le plan militaire. En juin 1951, les protagonistes s'accordèrent pour revenir au *statu quo ante*. Après deux ans de négociation, une convention d'armistice fut signée à Pan Mun Jeom, une zone démilitarisée séparant les deux pays, devenant encore plus infranchissable que le rideau de fer.

Un bilan humain et matériel lourd

On estime que la guerre de Corée fit 700 000 victimes parmi les soldats, 900 000 blessés et entre 2 et 4 millions de morts parmi les civils. La péninsule est dévastée par les combats et les bombardements. Séoul est ainsi détruite à plus de 70 %.

Ce conflit joua un grand rôle dans le déclenchement du maccarthysme aux États-Unis. De plus, les Occidentaux, pensant que Staline avait voulu tester leur défense ou opérer une action de diversion pour détourner leur vigilance sur le théâtre européen, décidèrent alors de doter l'Alliance atlantique d'une structure permanente : l'OTAN.

Qu'est-ce le maccarthysme ?

Ce terme désignant la chasse aux sorcières lancée contre les communistes aux États-Unis entre 1950 à 1954 dérive du nom du sénateur américain Joseph McCarthy, dont la liste de fonctionnaires américains accusés d'être des « communistes notoires » coupables de collusion avec l'Union soviétique provoqua l'hystérie.

La Guerre froide au Proche-Orient

■ Les indépendances

La fin de la Seconde Guerre mondiale fut marquée par la renaissance du panarabisme et la volonté de décolonisation. La Ligue des États arabes fut créée le 28 mars 1945. Les mandats français et britannique prirent fin. L'Irak (en 1930) et l'Égypte (en 1936) avaient déjà obtenu leur indépendance. La Jordanie y accéda en 1946.

Au Liban et en Syrie, l'indépendance avait été proclamée par le général Catroux en juin 1941 dans le cadre des combats contre le régime de Vichy. La France essaya cependant d'en conserver le contrôle, avant de reconnaître leur souveraineté en 1944, tout en y conservant des troupes jusqu'en 1946.

- Le **Liban** a retenu comme date d'indépendance le 22 novembre 1943, date à laquelle la France libéra le dirigeant chrétien, Béchara El-Khoury, et accorda l'indépendance au pays, alors que la Syrie a choisi le 17 avril 1946, jour du départ du dernier soldat français. Pour apaiser les tensions entre communautés, le Liban fixa une répartition des pouvoirs selon le poids démographique de chacune d'entre elles sur la base du recensement de 1932. La présidence de la République revient à un chrétien maronite, celle du gouvernement à un musulman sunnite et celle de l'Assemblée nationale à un musulman chiite. Mais ce système se révéla insuffisant pour contrer la forte instabilité politique qui allait marquer le pays durablement. D'autant plus que 100 000 réfugiés palestiniens bouleversèrent les équilibres démographiques internes après la première guerre israélo-arabe de 1948 auquel le pays participa, tout comme la Syrie. Une opposition entre chrétiens pro-occidentaux et musulmans qui demandaient l'inclusion du Liban dans la République arabe unie mise en place entre la Syrie et l'Égypte, déboucha sur une intervention militaire américaine en 1958.
- En **Syrie**, la défaite de 1948 entraîna une période de coups d'État militaires. Le parti Baas, socialiste, laïc et panarabe fut créé en 1946 et s'opposait aux projets occidentaux. Une union avec l'Égypte (République arabe unie, RAU), poussée par les baassistes syriens,

fut proclamée en 1958 dans une optique de panarabisme, de prévention contre Israël et de contre-influence au pacte de Bagdad. Celui-ci fut signé le 24 février 1955 afin de prolonger l'OTAN sur le flanc sud de l'URSS et réunissait les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Irak et la Turquie, rejoints par l'Iran et le Pakistan. L'Égypte de Nasser refusa d'y adhérer pour s'opposer à l'ingérence d'une puissance extérieure dans la région et au rôle secondaire de son pays au profit de l'Irak. De plus, il ne lui était pas possible d'entrer dans une alliance militaire avec la Turquie qui avait succédé à l'Empire ottoman, ancienne puissance coloniale, le tout dans une manœuvre antisoviétique qui ne concernait pas directement l'Égypte. La RAU était cependant totalement dominée par l'Égypte (23 millions d'habitants, contre quatre millions en Syrie) et prit fin en 1961.

- En Iran, le Premier ministre Mossadegh nationalisa l'industrie pétrolière iranienne et voulut renforcer le caractère démocratique du régime. Il fut renversé le 18 août 1953 par un coup d'État orchestré par la CIA. Le Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi reprit les pleins pouvoirs.

■ La création d'Israël

La montée du sionisme après l'affaire Dreyfus

Choqué par l'affaire Dreyfus, Théodore Herzl créa, en 1897, l'Organisation sioniste mondiale dans le but de créer en Palestine un foyer national pour le peuple juif. Ce territoire était alors occupé par l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, et peuplé majoritairement d'Arabes chrétiens et musulmans. Une minorité juive, qui représentait environ 10 % de la population, y demeurait. En 1917, le secrétaire au Foreign Office, lord Balfour fit une déclaration qui porta son nom indiquant que le Royaume-Uni « *[envisageait] favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et [ferait] tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant bien entendu que rien ne [serait] fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine* ». La formule consacrée était « *une terre sans peuple, pour un peuple sans terre* ». Le problème était cependant que s'il y avait bien un peuple sans terre, les Juifs, la terre en question n'était pas vide de toute population, bien au contraire.

Il s'agissait alors d'obtenir l'aide de la communauté juive mondiale qui, à l'époque, était plus hostile à la Russie qu'à l'Allemagne. Parallèlement, les Britanniques avaient promis aux peuples arabes l'indépendance s'ils participaient à la guerre contre l'Empire ottoman. L'achat de terres entre les deux guerres par l'Organisation sioniste mondiale et les fuites liées aux persécutions antisémites en Europe centrale et orientale, puis en Allemagne nazie triplèrent la proportion de Juifs établis en Palestine et créèrent des tensions entre Juifs et Arabes. La découverte des camps de la mort à la fin de la Seconde Guerre mondiale créa un mouvement de sympathie et de culpabilité à l'égard du peuple juif.

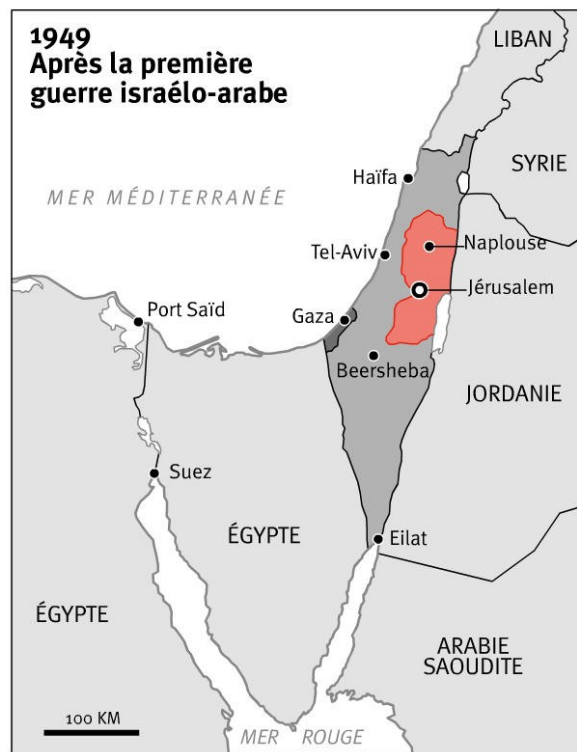
Le plan de partage de la Palestine

La Palestine avait été donnée comme mandat au Royaume-Uni après la fin de la Première Guerre mondiale et une commission de l'ONU fut chargée de résoudre la question de la Palestine après 1945. Après avoir hésité à proposer la création d'un État fédéral avec une partie juive et une partie arabe, il fut décidé de créer deux États séparés. 55 % du territoire irait à l'État juif, le reste à l'État arabe. Les Juifs se voyaient enfin reconnaître le droit d'avoir un État.

Pour les Arabes, la création de l'État d'Israël était une deuxième trahison occidentale après la promesse non tenue d'indépendance après la Première Guerre mondiale. Ils estimaient que les Européens leur faisaient payer le prix de leurs propres crimes, alors que les Juifs n'étaient pas soumis à des persécutions dans l'Empire ottoman.

Deux États pour un territoire : un conflit inévitable

L'ONU adopta la partition de la Palestine le 29 novembre 1947 (voir carte ci-après). Les organisations juives multiplièrent les attentats pour faire partir les troupes britanniques. Le 4 mai 1948, l'État d'Israël fut proclamé, déclenchant la première guerre israélo-arabe, gagnée par Israël qui avait craint de disparaître peu après sa création. 600 000 Arabes quittèrent de gré ou de force leurs maisons. Le territoire israélien recouvrait alors 78 % de l'ancienne Palestine mandataire, la Jordanie s'emparant de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, l'Égypte de la bande de Gaza, mais l'État arabe n'était pas créé sur le territoire de l'ancienne Palestine mandataire.



LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

-  Proposition d'État juif
-  Proposition d'État arabe
-  Zone internationale (Jérusalem)
-  Zone militaire britannique de 1936 à 1954
-  Pays arabes

-  État d'Israël
-  Annexion de la Cisjordanie par la Jordanie en 1950
-  Administration égyptienne à Gaza
-  Jérusalem partagée entre Israël et la Jordanie
-  Pays arabes

■ La guerre de Suez

Nasser avait pris le pouvoir en Égypte en 1952 en renversant le roi Farouk. Nationaliste et laïc, il voulait redonner une fierté à l'Égypte. Son projet était de lui faire jouer un rôle fédérateur dans le monde arabe, mais également d'être un acteur important du Tiers-monde en voie de constitution. Il n'était pas pour autant initialement anti-occidental. Il refusa cependant d'entrer dans le pacte de Bagdad pour des raisons évoquées précédemment (voir p. 58). En réaction, les Américains lui refusèrent la livraison d'armes qu'il demandait. Nasser se tourna alors vers l'URSS, ravie de pouvoir prendre pied dans le monde arabe. Pour la première fois, Moscou exportait des armes vers un pays non communiste. Les Américains refusèrent alors de financer le barrage d'Assouan, projet phare pour Nasser à la fois sur le plan économique (dans le but d'irriguer un million d'hectares) et sur le plan symbolique (l'équivalent d'une nouvelle pyramide, pour redonner un sentiment de fierté et de modernité aux Égyptiens).

Nasser nationalise le canal

Le 26 juillet 1956, Nasser nationalisa le canal de Suez, apparaissant comme le champion de l'anticolonialisme et provoquant l'enthousiasme des Égyptiens. Seulement, le canal de Suez était principalement utilisé par le Royaume-Uni et la France était la plus importante détentrice d'actions. Pour Paris, il y avait également l'enjeu de ne pas stimuler par ricochet le nationalisme algérien. Nasser avait désormais un discours anti-occidental qui mobilisait les Égyptiens et lui donnait un prestige dans le Tiers-monde. Son opposition irréductible à Israël permettait aux Français et aux Britanniques de le présenter comme le « *nouvel Hitler* ». Les États-Unis se sentaient moins concernés que leurs alliés européens, étant peu utilisateurs du canal et ne voulant pas une rupture avec le monde arabe. L'Égypte avait interdit le passage du canal aux navires israéliens, britanniques et français et ces derniers décidèrent alors de monter une opération commune pour vaincre Nasser.

L'invasion du Sinaï déclenche une opération militaire

Le 30 octobre, Israël, évoquant la « légitime défense préventive », envahit la péninsule du Sinaï et parvint donc au bord du canal, dans le cadre d'une entente avec la France et le Royaume-Uni. La France et Israël entretenaient des liens étroits liés à la culpabilité vis-à-vis de Vichy et de solidarité de fait dans la lutte contre le nationalisme arabe. Le président du Conseil de la IV^e République, Bourgès-Maunoury, avait déclaré qu'il existait « *une compréhension globale entre la France et Israël dans la lutte contre les Arabes* ». La France et le Royaume-Uni lancèrent un ultimatum à Israël et à l'Égypte, demandant aux deux pays de retirer leurs troupes à treize kilomètres du canal. Ils mettaient ainsi sur le même plan l'agresseur et l'agressé et ne tenaient pas compte du fait qu'Israël s'était installé sur une partie importante du territoire égyptien. L'Égypte ne pouvait que refuser cet ultimatum, ce qui permit le déclenchement d'une opération militaire franco-britannique pour occuper le canal à partir du 5 novembre.

Les troupes françaises et britanniques en prirent rapidement et facilement possession, mais se heurtèrent à des difficultés imprévues. Le président Eisenhower était furieux contre ce coup de force dont il n'avait pas été prévenu et qui devait affaiblir la position occidentale devant l'opinion publique mondiale au moment de l'intervention soviétique en Hongrie. Les pays arabes et asiatiques dénonçaient de leur côté une intervention néocolonialiste. Le 5 novembre 1956, le maréchal soviétique Boulganine envoya un ultimatum aux trois puissances intervenantes déclarant que l'URSS était « *prête à utiliser toutes les "formes modernes d'armes destructives" s'il n'était pas mis fin à l'expédition* ». L'allusion aux armes nucléaires était nette. Paris et Londres demandèrent une protection à Washington, ce que les Américains refusèrent car ils avaient en tête de leur donner une leçon et de substituer leur influence à celle de l'Europe au Proche-Orient. Le bluff soviétique, car c'en était un, paya, et les Français et les Britanniques durent se retirer piteusement du canal de Suez tandis qu'Israël libérait le Sinaï.

Un fiasco stratégique et diplomatique pour Paris et Londres

Une victoire militaire rapide se transforma donc en fiasco stratégique et diplomatique. Paris et Londres avaient voulu montrer leur

force, leur faiblesse fut cependant évidente. Le nationalisme algérien, loin d'être freiné, fut stimulé. Nasser devint le héros, non seulement de l'Égypte, mais de l'ensemble du Tiers-monde. L'Union soviétique apparut comme un allié potentiel contre les puissances coloniales. À partir de ce moment, Moscou tenterait de poursuivre sa progression, non plus en Europe où elle était bloquée par l'Alliance atlantique et la dissuasion nucléaire, mais dans le Tiers-monde. Israël entra dans un cycle de victoires militaires qui ne débouchaient pas sur des succès politiques, et apparut définitivement comme un pays occidental au Proche-Orient. Les Britanniques déduisirent du fiasco de Suez qu'il ne fallait plus rien entreprendre contre, voire sans, l'avis des Américains. De la même opération, la France tira la conclusion exactement inverse : il fallait se donner les moyens de l'autonomie afin de pouvoir agir librement sur la scène internationale, même sans une aide américaine. Suez s'avéra décisif dans la décision de se constituer un arsenal nucléaire autonome.

La Guerre froide en Amérique latine

■ Un continent sous le contrôle des États-Unis ?

Les États-Unis voulurent renforcer leur contrôle de l'Amérique latine après la mise en place de la Guerre froide. Il s'agissait d'éviter que l'URSS ne puisse prendre pied sur le continent. La doctrine Monroe (voir p. 17) fut actualisée, elle n'était plus tournée contre les puissances européennes mais contre une percée soviétique. Le 2 septembre 1947, fut signé le traité interaméricain d'assistance réciproque qui prévoyait de considérer comme une agression contre tous les signataires du traité une attaque armée contre l'un d'entre eux. Le 30 avril 1948, fut créée l'Organisation des États américains (OEA) qui se fixa pour objectif la sécurité du continent et le règlement pacifique des conflits. Les États membres proclamèrent leur opposition au colonialisme, mais aussi au communisme.

Les États-Unis faisaient régner l'ordre et considéraient comme des menaces communistes les gouvernements latino-américains qui se montraient trop indépendants ou s'attaquaient à leurs intérêts économiques, n'hésitant alors pas à recourir à la force armée.

Un antiaméricanisme croissant

En 1954, ils renversèrent le régime progressiste de Jacobo Arbenz au **Guatemala** qui voulait s'attaquer aux privilèges de la « United Fruit », multinationale américaine, et mettre fin au statut de « république bananière » du pays. Le pouvoir fut alors récupéré par les militaires et les conservateurs, ce qui entraîna la création du MR13, guérilla d'extrême gauche.

En **Colombie**, une guerre civile entre partisans du libéralisme et conservateurs, la Violencia, au long des années 1950 fit entre 200 000 et 300 000 morts. Elle s'acheva par la conclusion d'un pacte prévoyant une alternance des deux partis principaux au pouvoir, et déboucha sur des pratiques clientélistes et la paralysie du pays, créant les bases des futures difficultés nationales.

Pendant un temps, les États-Unis semblèrent toutefois prendre conscience de la montée d'un sentiment antiaméricaniste et cherchèrent à privilégier le *soft power* et le développement économique comme avec la création de la Banque interaméricaine de développement en 1959 ou l'Alliance pour le progrès en 1961. Mais la crise cubaine provoqua un retour de la méfiance américaine et, sur tout le continent, les États-Unis s'accommodèrent de l'existence de dictatures militaires qui faisaient profession de foi d'anticommunisme.

■ La révolution castriste

Cuba fut le dernier État d'Amérique latine à obtenir l'indépendance de l'Espagne en 1898, et avec l'aide des États-Unis qui substituèrent leur influence politique et économique au lien colonial espagnol. En 1901, le Sénat américain adopta l'amendement Platt, accolé à la constitution cubaine, qui donna le droit aux Américains d'intervenir militairement dans l'île. L'économie cubaine était quasi entièrement contrôlée par défiance américaine. À partir de 1956, Fidel Castro mena une guérilla dans la montagne cubaine en créant un lien entre quelques intellectuels et les paysans. Le dictateur Batista fut renversé et Castro et ses compagnons prirent La Havane en janvier 1959. Le Parti communiste, qui s'était initialement méfié de lui, le jugeant aventuriste et non marxiste, décida de s'allier à lui en juillet 1958. Castro était avant tout nationaliste et progressiste, mais non marxiste et élevé dans un milieu catholique.

Castro rompt les relations avec Washington...

Très rapidement, les relations entre Cuba et les États-Unis se dégradèrent. Castro voulut entreprendre de profondes réformes, notamment sur le plan du partage des terres, et heurta les intérêts américains. Alors qu'il voulait importer du pétrole brut d'Union soviétique, les raffineries américaines de Cuba refusèrent de le transformer. Castro les nationalisa et, en réaction, les États-Unis suspendirent leurs achats de sucre cubain qui représentait 80 % des recettes d'exportation de l'île. L'engrenage se poursuivit, Castro nationalisa alors tous les biens américains à Cuba et Washington décréta en conséquence un embargo sur tous les produits destinés à l'île. L'Union soviétique profita de l'aubaine et devint le partenaire commercial privilégié de Cuba, s'implantant à quelques encablures des États-Unis. Le 4 janvier 1961, à la suite de l'expulsion de diplomates américains en poste à Cuba, les États-Unis annoncèrent la rupture de leurs relations diplomatiques.

Le fiasco de la Baie des Cochons

Le 17 avril 1961, avec l'aide de la CIA, une brigade de 1 500 Cubains anticastristes débarqua à la baie des Cochons. Ils avaient convaincu les Américains que le pouvoir de Castro n'était pas solide et qu'il pouvait être facilement renversé. L'opération échoua et la menace extérieure renforça le soutien des Cubains à Castro. Celui-ci renforça le caractère autoritaire de son régime en évoquant la menace de l'impérialisme « yankee ».

... et se proclame marxiste-léniniste

Pour faire face à l'impérialisme américain, Castro chercha la protection soviétique et se proclama marxiste-léniniste. Cuba était ainsi proclamée premier territoire libre de l'Amérique latine, au sens délivré de l'influence américaine. Fidel Castro se fixa pour objectif d'exporter la révolution dans le reste de l'Amérique latine (où les inégalités sociales et une forte dépendance des gouvernements à l'égard des États-Unis étaient impopulaires), ce qui tendit encore un peu plus les relations avec les États-Unis.

Les gouvernements latino-américains s'inquiétaient de l'agitation révolutionnaire prônée par Castro et de la multiplication des guérillas

à partir de l'exemple cubain. En janvier 1962, Cuba fut exclu de l'OEA. Le continent latino-américain dans son ensemble, à l'exception du Chili, était en proie à des difficultés économiques et/ou à une instabilité politique avec l'apparition de tendances autoritaires comme le montraient les exemples de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, du Venezuela...

La Guerre froide en Afrique

■ Les indépendances

Le 8 mai 1945, le jour même de l'armistice, des manifestations pacifiques furent organisées en **Algérie**, à Sétif, pour demander l'indépendance du pays. Après qu'un policier eut tiré sur le porteur d'un drapeau algérien, une explosion de violence se déclencha. Vingt-sept Européens furent tués le jour même, une centaine dans les jours suivants avant que la loi martiale ne soit instaurée et qu'une brutale répression par les forces françaises fasse entre 8 000 et 20 000 morts du côté algérien. En mars 1947, une insurrection à **Madagascar** fut également réprimée dans le sang, faisant plusieurs milliers de victimes.

La guerre qui ne disait pas son nom

En 1954, fut créé le Front de libération nationale en Algérie qui démarra une insurrection le 1^{er} novembre 1954, marquant le début d'une guerre qui ne disait pas son nom (on parlait alors des « événements » d'Algérie). La lutte armée se généralisa et la France envoya le contingent dans l'espoir de mater la rébellion, mais les extensions de la guerre renforcèrent la volonté d'indépendance des Algériens. La guerre devint rapidement impopulaire dans le monde et était contestée en France. La répression ne toucha pas que les combattants, mais aussi les civils algériens. Les révélations sur l'usage de la torture renforcèrent l'impopularité de la France. Des exactions furent commises des deux côtés dans ce qui était devenu une « sale guerre ».

Les difficultés et divergences internes de la France aboutirent à la chute de la IV^e République et au retour de De Gaulle au pouvoir en

1958. Il se rendit compte que la poursuite d'une guerre coloniale en **Algérie** ternissait l'image de la France et affaiblissait son économie, il se montra donc favorable à la résolution du conflit. Les accords d'indépendance furent signés le 18 mars 1962 et approuvés par 90 % des Français et 99 % des Algériens.

L'indépendance de la **Tunisie** de Bourguiba s'opéra en douceur et fut officielle en 1956. La même année, la France reconnut la fin du protectorat sur le **Maroc** qui devint indépendant après l'éruption de violences et qui manifesta rapidement ses ambitions sur le Sahara occidental.

En Afrique noire française, la loi-cadre Defferre de 1956 accorda une autonomie interne aux pays de l'**Afrique équatoriale française** et de l'**Afrique occidentale française**. En 1958, De Gaulle proposa aux colonies l'autodétermination et un choix entre l'appartenance à la communauté française ou l'indépendance immédiate. La première option ne fut choisie que par la seule **Guinée** en 1960, alors que tous les pays qui avaient été colonisés par la France devenaient indépendants.

Le **Congo belge**, la plus grande et la plus riche des colonies européennes d'Afrique où la terre comme la population avaient été cruellement exploitées, proclama son indépendance en 1960 en tant que **République du Congo** et devint un pays très instable victime d'une guerre civile entre centralistes et fédéralistes de la province du Katanga qui fit sécession en 1960 avec l'appui des puissances occidentales. La présence des principales richesses minières du pays dans cette région internationalisa le conflit avec l'URSS et les Casques bleus. À cette sécession s'ajouta celle du Sud-Kasaï un mois plus tard. Le chef du gouvernement, Patrice Lumumba, nationaliste progressiste, penchait vers l'Union soviétique. Le colonel Mobutu organisa un coup d'État en septembre 1960 et dut laisser le pouvoir à Joseph Kasavubu qui arrima son pays au bloc de l'Ouest. La République du Congo connut alors une alternance de cessez-le-feu et de combats. La sécession du Katanga prit fin en 1963, le Sud-Kasaï fut divisé, et les Casques bleus participèrent à la restauration de l'ordre en 1965 avant la prise de pouvoir de Mobutu.

Les **Somalie britannique et italienne** fusionnèrent en 1960. Le **Rwanda**, le **Burundi** et les anciennes colonies belges devinrent

indépendantes en 1962. Seul le Portugal maintenait sa présence coloniale en Afrique, ainsi que l'Espagne franquiste sur le Sahara espagnol.

En Afrique noire anglophone, la **Côte-d'Or**, qui allait devenir le **Ghana**, devint indépendante en 1957, le **Nigéria** en 1960, la **Sierra Leone** en 1961, le Tanganyika la même année avant de devenir la **Tanzanie** après la fusion avec le Zanzibar en 1964 et l'**Ouganda** en 1962. Au **Kenya**, confronté à l'opposition armée des Mau Mau, le Royaume-Uni proclama l'état d'urgence avant de reconnaître l'indépendance du pays en 1963.

En Afrique australe, le **Malawi** et la Rhodésie du Nord, qui allait devenir la **Zambie**, proclamèrent leur indépendance en 1964, la **Rhodésie du Sud** proclama la sienne en 1965 mais établissait un régime d'apartheid non reconnu par le Royaume-Uni.

DEUXIÈME PARTIE

LA DÉTENTE

P EUT-ON FIXER UNE DATE PRÉCISE à laquelle nous serions passés de la Guerre froide à la Détente ? Certains historiens aiment les limites claires avec des périodes précisément déterminées. Il est difficile d'appliquer une telle méthode à cette période des relations internationales.

Un relâchement par paliers

Les relations Est-Ouest se sont détendues par paliers successifs, par des étapes déterminantes et non pas à une date clé : la mort de Staline et la signature de l'armistice en Corée en 1953 ; la signature d'un traité d'État sur l'Autriche en 1955 ; le Congrès du PCUS avec la déstalinisation en 1956, lorsque Khrouchtchev parla de coexistence pacifique ; la coopération de fait des deux superpuissances au détriment des alliés français et britanniques lors de la guerre de Suez ; la crise de Cuba en 1962 ou la signature du traité de Moscou en 1963 interdisant les essais nucléaires où Moscou et Washington montraient que leur intérêt commun à empêcher la prolifération dépassait de loin la rivalité qui les opposait au niveau mondial ; la signature la même année de l'accord dit sur le « téléphone rouge » établissant une ligne de liaison afin de communiquer directement en période de crise pour éviter une guerre nucléaire.

Qu'est-ce que le « téléphone rouge » ?

Après que la crise des missiles a mené le monde au bord d'une guerre nucléaire en 1962, une ligne de communication directe entre les dirigeants soviétiques et américains fut établie le 30 août 1963, le « téléphone rouge ». Elle permit de désamorcer des situations conflictuelles mettant aux prises les deux blocs.

1962 peut cependant être retenue comme la date charnière. L'année où le monde passa au plus près de la guerre nucléaire fit justement comprendre aux deux superpuissances la nécessité impérieuse d'une concertation pour éviter ce danger. Il fallait donc modérer leur confrontation, ou du moins l'encadrer. Émergeait également le sentiment commun que les deux Grands avaient une responsabilité partagée dans la gestion du monde. C'était le fameux condominium que dénonçaient De Gaulle et les dirigeants chinois. C'était également l'acceptation de fait de zones d'influence où chacun était libre d'agir sans que l'autre ne s'en n'offusque vraiment. États-Unis et Union soviétique allaient devenir des partenaires-adversaires.

La Détente, ou l'illusion de l'entente

La Détente allait caractériser les relations Est-Ouest jusqu'à la fin des années 1970, avec la crise des euromissiles et l'invasion soviétique de l'Afghanistan. La Détente signifie le relâchement des tensions, sans pour autant qu'il s'agisse d'une entente, loin de là. Selon l'historien Raymond Garthoff¹, une entente aurait été une cogestion du monde entre partenaires, sans aucune rivalité. Il explique que les illusions de la Détente provenaient d'une confusion du côté américain de la signification de chacun des deux termes. Moscou était d'accord pour coopérer, mais pas pour abandonner ses objectifs propres. Nixon et Kissinger avaient parfaitement compris cela. Il en était d'ailleurs de même pour les États-Unis, mais tous les responsables américains n'avaient pas cette vision. Certains Américains auraient voulu que, pendant la Détente, les Soviétiques adoptent un comportement relevant de l'entente, ce qui s'avérerait impossible et les États-Unis eux-mêmes n'ont jamais agi en ce sens. Gorbatchev a, quant à lui, voulu aller dans cette direction, mais l'URSS était devenue trop faible pour que cela intéresse les États-Unis.

La Détente devint possible parce que l'Union soviétique avait pris confiance en elle et que les États-Unis étaient conscients d'un déclin relatif qui les empêchait de pouvoir agir seuls et unilatéralement dans les affaires mondiales.

En 1960, Kennedy avait dressé la perspective d'un monde où il y aurait vingt ou trente puissances nucléaires. Le développement technologique rendait cette perspective possible. Soviétiques et Américains avaient donc un intérêt commun à fermer derrière eux la porte du club nucléaire afin d'en conserver le monopole. Ils allaient également réaliser qu'il leur fallait encadrer leur course aux armements pour ne pas s'essouffler économiquement. Ils comprirent, de plus, qu'il leur fallait gérer ensemble les différents conflits périphériques, afin de n'être pas entraînés contre leur gré dans un affrontement direct. Leurs intérêts communs étaient donc plus nombreux et supérieurs à leur rivalité. Cela ne les empêchait pas de défendre leur intérêt de puissance.

1. Dans le livre de référence sur la période *Détente and confrontation*, Washington Brookings 1987, p. 147.

Le Premier ministre chinois Zhou Enlai avait résumé cette situation par cette formule : « *Les deux superpuissances dorment dans le même lit, mais elles font des rêves différents.* » Toujours est-il que le partage du lit les conduisait à gérer en commun au maximum leurs mouvements respectifs.

La Détente ne mit pas fin à la rivalité Est-Ouest, mais elle la rendit plus contrôlable et plus prévisible.

Chapitre 1

L'âge d'or

Le concept de Détente

La Détente allait devenir un mode de relation pragmatique sous les présidences de Kennedy et de Johnson. Elle fut amplifiée, mais surtout conceptualisée lorsque Nixon arriva au pouvoir en janvier 1969 et qu'il confia le Conseil national de sécurité à Henry Kissinger. Ce dernier est un intellectuel spécialiste des questions internationales, né en Autriche et qui avait fui le nazisme pour se réfugier aux États-Unis. Le « docteur » Kissinger avait consacré sa thèse au Congrès de Vienne de 1815. Admirateur de Metternich, il considérait que le concert européen et la notion d'équilibre des puissances avaient permis à l'Europe, après les tourments de la révolution française et des guerres napoléoniennes, de vivre en paix pendant un siècle. Il devint secrétaire d'État lors du second mandat de Nixon et garda ce poste lorsque, suite à l'affaire du Watergate (espionnage du quartier général démocrate lors de l'élection présidentielle de 1972 réalisé pour le compte du candidat Nixon), Gerald Ford avait succédé à Richard Nixon. Son prestige était tel que beaucoup auraient voulu qu'il se présente à l'élection présidentielle de 1976, ce qu'il ne pouvait pas juridiquement, car né en dehors du territoire américain.

■ Du moralisme au réalisme politique avec Nixon et Kissinger

Nixon était violemment anticomuniste. Il avait soutenu le maccarthysme, mais il était surtout réaliste, voire cynique. Pour lui, les

rapports de force comptaient plus que les conceptions morales des relations internationales. Il abandonnait volontiers l'approche moraliste propre à la diplomatie américaine depuis Wilson et partait du principe qu'il n'avait pas à juger le régime intérieur des États sur lesquels de toute façon il n'avait aucune emprise. Ce qui comptait avant tout c'était de savoir si, sur le plan extérieur, les autres États mettaient en cause ou non l'intérêt national américain. Au final, les discours moraux sur le bien et le mal n'avaient jamais permis de faire reculer l'Union soviétique. Il considérait que le système communiste était une donnée durable et qu'il fallait partir de cette réalité.

Nixon et Kissinger étaient tous les deux adeptes de la « *realpolitik* », déjà incarnée par Metternich, Talleyrand puis Bismarck. Il s'agissait donc d'adopter une approche réaliste et non morale de la relation avec l'Union soviétique.

Qu'est-ce que la *realpolitik* ?

Le terme de « *realpolitik* » a été utilisé pour la première fois par le Prussien Ludwig Von Rochau, pour définir une politique d'équilibre entre les puissances. C'est ce qu'avait développé Metternich à la fin des guerres napoléoniennes. Bismarck s'y réfèrera pour étendre la zone d'influence de la Prusse et permettre l'unification allemande. Henry Kissinger en fit son mot d'ordre. Son approche réaliste de la relation avec l'URSS déboucha sur la Détente, la maîtrise des armements et le contrôle des conflits pour en minimiser l'impact. Mais le soutien aux dictatures et le coup d'États au Chili ont donné une connotation négative à la *realpolitik*. Pour ses partisans, la *realpolitik* est pragmatique et efficace. Pour ses adversaires, elle représente la poursuite de l'intérêt national au détriment du respect des valeurs universelles.

■ Le dialogue avec Moscou devient nécessaire

L'URSS était une réalité géostratégique qu'il était inutile de condamner et de vouloir changer, d'autant plus qu'elle avait les moyens d'atteindre avec ses armes nucléaires le territoire américain. Par ailleurs, la guerre du Vietnam montrait un déclin relatif de la puissance américaine qui ne disposait plus de la suprématie incontestée dont elle bénéficiait au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Le dialogue avec Moscou n'était donc plus un choix, mais une nécessité.

Selon Kissinger, les deux superpuissances ne pouvaient continuer à entretenir des relations convenables, si l'une d'elles voulait obtenir des avantages unilatéraux ou tirer parti des crises survenant dans

certaines pays : « Nous étions résolus à contrecarrer les entreprises hasardeuses soviétiques, mais nous étions prêts aussi à négocier les conditions d'un véritable apaisement des tensions... Nous préconisons une détente fondée sur une politique de retenue réciproque », écrira-t-il dans ses mémoires. Selon lui, « le président américain apprend rapidement qu'il ne dispose que d'une marge de manœuvre étroite. Les États-Unis et l'URSS sont des rivaux idéologiques. La Détente n'y peut rien changer. L'ère nucléaire les condamne à la coexistence. Les croisades rhétoriques ne peuvent rien y changer non plus. [...] Le président a donc une double responsabilité. Il doit résister à l'expansionnisme soviétique et être conscient des risques profonds d'affrontements planétaires. Sa politique doit englober à la fois la dissuasion et la coexistence, et s'efforcer à la fois d'endiguer l'adversaire et d'éviter les tensions¹. »

■ Le rapport de force entre les deux superpuissances s'équilibre

De leur côté, les Soviétiques, dont le prudent Léonid Brejnev devint le leader en 1964, voulaient adopter un comportement modéré dénonçant l'aventurisme brouillon de Khrouchtchev. La nomenklatura avait soif de stabilité sur le plan interne et sur le plan international. Les espoirs de rattrapage de l'économie américaine furent jetés aux oubliettes. Ils savaient également que si les États-Unis n'étaient plus la seule réelle puissance au monde, ils étaient encore et de loin la première puissance mondiale. Mais Moscou avait cependant amélioré le rapport de force relative avec les États-Unis et était donc moins en position de faiblesse par rapport à Washington. En effet, les États-Unis, qui réalisaient plus de la moitié du PNB mondial en 1950, n'en représentaient plus que 30 % en 1970.

Cela permettait d'autant plus facilement à Khrouchtchev d'ouvrir le dialogue. Nixon écrirait dans ses mémoires : « L'URSS agira toujours dans son propre intérêt. Les États-Unis en feront autant. La Détente ne peut rien y changer. Tout ce que l'on peut espérer de la Détente c'est qu'elle minimise la confrontation dans les zones marginales et fournisse au moins des alternatives dans les principales². »

1. Henry KISSINGER, *Les Années orageuses*, tome I, Fayard, Paris, 1982, p. 281.

2. Richard NIXON, *RN: The Memoirs of Richard Nixon*, Grosset & Dunlap, New York, 1978.

Il s'agissait donc de gérer la rivalité avec l'Union soviétique pour qu'elle ne dégénère pas et jouer à la fois de l'endiguement et de la coexistence, tout en ayant en tête la nature différente des régimes qui ne devait pas empêcher de voir leurs intérêts communs par rapport au reste du monde.

■ Les accords SALT : le sommet de la Détente

Le 29 mai 1972, furent signés les accords SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*) à Moscou, incarnant le sommet de la Détente. Un communiqué commun fut publié sur les principes fondamentaux des relations entre les deux pays :

« 1. Ils se fonderont sur la conviction commune qu'à l'âge nucléaire il n'existe pas d'autres bases que la coexistence pacifique pour étayer leurs relations. Les différences en matière d'idéologie et de systèmes sociaux qui existent entre l'URSS et les États-Unis ne font pas obstacle au développement de relations normales, basées sur les principes de souveraineté nationale, d'égalité, de non-ingérence dans les affaires intérieures et de réciprocité des avantages.

2. L'URSS et les États-Unis estiment qu'il est d'importance majeure de prévenir les situations susceptibles d'envenimer dangereusement leurs relations. En conséquence, ils feront tout leur possible pour éviter les affrontements militaires et prévenir le déclenchement d'une guerre nucléaire. Ils feront toujours preuve de modération dans leurs relations mutuelles et seront prêts à négocier et à régler leurs différends par des moyens pacifiques. »

Il s'agissait donc de reconnaître les intérêts de la sécurité de chacun sur une base d'égalité et d'éviter de chercher des avantages unilatéraux au détriment de l'autre.

Par exemple, à quelques jours du déplacement de Nixon à Moscou, les États-Unis intensifiaient les bombardements sur le Vietnam et alors qu'un membre du Politburo (organe suprême du Comité central du PCUS) demandait le report du sommet du fait de ce bombardement, il fut destitué par Brejnev.

■ Les limites de la Détente

Mais la Détente connut des limites, notamment sur le plan de la coopération économique qui était pourtant prévue et sur laquelle l'Union soviétique comptait beaucoup pour relancer son développement. Le Sénat américain adopta par exemple l'amendement « Jackson Vanik » qui faisait dépendre l'attribution de la clause de la nation la plus favorisée à la liberté d'émigration des Juifs soviétiques. La cause était sacrée aux États-Unis, mais le sujet était tabou car l'Union soviétique ne pouvait pas accepter de voir ses citoyens sortir librement du pays qu'il s'agisse des Juifs ou de non Juifs.

L'URSS allait alors vite déchanter sur les bénéfices économiques qu'elle pouvait obtenir de la Détente. Aux États-Unis, elle resterait contestée par les « Faucons » (les néoconservateurs) d'un côté, et les militants des droits de l'homme de l'autre.

Du risque de guerre nucléaire au partenariat stratégique

■ La crise de Cuba

Jamais sans doute le monde ne passa si près d'une guerre nucléaire qu'au moment de la crise de Cuba. Le sang-froid des deux K (Khrouchtchev et Kennedy) et la volonté de trouver une solution dans laquelle aucun des deux protagonistes ne perdrait la face, permirent de résoudre la crise de façon pacifique. Tous deux et leurs entourages prirent encore plus conscience de l'absolue nécessité d'éviter d'être entraînés dans une confrontation qui deviendrait incontrôlable. Ils comprirent que leur antagonisme idéologique et leur rivalité stratégique avaient une limite : empêcher la guerre nucléaire qui n'aurait ni vainqueur, ni sans doute même de survivant. De ce fait, la Guerre froide allait prendre fin et une politique de détente allait être mise en place entre les deux superpuissances.

Des missiles soviétiques menacent les côtes américaines

L'expédition de la baie des Cochons avait échoué et précipité Castro dans les bras des Soviétiques afin d'obtenir une protection stratégique contre les États-Unis. Lui qui se déclarait auparavant nationaliste-progressiste, se déclara du jour au lendemain marxiste-léniniste. Les Soviétiques, qui n'avaient pas à proximité des États-Unis l'équivalent des bases américaines en Europe furent ravis de pouvoir prendre pied sur le continent latino-américain.

Castro demanda aux Soviétiques d'implanter des fusées nucléaires sur le territoire cubain pour « coupler » la défense de l'île à celle de l'URSS, par effet miroir du déploiement de fusées américaines en Europe occidentale.

En octobre 1962, un avion espion américain U2 détecta les bases de missiles. Les Américains, stupéfaits, découvrirent qu'ils étaient sous la menace d'armes nucléaires à 90 miles de leur territoire, comme le montre la carte ci-contre. À une époque où l'Union soviétique maîtrisait encore mal la technique des missiles intercontinentaux, les Américains, qui se pensaient protégés par les océans, découvrirent leur totale vulnérabilité.



LA CRISE DE CUBA (1962)

Kennedy face à un dilemme

Kennedy se trouva confronté à un dilemme. Il ne pouvait pas ne rien faire sans être accusé de mollesse et perdre toute crédibilité. Mais une intervention militaire sur l'île le ferait se heurter directement à des militaires soviétiques, ce que les États-Unis avaient toujours voulu éviter depuis le début de la Guerre froide. Sorensen, l'un des proches conseillers de Kennedy, présenta la situation ainsi : « *Si nous agissons vigoureusement, les Alliés et les Latino-américains se tourneront contre nous, et si nous agissons faiblement, ils se détourneront de nous.* » En fait, les Européens (y compris l'indocile De Gaulle) et les pays d'Amérique latine firent bloc derrière Washington. Kennedy décida donc d'un blocus de l'île, solution intermédiaire qui évita la confrontation mais qui ne résolut pas le problème de la présence des fusées déjà installées.

Le 22 octobre, dans une déclaration télévisée dramatique, il apprit aux citoyens américains qu'ils vivaient sous la menace de fusées soviétiques basées à Cuba. Dénonçant l'installation d'armes nucléaires en dehors du territoire soviétique qui modifiait selon lui de façon « provocatrice et injustifiée » le *statu quo* stratégique, il déclara : « *Nous ne courons pas prématurément et sans nécessité le risque d'une guerre mondiale dans laquelle le fruit de la victoire serait cendre dans notre bouche, mais nous ne reculerons pas face à ce risque, à tout moment il faudra l'envisager [la menace d'une guerre nucléaire était clairement évoquée].* »

La tension entre les deux K atteint son paroxysme

Khrouchtchev lui répliqua dès le lendemain. Il dénonça le blocus comme « un acte de piraterie » (la légalité internationale était en effet plus que discutable) et précisa que l'URSS n'était pas ou n'était plus un État auquel « *on puisse parler le langage de la force* ». Pour bien montrer que le rapport de force avait évolué en faveur de Moscou, il déclara que « *si les agresseurs déclenchent la guerre, elle ripostera en infligeant les coups les plus puissants* ».

Un avion américain U2 qui survolait le territoire cubain fut abattu en octobre 1962. Le monde trembla car la perspective d'un affrontement militaire direct, pouvant aller jusqu'à des bombardements, avait été

évoquée publiquement par les deux leaders soviétique et américain. Castro, inconscient des conséquences, poussa Khrouchtchev à ne pas céder. Mais Moscou et Washington négocièrent, malgré l'absence de moyens technologiques permettant une conversation directe entre les deux leaders.

Compromis et résolution de crise

Un compromis fut finalement trouvé, Khrouchtchev démantela les fusées implantées à Cuba, en échange de quoi les États-Unis s'engagèrent à ne plus intervenir militairement sur l'île. Ils acceptèrent aussi de démanteler, mais par la suite et sans qu'aucun lien public ne soit fait, des bases de missiles qu'ils avaient en Turquie. Ainsi, personne ne perdit la face, sauf Fidel Castro qui estima avoir été lâché par les Soviétiques et qui se brouilla provisoirement avec eux. L'embargo sur Cuba continua et fut même renforcé, mais le régime castriste n'était plus menacé d'être renversé par une intervention militaire américaine ouverte ou indirecte.

Khrouchtchev fut attaqué en interne en Union soviétique pour avoir fait preuve d'aventurisme et avoir dû accepter un recul vis-à-vis de Washington. Mais en réalité, il fit jeu égal avec les États-Unis à une époque où le rapport de force ne lui était pas tout à fait favorable, les États-Unis possédant déjà trois mille armes nucléaires contre seulement quatre cents pour l'Union soviétique. Kennedy de son côté fut crédité d'une gestion magistrale de la crise, effaçant la faillite de la baie des Cochons.

La crise de Cuba avait montré à Moscou et à Washington qu'il fallait trouver des moyens de communication directe au plus haut niveau entre le Secrétaire général du PCUS et le Président des États-Unis pour éviter d'être entraînés dans un affrontement mal maîtrisé, pouvant dégénérer en guerre nucléaire. La technologie permettait de faire ce qui n'était pas possible auparavant. La volonté politique, inexistante autrefois, était désormais partagée par les deux superpuissances. En 1963, Washington et Moscou conclurent un accord permettant l'établissement d'une ligne de communication directe. Le but n'était pas à proprement parler de limiter les armements, ce téléphone rouge concernait plutôt la gestion des crises, mais il montrait la volonté de se parler dans l'intérêt commun.

■ Des accords multilatéraux se mettent en place pour maîtriser les armements

Le concept d'« *Arms control* » a été développé au début des années 1960 aux États-Unis. En français, on peut le traduire par « maîtrise des armements » plutôt que contrôle ou limitation des armements.

Qu'est-ce que la maîtrise des armements ?

Le concept d'« *Arms control* » signifie gérer, maîtriser au sens de « dominer » un phénomène. Le but n'est pas de parvenir au désarmement, mais d'éviter une course aux armements anarchique qui entraînerait instabilité, désordre et insécurité. Il s'agit de maîtriser la gestion des stocks d'armes nucléaires, à la fois pour que le duopole soviéto-américain conserve au maximum son monopole, et qu'il se fixe des plafonds communs pour leur propre arsenal afin d'éviter un effet surprise ou une tentative vaine de supériorité.

Une surenchère nucléaire

Au cours de la campagne pour les élections présidentielles de 1960, alors que les Soviétiques étaient en train de se doter d'armes intercontinentales, Kennedy avait dénoncé un « *missile gap* » au profit de l'Union soviétique. Selon lui, les Soviétiques avaient un nombre bien plus important de missiles nucléaires que les États-Unis. Les progrès soviétiques étaient si surprenants que les Américains craignaient d'être dépassés. L'absence d'information et de transparence faisait évoquer les pires des scénarios. Le complexe militaro-industriel qu'Eisenhower avait dénoncé dans son discours d'adieu poussait également à la surenchère. On s'est rendu compte par la suite que si le *missile gap* existait, c'était au profit des États-Unis.

À l'heure de l'arme nucléaire et de la théorie de la dissuasion, l'opposition armement/désarmement n'était plus de mise. Les grandes puissances ne voulaient ni renoncer à l'arme nucléaire, ni vivre dans un monde où règnerait le chaos nucléaire. Elles devaient donc empêcher les États non nucléaires de le devenir et gérer la croissance de leur propre arsenal. Il s'agissait d'éviter la guerre nucléaire ou le danger de rupture de l'équilibre entre les deux Grands par une course aux armements qui donnerait au vainqueur la tentation de recourir à la guerre pour rendre son avantage définitif ou à une attaque nucléaire surprise.

Le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires (1963)

La maîtrise des armements mélangeait donc armement et désarmement au niveau bilatéral, elle impliquait une coopération entre les deux Grands. « *Contrairement au désarmement proprement dit, la maîtrise des armements n'est pas incompatible avec la continuation de la course aux armements. Elle suppose seulement une concertation internationale visant à contrôler cette course dans le sens d'un équilibre entre les puissances. Plus que désarmement, on organise la croissance ordonnée de l'armement*¹. »

Le 5 août 1963, fut signé à Moscou le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires qui venait interdire les essais dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Les essais souterrains n'étaient pas interdits dans la mesure où il n'y avait pas de moyens de détection de ces essais. Par ailleurs, cela permettait aux États dépositaires du traité (États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni) de pouvoir continuer à procéder à des essais nucléaires car ils maîtrisaient cette technique d'essais souterrains, plus délicats à mettre en œuvre que les essais atmosphériques.

En réalité, seuls des essais atmosphériques eurent lieu. Il s'agissait de fermer la porte du club nucléaire aux pays dit « du seuil », c'est-à-dire sur le point d'acquérir l'arme nucléaire.

Moscou et Washington étaient avant tout soucieux d'entraver les programmes nucléaires chinois et français. Les Français avaient procédé à leur premier essai nucléaire en 1960, les Chinois le réaliseraient en 1964. Paris et Pékin refusèrent ce traité, dénoncé comme une tentative injustifiée et illégitime d'établir un condominium sur le monde et de dénier le droit aux autres pays de faire ce que les États-Unis et l'Union soviétique avaient fait auparavant.

1. Nguyen QUOC DINH, Alain PELLET, Patrick DAILLER, *Droit international public*, LGDJ, Paris, 1980, p. 890.

Les vraies raisons du traité pour Moscou et Washington

Par ce traité, Washington voulait surtout entraver le programme français, et l'Union soviétique le programme chinois. Cela pouvait paraître paradoxal dans la mesure où la Chine était un pays communiste qui tenait des propos incendiaires sur les États-Unis et que la France était un allié des États-Unis. Mais, en réalité, les deux superpuissances avaient compris que si elles accédaient au statut de puissance nucléaire, la Chine prendrait sa pleine autonomie à l'égard de l'Union soviétique et la France ne serait plus dépendante des États-Unis pour sa sécurité. Il existait également l'idée que le nucléaire était une affaire trop sérieuse pour être confiée à d'autres que les grandes puissances, excepté éventuellement le Royaume-Uni dans le sillage des Américains (le Royaume-Uni avec l'aide des Américains avait procédé à un essai nucléaire en 1952).

Le traité était également présenté comme un moyen de préserver l'environnement et d'éviter des risques de radioactivité, ce qui permettait d'avoir contre la France et la Chine le soutien des pays du Pacifique et du Tiers-monde. Au-delà d'une apparence d'égalité, les interdictions étaient les mêmes pour tous, mais le traité était inégal dans sa nature et dans sa forme entre les États dépositaires (États-Unis, URSS, Royaume-Uni) et les signataires. Les trois États dépositaires du traité renonçaient à un droit dont ils avaient largement usé et qui désormais ne leur était plus utile. Il s'agissait de pouvoir tranquillement disposer de leur arsenal en fermant la porte du club nucléaire à leurs poursuivants.

Au-delà du discours sur l'intérêt général de la non-prolifération et de la protection de l'environnement, c'était bien leur statut de grande puissance que Moscou et Washington cherchaient à protéger.

Le traité de non-prolifération des armes nucléaires (1968)

Mais ce traité sur l'interdiction des essais ne suffisait pas. Il allait être suivi par un traité plus important : le traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), signé en 1968 et qui entra en vigueur en 1970 pour une durée de vingt-cinq ans. Les États-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni furent également dépositaires du traité. Comme

son nom l'indique, le traité visait à empêcher la prolifération des armes nucléaires.

Qu'est-ce que la prolifération des armes nucléaires ?

À l'époque, on parlait de deux types de prolifération : la prolifération horizontale qui est l'augmentation du nombre d'États possédant l'arme nucléaire, et la prolifération verticale qui est l'accroissement de l'arsenal des pays déjà nucléaires.

Le TNP visait avant tout la prolifération horizontale. Son article 1 prévoyait que les États nucléaires s'engageaient à ne pas doter les États non nucléaires d'armes nucléaires, ni à les aider à en acquérir. L'article 2 prévoyait que les États non nucléaires s'engageaient à renoncer à acquérir, fabriquer ou contrôler de telles armes. Cet équilibre des obligations était factice dans la mesure où les États nucléaires n'avaient aucune intention d'aider les autres États à les rejoindre, alors que les États non nucléaires renonçaient à un véritable droit.

Pourquoi les États renoncent à l'armement nucléaire

La renonciation à l'armement nucléaire eut plusieurs motivations selon les États. Pour certains, l'horizon nucléaire était inaccessible par manque de moyens financiers et industriels ; d'autres, dépendant pour leur sécurité soit de Washington, soit de Moscou, n'eurent pas le choix et acceptèrent le traité car leur protecteur le leur demandait. Le Japon et l'Allemagne le firent volontairement afin de dissiper tout doute sur leurs ambitions. D'autres pays pensèrent qu'en renonçant à la course aux armes nucléaires, ils pouvaient inciter leurs voisins à en faire de même et donc bénéficier d'une plus grande sécurité. D'autres encore, étant hostiles à la dissuasion, étaient en logique avec leurs principes.

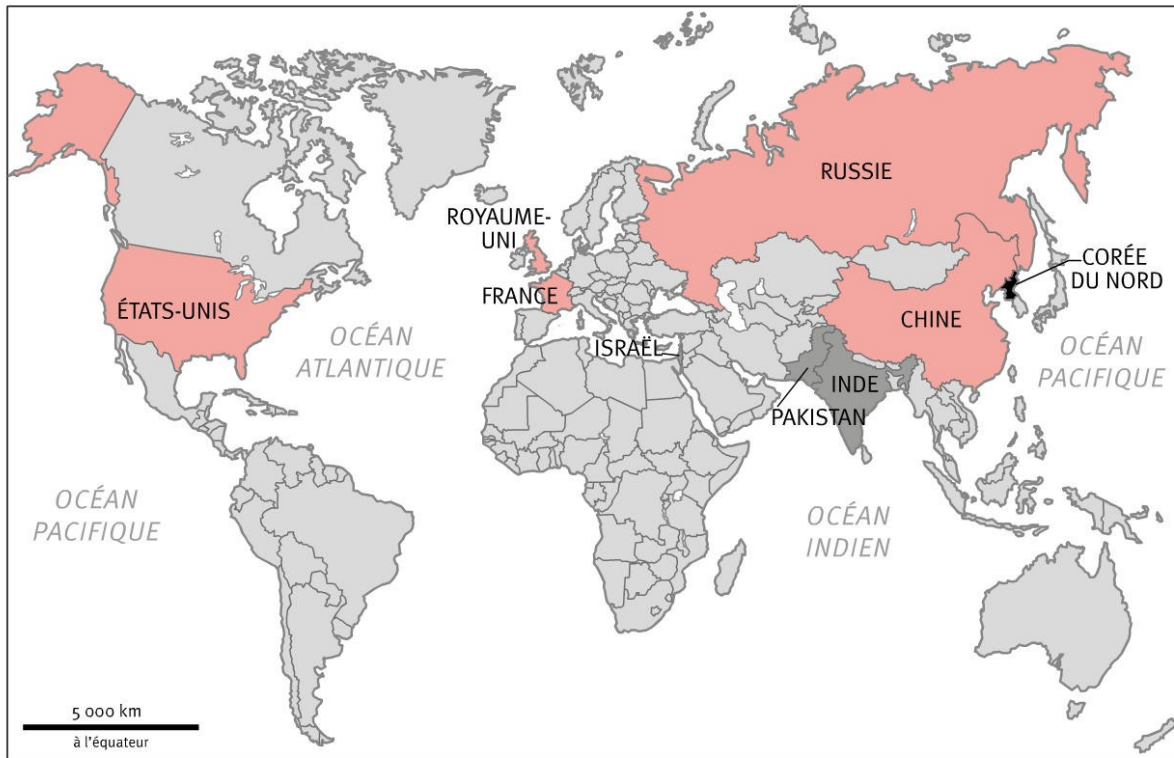
Afin que le traité ne soit pas trop inégal, deux clauses étaient prévues : dans l'article 4, il était stipulé que la renonciation nucléaire militaire n'était en rien une renonciation aux activités nucléaires civiles et que, au contraire, les États nucléaires devaient aider les États non nucléaires ayant renoncé à l'arme à acquérir la technologie civile ; enfin, dans l'article 6, les puissances nucléaires s'engageaient à entamer de bonne foi des négociations de désarmement pouvant conduire au désarmement nucléaire général et complet. Cet engagement à négocier sur la non-prolifération verticale était une compensation des États nucléaires envers les États non nucléaires, mais cette obligation de négocier ne fixait ni calendrier, ni seuil de désarmement.

Les activités nucléaires sont désormais contrôlées par une agence internationale, l'AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), créée en 1957, est en charge du contrôle des activités nucléaires civiles des pays non nucléaires pour vérifier qu'elles ne soient pas détournées à des fins militaires. Ce contrôle, par définition, ne s'applique pas aux États nucléaires et vient rendre définitif un *statu quo* qui est inégal. Les pays nucléaires restent nucléaires, les pays non nucléaires ne peuvent pas le devenir. Paradoxe supplémentaire, les pays qui disent avoir besoin d'armes nucléaires pour assurer leur sécurité, alors qu'ils disposent d'un arsenal conventionnel déjà impressionnant, estiment que pour que la sécurité soit assurée, il ne faut pas que d'autres pays en soient dotés.

Qu'est-ce qu'un État nucléaire ?

Selon le traité, il s'agit des États qui ont procédé à un essai nucléaire avant le 1^{er} janvier 1967. *De jure*, la France et la Chine sont reconnues comme puissances nucléaires. La carte fait état de la présence de l'arme nucléaire dans le monde en 2014.



L'ARME NUCLÉAIRE DANS LE MONDE EN 2014

- Pays détenteurs de l'arme nucléaire, signataires du Traité de non-prolifération
- Pays non signataires du Traité de non-prolifération détenteurs de l'arme nucléaire
- Pays détenteur de l'arme nucléaire, s'étant retiré du Traité de non-prolifération

Un traité critiqué

Bien que la reconnaissance de la France et la Chine comme États nucléaires fut une victoire pour elles – elles avaient dû lutter respectivement contre les États-Unis et l'Union soviétique pour se doter de l'arme nucléaire – elles refusèrent d'adhérer au TNP qui pourtant les avantageait. En effet, dans la mesure où elles dénonçaient le condominium et la politique des superpuissances en 1963, elles ne pouvaient se contredire en si peu de temps.

Ce furent les États du seuil qui protestèrent le plus vivement contre ce traité inégalitaire et s'en tinrent à l'écart. Rien n'oblige un État à signer un traité. L'Inde, le Pakistan, Israël, l'Afrique du Sud, l'Algérie, les deux Corée, l'Argentine, le Brésil, le Chili et Taïwan refusèrent de signer un traité qui aurait été une barrière légale à leurs ambitions.

Certains affirmèrent même que, puisque pour les États nucléaires la dissuasion était le gage de paix, il aurait donc fallu que chaque État possède l'arme nucléaire pour que la paix soit universelle. Si le discours des États nucléaires qui repose sur l'adage « faites ce que je dis, mais pas ce que je fais » peut être qualifié d'hypocrite, il existe cependant une logique à la non-prolifération. La dissuasion repose sur la rareté de l'arme nucléaire. Si chaque État disposait de l'arme nucléaire ou si un nombre trop élevé d'États la possédait, le risque de déclenchement accidentel d'une guerre par mauvais calcul ou par mauvaise maîtrise de l'arsenal serait beaucoup plus fort.

Autres traités multilatéraux

D'autres traités furent signés sans ce caractère inégalitaire. En 1959, les États proches géographiquement de l'Antarctique ayant des revendications territoriales sur cette zone se mirent d'accord pour geler leurs revendications et démilitariser la région. En 1967, suite à la crise de Cuba, les États latino-américains signèrent un traité visant à dénucléariser l'Amérique latine. Un protocole spécial au traité demandait en échange aux puissances nucléaires de ne pas menacer avec leurs armes les États parties du traité. La même année, un traité venait interdire la militarisation de la lune ou la mise sur orbite dans l'espace d'armes nucléaires. Cela n'empêchait pas le passage des missiles balistiques, mais interdisait la mise sur orbite, donc l'installation permanente d'armes. En 1971, un traité interdisait de placer des

armes nucléaires sur le plateau continental ou le fond des mers. En 1972, étaient interdites la fabrication et la possession d'armes biologiques, et en 1977 les armes susceptibles de modifier l'atmosphère. Ces traités multilatéraux, contrairement au TNP, impliquaient des obligations égales pour tous les signataires.

Mais, soucieux de répondre aux critiques selon lesquelles elles s'occupaient du désarmement des autres mais pas du leur, et aussi pour éviter dans leur propre intérêt de se lancer dans une course incontrôlable aux armements, les deux superpuissances négocièrent des accords bilatéraux de maîtrise des armements.

■ Les accords SALT : premier accord bilatéral pour la maîtrise de l'armement

Les accords SALT (*Strategic Arms Limitation Talks* / Négociations sur la limitation des armements stratégiques) ont marqué les esprits. Les négociations commencèrent en 1969 et les accords furent signés le 26 mai 1972. Pour la première fois, les deux principales puissances mondiales acceptaient volontairement de limiter le niveau de leurs armements.

De grands espoirs...

Cet accord ne résultait pas de la défaite de l'un ou l'autre, contraint par le vainqueur à un désarmement forcé, mais c'était un choix volontaire de limitation des arsenaux centraux des grandes puissances, le cœur même de leur puissance stratégique. Ce geste était d'autant plus significatif qu'il n'était pas accompagné d'une demande de réduction adressée aux autres puissances nucléaires. Il est vrai que la disproportion entre les arsenaux des uns et des autres laissait, malgré les plafonds envisagés, un large avantage aux États-Unis et à l'URSS. Ces derniers voulaient à la fois éviter le désarmement nucléaire et pouvoir continuer à faire reposer leur sécurité sur la dissuasion nucléaire, mais ils voulaient limiter la course aux armements qui aurait pu épuiser leur budget en les faisant se livrer à une surenchère constante dont personne n'aurait pu sortir gagnant. L'affaire du « *missile gap* » était encore dans les mémoires. Le manque d'information, de transparence et de confiance constituait un risque. Moscou et Washington

réalisèrent qu'ils ne pouvaient pas se distancer. Chaque accélération de l'un étant suivie par un rattrapage de l'autre, il valait mieux se mettre d'accord sur des plafonds communs qui auraient l'avantage de la prévisibilité.

Les deux volets des accords SALT

Le premier volet concernait les missiles offensifs, les armes que chacun pouvait tirer sur l'autre. États-Unis et Union soviétique s'engageaient à limiter le nombre de missiles balistiques installés sur les sous-marins. À la date de la signature de l'accord, il fut décidé de ne pas augmenter le nombre de missiles terrestres, mais leur modernisation était cependant permise, de même qu'il était possible de placer un plus grand nombre de têtes nucléaires sur chaque missile.

L'autre volet concernait les armes défensives et les missiles antibalistiques (ABM pour Anti-Ballistic Missiles). Ces systèmes défensifs avaient été mis au point en premier par les Soviétiques, les Américains avaient suivi. Il s'agissait d'intercepter et de détruire les missiles adverses avant qu'ils n'atteignent son territoire. C'était une prouesse technologique considérable consistant à arrêter une balle avec une autre balle. Si l'on pouvait empêcher l'autre d'atteindre son territoire, on obtenait un avantage indubitable car l'autre ne pouvait plus exercer la menace dissuasive.

... revus à la baisse

Mais les espoirs fondés sur ce système allaient rapidement diminuer. Le coût de la protection totale d'un territoire était probablement impossible à supporter, y compris pour les riches superpuissances. Par ailleurs, il n'était pas certain qu'une arme nucléaire détruite au-dessus des territoires ne provoque pas des retombées radioactives mortelles. Enfin, rien ne pouvait garantir que le système soit efficace à 100 %, dès lors son utilité devenait plus que douteuse sur le plan stratégique.

Plus encore, Kissinger théorisa le fait que ce type de système pouvait développer un sentiment d'invulnérabilité, en fait dangereux. Selon lui, la sécurité absolue à laquelle aspirait une puissance se soldait par l'insécurité absolue pour toutes les autres. Il préféra plaider pour un système où « *la sécurité et l'insécurité relative de chacun des participants*

s'équilibrent. Cela implique donc un équilibre des forces dont on doit négocier le maintien. »

Les deux superpuissances convinrent donc de ne construire que deux sites de missiles antibalistiques, dotés de cent missiles chacun. L'un visait à protéger un site de missiles offensifs afin de conserver ainsi une capacité de frappe en second (pour s'assurer qu'une frappe préventive de l'adversaire ne viendrait pas éliminer totalement l'arsenal en empêchant toute riposte éventuelle), et l'autre à préserver la capitale de chaque signataire. En 1974, le plafond était réduit à un site de cent missiles antibalistiques.

La France alliée mais non alignée

■ « Une certaine idée de la France »

Arrivé au pouvoir en France en 1958, Charles De Gaulle voulait modifier la politique de la France à l'égard des États-Unis. Il se rappela qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ne voulaient pas considérer la France comme un pays vainqueur, qui ne dut ce statut qu'à l'intervention de Churchill. Pendant les guerres coloniales (Indochine, Algérie), les Américains n'aidèrent pas la France dans ce qui était considéré à Paris comme le principal défi de sécurité. Le lâchage de l'opération de Suez était également dans les mémoires. Mais surtout, De Gaulle anticipant sur la Détente et une fois réglée la question algérienne, estimait que le principal défi pour la France était de desserrer l'étreinte américaine, et non pas de se protéger d'une menace soviétique.

De Gaulle n'avait aucune sympathie pour le régime communiste. Militaire, de tradition catholique, il avait même déclaré (au cours de la IV^e République) pour mettre en avant le danger de l'Armée rouge, que la France était à deux étapes du Tour de France de la frontière soviétique. Mais sa conviction que l'idée nationale était la plus forte lui faisait penser que le système communiste n'était pas immortel et que le fait national russe était plus important.

Il estimait surtout que les États-Unis avaient trop d'influence sur la politique française et que le suivisme à l'égard des Américains

n'avait pas contribué à la grandeur nationale de la France sous la IV^e République. Lui, qui se faisait « *une certaine idée de la France* » et qui avait su composer un récit national faisant oublier Vichy aux Français après la libération, voulut redonner à la France une place centrale sur l'échiquier international. Cela passait par la prise de distance avec Washington et la constitution d'une politique autonome basée sur une Europe plus indépendante des États-Unis et la création de liens avec les pays du Tiers-monde.

■ Le souci de l'indépendance militaire de la France

En septembre 1958, il proposa au président américain Eisenhower qu'un triumvirat États-Unis, Royaume-Uni, France prenne les commandes de l'OTAN. Les États-Unis, qui n'entendaient pas faire une telle place à la France, refusèrent au nom de l'égalité souveraine des Alliés. Ils n'entendaient pas en fait partager le pouvoir au sein de l'Alliance.

De Gaulle fit de ce refus une arme. Il accéléra la constitution d'une force nucléaire française. Il n'avait pas une conception claire, au départ, du concept de dissuasion, mais il avait la conviction que l'arme nucléaire était l'arme des Grands et que la France ne pourrait pas prétendre à un statut de grande puissance si elle ne s'en dotait pas. Malgré ses déboires, la IV^e République avait maintenu l'option nucléaire militaire ouverte. À chaque étape où il aurait pu être choisi de l'abandonner, il avait été au contraire décidé de la poursuivre. De Gaulle bénéficia donc de ces travaux et en 1960, se produisit la première explosion nucléaire française dans le désert du Sahara. De Gaulle refusa la proposition américaine de participer à une force multilatérale nucléaire, car il avait conscience que l'indépendance nationale passerait par la possession d'un arsenal propre. En 1964, le premier escadron de la Force aérienne stratégique (FAS) fut constitué.

La stratégie de De Gaulle : la dissuasion « du faible au fort »

La France développa un concept original de dissuasion nucléaire, basée sur les représailles massives et sur une dissuasion dite « *du faible au fort* », d'après les travaux du général Gallois que De Gaulle avait

consultés. Le général Gallois estimait qu'à l'ère nucléaire les alliances n'avaient plus la même solidité. Une alliance militaire pouvait se concevoir en cas de guerre conventionnelle, mais personne n'irait risquer la vie de son État pour venir au secours d'un allié. Il estimait également que le nucléaire libérait de la loi du nombre.

Afin de dissuader l'Union soviétique de l'attaquer, la France n'avait pas besoin d'avoir un arsenal aussi grand que cette dernière, il suffisait qu'elle puisse être certaine ou plutôt que l'URSS puisse raisonnablement craindre d'être touchée par une frappe française en cas d'agression. Il devenait donc nécessaire de posséder des forces qui ne puissent pas être détruites par une attaque préventive de l'adversaire et qui puissent percer ses défenses.

La force nucléaire française lui permettrait de défendre son sanctuaire national, son territoire et ses intérêts vitaux qui, pour augmenter l'incertitude de l'adversaire, ne seraient pas définis à l'avance. Grâce à sa force nucléaire, la France n'aurait plus besoin de la protection américaine et n'aurait plus peur d'une éventuelle attaque soviétique, lui permettant de se placer sur un pied d'égalité avec les deux superpuissances et de développer une politique autonome.

■ De Gaulle refuse le condominium

La guerre d'Algérie réglée, De Gaulle voulut développer les relations avec les États du Tiers-monde pour augmenter les marges de manœuvre de la France. Il poursuivit ainsi la réconciliation franco-allemande et signa avec le chancelier Adenauer en 1963 le traité de l'Élysée. Mais les Allemands, comme les Européens, estimaient qu'ils étaient eux toujours dépendants de la protection américaine pour leur sécurité et que les garanties que pouvait offrir la France n'étaient pas à la hauteur de leurs besoins. Le traité de l'Élysée fut donc amoindri par un préambule lors de la ratification devant le Bundestag qui rappelait la prééminence de l'Alliance atlantique. De Gaulle, la même année, s'opposa à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, dans lequel il voyait un cheval de Troie des États-Unis.

Le rapprochement de la France avec la Chine, un symbole fort

De Gaulle reconnut, en 1964, la République populaire de Chine (la France fut le premier pays occidental à y envoyer un ambassadeur), malgré l'antagonisme entre Washington et Pékin. La reconnaissance de la Chine se voulait un acte fort qui positionnait la France en dehors des blocs idéologiques de la Guerre froide et marquait le retour de la France en Asie en tournant la page coloniale. C'était un message envoyé aux États-Unis pour qu'ils prennent davantage la France en considération. De Gaulle affirmait établir des relations « *avec la Chine de toujours. Avant d'être communiste, la Chine est la Chine.* » Il enfonça le clou en déclarant : « *La France reconnaît le monde tel qu'il est.* » Il avait confié à Alain Peyrefitte en 1963 : « *Il y a quelque chose d'anormal dans le fait que nous n'ayons pas de relations avec le pays le plus peuplé du monde, sous prétexte que son régime ne plaît pas aux Américains.* »

De Gaulle multiplia également les contacts avec les dirigeants soviétiques et évoqua la perspective d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural qui inclurait donc l'Union soviétique, qualifiée par De Gaulle de « Russie de toujours », mais excluait les États-Unis. Il multiplia les visites dans le Tiers-monde, en Amérique latine et en Asie, où il critiqua la politique extérieure américaine, le rôle du dollar comme monnaie internationale, la guerre du Vietnam et posa la France comme une alternative au duopole soviéto-américain. Pour de nombreux pays, la France permettait d'échapper au condominium. Elle avait l'avantage d'être occidentale, mais non alignée sur les États-Unis, et de ne pas être un pays communiste, tout en ayant de bons contacts avec l'Union soviétique.

Le 7 mars 1966, De Gaulle annonça au président Johnson que la France se retirait des organes militaires intégrés de l'OTAN, tout en restant membre de l'organisation. Il estimait que la situation stratégique qui avait conduit à la création des organes intégrés (la guerre de Corée en 1950) n'existait plus puisque les relations internationales s'étaient décrispées. Il était temps que la France recouvre sa pleine souveraineté qu'il estimait mise en cause par le stationnement de troupes américaines et l'usage du territoire français par les forces alliées. Les Américains quittèrent leurs bases et le siège de l'OTAN

qui était à Paris fut déplacé en Belgique. Néanmoins, l'année suivante, les accords Ailleret-Lemnitzer mirent en place une possible coopération de la France avec l'OTAN en cas d'agression soviétique, mais ces accords pragmatiques restèrent discrets alors que la rupture avait été éclatante.

Le maintien du monolithisme dans le camp soviétique

■ Le Printemps de Prague

Dans les années 1960, des intellectuels tchécoslovaques commencèrent à contester la censure et la glaciation du régime, tandis que des économistes proposèrent des réformes pour dynamiser l'économie d'un pays dont la croissance était nulle.

Pour un « socialisme à visage humain »

Dubcek, un réformateur, arriva au pouvoir en 1968 et élimina la vieille garde stalinienne. Il abolit la censure, rétablit la liberté syndicale, mit en œuvre des réformes économiques, tout en réaffirmant son attachement au socialisme. Il ne voulait pas commettre l'erreur de Nagy en Hongrie en 1956 qui avait voulu rompre avec la famille communiste. Il prônait un « *socialisme à visage humain* », critiquant indirectement le modèle soviétique : c'était le Printemps de Prague. Cette remise en cause du monolithisme était insupportable pour Moscou et considérée comme un défi dangereux, voire inacceptable pour l'URSS.

La répression est brutale et immédiate

Le 20 août 1968, les troupes du pacte de Varsovie intervinrent en Tchécoslovaquie. La population tenta une résistance pacifique qui ne pouvait rien contre les chars. Dubcek et les dirigeants tchécoslovaques furent faits prisonniers et envoyés à Moscou pour négocier un protocole qui prévoyait l'arrêt de la politique de libéralisation et le stationnement de 70 000 soldats soviétiques. Husak remplaça Dubcek,

qui, progrès par rapport à l'époque antérieure, ne fut pas exécuté et se vit offrir un poste de jardinier.

Le Parti communiste tchécoslovaque fit l'objet d'une purge. 500 000 adhérents furent exclus, des milliers d'intellectuels ou enseignants perdirent leur emploi. La brutalité de la répression d'une transformation populaire et pacifique choqua l'opinion mondiale.

Des réactions occidentales quasi absentes

Le mouvement communiste international fut divisé par rapport à ces événements. Les PC italien et français, qui y voyaient un effet négatif pour leur popularité nationale, les condamnèrent. Le poète communiste français Louis Aragon qualifia l'intervention de « *Biafra de l'esprit* ».

Contrairement aux événements de la Hongrie, les Occidentaux ne protestèrent pas, c'était l'effet de la Détente. Chacun faisait la police dans sa zone d'influence. Le ministre français des Affaires étrangères, Michel Debré, qualifia même l'intervention « *d'incident de parcours* ».

Le Premier ministre soviétique Kossyguine avait déclaré à Dubcek : « *Votre frontière [avec la RFA] n'est pas la vôtre. C'est la nôtre et nous ne l'abandonnerons pas* ». L'URSS n'entendait pas devoir remettre en cause le glacis territorial qu'elle s'était constitué après la Seconde Guerre mondiale. Il se développa une doctrine de « souveraineté limitée » (c'est un oxymore, la souveraineté par définition ne peut être limitée surtout par un pays étranger) dite « doctrine Brejnev » du nom du Secrétaire général du PCUS. La défense des intérêts du socialisme était la cause commune de tous les pays socialistes et l'Union soviétique en était en charge. Les intérêts particuliers (c'est-à-dire nationaux) s'effaçaient devant l'intérêt supérieur du socialisme dont seule l'Union soviétique avait la charge.

■ 1980, l'été de Gdansk

Après les répressions en Hongrie et en Tchécoslovaquie, la population des pays socialistes n'accordait plus au début des années 1980 le moindre crédit aux « communistes réformateurs ».

Lech Walesa crée Solidarnosc

La puissance de l'Église catholique en Pologne avait permis que subsiste une société civile forte dans ce pays communiste. Sous couvert des accords d'Helsinki, des intellectuels s'étaient réunis pour créer le comité de défense des ouvriers (KOR) durant l'été 1980, pour contester une hausse du prix des produits alimentaires rendue nécessaire par la crise économique. Des ouvriers se mirent en grève, notamment à partir des chantiers navals de la Baltique. Pour la première fois, une grève ouvrière de masse avait lieu dans un pays satellite de l'Union soviétique. Lech Walesa, un ouvrier électricien charismatique devint leur porte-parole. Le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) était contraint de négocier. Le 31 août, furent signés les accords de Gdansk. Ils prévoyaient une liberté d'expression de la presse et surtout, pour la première fois dans un pays de l'Est, la reconnaissance d'un syndicat indépendant du Parti au pouvoir, Solidarnosc, « solidarité ».

Sous la pression soviétique, l'état de guerre est déclaré

Celui-ci prit de plus en plus d'importance. Les Occidentaux regardaient avec intérêt la remise en cause du monopole de l'expression politique dans un pays du pacte de Varsovie. Le général Jaruzelski, qui dirigeait le POUP, subissait de plus en plus de pressions de l'Union soviétique, inquiète de ces désordres. Le 31 décembre 1981, il proclama l'état de guerre, probablement pour éviter une intervention militaire soviétique et réaliser une auto-normalisation. Six mille arrestations eurent lieu, des affrontements mineurs firent sept victimes. Une fois encore, la volonté d'indépendance ou de mener un chemin national différent de celui tracé par Moscou s'avérait impossible, l'état de guerre sera levé le 31 décembre 1983.

Le choc fut néanmoins immense dans l'opinion publique occidentale et contribua à une dégradation de l'image de l'URSS et à un accroissement de son isolement.

L'Ostpolitik

Après la création des deux États allemands, aucun ne reconnaissait l'autre et chacun estimait représenter seul l'Allemagne. L'Allemagne

de l'Ouest était reconnue par les puissances occidentales, l'Allemagne de l'Est par les communistes. Il était impossible d'avoir des relations diplomatiques avec les deux pays en même temps. Il s'agissait de la doctrine Hallstein.

■ Qu'est-ce que la doctrine Hallstein ?

Du nom du ministre des Affaires étrangères d'Adenauer, cette doctrine impliquait que la RFA rompait immédiatement ses relations diplomatiques avec un pays, si celui-ci en établissait avec la RDA.

■ L'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates en RFA

En 1966, il se mit en place une « grande coalition » entre les deux principaux partis ouest-allemands, la CDU (chrétiens-démocrates au pouvoir depuis 1949) et le SPD (sociaux-démocrates). Les électeurs allaient confirmer leur volonté de changement en donnant le pouvoir, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, aux sociaux-démocrates dirigés par Willy Brandt, ministre des Affaires étrangères de la coalition. En 1969, il s'allia au petit parti libéral centriste. Avec son conseiller Egon Bahr, il mit en place l'Ostpolitik ou « politique à l'Est », car Willy Brandt et Egon Bahr étaient persuadés que le *statu quo* n'était pas possible et qu'il ne fallait plus avoir une attitude crispée par rapport à l'Union soviétique et à l'Allemagne de l'Est si la RFA voulait avancer. Il ne s'agissait pas d'accepter pour l'éternité la division allemande, mais de reconnaître que c'était un état de fait provisoire et que cela ne devait pas conduire l'Allemagne à être immobile diplomatiquement. Selon la formule d'Egon Bahr, pour modifier un *statu quo*, il fallait d'abord le reconnaître. Brandt annonça son intention de « *changement par le rapprochement* ».

■ Qu'est-ce que l'Ostpolitik ?

Afin de diminuer les tensions entre les deux Allemagne, la « politique à l'Est » plus paisible avec l'Union soviétique fut mise en œuvre. L'idée était de contribuer à éloigner le spectre du déclenchement d'une guerre dont l'Allemagne, aussi bien de l'Est que de l'Ouest, aurait été la première et principale victime. L'Allemagne de l'Ouest ne pouvait accepter de renoncer à tout contact avec le reste de l'Europe qui fut historiquement une zone d'influence germanique. Changer de politique devait permettre d'augmenter les marges de manœuvre de l'Allemagne et surtout d'aller à la conquête des marchés à l'Est. Des arrangements pragmatiques permettraient également à des familles divisées depuis l'établissement du rideau de fer de pouvoir reprendre contact.

■ Bonn et Berlin-Est renouent le dialogue

Afin de montrer sa bonne volonté à Moscou, Willy Brandt adhéra au traité de non-prolifération des armes nucléaires, en tant qu'État non nucléaire le 12 août 1970. Bonn et Moscou signèrent un traité, le traité de Moscou, où ils renonçaient à l'usage de la force dans leurs rapports et affirmaient ne pas avoir de revendications territoriales envers qui que ce soit. Plus important encore, dans la déclaration finale, les frontières de tous les États européens, incluant la ligne Oder-Neisse, étaient considérées comme inviolables. Ainsi, Bonn reconnaissait l'attribution d'une partie du territoire allemand à la Pologne au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cet engagement fut renouvelé dans le traité de Varsovie signé le 7 décembre 1970 entre l'Allemagne de l'Ouest et la Pologne.

Un an plus tard, un traité quadripartite sur Berlin entre les États-Unis, l'Union soviétique, la France et le Royaume-Uni fut signé le 3 septembre 1971. Moscou garantissait le libre-accès de la ville et reconnaissait l'existence de liens spécifiques entre la RFA et Berlin-Ouest.

Le 21 septembre 1972, la RDA et la RFA signèrent le traité fondamental. Les deux États se reconnaissaient comme entités séparées, établissaient entre elles des rapports officiels, qui n'étaient pas pour autant des relations diplomatiques mais des représentations permanentes car les deux républiques n'étaient pas considérées comme étrangères l'une à l'autre. La perspective théorique de la réunification était donc préservée. L'Allemagne de l'Ouest abandonnait sa prétention à représenter l'Allemagne dans son ensemble.

■ Le succès électoral de l'Ostpolitik

Le SPD remporta haut la main les élections de 1972, ce qui montrait que le peuple ouest-allemand approuvait massivement l'Ostpolitik, fustigée par les chrétiens-démocrates comme un abandon. Certains Occidentaux redoutaient une dérive à l'Est de la RFA. L'histoire a tranché ce débat. L'Ostpolitik a, au contraire, constitué les semences de la perestroïka et de la réunification allemande. La reconnaissance de la division de l'Allemagne allait permettre, vingt ans plus tard d'y mettre fin.

La RFA allait normaliser ses rapports avec la Tchécoslovaquie qui réclamait l'annulation officielle des accords de Munich de 1938, ayant permis à l'Allemagne d'Hitler d'annexer les régions de Tchécoslovaquie peuplées de germanophones, dans l'optique de se « protéger » de « l'oppression » tchécoslovaque.

En 1973, les deux Allemagne étaient admises ensemble à l'ONU.

Helmut Schmidt (SPD) allait remplacer Willy Brandt en 1974, qui démissionna après l'implication de son chef de cabinet, Günter Guillaume, dans une affaire d'espionnage au profit de la RDA. Plus modéré que Brandt et plus atlantiste, il poursuivit la même politique, ainsi d'ailleurs que les chrétiens-démocrates lorsqu'ils revinrent au pouvoir en 1982. Ce fut même le chancelier chrétien-démocrate Kohl qui reçut la première (et seule) visite d'un leader est-allemand en RFA, Erich Honecker.

Comme le dira par la suite un diplomate soviétique : « *Sans Ostpolitik, pas de Gorbatchev.* »

Le triomphe de la Détente, la conférence d'Helsinki

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) peut être considérée comme l'apogée de la Détente. La volonté affichée de coopération ne concernait pas que les superpuissances américaine et soviétique, mais l'ensemble des pays européens qu'ils appartiennent ou non à une alliance militaire. Les membres du pacte de Varsovie, de l'OTAN et des pays neutres non-alignés souscrivirent à des objectifs communs dans un climat de dépassement des tensions et de recherche d'une sécurité collective.

■ Une conférence globale

L'idée d'une conférence globale réunissant les pays européens avait été proposée il y a longtemps par les Soviétiques. Les Occidentaux l'avaient refusée pour ne pas avoir à accepter la participation de la RDA, lui donnant une reconnaissance indirecte, et surtout parce

qu'une conférence réunissant uniquement les pays européens aurait exclu les États-Unis et le Canada, essentiels pour la sécurité occidentale.

Le rapprochement entre les deux Allemagne faisait tomber le premier obstacle. Moscou renonçait à son projet purement européen et reconnaissait le rôle incontournable des États nord-américains dans la sécurité du continent.

Trente-cinq États se réunirent donc, seule l'Albanie (alliée de la Chine) refusant de se joindre à la conférence. Pour la plus grande satisfaction de la France, les pays y participaient à titre national et non pas en tant que membre d'une alliance, même si se distinguaient bien trois groupes : l'OTAN, le pacte de Varsovie et les pays neutres et non-alignés.

■ Les négociations aboutissent à un accord

Démarrées en 1973, les négociations qui s'achevèrent par la signature d'un accord le 1^{er} août 1975 dans la capitale finlandaise, pays démocratique neutre et diplomatiquement proche de l'Union soviétique, s'articulèrent autour de trois points : les frontières, la confiance et les droits de l'homme.

- Les frontières délimitant les pays européens et dont certaines étaient issues de la Seconde Guerre mondiale étaient officiellement reconnues. Ce fut un succès pour l'Union soviétique qui voyait ses gains territoriaux de 1945 officiellement admis par les pays occidentaux. De toutes façons, ces derniers n'avaient ni la volonté, ni les moyens de les remettre en cause. À la demande de la RFA, ayant en tête une possible réunification, il était prévu que des modifications de frontières soient possibles si elles avaient lieu par la voie pacifique et avec l'accord des États concernés.
- Des mesures de confiance furent mises en place. Il s'agissait de prévenir les autres États de manœuvres militaires afin d'éviter des erreurs de perception et surtout de montrer que l'Est et l'Ouest pouvaient coopérer, fût-ce par le seul biais d'informations dans ce domaine.

- Une troisième série d'accords concernait les droits de l'homme. Elle impliquait la libre circulation des idées et des hommes, en réponse à une demande des pays occidentaux et a souvent été présentée comme la contrepartie de la reconnaissance des frontières.

■ Un bilan partagé

Les adversaires de la Détente dénoncèrent un marché de dupes de la part des Occidentaux, disant qu'ils avaient renoncé à un fait tangible des frontières contre une promesse vague, et qui ne serait pas tenue, de défense des droits de l'homme. Sur les frontières, les Occidentaux ne faisaient que reconnaître un fait accompli depuis trente ans. En revanche, même si l'Union soviétique n'avait guère envie de céder à la libre circulation des hommes et des idées, ces accords d'Helsinki seraient utilisés dans les pays de l'Est pour contester les régimes. À chaque fois que des dissidents seraient inquiétés, les Occidentaux se serviraient de l'argument du non-respect des accords pour montrer les contradictions de l'Union soviétique avec ses engagements devant les opinions publiques. Le ver était dans le fruit et les accords d'Helsinki, ainsi que l'Ostpolitik agiraient comme un acide sur la structure rigide du système du pacte de Varsovie.

La conférence d'Helsinki a donc bien été le sommet de la Détente dans tous les sens du terme. Tout d'abord parce qu'elle réunit tous les chefs d'État et de gouvernement des pays concernés, occasion rare, mais également parce que la situation se dégraderait par la suite et que les acquis de la Détente seraient remis en cause.

Les acquis de la Détente remis en cause

La crise économique

La guerre du Vietnam affaiblit économiquement les États-Unis. Par ailleurs, l'Europe qui avait rebâti sa puissance économique, notamment grâce au plan Marshall, constituait désormais une véritable concurrence, créant un important déficit commercial pour Washington. Le monopole de la monnaie internationale, dont disposaient les États-Unis avec le dollar, leur avait permis de faire marcher la planche à billets et d'émettre un nombre important de dollars pour compenser ce déficit. Mais il y avait désormais trop de dollars en circulation pour que le taux de change, fixé en 1945 à 35 \$ pour une once d'or (Gold Exchange Standard), puisse continuer à fonctionner. Or, c'était sur ce taux qu'était bâtie la valeur du dollar comme monnaie d'échange internationale. Comme, par ailleurs, les Américains avaient également vendu une partie de leurs stocks d'or, ils n'étaient plus en mesure de garantir ce taux.

■ Le dollar est dévalué

Le 15 août 1971, le président Nixon suspendit sans préavis la convertibilité du dollar en or. Il n'était plus possible de changer les dollars contre de l'or de la réserve américaine. Les États-Unis firent valoir qu'ils assumaient la protection de leurs alliés japonais et européens

et qu'il leur fallait donc partager le fardeau (*burden sharing*) en faisant des concessions économiques et commerciales. Il est vrai que les États-Unis consacraient une part très supérieure de leur PIB aux dépenses militaires, en comparaison des alliés européens et encore plus du Japon. C'était le prix de leurs responsabilités mondiales. Le dollar, auparavant intouchable, fut dévalué à deux reprises en décembre 1971 et en février 1973, alors que le mark et le yen étaient réévalués. Les Américains espéraient récupérer ainsi une partie de leur compétitivité face aux Allemands et aux Japonais, alors que la conséquence fut un développement de l'inflation et un début de crise économique.

■ Le prix du baril de pétrole est multiplié par quatre

Celle-ci fut amplifiée par le choc pétrolier consécutif à la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Les pays arabes exportateurs de pétrole, mécontents de l'engagement des Occidentaux aux côtés d'Israël et réalisant qu'ils avaient un moyen de pression en étant les fournisseurs de l'énergie du monde occidental, menacèrent d'un embargo tant qu'Israël n'évacuerait pas les territoires occupés depuis 1967 (Cisjordanie, Gaza, Sinäï, Golan, Jérusalem-Est) tout en ayant besoin de vendre leur pétrole pour faire vivre leur pays. Le prix du baril fut alors multiplié par quatre, il passa de 3 \$ à un peu moins de 12 \$. L'énergie bon marché, qui avait été l'un des facteurs de la croissance occidentale, était terminée. C'était la fin des Trente glorieuses.

Les doutes américains

■ Scandales à Washington

La fin de la guerre du Vietnam n'apporta pas aux États-Unis une période de répit comme l'espéraient Nixon et Kissinger. Au moment même où Nixon pouvait se prévaloir d'un bilan particulièrement satisfaisant sur le plan diplomatique (Détente avec les Soviétiques, signature des accords SALT, fin de la guerre du Vietnam), son pouvoir fut remis en cause par un scandale politique qui le contraignit *in fine* à la démission. De façon très surprenante pour la plupart des dirigeants européens et absolument incompréhensible pour les Soviétiques, des

révélations dans le *Washington post* sur des écoutes illégales, commanditées par Nixon, du quartier général du candidat démocrate aux élections présidentielles américaines de 1972 (largement gagnées par Nixon contre George McGovern) conduisirent l'homme le plus puissant du monde à démissionner. Ce fut le scandale du Watergate.

Le scandale du Watergate

Deux journalistes du *Washington post* (Bob Woodward et Carl Bernstein) révélèrent que Nixon avait fait espionner son adversaire démocrate. Il nia au départ et s'enferma dans le mensonge, ce que ne pouvait supporter le public américain. Une procédure d'*impeachment* (visant à le destituer) fut entamée contre lui par le Congrès qui le mena à la démission de façon honteuse le 8 août 1974.

Le vice-président de Nixon, Spiro Agnew, avait dû démissionner auparavant pour des malversations. Ce fut donc un nouveau vice-président, qui n'avait pas été élu directement, Gerald Ford, qui s'installa à la présidence. Il manquait de charisme, multipliait les gaffes, les télévisions montraient en boucle ses chutes à la descente d'une passerelle d'avion, et ses adversaires disaient de lui qu'il avait trop longtemps joué au football américain sans casque.

■ Jimmy Carter rompt avec la realpolitik

Henry Kissinger était toujours secrétaire d'État. Mais la crise du « syndrome vietnamien », qui amena les États-Unis à ne plus vouloir intervenir à l'extérieur, le discrédit moral sur la Maison blanche et le peu de compétences du nouveau président affaiblissaient les États-Unis. Tout ceci expliqua l'élection en 1976 de Jimmy Carter, un ancien gouverneur très croyant de Géorgie, inconnu du public et qui fit campagne sur le thème des valeurs morales en mettant en avant ses convictions religieuses. Son manque d'expérience ne fut pas un obstacle par rapport à la faiblesse de son adversaire, Gerald Ford.

Carter donna surtout de nouveau l'envie et l'espoir aux Américains d'un retour aux valeurs auxquelles ils croyaient profondément. Son discours moral était à l'opposé de la realpolitik de Nixon et Kissinger, assimilé à un cynisme inacceptable. Il faisait de la défense des droits

de l'homme le cœur de sa politique. Il soutenait les dissidents soviétiques dont Nixon et Kissinger ne se préoccupaient pas. Ceci fut interprété par les dirigeants du Kremlin comme le non-respect de l'esprit de Détente où chaque superpuissance ne s'occupait pas des affaires intérieures de l'autre. Son conseiller national à la sécurité fut Zbigniew Brzezinski, universitaire comme Kissinger, mais qui était son antithèse politique, originaire de Pologne, très combatif contre l'Union soviétique et son système oppressif. Brzezinski pensait que les droits de l'homme étaient une arme de combat contre le système soviétique et qui pouvaient le mettre en difficulté.

■ Les droits de l'homme au cœur de la politique étrangère américaine

Pour Carter, les États-Unis avaient une obligation morale de tenter de faire progresser dans le monde la démocratie et les libertés. Ainsi, logiques avec eux-mêmes, Carter et Brzezinski cessèrent de soutenir les dictatures latino-américaines. Ils prirent leurs distances avec le Chili de Pinochet, installé par Kissinger, la dictature argentine de Videla ainsi que les régimes militaires du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay. Le 7 septembre 1977, ils signèrent le traité Torrijos-Carter avec le Panama, prévoyant le transfert du canal à ce pays en 1999. Le contrôle du canal avait toujours été un objectif stratégique majeur pour les Américains qui avaient assuré la sécession de ce pays de la Colombie en 1903 afin de mieux le maîtriser. En 1979, au Nicaragua, une guérilla qui se réclamait d'un héros national, Sandino, qui avait combattu les États-Unis au début du xx^e siècle, renversait la dictature militaire et héréditaire de Somoza. Ce dernier avait capté à son profit une partie de l'aide internationale destinée à aider le Nicaragua après un tremblement de terre. Malgré les liens des sandinistes avec Cuba, Carter n'intervint pas en faveur du dictateur Somoza. Ce qui, là aussi, changeait complètement par rapport à la pratique antérieure des États-Unis en Amérique centrale.

La même année en Iran, un leader religieux, l'ayatollah Khomeiny à partir de cassettes diffusées dans les mosquées, contestait le régime du Shah d'Iran, jugé trop modernisateur, trop occidentalisé et tournant le dos à la religion et aux traditions. L'Iran avait été érigé au rang de gendarme régional dans le Golfe par les États-Unis. C'était un allié précieux qui, de plus, avait des liens diplomatiques avec Israël, mais il

était également un dictateur dont la police politique (la Savak) avait arrêté brutalement et torturé les opposants. La contestation s'amplifia et Carter n'intervint pas pour aider le dirigeant d'un pays capital dans le système d'alliances des États-Unis, situé lui-même dans une région stratégiquement majeure.

Bref, les États-Unis semblaient sur le recul et sur la défensive. Le discours moral pouvait plaire au départ au public américain, mais il n'apporta pas de résultats tangibles en termes d'intérêts stratégiques.

Une partie de l'opinion américaine estimait que les États-Unis faisaient preuve de naïveté face à Moscou. Les Faucons, qui avaient déjà critiqué la politique de Détente de Nixon et Kissinger, se déchaînaient contre un président jugé trop faible.

L'expansion soviétique

À l'opposé, l'Union soviétique donnait le sentiment d'une puissance qui continuait à avancer ses pions sur l'échiquier mondial face à des États-Unis amorphes.

■ Les bastions soviétiques en Asie du sud-est

En 1975, les communistes sud-vietnamiens (le Viêt-cong), avec l'aide du Vietnam du Nord, lancèrent une offensive qui aboutit au mois d'avril à la chute de Saïgon, la capitale du Sud-Vietnam. Les derniers soldats américains furent évacués de l'ambassade par un hélicoptère en sauvant de justesse le drapeau national. Ce fut une humiliation : Saïgon était rebaptisée Ho Chi Minh Ville. Le pays était réuni par la force et les communistes prenaient également le pouvoir au Laos et au Cambodge. Les communistes vietnamiens instaurèrent rapidement une dictature, provoquant la fuite de nombreux opposants ou simples civils qui craignaient la répression. Ils s'embarquèrent dans de frêles embarcations, d'où l'appellation « *boat-people* ».

De nombreux progressistes, qui avaient soutenu le Vietnam dans sa guerre pour l'indépendance et la liberté contre les États-Unis, furent atterrés. Les partisans de la manière forte et les adversaires de la Détente triomphaient, c'était la preuve que l'entente avec l'Union

soviétique n'était qu'un jeu de dupes. L'URSS avait endormi le monde occidental pour mieux continuer sa marche en avant, mais la situation était encore pire au Cambodge, où les Khmers rouges installaient un régime de terreur et se livraient à un véritable génocide sur leur propre population, qui fit entre un et deux millions de victimes. En Afrique, Moscou marquait également des points.

■ Le communisme prend pied en Afrique

Le système colonialiste portugais était à bout de souffle et déboucha sur la révolution des œillets, en 1975, le régime de Salazar tomba, les jeunes officiers qui prirent le pouvoir avaient conscience qu'il n'était plus possible de continuer les guerres coloniales en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. Ils négocièrent donc l'indépendance de ces trois États, mais en Angola, la guérilla anticoloniale était divisée en trois factions. L'une pro-occidentale, l'autre constituée sur une base ethnique et régionale, et la troisième, le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) d'obédience marxiste. Une guerre civile éclata juste après l'indépendance le 11 novembre 1975. Le MPLA contrôlait la capitale Luanda, les autres mouvements étaient aidés par les États-Unis et l'Afrique du Sud. À la surprise générale, Cuba envoya un corps expéditionnaire pour aider le MPLA. Pour Castro, il s'agissait de ressusciter la saga révolutionnaire au moment où la révolution cubaine s'essouffait et où la mauvaise gestion des pouvoirs et l'embargo américain pesaient lourdement sur l'économie cubaine. Il prit prétexte de l'aide du régime sud-africain d'apartheid alors que les Américains le soupçonnaient d'agir pour le compte de Moscou.

Au Mozambique, le Front de libération du Mozambique (Frelimo), qui arriva au pouvoir, avait une orientation prosoviétique. Il estimait que la lutte contre le régime raciste de Pretoria lui vaudrait l'approbation de l'opinion internationale et surtout un soutien populaire dans l'île de Cuba où la population noire et métisse était majoritaire. Il demanda par ailleurs l'aide de Moscou pour se protéger de la puissance de son voisin sud-africain.

L'Éthiopie est l'État africain le plus ancien, le seul qui était déjà indépendant au début du xx^e siècle (avec le Libéria) créé par d'anciens esclaves revenus des États-Unis. L'empereur Haïlé Sélassié était confronté à une guerre sécessionniste en Érythrée et recevait l'aide

des Américains avec lesquels il était allié. Une sécheresse en 1973 provoqua une famine monumentale qui fit plus de 100 000 morts et entraîna la désorganisation quasi-totale du pays. L'armée prit le pouvoir par un coup d'État en septembre 1974 et fit appel à une aide soviétique. À partir de 1977, dans un conflit qui l'opposa à la Somalie, l'URSS abandonna sans regret son allié somalien pour prendre position en faveur de l'Éthiopie, six fois plus peuplée.

■ La Détente dénoncée par les États-Unis

En 1978, le Yémen du Sud passa à son tour dans le camp soviétique. Alors que l'Union soviétique n'avait pas réussi à prendre pied dans le continent africain avec ses programmes d'aide économique dans les années 1960, elle contrôlait de fait plusieurs pays. L'idée d'un grignotage était évidente pour les adversaires de la Détente, ses partisans commencèrent à douter. Selon une boutade, « *la définition de la Détente pour les Soviétiques c'est : ce qui est à moi est à moi, ce qui est à toi est négociable* ».

En 1979, le Shah d'Iran, l'un des plus solides alliés des États-Unis, fut renversé. Carter était accusé d'avoir laissé faire. Mais pouvait-il empêcher la révolution ? Pire, l'ambassade américaine fut prise d'assaut par des étudiants islamiques qui prirent en otage les diplomates américains. Cette humiliation fut renforcée par l'échec d'un raid militaire destiné à les libérer.

Le républicain Reagan, ancien acteur d'Hollywood et ancien gouverneur de Californie, fit campagne en 1980 sur le thème « la paix par la force ». Il dénonça la Détente et la faiblesse de Carter. Il avait des conceptions simples, voire simplistes (il qualifiait l'URSS d'Empire du mal) mais son message rassurait les électeurs américains. Il leur dressait un portrait flatteur et optimiste. Il fut alors élu en novembre 1980 à la présidence des États-Unis.

La bataille des euromissiles

Une décision prise *a priori* de façon purement bureaucratique par le dirigeant soviétique déboucha sur l'une des plus graves crises Est-Ouest. Au milieu des années 1970, Moscou déploya de nouveaux

missiles terrestres, les SS-20, plus modernes que ceux qui devaient remplacer les SS-4 et SS-5. Pour le dirigeant soviétique, Nikolai Podgorny, il ne s'agissait que d'une modernisation technique, ces missiles ayant pour particularité d'être de portée intermédiaire et pouvant tout atteindre sur le continent européen mais n'ayant pas de portée stratégique et ne pouvant pas atteindre le territoire américain. Les Européens, et le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt en tête, dénoncèrent un chantage soviétique destiné à découpler la défense du continent européen des États-Unis. Il ne cessa à partir de 1977 de demander aux Américains de déployer des missiles de même nature sur le continent européen pour contrer la menace soviétique. En décembre 1979, l'OTAN adopta ce qui fut appelé « *la double décision* ». Washington déploierait des missiles de croisière et des Pershing II à partir de 1983. Mais d'ici là, une négociation s'ouvrirait pour parvenir à un accord de désarmement entre Soviétiques et Américains. Mais la situation était inégale. Les missiles soviétiques étaient déjà déployés alors que les missiles américains étaient encore à venir.

Moscou crut habile de dénoncer une course aux armements lancée par les Américains, en essayant de mobiliser les opinions publiques européennes contre le déploiement de missiles, notamment en Allemagne, où les sentiments antinucléaires étaient forts. Le discours martial de Ronald Reagan, une déclaration maladroite où il évoquait la possibilité d'une guerre nucléaire limitée en Europe, vint stimuler la contestation pacifiste. D'importantes manifestations eurent lieu, notamment en Allemagne et au Royaume-Uni, mais aussi en Belgique et aux Pays-Bas. Mais les gouvernements ouest-européens tinrent bon et les gouvernements partisans du déploiement se maintinrent au pouvoir. En Allemagne, cette affaire ouvrit une grave crise au sein du SPD, où la majorité était hostile au déploiement des missiles, et avec le retour au pouvoir des chrétiens démocrates en 1982 grâce au ralliement du parti libéral-démocrate (FDP) qui avait rompu avec le SPD. Le président François Mitterrand joua un rôle important en venant apporter dans un discours au Bundestag son soutien au déploiement, prenant à revers ses amis sociaux-démocrates et apportant un appui indirect à Helmut Kohl, chrétien-démocrate favorable au déploiement. Le fait que le président socialiste d'un pays qui avait toujours montré une très forte indépendance à l'égard des États-Unis approuvait le déploiement allait marquer les esprits. Mitterrand eut une formule

qui fit mouche lors d'un discours à Bruxelles : « *Les pacifistes sont à l'ouest, les missiles sont à l'est.* »

Finalement, les premiers déploiements eurent lieu en novembre 1983. Moscou fut obligé de négocier. Sa tentative de chantage et de briser l'unité occidentale avait échoué, constituant un revers grave pour le régime.

Chapitre 3

La Détente dans l'hémisphère sud

La Détente en Amérique latine

■ Entre interventions américaines et guérillas marxistes

Dans un premier temps, la Détente n'apporta pas une diminution des tensions en Amérique latine, mais plutôt une exacerbation. La violence se déchaîna, les dictatures militaires se développèrent pour lutter contre les guérillas d'inspiration castriste. Les États-Unis, oubliant leurs proclamations en faveur de la démocratie, n'hésitèrent pas à soutenir, voire à installer, des régimes répressifs et brutaux, au nom de la lutte contre le communisme. Ils n'hésitèrent pas non plus à intervenir militairement pour protéger leurs intérêts.

C'est ainsi qu'ils envoyèrent 22 000 marines en République dominicaine en 1965, en dénonçant une conspiration communiste qui, selon eux, allait prendre le pouvoir. En Haïti, ils soutinrent la dictature des Duvalier qui faisait régner l'ordre sinistre de leur milice des Tontons macoutes et maintenait le pays dans la misère. Ils créèrent une académie militaire à Panama en 1963, la « School of the Americas », censée former les soldats et officiers du continent à la lutte antiguérilla. Ils fermèrent les yeux également sur des régimes peu démocratiques au Honduras, qui constituait une base arrière stratégique pour contrôler le continent.

Castro de son côté aidait tous les mouvements révolutionnaires qui faisaient appel à lui. En 1966, Castro réunit à La Havane la conférence tricontinentale (Asie-Afrique-Amérique latine) avec des délégués de quatre-vingt-deux pays, pour organiser une lutte commune contre « l'impérialisme américain ».

« Créer deux, trois... de nombreux Vietnam »

En 1967, Che Guevara, avait lancé comme mot d'ordre « Créer deux, trois... de nombreux Vietnam ». Il s'agissait de multiplier les foyers de guérilla et de lutte armée pour affaiblir la riposte globale de l'impérialisme américain. Mais cela n'eut que pour effet de durcir les régimes et d'intensifier la répression.

- À partir de 1962, une guérilla se développa au **Guatemala** sur une base rurale, reprenant l'exemple cubain et atteignant son apogée dans les années 1980, plongeant le pays dans une guerre civile.
- En **Uruguay**, c'était une guérilla urbaine des Tupamaros qui fut lancée en 1965 jusqu'en 1972.
- Le **Pérou** connut, dans les années 1980, la naissance de guérillas d'extrême gauche très violentes : celle du Sentier lumineux, qui représentait le Parti communiste péruvien, et celle du Movimiento revolucionario Tupac Amaru.
- En **Colombie**, les FARC (forces armées révolutionnaires colombiennes communistes) multiplièrent les attaques à partir de 1964, et leur action fut amplifiée avec la naissance d'autres guérillas d'extrême gauche. Le pouvoir réagit par la répression militaire mais également par la création d'escadrons de la mort qui terrorisèrent la population rurale. Des cartels de la drogue en profitèrent pour s'installer et se développer.
- Che Guevara ouvrit une guérilla en **Bolivie**. Mal préparé, connaissant peu le terrain, il fut fait prisonnier en 1967 par une alliance de forces nationales et américaines et assassiné. Sa mort créa une immense émotion dans le monde, il devint un héros et un symbole contre l'injustice sociale et l'impérialisme américain.

- Gênée par l'embargo et par un système bureaucratique et centralisé, l'économie cubaine périclitait. En 1968, Fidel Castro approuva l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie. Il déçut une grande partie de ses partisans dans le monde qui voyaient encore en Cuba un modèle original de socialisme. Castro avait approuvé l'intervention soviétique parce qu'il s'était rendu compte qu'il n'avait pas les moyens de l'autonomie face aux États-Unis – la voix chinoise, un moment explorée, débouchait sur une impasse – et que par ailleurs il aurait aimé lui aussi bénéficier d'une protection militaire. De plus, les libertés étaient étouffées dans l'île au nom de la lutte contre l'ennemi américain. En 1970, il lança une opération choc, la « *gran zafra* » (la grande récolte) visant à récolter dix millions de tonnes de canne à sucre, y consacra une grande partie des moyens, mais échoua. Il renforça alors son alliance avec l'Union soviétique.

Guevara mort, Castro rentrait dans le rang. Le modèle cubain était devenu un régime communiste classique, la voie de la guérilla ne faisait plus rêver, puisque toutes les guérillas avaient été les unes après les autres vaincues. Cuba resterait une exception communiste dans le sous-continent.

- Au Nicaragua, la dictature pro-américaine des Somoza était de plus en plus contestée par la population. En 1967, une guérilla, le front sandiniste de libération nationale (FSLN), était créée et se finançait par des hold-up, des enlèvements et devint populaire. Le 22 août 1978, le FSLN organisa une prise d'otages géante de 1 500 personnes à l'Assemblée nationale. Ce fut une humiliation pour le pouvoir, forcé à payer une rançon et à libérer des prisonniers sandinistes. De plus, le gouvernement de Somoza avait également gardé pour lui l'aide internationale destinée à aider le Nicaragua après un terrible tremblement de terre. Déconsidéré, Somoza fut forcé à la démission en 1979, le président Carter ne voulant pas intervenir pour maintenir ce régime corrompu et dictatorial. La popularité et l'offensive généralisée du FSLN menèrent au pouvoir une junte d'extrême gauche dirigée par Daniel Ortega.

Les États-Unis s'investissent contre les révolutionnaires

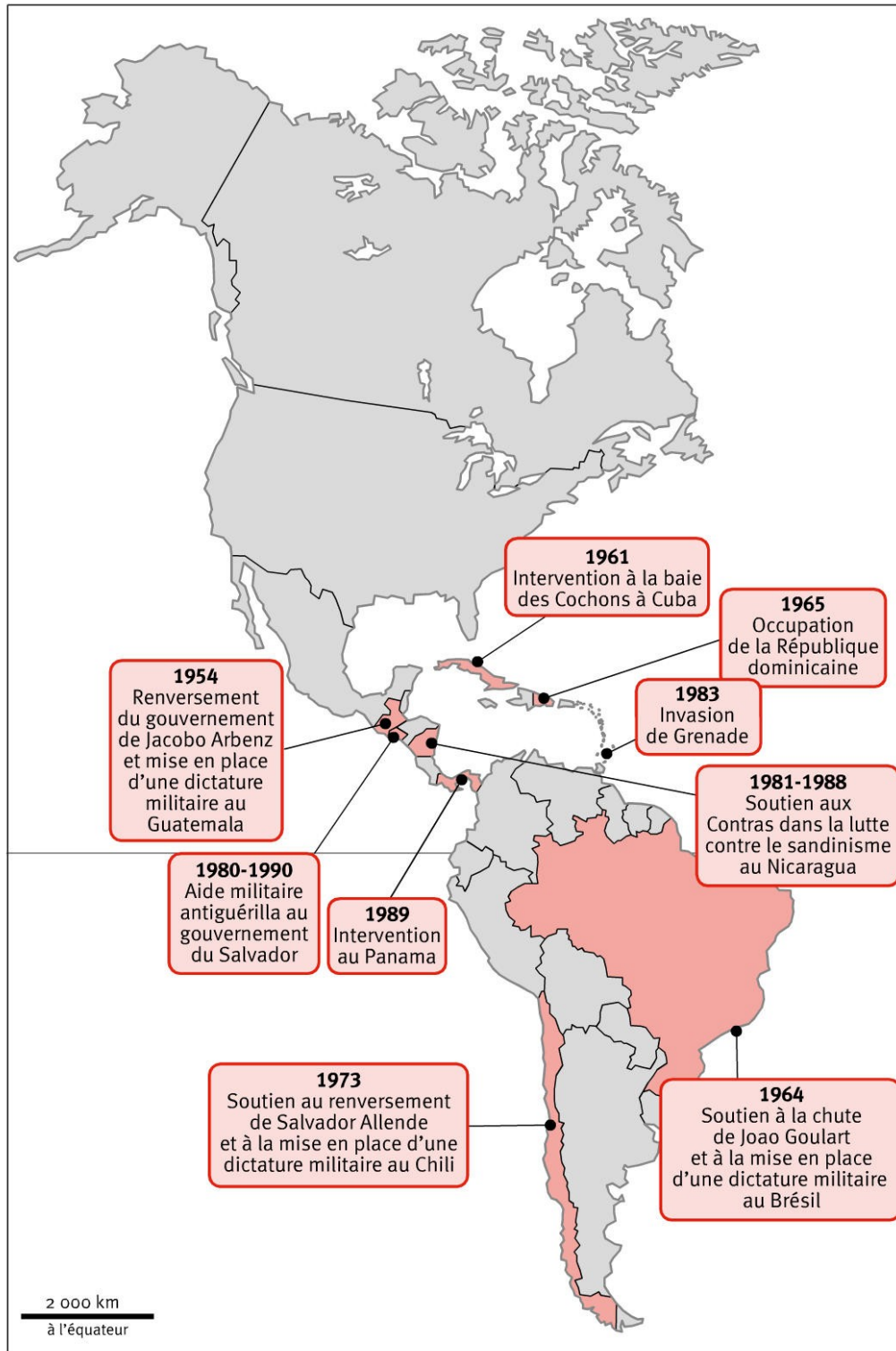
Lorsque Reagan arriva au pouvoir en 1981, il ne put accepter qu'un second régime proche de Cuba existe en Amérique centrale. Il aida

alors des rebelles contre-révolutionnaires, les *Contras*, qui organisaient des actions de sabotage et allaient jusqu'à miner les ports du Nicaragua. Ortega demanda l'aide des Soviétiques et, pour contrôler le pays, il instaura un régime à son tour répressif avant d'accepter l'organisation d'élections libres en 1990. Ortega les perdit et la guérilla des *Contras*, qui avait fait 30 000 morts, prit fin.

Toujours en dénonçant le risque de voir s'établir un pouvoir subversif, Ronald Reagan intervint militairement en 1983 dans la petite île de Grenade où un régime progressiste s'était installé. Il s'agissait de faire une démonstration de force à peu de frais, en partie pour réagir à un attentat contre les forces américaines à Beyrouth.

Au Panama, le colonel Omar Torrijos, nationaliste et autoritaire, avait obtenu en 1977 de Jimmy Carter, la révision du traité concernant le canal signé en 1903. Il prévoyait la rétrocession du canal et des bases militaires américaines avant le 1^{er} janvier 2000. Il fut remplacé par le général Noriega, ancien agent de la CIA de 1967 à 1988, qui avait soutenu les États-Unis dans leur guerre avec les *Contras* au Nicaragua. Ce dernier, au fur et à mesure, se tourna contre les États-Unis, tout en développant et couvrant un important trafic de drogue. En 1989, une intervention américaine baptisée « *Just cause* » conduisit à son arrestation et à son transfert en Floride.

La carte ci-contre montre la forte implication des États-Unis dans les affaires intérieures des pays latino-américains.



**INTERVENTIONS MILITAIRES AMÉRICAINES
EN AMÉRIQUE LATINE DURANT LA GUERRE FROIDE**

■ L'ère des dictatures

Le Chili de Pinochet

En 1970 au Chili, l'un des rares pays latino-américains où il n'y avait jamais eu de coup d'État militaire, un socialiste, Salvador Allende, qui avait fait alliance avec le Parti communiste et la gauche radicale, remporta les élections présidentielles. Il lança de grandes réformes sociales et donna la promesse d'un passage pacifique au socialisme. Il mit en place une réforme agraire, nationalisa les mines et les banques, augmenta les salaires et s'attaqua aux multinationales américaines dont International Telephone and Telegraph (ITT). Les États-Unis de Nixon et Kissinger, par crainte d'un pouvoir communiste en Amérique latine, financèrent alors la droite qui se lança dans une série de grèves, notamment des camions, qui paralysa le pays. La droite politique travailla avec les militaires en espérant reprendre le pouvoir après le renversement d'Allende. Le 11 septembre 1973, le général Pinochet renversa le gouvernement élu et légitime de Salvador Allende, qui se suicida dans le Palais de la Moneda. Le coup d'État laissa place à une répression terrible, tortures et assassinats se multiplièrent. Pinochet suspendit la constitution, mais lança le Chili dans la voie d'une libéralisation économique accélérée avec l'aide des États-Unis, ce qui permit au pays de renouer avec la croissance.

L'Argentine de Perón

Dans l'Argentine voisine, les militaires prirent le pouvoir dès 1966. Des élections en 1973 ramenèrent à la tête de l'État le général Perón, leader populiste. Il mourut rapidement et c'est sa femme Isabel qui prit la suite sans parvenir à stabiliser le pays ni à lutter contre la récession. La guérilla se développa, le général Videla en 1976, suivant l'exemple de Pinochet, renversa le régime et instaura une dictature sanglante. Tortures, exécutions et disparitions se multiplièrent. L'opération Condor, soutenue par les États-Unis, prévoyait une collaboration entre les services secrets du Chili, de Bolivie, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay, autant de régimes militaires répressifs qui s'organisèrent pour faire disparaître conjointement les opposants par des opérations d'assassinats ciblés. Le bilan estimé de cette opération fut de 50 000 morts et 30 000 disparus.

La junte militaire argentine fut incapable de développer l'économie. Afin de créer un sursaut national, stabiliser le régime et fédérer la population, en 1982, l'Argentine se lança dans la reconquête des îles Malouines, peu habitées et sous souveraineté britannique, mais revendiquées par l'Argentine. Le général Galtieri, qui avait remplacé Videla en 1981, pensait que le Royaume-Uni ne prendrait pas le risque de se lancer dans une guerre si loin de son territoire pour reconquérir une île habitée seulement par 1 800 personnes. C'était sans compter sur Margaret Thatcher qui voulait donner l'impression d'une renaissance de la grandeur britannique et qui dépêcha une flotte sur le secteur. Les Américains, malgré le traité d'assistance réciproque, se rangèrent aux côtés des Britanniques pour les aider militairement à reconquérir les Malouines.

Dictatures et répression dans les autres pays d'Amérique latine

- Au **Brésil** en 1964, le président Goulart était renversé par une junte militaire qui mit elle aussi en place un régime dictatorial, interdit les partis politiques sauf celui du pouvoir et réprima l'opposition. Sur fond d'investissements de l'État et d'ouverture aux investissements étrangers, le Brésil connut une période de dynamisme économique qui s'arrêta au milieu des années 1970, le mécontentement populaire devint de plus en plus net.
- Le **Mexique** continua d'avoir une politique extérieure distanciée des États-Unis tout en s'en rapprochant économiquement. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) détenait le monopole du pouvoir grâce à des élections truquées, ce qui poussa Mario Vargas Llosa à qualifier ce règne de parti de « dictature parfaite ». Une contestation étudiante à la veille des Jeux olympiques de 1968 conduisit à un véritable massacre sur la place des Trois Cultures, sur lequel les États-Unis fermèrent les yeux par crainte de la menace cubaine, de même que l'Union soviétique qui ne souhaitait pas dégrader ses relations avec un pays géant du mouvement des non-alignés. Malgré le boum pétrolier de 1974, l'inflation et un endettement massif conduisirent le Mexique à être en cessation de paiement en 1982. Un tremblement de terre en 1985 fit plus de 30 000 victimes. L'accumulation de ces difficultés remit en cause le monopole du PRI.

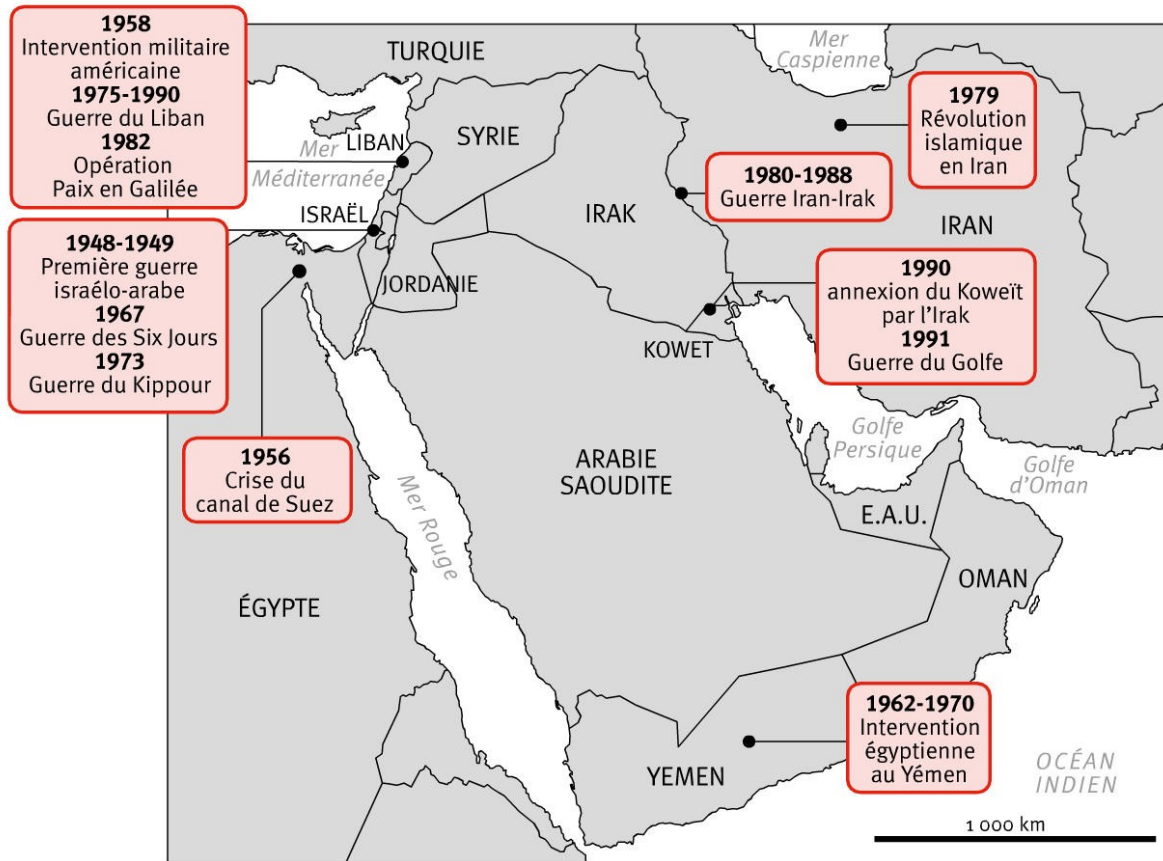
- L'**Équateur** connut une période d'alternance de pouvoirs civils et militaires, avec une junte militaire au pouvoir de 1976 à 1979.
- En **Bolivie**, se succédèrent coups d'États militaires et dictatures militaires, ponctuées de présidences civiles instables jusque dans les années 1980.
- Au **Paraguay**, Stroessner parvint à se maintenir à la tête du pays par des méthodes dictatoriales jusqu'en 1989.

Retour à la démocratie dans les années 1980

La période de Détente se caractérisa en Amérique latine par une période sombre, marquée par l'explosion de la violence interne, des régimes très répressifs soutenus souvent par les États-Unis et la multiplication de guérillas, certaines encore actives actuellement. Cependant, la fin des années 1980 et le début des années 1990 fut marqué par un retour des civils et/ou de la démocratie et la résolution de nombreux conflits internes. En Argentine, l'échec de la guerre des Malouines précipita la chute du régime militaire et le retour à la démocratie en 1983, mais le nouveau pouvoir civil héritait du lourd legs de la dictature. Au Brésil, la démocratie fut réinstallée par une constitution adoptée en 1988. Au Chili, Pinochet organisa un référendum en 1988 qu'il perdit, mais celui-ci devait lui permettre de rester au pouvoir jusqu'en 1997. Des élections présidentielles furent organisées en 1989, mais Pinochet demeura commandant en chef de l'armée de terre.

Le Proche et Moyen-Orient

Cette région continua d'être marquée par l'instabilité et les conflits (voir carte ci-contre) : conflit israélo-arabe, conflit Est-Ouest exporté dans la région, conflits entre régimes qui se voulaient révolutionnaires et les monarchies traditionnelles, entre régimes religieux et laïques. Mais tous étaient des régimes autoritaires ou dictatoriaux.



**INSTABILITÉ ET CONFLITS AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT
DURANT LA GUERRE FROIDE**

la détente dans l'hémisphère sud

■ Une instabilité régionale due au conflit israélo-arabe

En Égypte, Nasser poursuivait son ambition de devenir le leader du monde arabe et du Tiers-monde. Il organisa au Caire le sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en juillet 1964 et celui des pays non-alignés en novembre de la même année. Sur le plan arabe, il s'opposa au régime monarchique, conservateur et religieux de l'Arabie saoudite lié aux États-Unis, qui intervint au Yémen en faveur du régime en place contre des révolutionnaires appuyés par Nasser.

La guerre des Six jours

En 1967, Nasser demanda le retrait des Casques bleus déployés depuis la fin de la guerre de Suez dans le Sinaï.

Les Israéliens étaient encerclés entre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Ils estimaient que l'existence d'Israël était en jeu et prirent l'initiative d'une guerre le 5 juin 1967. Celle-ci fut éclair et dura six jours (voir carte p. 126). En quelques heures, les armées de l'air égyptienne, jordanienne et syrienne furent détruites, laissant sans couverture aérienne les troupes au sol. L'armée israélienne occupa le Sinaï égyptien, la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est qui était sous souveraineté jordanienne et le Golan syrien. Ce fut une lourde humiliation pour les pays arabes dont la coalition avait été vaincue par un seul pays en un temps record.

Le général De Gaulle, qui avait déconseillé à Israël d'entrer en guerre, rompit l'alliance stratégique entre Paris et Tel-Aviv.

Le Conseil de sécurité adopta en novembre la résolution 242 qui proclamait l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et exigeait le retrait des territoires occupés en échange de la reconnaissance de tous les États de la région, et donc d'Israël. Réunis à Khartoum, les pays arabes opposèrent un triple non : non à la reconnaissance d'Israël, non à la paix avec Israël, non aux négociations avec Israël.

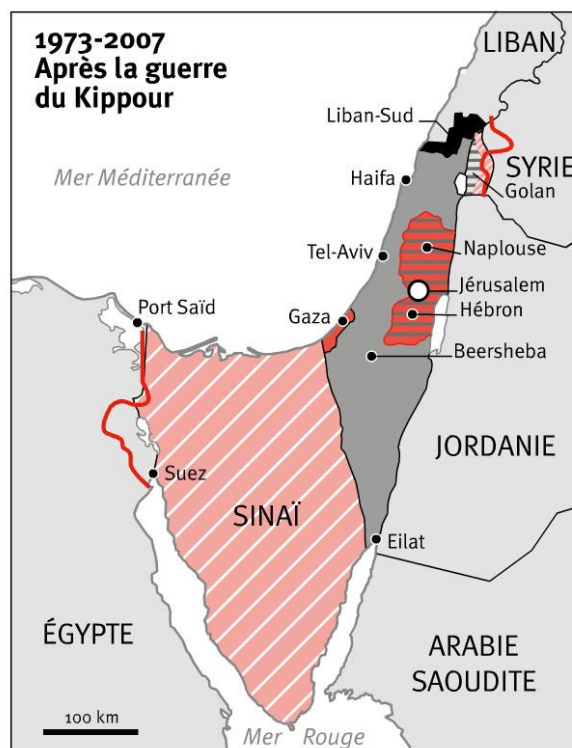
De son côté, Israël triompha militairement mais devint isolé politiquement. Il n'était plus considéré comme un État faible dont la survie était en danger, mais comme une puissance militaire forte qui occupait illégalement des territoires et qui était considérée comme une enclave occidentale au Proche-Orient.

La guerre du Kippour

Humilié, Nasser resta cependant au pouvoir jusqu'à sa mort, le 28 septembre 1970, où il fut remplacé par Anouar el-Sadate. Celui-ci estimait qu'il fallait se rapprocher des Américains s'il voulait récupérer le Sinaï et débloquer la situation avec Israël, ce que les alliés soviétiques ne lui permettraient jamais de faire. Il demanda le départ des conseillers militaires soviétiques en 1972.

Le 6 septembre 1973, il provoqua la guerre du Kippour (cf. carte ci-après) qui prit Israël par surprise, trop confiant dans sa supériorité. L'armée israélienne avait desserré son attention lors de la fête juive du Yom Kippour, et puisque les musulmans étaient en période de ramadan. Les armées égyptienne et syrienne en profitèrent pour faire dans un premier temps reculer l'armée israélienne. Celle-ci se ressaisit, notamment grâce à une aide militaire massive américaine.

Un cessez-le-feu proclamé le 23 octobre déboucha sur un *statu quo* militaire, mais accorda un avantage psychologique et politique aux pays arabes qui estimaient avoir lavé l'affront de 1967.



CONFLIT ISRAËLO-ARABE : LA GUERRE DES SIX JOURS ET LA GUERRE DU KIPPOUR

- État d'Israël
- Territoires occupés par Israël
- Annexion de Jérusalem-Est
- Pays arabes

- État d'Israël
- Territoires occupés par Israël en 2007
- Ligne d'armistice en octobre 1973
- Territoires occupés en 1967, restitués en 1974, 1982 et 2000
- Territoires palestiniens
- Territoire occupé en 1978 et restitué en 2000

Un accord de paix est trouvé entre Israël et l'Égypte mais des troubles gagnent la Syrie

Sadate accéléra alors son rapprochement avec les États-Unis. Il effectua une visite surprise en Israël en novembre 1977, première visite d'un chef d'État arabe. Le président américain Jimmy Carter se posa en médiateur et parraina un accord de paix israélo-égyptien signé en 1979 à Camp David, résidence du président américain. L'Égypte qui reconnaissait Israël se vit restituer le Sinaï. Mais cette paix isolée fut condamnée par tous les autres pays arabes qui exclurent l'Égypte de la Ligue des États arabes. Du point de vue interne, Sadate avait commencé à libéraliser l'économie égyptienne tout en maintenant un régime autoritaire. Il fut assassiné par des islamistes le 6 octobre 1981 et remplacé par Hosni Moubarak qui maintint le rapprochement avec Israël et les États-Unis et le caractère autoritaire du régime.

La défaite de 1967 entraîna des troubles en Syrie qui profitèrent au général Hafez al-Assad qui prit le pouvoir à Damas en 1970 et élimina les communistes syriens, tout en maintenant l'alliance avec l'Union soviétique. Son pouvoir fut renforcé par le succès apparent de la guerre du Kippour. Les contestations internes des Frères musulmans et des sunnites se multiplièrent contre l'hégémonie de la minorité alaouite avec l'explosion du nombre des attentats et des manifestations qui culminèrent lors de l'insurrection de Hama en 1982. Al-Assad réprima cette dernière de façon sanglante, faisant plus de 20 000 morts. Malgré le fait que le parti Baas était au pouvoir aussi bien en Irak qu'en Syrie, la rivalité nationale avec l'Irak le conduisit à se rapprocher de l'Iran.

■ La guerre civile libanaise

Au Liban, les tensions entre les chrétiens et les musulmans se retrouvèrent exacerbées par l'afflux de réfugiés palestiniens qui déstabilisèrent le pacte national libanais. Le Liban souffrait également des raids qu'Israël organisait contre les camps palestiniens sur le territoire libanais.

Première période

Le 13 avril 1973, des phalangistes chrétiens attaquèrent un car de Palestiniens et tuèrent ses occupants. Ce fut le début d'une guerre civile qui opposa les différentes communautés, mêlant tensions internes et externes et divisant le pays en micro-communautés. En 1976, la Syrie profita des troubles au Liban pour y intervenir militairement à la demande initiale des chrétiens phalangistes. La Syrie n'avait jamais accepté que le Liban se soit détaché et soit devenu indépendant en 1943, et espérait ainsi le contrôle du pays.

Mais alors que la Syrie était intervenue à la demande des chrétiens, elle se rapprocha ensuite des sunnites, tandis que les chrétiens se tournaient vers Israël qui lança un raid intitulé « paix en Galilée » en 1982 au sud du Liban pour déloger les camps palestiniens. Arafat et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se réfugièrent à Tunis. Mais l'armée israélienne avança jusqu'à Beyrouth, assiégea la ville et laissa les forces chrétiennes opérer les massacres de Sabra et Chatila dans des camps de réfugiés palestiniens peuplés de civils. L'image d'Israël en fut fortement dégradée. Beyrouth, qui était la capitale financière et intellectuelle du monde arabe, fut en grande partie détruite par la guerre civile.

Seconde période

S'ouvrit alors la seconde période de la guerre civile libanaise avec le départ d'Israël et le retour de la Syrie dans le pays qui devient un enjeu des relations irano-syriennes. Ce second temps fut marqué par des luttes confessionnelles entre chiïtes et sunnites, mais également entre des milices pro-chiïtes et pro-iraniennes avec l'apparition du Hezbollah. Mais se multiplièrent également les attentats contre la Force multinationale de sécurité à Beyrouth mise en place dans le cadre onusien. Le 23 octobre 1983, un attentat à Beyrouth, probablement organisé par la Syrie, coûta la vie à deux cents quarante et un soldats américains et cinquante-huit français. La Force, impuissante à apaiser la situation, quitta le pays en 1984 et fut remplacée par la Force d'interposition des Nations unies au Liban (FINUL).

En novembre 1989, les accords de Taïf sous l'égide de l'Arabie saoudite reconnaissaient le rôle de la Syrie au Liban et mettaient fin à une

guerre civile qui avait fait, entre 1975 et 1990, 150 000 morts, un million de déplacés et la quasi ruine du pays.

■ La mise en place de nouvelles dictatures

En Libye avec Mouammar Kadhafi

En 1969, Mouammar Kadhafi renversa la monarchie en Libye et prit le pouvoir. Il mit en place une politique nationaliste laïque. Il dit vouloir développer le pouvoir du peuple, mais établit en réalité un régime personnel et dictatorial, se rapprocha de l'Union soviétique, constitua un arsenal impressionnant et aida différents mouvements révolutionnaires et terroristes en Afrique et au Proche-Orient, contestant violemment les monarchies en place. Il voulut récupérer la bande d'Aozou qui appartenait au Tchad et intervint lors de la guerre civile tchadienne en soutenant les rebelles et en exacerbant les tensions, alors que les militaires français essayaient de maintenir l'intégrité territoriale du Tchad. La Libye parvint à s'emparer de la bande d'Aozou et, malgré sa défaite en 1987, ne la restitua qu'en 1994 après un jugement de la Cour internationale de justice en faveur du Tchad.

Après l'explosion d'une bombe dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par les soldats américains et attribuée aux services libyens, les États-Unis lancèrent des raids sur Benghazi et Tripoli en avril 1986. Un système de sanctions internationales à l'égard de la Libye fut mis en place, mais Kadhafi demeura le grand perturbateur de la région, touché cependant par la baisse du prix du pétrole et la montée des tensions sociales des années 1980.

En Irak avec Saddam Hussein

En Irak, le parti Baas prit le pouvoir en février 1963. Saddam Hussein, officiellement numéro deux du régime avant de récupérer le pouvoir en 1979, se rapprocha de l'Union soviétique, établit un régime dictatorial et réprima la minorité kurde. Il profita de ses revenus pétroliers pour doter le pays de solides infrastructures, développer son armée et mettre en place un système d'éducation et de santé en avance sur les autres pays arabes. Il instaura également un fort culte de la

personnalité et procéda à des épurations massives. En 1980, l'Irak était au niveau économique de l'Espagne.

Le 22 septembre 1980, Saddam Hussein commit l'erreur de se lancer dans une guerre contre l'Iran, qu'il croyait affaibli par la révolution khomeyniste, afin de récupérer le Chatt-el-Arab que le Shah avait pris par la contrainte en 1975. Loin d'obtenir une victoire éclair, il s'enlisa dans une guerre prolongée. L'armée irakienne était mieux équipée, l'armée iranienne ayant été décapitée par la révolution, mais l'Iran bénéficiait d'un avantage démographique : quarante millions d'habitants contre seize millions d'Irakiens. L'Iran suscita une mobilisation générale pour lutter contre l'envahisseur. Saddam Hussein se présenta aux yeux des Occidentaux et des régimes arabes comme le rempart contre la menace révolutionnaire religieuse. Les deux pays s'épuisèrent dans une guerre qui provoqua des pertes humaines considérables et qui ruina leur économie respective. Un cessez-le-feu fut enfin signé en août 1988.

En Iran avec Khomeiny

Le Shah d'Iran avait lancé son pays dans une modernisation économique et sociétale, tout en maintenant un régime fortement répressif. Il voulait renouer avec la gloire passée de la Perse. Il était l'allié des États-Unis, qui voulaient en faire leur appui stratégique et leur gendarme régional dans le Golfe, et entretenait également des relations diplomatiques et économiques avec Israël. La gauche, mais également la population fortement religieuse principalement chiite, s'opposait à lui. L'ayatollah Khomeiny, qui avait été envoyé en exil, mena une campagne contre lui par des cassettes audio distribuées dans les mosquées. La contestation devint trop forte, Khomeiny opéra un retour triomphal en Iran en 1979 et le Shah s'exila à Washington. Des étudiants islamiques envahirent alors l'ambassade américaine, provoquant une rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis. Khomeiny était perçu comme une menace déstabilisatrice dans toute la région. Avec la crainte d'une extension de la révolution et du prosélytisme religieux, l'Iran se trouva totalement isolé.

Les espoirs de démocratie en Iran furent vite éteints, une dictature religieuse et républicaine sous le Guide suprême remplaçant une

dictature laïque et monarchique. En 1980, la guerre avec l'Irak aida Khomeiny à étouffer la contestation et fédéra la population autour de lui dans un réflexe patriotique, mais ne permit pas d'éteindre le soulèvement des Kurdes et les pressions communistes

La Détente en Asie

L'Asie avait connu de très fortes secousses et des bouleversements stratégiques majeurs au cours de la Guerre froide. Il en fut de même pendant la période de Détente. La guerre du Vietnam succéda à celle d'Indochine ; la Chine continua à concentrer les attentions ; l'antagonisme indo-pakistanaï dégenéra de nouveau en guerre et l'Afghanistan, pays enclavé et jugé mineur, se retrouva au cœur de l'affrontement Est-Ouest.

■ La question vietnamienne au cœur de l'équilibre régional

Si le Vietnam du Sud n'arrivait pas à se doter d'un pouvoir stable et surtout efficient, le Front national de libération du Sud-Vietnam (FNL), communiste, intensifiait ses actions dans les campagnes avec l'aide du Nord-Vietnam. Les Américains développèrent alors la théorie des dominos.

Une situation qui préoccupe Washington

Si le domino sud-vietnamien tombait, il entraînerait dans sa chute les pays voisins asiatiques qui rejoindraient le camp communiste. Le Vietnam fut donc érigé en enjeu majeur dans la lutte contre l'Union soviétique. Face aux progrès du FNL, le président Johnson renforça la présence américaine. Les 16 000 soldats et conseillers militaires présents en 1963 furent renforcés au point d'aboutir à une présence massive de 543 000 militaires en 1968. Les Américains intensifièrent les bombardements. Mais la guerre devint vite impopulaire dans le monde où les combattants vietnamiens incarnaient la résistance du petit par rapport à la superpuissance américaine. L'usage de bombardiers déversant de l'agent orange, herbicide hautement toxique pour les humains, contre des villages révolta une grande partie de l'opinion.

Aux États-Unis, la guerre devint également impopulaire. Les Américains commencèrent à penser qu'elle ne pouvait pas être gagnée et surtout ils étaient de plus en plus réticents face à la conscription et à l'envoi forcé d'une partie de la jeunesse au combat pour une cause incertaine sur une terre lointaine. La guerre par ailleurs commençait à coûter cher à l'économie américaine qui devait de ce fait mettre fin à la parité entre l'or et le dollar. Nixon et Kissinger comprirent qu'il fallait mettre fin à la guerre et surtout se retirer de ce borbier. Ils voulurent renforcer l'armée sud-vietnamienne pour « vietnamiser » la guerre et pouvoir se retirer en bon ordre. Mais le régime sud-vietnamien était trop corrompu et inorganisé pour que cette stratégie puisse réussir. Des négociations débouchèrent sur un accord signé à Paris le 23 janvier 1973 entre Kissinger et le leader nord-vietnamien, Le Duc Tho. C'était la fin du cauchemar. Près de 57 000 militaires américains avaient été tués. Un « syndrome vietnamien » apparaissait, rendant les États-Unis réticents à une intervention militaire extérieure et les amenant à un examen de conscience morale.

Ho Chi Minh envahit le Vietnam du Sud, la dictature s'installe

Le Nord-Vietnam profita des doutes américains pour envahir le Sud-Vietnam dès mars 1975. Saïgon devint Ho Chi Minh ville le 2 juillet 1976, le pays fut officiellement réuni sous le nom de République socialiste du Vietnam. Il fut admis sous ce nom à l'ONU en 1977 et rejoignit le CAEM en 1978, mais les nouveaux pouvoirs communistes instaurèrent une dictature brutale et voulurent déplacer par la force les populations pour les réinstaller à la campagne où les terres furent collectivisées de force. Des camps de rééducation étaient censés remettre dans le droit chemin ceux qui étaient trop réticents à l'idéologie communiste. De nombreux Vietnamiens fuirent leur pays par des petits bateaux (*boat-people*), ce qui émut l'opinion publique internationale. Les vaillants résistants s'étaient transformés en dictateurs.

Le Laos fut directement affecté par la guerre du Vietnam. Le 2 décembre 1975, la monarchie fut abolie au profit de la République démocratique populaire du Laos dirigée par des communistes qui purgèrent l'administration et s'appuyèrent sur des camps de rééducation. En 1976, le Laos signa des accords économiques et d'aide avec l'URSS, puis en 1977 un traité d'amitié et de coopération avec le

Vietnam, en devenant un protectorat du fait de la présence militaire vietnamienne et de l'alignement du Laos sur ses positions.

La Chine entre en guerre mais doit vite reconnaître son échec

Inquiète des ambitions du Vietnam, la Chine voulut lui donner une leçon militaire en lançant une offensive contre ce pays en février 1979. Mais l'armée chinoise était lourde et mal équipée alors que les troupes vietnamiennes étaient rompues aux combats. Ce fut la première guerre entre deux États communistes mettant à mal l'idéologie internationaliste officielle. En mars 1980, la Chine dut piteusement admettre son échec et se retirer, mais le Vietnam vainqueur était affaibli. Le pays était endommagé par les guerres successives, tout était à reconstruire. Il était affaibli par la fuite de la population et par un système économique inefficace.

En 1986, le VI^e Congrès du Parti communiste vietnamien marqua un tournant : la vieille génération quitta le pouvoir, le nouveau secrétaire général Nguyen Van Linh lança le « Doi Moi », le nouveau changement. Il s'inspira du modèle chinois en prévoyant le développement du secteur privé et l'accueil des investissements étrangers, tout en maintenant le monopole politique du parti communiste. Le pays s'ouvrit progressivement à l'extérieur et ce processus se trouva renforcé avec l'effondrement de l'URSS.

Des relations instables avec les Khmers rouges

Le Cambodge voisin fut aussi affecté par la guerre du Vietnam. Le prince Sihanouk fut renversé en 1970, remplacé par le général Lon Nol sur lequel s'appuyaient les Américains pour aider militairement le Sud-Vietnam. Réfugié en Chine, le prince Sihanouk s'allia aux Khmers rouges qui prirent progressivement le contrôle du pays avec le soutien de la Chine et du Vietnam. Le 17 avril 1975, ils entrèrent à Phnom Penh profitant de l'affaiblissement du pouvoir central. Le prince Sihanouk fut rapidement évincé et en 1976, Pol Pot devint Premier ministre. Les Khmers rouges mirent en place un régime totalitaire organisant des déplacements massifs de la population, le travail forcé, l'autarcie économique restreignant l'éducation. Un véritable génocide fut mis en place, mais les Khmers rouges conservèrent

néanmoins leur siège à l'ONU car ils étaient opposés aux Soviétiques et aux communistes vietnamiens, soupçonnés de vouloir prendre le contrôle du pays.

Après une série d'incidents et d'affrontements ponctuels dès 1975, le Vietnam lança une offensive le 25 décembre 1978, renversa le régime des Khmers rouges et prit un contrôle indirect du Cambodge pendant dix ans, l'intégrant dans un ensemble indochinois. Bien que génocidaires, les Khmers rouges siégeaient toujours à l'ONU avec l'accord des États-Unis et des Occidentaux puisque le nouveau régime n'était que peu reconnu. Il fallut attendre une conférence à Paris en 1989 pour obtenir le départ des troupes vietnamiennes et mettre en place la reconstitution d'un État du Cambodge sous la tutelle de l'ONU.

■ La puissance chinoise

Le slogan « mieux vaut être rouge qu'expert » et une conception autarcique de l'économie (il faut compter sur ses propres forces) entravaient le développement économique mais, en 1964, la Chine parvint toutefois à faire exploser sa première arme nucléaire. Ce succès renforça la Chine et Mao, qui se lança dans la « Grande révolution culturelle prolétarienne » en mai 1966, pour contrer une opposition interne chez certains cadres du PC. Il incita les jeunes à se transformer en « gardes rouges » et bousculer les bureaucrates. Le mouvement dégénéra vite, suscita des purges et des dénonciations. Des millions de personnes furent envoyées en « camps de rééducation ».

Mao Tsé-toung dénonce les impérialismes des deux superpuissances

Mao Tsé-toung et Zhou Enlai rejetaient conjointement les impérialismes américain et soviétique. Ils dénonçaient leur condominium et leur volonté de servir le monde. Mao Tsé-toung n'avait pas hésité à dire qu'il ne craignait pas une guerre – y compris nucléaire – contre les Américains, car la démographie jouait en faveur de la Chine. S'il avait renoncé à conquérir Taïwan par la force, il maintenait sa prétention à représenter l'ensemble de la Chine et à traiter l'île, qui siégeait pourtant toujours aux Nations unies alors que la Chine n'en était pas

membre, comme une province renégate. Il présentait les États-Unis comme un tigre de papier effrayant en apparence, mais sans réelle force et dénonçait le révisionnisme de l'Union soviétique qui, selon les dirigeants chinois, avait abandonné les principes marxistes-léninistes après le congrès de la déstalinisation.

Communisme et culte de la personnalité

La Chine se réclamait toujours non seulement de l'héritage de Marx, Engels et Lénine, mais également de Staline auquel il fallait ajouter le grand timonier, Mao Tsé-toung, qui bénéficiait d'un véritable culte de la personnalité, à l'image de ce qui s'était passé pour Staline, notamment avec la publication du « Petit livre rouge » (recueil de ses citations que chaque Chinois devait posséder et lire).

Mais Mao avait également développé une théorie des contradictions. Il fallait distinguer les contradictions principales et les contradictions secondaires. Or, pour Pékin politiquement, stratégiquement et territorialement, la rivalité avec l'URSS était en fait plus forte qu'avec les États-Unis. Ces derniers détenaient par ailleurs la clé du siège des Nations unies car c'était leur veto qui empêchait la Chine de remplacer Taïwan. De leur côté, les Américains étaient conscients que leur rival principal était bien l'Union soviétique et que la Chine n'avait pas le potentiel de se mesurer à eux et par ailleurs n'était pas à la tête d'une alliance globale et mondiale. Ils eurent l'idée de jouer sur la rivalité sino-soviétique pour nouer des relations avec la Chine et participer ainsi un peu plus à l'ensablement de l'Union soviétique. Des affrontements frontaliers eurent lieu entre l'URSS et la Chine en 1969.

Une nouvelle ère diplomatique

Ainsi, en avril 1971 eut lieu un événement particulier appelé « la diplomatie du ping-pong ». Une équipe de pongistes américains rencontra des joueurs chinois. Ils avaient été invités à Pékin où ils furent reçus directement par Zhou Enlai. Le sport servait de moyen spectaculaire mais n'engageait pas directement la diplomatie des États pour un rapprochement.

Puis Kissinger effectua peu après une visite secrète, préparatoire au déplacement du président Nixon en février 1972. Les photos de ce dernier sur la Muraille de Chine donnaient le sentiment d'une nouvelle ère diplomatique. Les Japonais, qui n'avaient pas été informés, craignaient un lâchage des États-Unis au profit de la Chine, mais ils n'avaient pas les moyens de protester. Les alliés européens furent également mis devant le fait accompli, mais étaient moins concernés par une éventuelle menace chinoise.

La Chine populaire entra au Conseil de sécurité dont Taïwan fut exclue en 1971. Les deux pays ne se reconnaissaient toujours pas et la Chine n'acceptait pas d'avoir des relations diplomatiques avec un pays qui en aurait avec Taïwan ou de siéger dans une même enceinte diplomatique que l'île pour ne pas donner l'impression qu'elle reconnaissait son indépendance. Les Américains, tout en cessant d'avoir des relations diplomatiques officielles avec Taïwan signèrent des accords qui garantissaient toujours la sécurité de l'île.

En 1973, les cadres évincés lors de la révolution culturelle furent réintégrés.

Après Mao, la Chine doit se moderniser et développer de nouvelles relations diplomatiques

Mao mourut en septembre 1976. Après un court intermède ultra gauchiste de la « bande des Quatre », Deng Xiaoping, une ancienne victime de la révolution culturelle prit les rênes du pays à partir de 1978. Il voulut moderniser le pays, comprit qu'il n'était pas possible de « compter sur ses propres forces » comme le proclamait Mao, et qu'il était donc nécessaire de s'ouvrir à l'extérieur pour assurer le développement économique. Ce dernier était indispensable pour assurer une croissance qui dépasserait l'augmentation de la population, par ailleurs encadrée par une sévère politique démographique qui interdisait à chaque famille d'avoir plus d'un enfant.

La voie de la modernisation selon Deng Xiaoping

Deng Xiaoping lança son pays dans les « Quatre modernisations » : industrie, agriculture, sciences et techniques, défense nationale. Pour cela, il fallait conserver de bonnes relations avec Washington, les développer avec le Japon et les normaliser avec l'URSS. Ce dernier point serait fait après 1989 lorsque Moscou aurait accédé aux trois demandes de Pékin : retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, désengagement des Vietnamiens soutenus par l'URSS du Cambodge, et allègement du dispositif militaire soviétique de Sibérie.

Deng Xiaoping se rapprocha des États-Unis, dont les investissements étaient nécessaires. Des relations diplomatiques furent établies en 1979, entraînant une rupture des relations des États-Unis avec Taïwan, mais permettant de conserver des liens militaires et économiques entre eux. Sa visite aux États-Unis en 1979 fut un succès.

En mai 1989, une première surchauffe économique se traduisit par des manifestations étudiantes, qui occupèrent la grande place centrale de Pékin, la place Tian'anmen. Ils réclamaient plus de liberté et élevèrent une statue à la « déesse démocratie ». Ils furent rejoints par des travailleurs. Après un moment d'hésitation, les dirigeants chinois décidèrent de réprimer le mouvement dans le sang au moment même où l'URSS laissait les pays de l'Est suivre une voie démocratique. Les Occidentaux protestèrent, adoptèrent quelques sanctions commerciales, puis, peu à peu, reprirent des relations normales.

■ Le jeu des puissances dans le reste de l'Asie

Au Pakistan

Le Pakistan avait voulu profiter de l'affaiblissement de l'Inde après sa défaite contre la Chine dans la guerre de 1962 pour obtenir un avantage dans le Cachemire. Il lança une attaque en août 1965 qui fut interrompue par un cessez-le-feu imposé par l'ONU en septembre face au risque d'escalade.

En 1969, une contestation apparut dans le Pakistan oriental où les demandes d'autonomie étaient durement réprimées. Le territoire

était surpeuplé, mais sous représenté et surexploité. Dans la capitale, le 26 mars 1970, la région proclama son indépendance, forma un gouvernement provisoire. La répression pakistanaise provoqua un afflux de plus de dix millions de réfugiés pakistanais orientaux en Inde. Cette dernière, voulant stabiliser ses frontières et cherchant à affaiblir le Pakistan, encourageait le retour des réfugiés et soutenait l'indépendance du Pakistan oriental, ce qui exacerba les tensions indo-pakistanaïses.

Une troisième guerre indo-pakistanaïse éclata le 3 décembre 1970 et vit le Pakistan rapidement capituler sans condition avec les accords de Simla et accepter l'indépendance du Pakistan oriental qui devint le Bangladesh. En décembre 1971, Ali Bhutto, fondateur du Parti du peuple pakistanais, devint président et orienta le pays vers des réformes économiques. Il fut renversé par un coup d'État militaire en 1977. Le chef d'État-major des armées Zia-ul-Haq ordonna la dissolution de tous les partis politiques, lança l'islamisation du pays et fit exécuter Bhutto. Il poursuivit le programme nucléaire militaire que celui-ci avait mis en place afin de constituer une force de dissuasion face à l'Inde et recevait le soutien de l'Occident.

En Inde

En Inde, la fille de Nehru, Indira Gandhi, arriva à la tête du gouvernement en janvier 1966. Une femme accéda donc au pouvoir dans la démocratie la plus peuplée du monde. Elle mit en place des réformes sociales qui, additionnées au prestige de la victoire contre le Pakistan, lui permirent d'être largement réélue en 1971. L'Inde, soucieuse de ne pas se laisser distancer par la Chine, procéda à un essai nucléaire qu'elle qualifia de pacifique en 1974.

Alors que le Pakistan était lié aux États-Unis et à la Chine, l'Inde continua de se rapprocher de l'Union soviétique qui lui fournissait la majorité de ses équipements militaires. Mais l'usure du pouvoir, la corruption, un début de crise économique développèrent une contestation qui déboucha sur l'instauration de l'état d'urgence en 1975. Après un bref intermède dans l'opposition, Indira Gandhi revint au pouvoir en 1980. Elle fut confrontée aux tensions entre les hindouistes et les musulmans, à la question latente du Cachemire et fut assassinée en 1984 par ses gardes du corps sikhs, en réponse

à la violation d'un lieu sacré sikh par l'armée dans la répression des séparatismes du nord-ouest. Son fils, Rajiv, lui succéda en 1984 sans parvenir à résoudre les velléités séparatistes ni les tensions religieuses.

En Indonésie

En Indonésie, le gouvernement progressiste et tiers-mondiste de Soekarno fut renversé par un coup d'État militaire mené par Suharto, aidé par les États-Unis, craignant un basculement de l'Indonésie dans le camp soviétique. Le coup d'État fut particulièrement sanglant et fit plus de 500 000 victimes. Deux millions d'Indonésiens furent arrêtés, le parti communiste fut interdit, une démocratie de façade fut installée, mais le pouvoir était en fait contrôlé par les militaires.

Au Japon

Au cours de cette période, le Japon se concentra sur son développement économique et n'entendit pas jouer un rôle stratégique majeur, bénéficiant du « parapluie américain ». Mao Tsé-toung ne tenait pas de discours antijaponais, c'était plutôt par l'Union soviétique qu'il se sentait menacé. Un accord de paix n'avait toujours pas pu être signé après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon n'acceptant toujours pas l'annexion des îles Kouriles par l'URSS à cette époque. De plus, le Japon avait du mal à se réconcilier avec son environnement régional, car il refusait de présenter des excuses pour son comportement au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il connut un développement économique impressionnant et fut admis dans le club du G7, les sept pays les plus industrialisés.

En 1951, le PNB japonais représentait le tiers du PNB britannique. Dans les années 1980, il représentait l'équivalent des PNB britannique, français et allemand réunis, et était passé de 3 à 12 % du PIB mondial. Ce succès était dû à la protection du marché intérieur et à la conquête des marchés extérieurs.

Une stratégie politique constante

La performance économique japonaise s'était appuyée sur une stratégie politique constante depuis 1945 :

- à l'extérieur, la puissance de sa technologie et la conquête réussie des marchés s'étaient substituées à une puissance militaire interdite ;
- à l'intérieur, une consommation modérée et une couverture sociale restreinte, en échange d'une garantie implicite du plein emploi, avaient permis un consensus durable sur la priorité à l'investissement, condition nécessaire de la puissance économique et technologique. L'effort était mis sur l'épargne, l'investissement et l'éducation.

Les Japonais mettaient également l'accent sur la recherche, même s'ils étaient parfois accusés de plus copier qu'innover. Le Japon manquait peut-être de Prix Nobel, mais il employait 50 % de plus d'ingénieurs que les États-Unis. Il employait 700 000 personnes dans le secteur recherche-développement, soit plus que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne réunis.

Lorsque la frégate du Commodore Perry avait forcé l'ouverture du marché japonais en 1853, après deux siècles et demi d'isolationnisme de l'ère Tokugawa, les responsables de la nation eurent un choc en découvrant la supériorité technologique des Occidentaux. Le conseiller du Shogun de l'époque, Masayoshi Hotta, écrivit dès 1857 : « Notre politique devrait consister à tirer parti de cette opportunité, à conclure des alliances, à envoyer des navires partout à l'étranger et à faire commerce, à copier les étrangers pour ce qu'ils savent faire et à rattraper ainsi notre retard, à renforcer notre puissance nationale et notre flotte, afin de parvenir à soumettre graduellement les étrangers à notre influence jusqu'à ce qu'à la fin, tous les pays du monde connaissent une parfaite tranquillité et que notre hégémonie soit reconnue sur le globe¹. »

1. Cité par Dominique NORA, *L'Étreinte du samouraï*, Calmann Levy, Paris, 1991, p. 63-64.

■ Le conflit coréen

Dans la péninsule coréenne, deux régimes se faisaient face : l'un basé sur l'économie capitaliste et lié aux Américains ; l'autre basé sur une économie collectiviste et lié à la Chine et à l'Union soviétique. Les deux étaient des dictatures. Park Chung-hee prit le pouvoir par un coup d'État en 1961 en Corée du Sud. Pour séduire Washington, il envoya 2 000 soldats au sud du Vietnam. Il signa un traité de normalisation des relations avec le Japon en 1965, malgré l'opposition de l'opinion qui estimait que le Japon n'avait pas demandé pardon pour ses crimes au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il fut assassiné en 1979 dans un contexte de fortes contestations politiques et sociales et remplacé par un nouveau dictateur, Chun Doo-hwan.

La loi martiale fut établie en 1980 pour réprimer dans le sang un soulèvement étudiant et syndical, mais le développement économique et l'ouverture sur l'étranger renforcèrent la société civile. Celle-ci contestait de plus en plus le pouvoir militaire. Après d'immenses manifestations en 1987, le pouvoir finit par accepter le principe d'élections libres pour 1988. La Corée du Sud obtint l'organisation des Jeux olympiques de 1988, victoire symbolique. Le régime poursuivit sa démocratisation peu à peu. En 1989, le Pape visita la Corée du Sud. Les deux Corée furent admises à l'ONU en 1991.

En Corée du Nord, dès 1972, le maréchal Kim Il-song développa un culte de la personnalité qui n'avait rien à envier à ceux de Staline et Mao Tsé-toung. Il prônait le *Juche*, idéologie autarcique et isolationniste tant sur le plan culturel qu'économique et politique. Il veilla à garder une certaine autonomie par rapport à Pékin et Moscou en jouant sur leurs rivalités, tout en maintenant ses distances avec les États-Unis. L'absence d'investissements étrangers et de toute initiative laissée aux individus, la priorité absolue donnée aux dépenses militaires et aux corps de sécurité empêchaient tout développement économique. Un contrôle absolu sur la société fut mis en place tant sur la vie privée que sur l'expression publique. L'existence de camps de concentration et le nombre élevé d'exécutions tétanisaient toute contestation. La paix n'était toujours pas signée entre les deux Corée malgré le dialogue de 1972. En 1983, un attentat fut perpétré à Rangoun en Birmanie contre une délégation sud-coréenne. La situation restait à la fois explosive et sous contrôle. Le développement économique de la Corée du Sud bouleversa le rapport de forces entre les deux pays.

■ L'intervention soviétique en Afghanistan

En Afghanistan, le parti communiste était divisé en deux factions : le Khalq, radical, et le Parcham, modéré. En 1978, le PC prit le pouvoir en Afghanistan suite à un coup d'État et mit en place un gouvernement partagé entre radicaux et modérés, majoritaires. En septembre 1979, le premier ministre, Amin (Khalq) renversa le président Taraki (Parcham) qui était soutenu par l'URSS. Une politique de nationalisation et de distribution des vivres et de l'eau fut entreprise par le nouveau gouvernement mais mal acceptée par une population traditionnaliste et attachée à la religion. Le PC, surtout implanté dans les milieux intellectuels de Kaboul, n'était pas en phase avec le peuple des campagnes et voulait instaurer un rythme de réformes trop rapide.

Moscou considérant Amin comme trop radical, voulut rétablir ses alliés modérés en difficulté et stabiliser un pays avec lequel l'URSS avait 2 500 kilomètres de frontières. Le 24 décembre 1979, 5 000 parachutistes soviétiques intervinrent pour renverser Amin et occupèrent l'aéroport de Kaboul. Le 27, le palais présidentiel afghan était pris d'assaut et Amin tué puis remplacé par Babrak Karmal (Parcham) plus en cour à Moscou. Deux divisions soviétiques franchirent la frontière. Il y eut 50 000 soldats soviétiques dès l'année suivante, 120 000 en 1981. L'URSS, malgré les bombardements massifs et son avantage matériel, ne parvenait pas à mettre fin à la résistance.

L'intervention soviétique était condamnée au niveau international. C'était la première fois que l'Armée rouge intervenait massivement en dehors du pacte de Varsovie. Alors qu'elle s'était toujours présentée comme l'alliée des pays du Tiers-monde contre l'impérialisme américain, c'était elle qui envahissait un État faible du Tiers-monde. À son tour, après les États-Unis au Vietnam, l'URSS était accusée d'opprimer un peuple faible mais vaillant. Le crédit de l'URSS dans le Tiers-monde était entamé et les pays islamiques étaient les plus virulents. Le 14 janvier 1980, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta, par cent-quatre voix contre dix-huit, une résolution condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan. La guerre commença à être impopulaire à Moscou. Gorbatchev en tira les conséquences en prévoyant le retrait des troupes, pour se retirer de ce borborygme et prouver sa bonne foi aux Occidentaux. Mais l'intervention mit fin

à la Détente soviéto-américaine. Les accords SALT II ne furent pas ratifiés, les États-Unis boycottèrent les Jeux olympiques de Moscou de 1980, et la peur du danger soviétique contribua à faire élire Ronald Reagan à la présidence américaine. Les armées soviétique et afghane se battirent contre la résistance afghane qui tenait l'essentiel du territoire en dehors de Kaboul.

Les moudjahidines, baptisés « combattants de la liberté » par Reagan, étaient soutenus par les États-Unis *via* le Pakistan, la Chine et de nombreux pays islamiques. Mais les Occidentaux ne réalisèrent pas que pour combattre l'URSS, ils armaient des gens qui, par la suite, se retourneraient contre eux. Lorsque les Soviétiques quittèrent l'Afghanistan en février 1988, ils avaient perdu 13 310 hommes, 311 disparus et 350 blessés. L'Asie de la Détente était donc une région instable où culminaient les tensions des deux Grands, explosaient les ambitions régionales et les dictatures semblaient y trouver un territoire favorable (Birmanie, Thaïlande etc.).

La Détente en Afrique

Le continent africain avait été relativement épargné par l'affrontement Est-Ouest au cours de la période de la Guerre froide, principalement concerné par un processus de décolonisation. À cette époque, les nations africaines étaient avant tout en relation avec les puissances coloniales européennes. Les États-Unis et l'Union soviétique étaient absents du continent. Paradoxalement, la période de Détente ouvrit le continent à leur compétition et alimenta des conflits venant se greffer sur les rivalités locales.

■ L'indépendance et ses débuts

Guerre civile au Nigéria, une catastrophe humaine

Le Nigéria, pays anglophone et riche en pétrole, fut marqué par une terrible guerre civile de 1967 à 1970. Les Ibos chrétiens au sud-est du pays supportaient mal la domination politique et économique des musulmans du Nord, qui dirigeaient le pays. Des affrontements interethniques eurent lieu, le gouvernement avait prévu alors un redécoupage territorial privant la région des Ibos de l'accès à la mer et des

gisements pétroliers. En réaction, les Ibos proclamèrent en mai 1967 l'indépendance du Biafra, au sud du pays, où ils étaient majoritaires et où se trouvait l'essentiel des ressources de pétrole. Cette sécession ne fut pas reconnue par la communauté internationale. Les Américains et les Britanniques avaient des relations pétrolières avec le Nigéria, les pays africains estimaient que la sécession était une menace qui pesait sur la sécurité de l'ensemble de tous les pays du fait de la remise en cause des découpages territoriaux.

Demeurait également le souvenir de la sécession du Katanga de la République du Congo, organisé par les pays occidentaux. Seuls quatre États africains soutenaient la sécession, ainsi que la France qui espérait voir ses compagnies pétrolières prendre pied dans la région et affaiblir le Nigéria anglophone. Le Nigéria ne pouvait accepter d'être privé de ses ressources pétrolières. Il proclama un embargo sur la région qui provoqua une famine désastreuse. Les images de femmes et d'enfants mourants parvinrent dans les sociétés occidentales qui venaient d'être équipées en téléviseurs. Cela déclencha les premiers mouvements d'aide humanitaire sans frontières. Face à cette catastrophe humaine, le Biafra dut s'incliner, un cessez-le-feu et la fin de l'embargo furent proclamés en janvier 1970. Le bilan dû aux combats et à la famine fut de deux millions de morts.

La Somalie, entre guerre internationale et guerre civile

La Somalie fut créée par la fusion entre la Somalie britannique et la Somalie italienne en 1960. Le pays visait à récupérer la région d'Ogaden au sud-est de l'Éthiopie. Des premiers combats éclatèrent dès 1964. Siad Barré prit le pouvoir en 1969, s'allia avec l'Union soviétique à laquelle il accorda des bases navales. Fort du soutien du bloc soviétique, il lança en 1977 une guerre contre l'Éthiopie. Mais le régime militaire qui avait renversé en Éthiopie l'empereur Haïlé Sélassié s'était à son tour rapproché de l'Union soviétique. Cette dernière choisit alors de s'allier à un pays plus grand et plus peuplé en soutenant l'Éthiopie contre la Somalie, en lui livrant du matériel militaire pendant que Cuba envoyait des troupes en renfort des forces éthiopiennes. Siad Barré évacua alors l'Ogaden, son régime fut affaibli et une guerre civile commença dès 1988, son pouvoir étant contesté par plusieurs guérillas.

De la Rhodésie du Sud au Zimbabwe

La Rhodésie du Sud, colonie britannique, pratiquait une politique d'apartheid qui exploitait économiquement les Noirs et les privait de droits politiques. La minorité blanche proclama unilatéralement l'indépendance du pays en 1965 par rapport au Royaume-Uni, que celui-ci refusa du fait de la politique de ségrégation. De plus, l'ONU mit en place des sanctions économiques qui ne furent respectées ni par l'Afrique du Sud, ni par le Portugal qui détenait encore le Mozambique et l'Angola. Face à l'intensification de la guérilla noire, de l'opposition politique des Noirs et des pressions internationales, le régime d'apartheid fut mis en difficulté et dut accepter la transition du pouvoir vers les Noirs. La Rhodésie devint alors officiellement indépendante en 1980, sous le nom de Zimbabwe, mais les tensions persistaient entre Blancs et Noirs. Robert Mugabe prit le contrôle du pays, et instaura au fur et à mesure un régime dictatorial.

Naissance de la Tanzanie

En 1964, le Tanganyika et l'Île de Zanzibar indépendante fusionnèrent pour former la Tanzanie. Se mit en place un régime progressiste et tiers-mondiste opposé aux régimes coloniaux portugais et à l'Afrique du Sud. La Tanzanie soutenait le Frelimo et intervient notamment en Ouganda en 1979 pour mettre fin au régime erratique d'Idi Amin Dada et à ses attaques perpétrées sur le sol tanzanien contre les rebelles ougandais.

L'Algérie, promoteur d'un nouvel ordre économique international

En Algérie, Ben Bella, leader de l'indépendance nationale, fut renversé en 1965 et remplacé par Boumediene. Le régime se durcit au fur et à mesure, il perdit son statut de laboratoire politique attirant les progressistes du monde entier pour devenir un régime nationaliste. Il jouait un rôle leader dans le Tiers-monde et était le promoteur d'un nouvel ordre économique international plus favorable aux pays du Sud. L'adoption, le 1^{er} mai 1974, par l'Assemblée générale des Nations unies d'une résolution proclamant l'instauration d'un nouvel ordre économique international basé sur l'équité, fut vue comme une victoire pour le régime algérien qui jouait également un rôle

important au sein du mouvement des pays non-alignés et dans l'adoption en 1974 de la charte des droits et devoirs économiques des États.

Le dialogue Nord-Sud demeura cependant dans une impasse. L'Algérie, tout en maintenant des relations compliquées avec la France, s'était rapprochée de l'Union soviétique.

Les prétentions territoriales du Maroc sur le Sahara occidental

Le Maroc avait mis fin à ses prétentions territoriales sur la Mauritanie, mais profitait du départ des Espagnols de la partie du Sahara qu'ils occupaient. Après la mort de Franco, le roi Hassan II organisa une marche verte pacifique où 300 000 Marocains prirent possession de ce territoire. Il s'opposa au Front Polisario, créé en 1973, qui proclama une République arabe sahraouie démocratique (RASD) en 1976. Elle fut reconnue par de nombreux États, l'ONU, la CIJ et intégrée en 1984 dans l'OUA. Le Front Polisario fut soutenu par l'Algérie qui entretient toujours une rivalité avec le Maroc. Débuta une guérilla contre le Maroc et la Mauritanie, mais lorsque cette dernière s'inclina, le Front Polisario n'eut plus comme adversaire que le Maroc. Ce dernier construisit dès 1980 le « mur des sables » pour affirmer sa souveraineté sur la région, qui demeure incontestée.

■ L'exportation de la rivalité Est-Ouest

Régime d'apartheid en Afrique du Sud

L'Afrique australe fut la région la plus affectée par la rivalité Est-Ouest. En Afrique du Sud, un régime d'apartheid dit « de développement séparé » fut mis en place en 1948, même si des mesures de ségrégation raciale existaient dès l'indépendance du pays en 1910. La majorité noire était privée de tout droit politique et subissait également une importante discrimination économique. L'African National Congress (ANC), fondé en 1912 pour améliorer les droits des populations noires, créa une branche militaire en 1961, l'*Umkhonto we Sizwe* (traduit comme la Lance de la nation) et commença à organiser une résistance armée, soutenue par l'Union soviétique. Les pays occidentaux, de leur côté, fermèrent les yeux sur la nature discriminatoire et raciste du régime sud-africain car l'Afrique du Sud avait une position

stratégique majeure sur la route du Cap et possédait de nombreuses matières premières. La lutte contre l'Union soviétique faisait alors passer au second plan la protection de principes démocratiques. De plus, alors que son mandat avait été révoqué en 1966, l'Afrique du Sud refusait de quitter la Namibie et occupait son territoire. L'ONU condamna le maintien de l'occupation et une guérilla fut menée par la South West Africa People's Organization (SWAPO) pour lutter contre la présence sud-africaine.

Nelson Mandela, le leader de l'ANC, fut envoyé en prison en 1964 et présenté comme terroriste par les Sud-africains et les pays occidentaux. Une contestation pacifique s'organisa autour d'une figure religieuse, Mgr Desmond Tutu. Le caractère raciste du régime et la brutalité de la répression suscitérent finalement une campagne de protestation dans les pays occidentaux. Après l'élection de François Mitterrand, la France condamna le régime d'apartheid. Les États-Unis modifièrent également leur position, notamment sous la pression de la communauté noire américaine. La politique de rapprochement mise en place par Gorbatchev rendait par ailleurs moins nécessaire l'alliance avec l'Afrique du Sud. Mais l'Afrique du Sud restait liée au Portugal, puissance coloniale au Mozambique et en Angola voisin, dont les processus d'indépendance l'inquiétaient et lui faisaient craindre une remise en cause de son régime et de sa stabilité.

Indépendance des colonies portugaises sous fond de guerre civile

Le Portugal était le dernier pays européen à maintenir par la force armée des colonies sur le continent africain. Sa présence était de plus en plus contestée et des guérillas s'étaient développées en Angola et au Mozambique. Le régime dictatorial ne voulait cependant pas changer de cap malgré le fait que le maintien du régime colonial devenait de plus en plus coûteux pour un Portugal qui n'avait pas pris le chemin de la révolution industrielle et dont les ressources étaient limitées. Des officiers qui étaient confrontés aux réalités du terrain provoquèrent alors une révolution démocratique, « la révolution des œillets », en avril 1974. Le pouvoir fut renversé par des militaires qui voulurent cependant établir une démocratie et rendre le pouvoir aux civils et aux électeurs. C'était la fin du régime colonial.

En Angola, cependant, trois mouvements entrèrent en rivalité pour le pouvoir : le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), soutenu par l'Union soviétique car marxiste ; l'Unité nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) qui avait une base ethnique et qui était soutenue par l'Afrique du Sud et la Chine, ainsi que le Zaïre ; et le Front national de libération de l'Angola (FNLA), pro-occidental. À peine l'indépendance proclamée en 1975, une guerre civile éclata entre ces différents mouvements pour le contrôle du pays. Le MPLA prit le pouvoir à Luanda, mais fut confrontée à l'opposition des deux autres mouvements qui furent rapidement aidés par les Américains et l'Afrique du Sud, qui craignait que l'Angola ne devienne une base arrière pour l'ANC. Dans une opération spectaculaire, Cuba envoya des troupes en Angola pour combattre aux côtés du MPLA. Le FNLA fut vaincu alors que l'UNITA poursuivit une guérilla qui affaiblissait le pays avec le maintien de l'aide des États-Unis et de l'Afrique du Sud. Un cessez-le-feu fut finalement signé en décembre 1988 prévoyant le retrait des troupes cubaines et la fin de l'intervention sud-africaine, mais ne parvint pas à régler définitivement la situation.

Au Mozambique, le Frelimo, d'obédience marxiste, fut fondé en 1962 pour lutter contre la puissance portugaise et était soutenu par Cuba. Après la révolution des œillets, le pays accéda à l'indépendance le 25 juin 1975. Mais un mouvement, le Renamo, composé d'anciens colons blancs anticommunistes et soutenu par les États-Unis et l'Afrique du Sud, commença une guérilla. À l'origine prosoviétique, le Frelimo abandonna la référence au marxisme au milieu des années 1980 et se rapprocha de l'Afrique du Sud à cause du désastre économique et des tensions internes.

Chapitre 4

La perestroïka et son échec

LORSQUE GORBATCHEV ARRIVA AU POUVOIR, il changea agréablement l'image d'immobilisme cacochyme et d'instabilité chronique que donnaient les dirigeants soviétiques, sans parler du système répressif qui avait un effet repoussoir pour les opinions publiques internationales. Il y eut de 1917 à 1982 quatre secrétaires généraux du PCUS (Lénine, Staline, Khrouchtchev, Brejnev) et autant entre 1982 et 1985 (Brejnev, Andropov, Tchernenko, Gorbatchev).

Un parti géré par des gérantes

Brejnev, qui mourut le 10 novembre 1982, ne pouvait plus se déplacer, n'avait visiblement plus toutes ses capacités et vécut une longue agonie tout en restant au pouvoir. Il fut remplacé par Andropov, ancien patron du KGB, mais qui, justement, était informé des difficultés du régime et voulait le réformer. Il mourut treize mois après sa prise de pouvoir.

Il fut remplacé par Tchernenko en 1984, politiquement ultra-conservateur et physiquement affaibli. Des experts proches de Gorbatchev avaient rendu en 1984 une étude au Commissariat au plan indiquant que sans une réforme profonde et un changement des méthodes de gouvernement, l'URSS connaîtrait un déclin profond et pourrait même tomber au niveau des pays du Tiers-monde. Ceux qui reçurent l'étude demandèrent d'en changer la conclusion. Le pays qui se voulait révolutionnaire était dirigé par des gérantes.

Reagan, soixante-treize ans lors des élections présidentielles américaines de 1984, déclara en plaisantant qu'il serait trop jeune pour intégrer le Politburo du PCUS.

Le 11 mars 1985, Gorbatchev arriva au pouvoir à cinquante-quatre ans. Il avait le temps pour lui, les secrétaires généraux, Khrouchtchev excepté, étaient tous morts dans leur lit.

L'URSS, un empire fragilisé

Marx avait diagnostiqué que la superstructure dépendait de l'infrastructure. Il avait également prédit que le système capitaliste allait exploser du fait de ses contradictions, mais c'était bien de ses contradictions que l'URSS souffrait. L'état de l'économie soviétique empêchait le pays de poursuivre dans de bonnes conditions sa rivalité avec les États-Unis.

Les rêves entretenus au début des années 1960 d'un rattrapage de la production industrielle américaine dans les années 1980 étaient enterrés depuis longtemps. L'URSS avait bénéficié au sortir de la Seconde Guerre mondiale d'une vigueur économique jusque dans les années 1960 grâce à l'industrialisation du pays. Mais à partir des années 1970, elle connut la stagnation. Alors que le prix des matières premières énergétiques explosait, elle continua à vendre à bas prix son pétrole aux pays du pacte de Varsovie et à ses alliés stratégiques dans le monde.

L'Union soviétique était bien une puissance impériale, mais qui entretenait les pays qu'elle dominait et n'en tirait pas partie. L'économie centralisée et bureaucratisée, la fixation des prix, l'absence du souci de satisfaire le consommateur et le manque de récompense aux prises d'initiative, qui risquaient plutôt d'être sanctionnées, freinaient le développement. La division internationale du travail (chaque pays socialiste étant censé se spécialiser dans ses points forts et échanger avec les autres) ne permettait pas une véritable ouverture sur le monde extérieur.

■ Des faiblesses internes remettent en cause le statut de puissance de l'URSS

Au début des années 1980, l'URSS dépassa les États-Unis pour ce qui était des matières premières énergétiques et la production d'acier. Les unes n'étaient dues qu'à la richesse du sous-sol, la seconde était une industrie plus tournée vers le passé que vers l'avenir, le niveau de productivité était faible, les infrastructures vieillissaient.

L'URSS dépassait les États-Unis en production de ciment et pourtant la situation du logement était médiocre. L'industrie soviétique était par ailleurs très énergétivore et fort peu soucieuse de l'environnement. L'industrie consommait trois fois plus d'énergie que l'industrie occidentale à niveau de production égal. Les entreprises soviétiques ne pouvaient pas faire faillite, ce qui n'était pas une prime à la performance. Le plein-emploi cachait mal une faible productivité et une ardeur au travail très discutable sur le schéma « tu fais semblant de payer, je fais semblant de travailler ».

Seul le secteur militaire paraissait performant parce qu'il absorbait une grande partie de la richesse (près de 20 % du PIB). Il faisait l'objet de toutes les priorités et attentions, les scientifiques et les ingénieurs les plus performants lui étaient réservés, au détriment de la production civile.

Mais le secteur militaire s'affaiblit

Mais la révolution en cours dans les affaires militaires posait problème à l'Union soviétique. À cette époque, on se détournait des effectifs de masse et des matériaux lourds au profit des armes à haute technologie. L'URSS était en retard dans ce domaine et ne pouvait compter sur des transferts venant du monde occidental, ce dernier n'ayant pas envie de lui vendre la corde avec laquelle il pourrait être pendu, pour reprendre l'expression de Lénine.

Une gestion des terres agricoles inefficace

Concernant l'agriculture, depuis le début des années 1970, l'URSS devait importer chaque année des millions de tonnes de maïs et de

blé. Au début du ^{xx}^e siècle, elle avait été l'un des deux plus gros exportateurs de céréales du monde, bien que l'agriculture engloutissait 30 % des investissements et 20 % de la main-d'œuvre contre respectivement 5 et 3 % aux États-Unis. Elle produisait plus d'engrais que les États-Unis et pour autant elle devait importer une partie de sa consommation agricole. Selon une plaisanterie, les quatre fléaux de l'agriculture soviétique étaient le printemps, l'été, l'automne et l'hiver, mais le climat n'expliquait pas tout. L'Ukraine est à la même latitude que le sud du Canada.

Le problème venait plutôt de la séparation entre ceux qui produisaient et ceux qui prenaient les décisions, la déresponsabilisation des producteurs. Des grandes purges contre les paysans menées par Staline dans les années 1930 avaient laissé des traces. Le système de planification, loin de rationaliser la production, avait produit des effets pervers. Les objectifs n'étaient décidés ni par les producteurs, ni par les consommateurs mais par les autorités centrales qui ne laissaient aucune marge de manœuvre pour les dirigeants d'entreprise qui se voyaient dicter salaires et prix de vente. Une fois que le quota fixé était atteint, il n'y avait aucune incitation à le dépasser. Ainsi, les parcelles privées qui représentaient 4 % des surfaces cultivées fournissaient 25 % de la production, montrant l'inefficacité de la gestion centralisée.

De plus, des failles dans le système de transport et de stockage rendaient impropres à la consommation 20 % des céréales, 50 % de pommes de terre. Une partie des produits n'était pas récoltée à temps et les conditions de distribution se révélaient également inefficaces.

Un retard technologique important

Par ailleurs, Moscou surtout n'avait pas su prendre le virage de la troisième révolution industrielle et accusait un retard important dans le domaine de la robotique, des supers ordinateurs, des lasers de l'optique et des technologies de communication. Déjà gênant sur le plan de l'industrie civile, ça l'était encore plus pour l'industrie militaire. Mais le virage vers cette technologie demandait des investissements. Moscou était à court d'argent et, surtout, cela signifiait de laisser plus d'initiative aux individus, ce qui allait à l'encontre du système où l'information était centralisée, censurée, où l'on se méfiait de la libre circulation des idées qui auraient pu conduire à une contestation du régime.

L'alcoolisme croît, l'espérance de vie chute

Dans les universités, afin de contrôler ce que les étudiants et chercheurs lisaient, le système des photocopies était tenu par le KGB. Selon un rapport de l'Académie des sciences – pourtant pas un bastion de la dissidence –, en 1980, il y avait en URSS quarante millions d'alcooliques. La consommation de vodka était passée de cinq litres par an et par habitant en 1952 à trente-huit en 1980. L'espérance de vie était passée de soixante-sept ans en 1970 à soixante-deux ans en 1980, exemple unique de recul dans un pays développé. Le ravitaillement était un souci pour la population qui devait faire de longues queues, sources de perte de temps. Selon les indices de consommation de la classe moyenne comme le nombre de voitures et de téléphone par habitant, l'URSS se plaçait au 103^e ou au 88^e rang mondial. La population était devenue passive, ce qui avait l'avantage de limiter la contestation et l'inconvénient de retirer tout dynamisme au système.

Si rien ne changeait, l'URSS risquait de devenir une haute Volta avec des fusées, un pays sous-développé où seule l'industrie de défense recevait toutes les attentions.

Dans son discours d'adieu du 25 décembre 1991 comme président de l'Union soviétique, Gorbatchev déclarait : « *Le destin a voulu qu'au moment où j'accédai aux plus hautes fonctions de l'État, il était déjà clair que le pays allait mal. Tout ici est en abondance : la terre, le pétrole, le gaz, le charbon, les métaux précieux, d'autres richesses naturelles sans compter l'intelligence et des talents que Dieu ne nous a pas comptés et pourtant nous vivons bien plus mal que dans les pays développés. Nous prenons toujours plus de retard par rapport à eux. La raison en était déjà claire : la société étouffée dans le carcan du système de commandement administratif. Condamnée à servir l'idéologie et à porter le terrible fardeau de la militarisation à outrance, elle était à la limite du supportable.* »

Gorbatchev prend conscience de l'ampleur de la tâche

Dans ses *Avant mémoires*¹, il expliquait que lorsqu'il avait accepté de devenir secrétaire général du Parti communiste, il était déjà conscient de l'immense travail qui l'attendait. Le pays était engagé dans une

1. Mikhaïl GORBATCHEV, *Avant Mémoires*, Odile Jacob, Paris, 1993.

course épuisante aux armements et à bout de force. La production baissait, les progrès scientifiques et techniques étaient annulés par une économie bureaucratisée, le niveau de vie de la population chutait, la corruption menaçait.

Bref, c'était un pays à bout de souffle dont Gorbatchev hérita en 1985. Arrivé au pouvoir à cinquante-quatre ans, il mit fin à une période de gouvernement par des vieillards cacochymes. À l'aise avec les médias – y compris occidentaux –, mari d'une femme élégante, il tranchait nettement dans son apparence et dans ses discours avec ses prédécesseurs. Gorbatchev savait qu'au-delà du discours officiel de la propagande sur les succès du régime, de sa marche en avant que rien ne pouvait arrêter, le pays était en train de se faire de nouveau distancer par les États-Unis. L'URSS faisait peur aux Occidentaux, mais c'était la stagnation qui la caractérisait : stagnation diplomatique, stagnation économique, stagnation politique. Gorbatchev était convaincu que pour préserver le système communiste il fallait le réformer profondément, qu'il fallait faire preuve d'ouverture, à l'extérieur, pour rassurer les Occidentaux et avoir ainsi accès à leur crédit et à leur technologie et, aussi à l'intérieur, pour libérer les énergies et des talents.

■ Un modèle qui n'attire plus

Avant que le communisme ne s'effondre à l'échelle mondiale, une boutade décrivait l'Union soviétique comme étant le seul État entouré de pays communistes hostiles. Si les relations avec le grand voisin chinois n'étaient plus marquées par l'agressivité verbale des années 1960, qui avaient dégénéré en affrontements frontaliers en 1969, elles restaient à un niveau très faible.

Le mécontentement grandit en Europe de l'Est

Les pays du pacte de Varsovie subissaient le contrôle de leur politique par l'Union soviétique. Mais depuis la fin des années 1940, les gouvernements communistes n'avaient pu se créer aucune légitimité aux yeux des populations. Les tentatives d'émancipation à Berlin-Est en 1953, à Budapest en 1956, à Prague en 1968 et à Varsovie en 1981 avaient été réprimées par la force. L'URSS subissait un double rejet.

D'une part, un rejet politique puisqu'il n'y avait pas d'adhésion au système communiste. D'autre part, un rejet national des dirigeants des partis communistes des pays de l'Est qui étaient davantage ressentis comme des représentants de l'Union soviétique que comme des dirigeants nationaux. Seule la Bulgarie, encore reconnaissante d'avoir été libérée de l'Empire ottoman au ^{xix}^e siècle par la Russie, n'était pas dans un tel état d'esprit. Si les populations de l'Est ne pouvaient pas changer de gouvernement, elles exprimaient de plus en plus leur mécontentement en s'appuyant sur les accords d'Helsinki. Par ailleurs, le rideau de fer qui entravait encore la circulation des personnes, bloquait moins qu'auparavant celle de l'information.

En Europe, les partis communistes les plus puissants (Italie, France) avaient développé dans les années 1980 un « eurocommunisme » qui se distinguait du modèle soviétique, jugé trop repoussant. Le déploiement de missiles SS-20, décidé dans un processus bureaucratique (on a du nouveau matériel, on remplace les anciens), avait fortement crispé les relations avec les pays européens et avait conduit à un resserrement des liens de ces derniers avec les États-Unis, allant à l'inverse de l'objectif recherché. Dans la mesure où ces missiles de portée intermédiaire avaient également été déployés en Asie, le Japon se sentait menacé. En septembre 1983, l'aviation soviétique avait abattu un avion de la Korean Airlines avec 269 passagers à bord car celui-ci avait survolé son espace territorial. S'agissait-il d'une erreur ou d'une manipulation ? Toujours est-il que le choc fut très vif dans l'opinion mondiale, particulièrement en Asie et bien sûr en Corée.

Dans le reste du monde, l'URSS a perdu son crédit et son attractivité

Les seuls alliés de l'URSS en Asie (le Vietnam et la Corée du Nord) étaient isolés et dépendaient de l'aide de l'URSS. Il en était de même de Cuba en Amérique latine. En Afrique, le modèle de développement proposé par l'Union soviétique avait échoué. Par ailleurs l'invasion de l'Afghanistan en 1979 avait suscité l'hostilité de la plupart des pays du Tiers-monde et de l'ensemble des pays musulmans. Contrairement à son objectif depuis 1956, l'URSS n'apparaissait plus comme l'alliée naturelle des peuples du Tiers-monde contre l'impérialisme et le néocolonialisme.

La recherche de la sécurité absolue conduisit l'URSS à s'épuiser et surtout à s'aliéner le soutien de la plupart des États. Ses alliés l'étaient par contrainte, elle avait augmenté la défiance de ses adversaires, en perdant son crédit et son attractivité auprès des autres. Cela provoqua en retour un sentiment d'encerclement et d'insécurité à Moscou. C'était ce cercle vicieux que Gorbatchev voulait briser.

La tentative de réforme

Arrivé au pouvoir, Gorbatchev savait qu'il avait des marges de manœuvre limitées, tout d'abord par l'état de l'économie, mais également par les rapports de forces politiques internes.

Le complexe militaro-industriel représentait un poids énorme en Union soviétique. Cela s'expliquait par le syndrome de 1941 : l'attaque surprise de l'URSS par Hitler avait entraîné de lourdes pertes civiles et militaires et presque abouti à la prise de Moscou par l'armée allemande. La sécurité était donc un principe absolu et les responsables du complexe militaro-industriel ne tenaient aucunement compte de l'économie, par ignorance de l'état réel de la situation ou par un aveuglement causé par la propagande sur le succès. L'épouvantail de la menace extérieure d'un monde occidental cherchant à envahir l'URSS était également un moyen de faire régner l'ordre à l'intérieur. Autour de Gorbatchev, un groupe d'intellectuels et d'experts étaient conscients que le poids excessif des dépenses militaires et la nouvelle guerre froide avec l'Occident étaient des freins au développement du pays et qu'ils allaient à l'encontre des intérêts réels et de la sécurité de l'Union soviétique.

Gorbatchev avait également réalisé que l'armée soviétique était enlisée en Afghanistan. Il bénéficiait d'une certaine popularité en Occident. Margaret Thatcher déclara ainsi publiquement qu'elle appréciait Gorbatchev. L'ayant rencontré en 1984 alors qu'il était numéro deux du régime, il avait également impressionné Mitterrand.

■ Restructuration interne et transparence

Gorbatchev basait sa politique sur deux principes : la perestroïka, ou restructuration, et la glasnost, la transparence.

Que sont la perestroïka et la glasnost ?

Nom russe signifiant restructuration, la **perestroïka** est le nom donné aux réformes économiques et sociales menées par Mikhaïl Gorbatchev en URSS d'avril 1985 à décembre 1991.

Mot russe traditionnellement traduit par « transparence », la **glasnost** est une politique de la liberté d'expression et de la publication d'informations, introduite par Gorbatchev en URSS en 1985. Elle devait amener un plus grand niveau de confiance des pays occidentaux mais également une plus grande confiance en eux-mêmes des citoyens soviétiques. Le but était de rendre le système soviétique existant plus efficient par l'adhésion de la société.

Accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, Gorbatchev fait le choix de la transparence

Le 26 avril 1986, une explosion eut lieu dans la centrale nucléaire de Tchernobyl, dans l'Oblast de Kiev. Alors qu'auparavant les Soviétiques cachaient soigneusement les mauvaises nouvelles au monde entier, l'ampleur de la catastrophe rendait cela difficile cette fois-ci et Gorbatchev décida de communiquer en toute transparence sur l'événement. Cela lui permit de mettre en accusation l'appareil bureaucratique et de prouver le changement à l'extérieur. Le 19 décembre 1986, Sakharov, le père de la bombe nucléaire soviétique, devenu dissident et assigné à résidence sous Brejnev et qui était devenu le symbole de la répression en URSS, fut libéré. Les œuvres autrefois interdites étaient permises, un climat de liberté apparaissait. Gorbatchev alla jusqu'à créer une commission d'enquête sur les crimes de Staline en 1987. Les élections de mars 1989 furent plus ouvertes avec deux candidats par siège. La vieille garde accusa Gorbatchev de solder les bénéfices du socialisme, tandis qu'une mouvance réformiste estimait que les réformes passeraient rapidement. Gorbatchev était pris entre deux feux, mais il ne voulait pas asséner une thérapie de choc à l'économie soviétique et se contenta de réformes graduelles.

La protection de l'environnement, un nouveau défi commun ?

En 1987, son livre *Perestroïka* est publié dans les pays occidentaux avant de l'être en Union soviétique. Il mettait en avant le danger des armes nucléaires, et Tchernobyl l'avait conforté dans son aversion, soulignant les dangers d'une destruction de la planète par une guerre nucléaire. De façon prémonitoire, il indiquait que l'Est et

l'Ouest voudraient travailler ensemble par rapport aux nouveaux défis communs : la protection de l'environnement.

■ La réforme de la politique extérieure et du pacte de Varsovie

Dès qu'il prit le pouvoir, Gorbatchev se fixa quelques priorités en politique étrangère : arrêter la course aux armements, retirer les troupes d'Afghanistan, changer l'état d'esprit des relations avec les États-Unis et restaurer la coopération avec la Chine. Dès 1985, il avertit le dirigeant communiste afghan qu'il ferait mieux d'abandonner le slogan de construction du socialisme pour revenir aux valeurs islamiques de la culture nationale afghane, de partager le pouvoir avec l'opposition et de réaliser que l'URSS ne serait pas là pour l'éternité. Vis-à-vis de l'Europe de l'Est, Gorbatchev partait d'un principe économique selon lequel l'aide que l'URSS accordait aux pays du pacte de Varsovie augmentait à chaque crise politique pour faire passer la domination de Moscou. Le niveau de vie en Europe de l'Est était en conséquence supérieur à celui en Union soviétique. Il proposa en novembre 1986 que les relations économiques entre les pays socialistes soient basées sur les conditions du marché.

Victimes de « surextension impériale »

Dans son livre *Naissance et déclin des grandes puissances*¹, Paul Kennedy avait prédit que les États-Unis et l'Union soviétique seraient victimes d'une « surextension impériale ». Ils avaient étendu leur domination sur des territoires qu'ils n'avaient plus les moyens de contrôler. Mais si cette surextension avait affaibli les États-Unis, elle avait mis à mort l'Union soviétique. Moscou s'était épuisée à maintenir des positions de puissance dans le Tiers-monde. L'Empire était devenu trop cher et au-dessus des moyens de l'Union soviétique. Gorbatchev le réalisa et il tenta de se désengager du reste du monde pour préserver l'URSS, mais il était trop tard.

1. Paul KENNEDY, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, 1991.

Passer de la Détente à l'entente

Alors qu'auparavant elle attisait les conflits régionaux pour embarquer les États-Unis et se faire des alliés, l'URSS accorda une priorité à leur règlement politique en liaison avec les États-Unis.

Les tensions s'apaisèrent en Amérique centrale. Gorbatchev annonça le 25 février 1986 un calendrier du retrait des troupes en Afghanistan et limita son aide au Vietnam, à Cuba et à la Syrie (qui dut abandonner l'espoir de parvenir à une parité stratégique avec Israël) ; il se rapprocha de la Corée du Sud (plus intéressante économiquement) au détriment de la Corée du Nord et, pour montrer sa bonne volonté, se rapprocha d'Israël, clé d'une bonne relation avec les États-Unis et surtout avec le Congrès américain. Il accorda la liberté d'émigrer aux Juifs soviétiques, sans faire dépendre ce geste de concession d'Israël d'un règlement de la question palestinienne. Cela bouleversa l'équilibre démographique entre Juifs et Arabes sur l'ensemble d'Israël et des territoires occupés. Les Arabes étaient considérés comme « les orphelins de la perestroïka ».

Malgré le traité d'amitié qui la liait avec Bagdad, l'URSS vota favorablement aux résolutions du Conseil de sécurité qui demandait l'emploi de la force contre l'Irak s'il ne se retirait pas du Koweït. Elle signa un communiqué commun avec les États-Unis le lendemain de l'invasion. Pour Gorbatchev, il s'agissait de sortir du clivage Est-Ouest et d'instaurer un véritable système de sécurité collective : passer de la Détente à l'entente.

En Europe de l'Est, la politique de Gorbatchev suscita un immense espoir parmi les populations qui y voyaient la promesse d'une libéralisation. Les dirigeants étaient divisés en deux camps. Les réformateurs comptaient s'appuyer sur lui pour ouvrir le système et moderniser leur pays (Pologne, Hongrie) ; les conservateurs pensaient que les réformes étaient dangereuses parce qu'elles affaiblissaient l'autorité du parti communiste (RDA, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Roumanie).

La « nouvelle pensée » de Gorbatchev

C'était un peu le monde à l'envers. Moscou, perçu dans les pays de l'Est comme un pouvoir oppressif, était désormais vu comme la possibilité d'une ouverture.

En 1987, lors d'une conférence du PCUS, Gorbatchev déclara : « *Un facteur clé de la "nouvelle pensée" est le concept de liberté de choix. [...] Imposer de l'extérieur un modèle social, un mode de vie ou une politique par tous les moyens, fût-ce par la force militaire, c'est endosser les dangereux oripeaux du passé¹.* »

Gorbatchev avait célébré la nécessité de trouver des solutions propres aux problèmes que pouvait rencontrer un pays. En avril 1987, lors d'une visite à Prague, là même où les chars soviétiques étaient intervenus dix-neuf ans plus tôt, il parla de la « maison commune européenne ». S'il attribuait la division du monde aux Occidentaux, Gorbatchev admettait que le rideau de fer était une anomalie. Il décrivait une Europe où chacune des nations avait sa propre vie, ses propres traditions, mais où les destinées de tous les États étaient étroitement mêlées. Il employa une métaphore : « *La maison est commune mais chaque famille y a son propre appartement et de plus il existe plusieurs entrées. Mais ce n'est qu'ensemble, collectivement, et en suivant les normes sensées de la coexistence que les Européens pourront sauver leur maison, la protéger d'une conflagration et d'autres calamités, l'améliorer, la rendre plus sûre et la maintenir en ordre².* »

Au printemps 1988, en Yougoslavie, il mit en avant la diversité du socialisme, et le droit de chaque nation de suivre un chemin indépendant, un geste fort dans un pays qui avait rompu avec Moscou en 1948. À la tribune de l'ONU en septembre 1988, il indiquait que la liberté de choix devait être universellement reconnue aux peuples, ce qui imposait la renonciation à toute tentative de leur imposer la forme soviétique de démocratie. Il reçut une « *standing ovation* ». En juin 1989, devant le Parlement européen, il affirmait l'adhésion de son pays à une politique de non-intervention et déclarait que les changements sociaux étaient l'affaire exclusive des pays et de leur peuple. En juillet 1989, le communiqué final des pays du pacte de Varsovie indiquait : « *Chaque peuple a le droit de choisir lui-même le système social, politique, économique, la structure d'État qu'il juge adéquat* ».

Le spectre d'une intervention militaire soviétique en Europe de l'Est, pour conserver le régime communiste défini par Moscou, s'éloignait.

En décembre 1989, le pacte de Varsovie condamnait l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie, tournant ainsi une page d'histoire.

1. Cité par Andreï GRATCHEV, *Gorbatchev le pari perdu ?*, Armand Colin, Paris, 2011 p. 146.

2. Mikhaïl GORBATCHEV, *Perestroïka*, Flammarion, Paris, 1987, p. 282.

Vers un ordre mondial apaisé ?

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères parlait lors du Sommet de Malte de la « doctrine Sinatra » (faisant allusion à la chanson « My Way ») par opposition à la doctrine Brejnev, qui imposait aux pays du pacte de Varsovie la ligne de Moscou. Chacun était désormais libre de suivre sa voie. Il envisageait un nouveau monde harmonieux, bâti sur le dépassement de la Guerre froide.

Gorbatchev voulait réformer l'Union soviétique et la dynamiser, mais les structures étaient trop sclérosées pour qu'il puisse y parvenir. Il dut faire des compromis entre ceux qui voulaient accélérer le rythme des réformes et ceux qui n'en voulaient pas au sein de l'Union soviétique. Alors qu'il voulait créer un nouveau système de sécurité collective et un véritable partenariat avec les États-Unis, ces derniers l'abandonnèrent lorsqu'il devint trop faible. L'URSS perdit donc successivement les gains qu'elle avait engrangés dans les années 1960 avec le Tiers-monde, le glacis est-européen qui lui était acquis depuis 1945, mais également les acquis de 1940, les États baltes et même d'autres, antérieurs à l'existence de l'Union soviétique. Elle disparut finalement en tant qu'État.

L'implosion de l'Empire soviétique

■ La dislocation du pacte de Varsovie

Les pays du pacte de Varsovie connaissaient une crise économique, sociale et politique. Les régimes en place n'avaient aucune légitimité aux yeux des populations. Ils ne tenaient que par la seule contrainte et l'ombre portée par l'armée soviétique. À partir du moment où Gorbatchev renonça à l'usage de la force pour maintenir le système, celui-ci se délit.

La Pologne montre la voie

En Pologne, où le poids de l'Église et des syndicats maintenait une société civile sous le régime communiste, la contestation fut la plus vive. En 1989, son PNB n'avait toujours pas retrouvé son niveau de 1978.

Depuis la proclamation de l'état d'urgence en 1980, 800 000 jeunes avaient quitté le pays. Jaruzelski essaya de libéraliser le système mais il gardait l'image de l'homme qui avait proclamé l'état d'urgence et dissout le syndicat Solidarité. Pour sortir du blocage, il proposa un référendum sur la réforme politique et économique. Celui-ci eut lieu en novembre 1987 et, à la surprise générale, le « non » l'emporta. Pour la première fois, un vote libre avait lieu et le peuple s'exprimait. Lech Walesa, le leader syndical, négocia avec le pouvoir la promesse d'éviter les grèves contre une nouvelle légalisation de Solidarité et la tenue d'élections libres. Celles-ci eurent lieu en juin 1989, les partis non communistes l'emportèrent. Tadeusz Mazowiecki devint Premier ministre. C'était la première fois depuis l'apparition du monde bipolaire qu'un non communiste dirigeait un gouvernement dans un pays du pacte de Varsovie.

Moscou laissa faire et la Hongrie suivit. Le 17 mars 1989, elle signa la convention des Nations unies sur le statut des réfugiés qui prévoyait l'interdiction de refouler des réfugiés dans leur propre pays. En mai, elle commença à démanteler le rideau de fer qui la séparait de l'Autriche. Le 5 juin, Imre Nagy, l'homme de la révolte de 1956 fut réhabilité.

Le mur de Berlin est pris d'assaut

Depuis le début de l'année 1989, 100 000 Allemands de l'Est avaient fui le pays, profitant de la brèche ouverte dans le rideau de fer pour transiter par la Hongrie, pays socialiste où les citoyens est-allemands pouvaient se rendre librement pour passer en Autriche, puis gagner la RFA. Berlin-Est demanda à la Hongrie de stopper cet exode, ce que Budapest refusa, faisant prévaloir un engagement juridique international sur la solidarité interne socialiste. Ce fut alors la RDA qui ferma sa frontière avec la Hongrie. Le rideau de fer passait entre deux pays communistes, les Allemands de l'Est passaient désormais par la Tchécoslovaquie où ils se réfugiaient dans les ambassades. À partir de septembre 1989, chaque lundi, des manifestations eurent lieu à Leipzig. Le 7 octobre 1989, pour le 40^e – et dernier, mais on ne le savait pas l'époque – anniversaire de la RDA, Gorbatchev affirma aux dirigeants est-allemands la nécessité de ne pas compter sur l'appui soviétique en cas d'utilisation de la force. Les dirigeants est-allemands songeaient à reproduire le scénario de Tian'anmen pour faire taire

l'opposition. Gorbatchev leur conseilla de réaliser leur propre perestroïka en disant : « *Celui qui est en retard dans l'histoire en est puni par la vie.* »

En RDA, Egon Krenz remplaça Erich Honecker. Le 9 novembre, il prit la décision d'ouvrir le mur de Berlin pensant calmer les citoyens est-allemands. Ces derniers prirent d'assaut le mur craignant que l'ouverture ne soit que provisoire. Pour le seul mois de novembre, ce furent 130 000 Allemands de l'Est qui fuirent leur pays à la recherche de la liberté, mais également d'un niveau de vie supérieur.

Les derniers bastions communistes en Europe de l'Est tombent

La Bulgarie et la Tchécoslovaquie étaient gagnées par le mouvement. Le dissident Václav Havel avait été élu président de la Tchécoslovaquie le 29 décembre 1989 à la suite de la « Révolution de velours ». Au printemps 1990, tous les pays de l'Est connurent des élections qui entraînèrent l'écrasement du Parti communiste, sauf en Bulgarie, où Petar Mladenov, le secrétaire général du Parti communiste bulgare – qui devint le Parti socialiste bulgare – fut élu président de la République par l'Assemblée nationale, et en Roumanie, où Ceausescu était renversé, exécuté et remplacé par des communistes réformateurs. Si les choses continuaient ainsi, l'URSS serait le seul pays socialiste à entrer dans la maison commune européenne.

La création d'une Allemagne unifiée par l'absorption de la RDA, chose positive, représentait le risque d'une dangereuse mise en cause de la stabilité européenne et à l'annulation des résultats de la Seconde Guerre mondiale. Le 25 février 1991, le pacte de Varsovie était dissous dans la plus grande indifférence car il ne représentait déjà plus rien. Gorbatchev visait probablement une « finlandisation » de ces pays mais le mouvement lancé était devenu incontrôlable. En décembre 1989, François Mitterrand avait déclaré : « *La révolution qui a commencé à Moscou grâce à M. Gorbatchev va faire le tour de l'Europe de l'Est et retourner à Moscou.* » Il ajoutait : « *La volonté des peuples par les temps qui courent détermine beaucoup plus que celle du gouvernement le grand mouvement de l'histoire.* »

■ La chute de l'URSS

Gorbatchev fut dévoré par la révolution qu'il avait lancée. L'URSS semblait monolithique, elle l'était à un tel point que la tentative de faire bouger le système conduisit à le briser. Malgré les efforts de Gorbatchev, les résultats économiques n'étaient pas au rendez-vous. La libéralisation était venue apporter une désorganisation supplémentaire dans un système déjà peu performant. Alors que les dirigeants chinois s'étaient concentrés sur la satisfaction du consommateur en réprimant les droits du citoyen, Gorbatchev avait accordé des libertés à ses compatriotes sans élever leur niveau de vie. Les nouvelles libertés étaient donc autant de prétextes pour pouvoir critiquer ouvertement le régime, d'autant plus facilement qu'il apparaissait moins oppressif. Gorbatchev ne voulut pas appliquer une thérapie de choc. Ce qui était possible dans les pays de l'Est, où la libération politique accompagnait une libération nationale et où donc le patriotisme pouvait permettre de supporter quelques sacrifices, ne l'était pas en Union soviétique. Selon une boutade, *« passer du marché à l'économie planifiée ce n'est pas très difficile, tout ce que l'on a à faire c'est de faire bouillir l'aquarium avec le poisson à l'intérieur pour obtenir de la soupe de poisson. Mais passer de l'économie planifiée au marché, cela revient à transformer la soupe de poissons en aquarium, c'est beaucoup plus difficile. »*

L'URSS perd tout pouvoir sur le plan international

En avril 1990, Ligatchev, le chef de file des conservateurs, avait déclaré qu'il était partisan de la coexistence pacifique, mais pas au prix d'un affaiblissement du socialisme et d'un renforcement du capitalisme. Les faucons dénonçaient les concessions et la course débridée au désarmement. Alors que les pays occidentaux avaient consacré des fortunes pour se défendre contre la menace soviétique, ils étaient plus réticents à accompagner le mouvement de réformes et à accorder une aide économique, pourtant présentée comme indispensable par Gorbatchev. Début 1991, le magazine Times avait titré : « L'URSS, une superpuissance réduite à la mendicité ». L'URSS n'était plus une menace, elle était moins prise en considération, tel que le signala le Sommet du G7 du 16 et 17 juillet 1991 où les pays occidentaux firent attendre trois heures Gorbatchev avant de le recevoir et ne lui accordèrent finalement pas l'aide demandée, malgré son soutien à l'intervention en Irak.

Putsch et coup d'État à la tête du pouvoir

En juin 1991, Boris Eltsine fut élu au suffrage universel président de la république de Russie. Cela lui donna une légitimité populaire issue d'élections directes que n'avait pas Gorbatchev. Cet ancien apparatchik qui jouait la carte de la modernité pour s'opposer à Gorbatchev avait pour but la mort de l'Union soviétique pour être le président d'un État totalement indépendant et non le premier dirigeant d'un État fédéré.

Le 18 août, alors que Gorbatchev était en vacances en Crimée, eut lieu une tentative de coup d'État orchestrée par le ministre de la Défense, le président du KGB et le ministre de l'Intérieur ainsi que le secteur militaro-industriel. La censure fut instaurée, le monde occidental s'inquiéta brusquement, craignant un retour d'une opposition frontale avec Moscou. Mais les putschistes étaient désorganisés, divisés et hésitants, ils n'étaient pas suivis par l'armée. Ils furent finalement arrêtés le 21 août. C'était Boris Eltsine, le président russe, qui, à Moscou, contra le coup d'État et mena la rébellion qui tira bénéfice de l'affaire.

Les républiques fédérées se détachent de Moscou et proclament leur indépendance

Alors que dans son livre *Perestroïka* Gorbatchev avait écrit que la question des nationalités était résolue en Union soviétique, il y eut des craquements dans la fédération et des volontés sécessionnistes, notamment des États baltes, alors que la peur de la répression armée s'éloignait.

Dans ses mémoires, Gorbatchev écrivit : « *J'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour prévenir la menace de désintégration de notre pays multinational constitué au fil des siècles.* » L'URSS était composée de quinze républiques fédérées mais également de dizaines de républiques au territoire autonome. Staline avait multiplié les déplacements de population et les découpages territoriaux. Khrouchtchev lui-même avait rattaché la Crimée, territoire plus traditionnel, à l'Ukraine en 1954. Tant que le système était totalitaire, les revendications nationales ne pouvaient s'exprimer. Lorsque les couvercles furent soulevés, elles se déchaînèrent.

Le conflit territorial entre Arméniens et Azéris sortit de sa latence par le biais de milices armées en 1988 à propos du Haut-Karabakh.

À partir de 1989, les trois républiques baltes, stimulées par la publication des accords Molotov-Ribbentrop dans le cadre de la glasnost, commencèrent à revendiquer leur indépendance. Le 8 octobre 1990, Gorbatchev évoquait le danger d'une libanisation de l'Union soviétique devant le comité central du PCUS. Dans la plupart des républiques, les dirigeants du Parti communiste, pour se donner une virginité politique, épousaient les revendications nationalistes qu'ils avaient auparavant combattues. La Lituanie proclama son indépendance le 11 mars 1990. Gorbatchev organisa un référendum sur une nouvelle définition de l'Union. Cette dernière fut adoptée dans neuf républiques le 17 mars 1991 avec 70 % de « oui », mais ce référendum n'était pas organisé dans les trois États baltes, en Géorgie, en Arménie et en Moldavie. La formule trouvée par Gorbatchev, pour réformer l'Union, tenait compte du désir d'indépendance des républiques, tout en maintenant l'intégrité d'ensemble d'un État où les fonctions du centre auraient radicalement changé. *« C'était ce but que visait la préparation du traité de l'Union qui devait légaliser la formule en question. La signature du traité fut empêchée par les comploteurs d'août 1991. Parmi tous les malheurs qu'ils ont causés à notre pays, c'est peut-être le plus impardonnable¹. »*

Après le coup d'État du 19 août 1991, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan proclamèrent à leur tour leur indépendance. Les trois États baltes et la Géorgie le firent entre février et avril 1991. En novembre 1991, Boris Eltsine publia un décret dissolvant définitivement le Parti communiste.

De fait, l'URSS n'existe plus

Le dimanche 8 décembre, les dirigeants de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, réunis à Minsk, constatèrent que l'URSS en tant que sujet de droit international et réalité géopolitique n'existait plus. Le 21 décembre se créa une communauté des États indépendants (CEI) entre ces trois États : la Moldavie, les républiques caucasiennes et d'Asie centrale. Les États baltes et la Géorgie se tinrent à l'écart. La Russie hérita des attributs de puissance de l'Union soviétique, de sa force nucléaire et de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité. Le 25 décembre 1991, Gorbatchev constatait

1. Mikhaïl GORBATCHEV, *Avant mémoires*, op. cit., p. 18.

la faillite de son projet et démissionnait. Dans son discours, il déclara : « *Nous vivons dans un nouveau monde, la Guerre froide est finie, la menace d'une guerre mondiale est écartée, la course aux armements et la militarisation insensée qui a dénaturé notre économie, notre conscience sociale et notre morale sont stoppées. Nous sommes ouverts au monde, nous avons renoncé à l'ingérence dans les affaires d'autrui, à l'utilisation des forces armées en dehors du pays. En réponse, nous avons obtenu la confiance, la solidarité et le respect.* »

Le système totalitaire, qui avait privé le pays de la possibilité qu'il aurait eue depuis longtemps de devenir heureux et prospère, était liquidé. Une percée avait été effectuée sur la voie des transformations démocratiques.

■ Le bilan de Gorbatchev

La marche vers l'économie multiforme commença, mais l'ancien système s'était écroulé avant que le nouveau n'ait pu se mettre en marche. La crise de la société s'était encore aggravée et Gorbatchev quittait son poste avec inquiétude. En six ans et neuf mois, il avait non seulement su modifier le système soviétique mais aussi changer les structures des relations internationales. La perestroïka était l'expérience d'une révolution sans violence et avait conduit à la chute pacifique d'un empire, sans guère de comparaison historique. Mikhaïl Gorbatchev reçut le prix Nobel de la paix le 15 octobre 1990. C'est sans doute là le prix Nobel de la paix le plus justifié et le moins contestable. En effet, nul auparavant, comme lui l'avait fait, ne s'était heurté au passage du totalitarisme à la démocratie, ce qui combinait un changement de système économique, politique et juridique. Dans une interview au *Nouvel Observateur* le 15 octobre 1992, Gorbatchev déclarait : « *Vous avez devant vous un homme qui a eu entre ses mains, à un moment, le pouvoir le plus étendu que l'on puisse imaginer. Un homme qui dirigeait une puissance militaire colossale, un appareil policier et une force de contrôle meurtriers et un État qui englobait tout cela. Aucun dictateur au monde n'a jamais eu un tel pouvoir. Or moi, j'ai commencé à abattre tout cela, à me démettre de tout ce pouvoir, et aujourd'hui la Russie est un tout autre pays.* »

Réunification allemande et accélération de la construction européenne

Le 29 novembre 1989, le chancelier Kohl présenta devant le Bundestag un plan en dix points prévoyant la réunification allemande en trois étapes. Il n'y avait pas de calendrier fixé, mais la réunification était une perspective sur le long terme, dont même Kohl ne pensait pas à cet instant qu'elle puisse se réaliser rapidement. Mikhaïl Gorbatchev avait avoué le 5 décembre 1989 à François Mitterrand, à Kiev : *« S'il y a l'unification de l'Allemagne dans l'heure qui suit, c'est un maréchal soviétique qui occupera mon fauteuil. »*

Hans Modrow, devenu premier secrétaire du Parti communiste est-allemand à la chute du mur, demanda une aide économique à la RFA qui la lui refusa. En février 1990, les Allemands de l'Est, craignant que la frontière ne se referme, continuaient à fuir au rythme de 2 000 par jour. La situation devenait impossible à gérer, mais les dirigeants occidentaux insistaient pour que Helmut Kohl, muet sur ce point jusqu'ici, reconnaisse officiellement la frontière entre l'Allemagne de l'Est et la Pologne. Cette reconnaissance fut votée par le Bundestag le 8 mars 1990.

■ Premiers pas vers un traité d'unification

Le 18 mars, des élections eurent lieu en RDA. Elles donnèrent une large majorité à une coalition chrétienne-démocrate, votant ainsi pour une réunification rapide aux conditions d'Helmut Kohl. La gauche, qui ne voulait pas précipiter le processus, fut balayée. Une conférence 4+2 (États-Unis, Union soviétique, France, Royaume-Uni et les deux Allemagne) accéléra ses travaux entre mars et septembre 1990. Les aspects internes de l'unification furent réglés par la signature d'un traité d'union monétaire économique et sociale en juillet, puis d'un traité électoral en août. Le deutsche mark devenait la monnaie unique du pays. Le 31 août 1990, le traité d'unification était signé à Berlin. Cette situation était relativement paradoxale. C'était l'Ostpolitik, durement critiquée à l'époque par la CDU, qui avait permis les conditions de la réunification allemande. Mais c'était un chancelier CDU qui en retira les bénéfices en précipitant le mouvement, alors que le

SPD voulait une réunification plus en douceur, de crainte de voir les faucons revenir au pouvoir à Moscou.

Le traité d'unification prévoyait l'application en RDA, à partir du 3 octobre 1990, de l'ensemble du droit en vigueur en Allemagne de l'Ouest. De plus, cinq Lander étaient créés sur le territoire de l'ex RDA.

L'ensemble des traités internationaux conclus par l'Allemagne de l'Ouest s'appliqueraient aussi à la RDA.

Une absorption plus qu'une réunification

Le passé de la RDA était balayé, voire nié. Très peu de diplomates ou de militaires est-allemands furent intégrés dans les nouvelles structures issues de la réunification. Ils étaient plus considérés comme des ennemis vaincus. Les transferts de l'Ouest vers l'Est représentèrent 140 milliards de deutsche marks en 1991, 180 milliards en 1992, soit 6 % du PNB. L'Est du pays allait pourtant connaître longtemps un chômage important. Il y avait aussi un sentiment de mépris de la part des Allemands de l'Ouest. Si, pendant la Guerre froide, on disait des Allemands qu'il s'agissait d'un peuple dans deux États, dans les années 1990, avec la réunification, il existait cependant plutôt deux peuples dans un État, un mur psychologique entre des habitants ayant évolué séparément pendant plusieurs décennies.

Le 12 septembre 1990, un traité prévoyait la levée des droits et responsabilités tripartites et la levée du statut de Berlin, l'affirmation du caractère définitif des frontières de l'Allemagne, la confirmation de la renonciation par l'Allemagne unifiée à la fabrication et à la possession d'armes nucléaires, biologiques et chimiques et le retrait des forces armées soviétiques dans un délai de quatre ans. L'URSS avait compris qu'elle ne pouvait plus empêcher la réunification. En 1994, le tribunal constitutionnel de Karlsruhe estimait que l'Allemagne pouvait participer à des opérations militaires extérieures à la zone de l'OTAN s'il s'agissait d'opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU.

■ Les craintes de plusieurs dirigeants occidentaux

La perspective de la constitution d'un pays de 80 millions d'habitants au centre de l'Europe bouleversa les équilibres existants. Certains

se rappelaient que l'Allemagne dans l'histoire n'avait été unifiée que de 1870 à 1945 et que cela n'avait pas été propice à une période pacifique. Beaucoup craignaient que l'on assiste plus à une Europe allemande qu'à une Allemagne européenne. De nombreux dirigeants d'Europe occidentale, au-delà des déclarations officielles, s'accommodaient très bien de la division de l'Allemagne. François Mauriac avait déclaré : « *J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux.* »

Selon son premier secrétaire général, Lord Ismay, l'OTAN permettait de conserver « *the Soviets out (of Europe), the Americans in and the Germans down* ». Contrairement à une légende tenace, François Mitterrand ne s'était pas opposé à la réunification. Il était trop réaliste pour penser qu'on pouvait empêcher une telle vague populaire et nationale. Il voulait simplement la maîtriser, s'assurer de la reconnaissance de la frontière à l'est et accélérer l'unification européenne pour encadrer la réunification allemande, d'où le traité de Maastricht. Margaret Thatcher était beaucoup plus réticente. Certains s'inquiétaient de voir l'Allemagne nouvelle choisir Berlin comme capitale. De plus, la reconnaissance prématurée de la Croatie par l'Allemagne, au premier moment de la désintégration de la Yougoslavie, donnait l'impression d'un cavalier seul maladroit, d'autant plus qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne nazie avait soutenu un État croate indépendant qui s'était séparé de la Yougoslavie et qui avait fait régner la terreur.

■ La réunification allemande au rythme de la construction européenne

Afin d'encadrer la réunification allemande, François Mitterrand et Helmut Kohl accélérèrent la construction européenne. Mitterrand avait ainsi déclaré à Kohl que la réunification de l'Allemagne ne devait pas aller plus vite que la communauté européenne.

En 1986, était signé « l'acte unique » qui prévoyait d'unifier le marché européen d'ici 1995 et entra en vigueur en 1987. Le 7 février 1992, était signé le traité de Maastricht qui remplaça la Communauté économique européenne par l'Union européenne, en insistant sur sa dimension politique. Il était prévu de mettre en place une banque centrale européenne et surtout une monnaie unique – l'euro – pour les pays qui rempliraient les critères de convergence (déficit public

et inflation maîtrisés). Bonn accepta de renoncer au deutsche mark, symbole de sa réussite économique mais aussi de sa stabilité politique. Une citoyenneté européenne (assortie d'un passeport) était créée. Le Parlement européen voyait ses pouvoirs se renforcer. L'Europe devait se doter à terme d'une politique étrangère de sécurité commune.

Outre l'approfondissement politique, l'Europe des six s'était progressivement élargie avec l'adhésion de l'Irlande, du Royaume-Uni, du Danemark en 1973 ; de la Grèce en 1981 ; de l'Espagne et du Portugal en 1986.

Un désarmement plus vigoureux

■ Le désarmement conventionnel et nucléaire

La fin de la Guerre froide permit de passer de la maîtrise des armements à un véritable désarmement. Alors que la bataille des euromissiles avait été un des moments de tension extrême dans les relations Est-Ouest dans les années 1980, Gorbatchev comprenait que le chantage soviétique n'avait pas fonctionné et que, malgré l'opposition d'une partie des opinions publiques européennes au déploiement des Pershing, la solidarité atlantique n'avait pas été prise en défaut.

Gorbatchev reprit les négociations qui avaient été interrompues en 1983, après le premier déplacement de Pershing. Dès mars 1987, il évoqua une option zéro. Tous les euromissiles soviéto-américains basés à terre seraient retirés du camp occidental. Les « faucons » dénoncèrent alors un grave abandon et un piège dans lequel Gorbatchev chercherait à enfermer les Occidentaux. C'était oublier que les Pershing n'avaient pour fonction que d'équilibrer les SS-20. Si ces derniers étaient retirés, il n'y avait plus de nécessité à avoir des missiles américains.

Le traité de Washington (1987)

Le 7 décembre 1987, était signé le traité de Washington. Il éliminait tous les missiles terrestres d'une portée comprise entre 500 et 5 000 kilomètres. Ce traité avait trois mérites historiques. C'était tout

d'abord le premier véritable traité de désarmement nucléaire, il ne se contentait plus de limiter la croissance des arsenaux comme pour les accords SALT. Il programmait non seulement la réduction, mais le démantèlement complet d'une catégorie d'armes nucléaires.

Ensuite, pour la première fois, l'URSS acceptait des réductions inégales en sa défaveur puisqu'elle comptait trois fois plus d'ogives sur ses euromissiles que les États-Unis. Elle acceptait donc d'en démonter plus, renonçant à des réductions numériquement égalitaires.

Enfin, pour la première fois, elle acceptait également le principe de contrôle sur place des engagements souscrits dans un accord de désarmement. Outre les vérifications réalisées par satellite, chaque partie adhérente au traité allait envoyer des inspecteurs sur le territoire de l'autre pour contrôler la bonne application du traité. Gorbatchev montrait que, pour lui, la glasnost n'était pas un simple slogan, mais un véritable engagement. Le traité sur les euromissiles a constitué un véritable tournant dans les relations internationales.

Le traité sur les forces conventionnelles en Europe (1990)

Par ailleurs, le 9 mars 1989, s'étaient ouvertes des négociations sur la réduction des forces armées conventionnelles. Chacun pensait que les négociations entre l'OTAN et le pacte de Varsovie seraient longues et compliquées. Le traité fut cependant signé le 22 novembre 1990, tous les objectifs étant atteints. Mais la situation politique nouvelle avait rendu entre temps le traité obsolète puisque le pacte de Varsovie était en voie de disparition et l'Allemagne avait été réunifiée. Les négociations avaient à la fois une fonction militaire et politique : militaire car la suprématie du pacte de Varsovie en matière d'armes conventionnelles avait été régulièrement dénoncée par les alliés occidentaux comme la cause majeure de l'insécurité européenne et obtenir un rééquilibrage par le bas était donc un objectif majeur ; politique car les négociations devaient avoir des effets sur l'ordre européen. Ainsi, en diminuant la présence militaire soviétique sur le territoire des pays de l'Est, le traité relâchait la pression militaire de Moscou sur ces derniers.

Chaque partie était autorisée à posséder 20 000 chars, 20 000 pièces d'artillerie tranquille, 6 800 avions de combat et 2 000 hélicoptères

de combat. 100 000 équipements militaires devaient être démantelés en vertu de l'accord, le pacte de Varsovie devant en détruire sept fois plus que les pays de l'Alliance atlantique. Mais à sa signature, la menace soviétique n'existait plus. Le pacte de Varsovie était maintenu artificiellement en vie, mais disparaîtrait bientôt. De plus, de théâtre potentiel majeur d'affrontements, les deux Allemagne étaient devenues un pays réunifié.

Les accords START I et II (1991-1993)

Enfin, l'Union soviétique et les États-Unis allaient signer le 31 juillet 1991 les accords START (*Strategic Arms Reduction Talks*). C'était effectivement un nouveau départ dans les relations internationales, puisqu'il s'agissait cette fois-ci de réduire les armements stratégiques et non plus de fixer un plafond. L'accord portait sur les armes intercontinentales. Les présidents Bush et Gorbatchev s'engageaient à réduire leurs arsenaux de 12 000 ogives nucléaires, soit de 50 % chacun. Les règles de comptage parvinrent à une réduction de 35 % à atteindre dans un délai de sept ans. Mais l'accord START fut signé par un président en sursis d'un État sans avenir. Trois semaines après, le putsch de Moscou déboucherait sur la fin de l'Union soviétique.

En janvier 1993, Boris Eltsine avait remplacé Michael Gorbatchev, George Bush était encore à la Maison blanche mais avait été battu aux élections de 1992. Le traité START II fut signé le 3 janvier. Il prévoyait la réduction à l'horizon 2003 des arsenaux des ex-superpuissances, à un niveau de 3 500 armes nucléaires pour les États-Unis qui en possédaient 12 600 avant START I puis 8 500 après son application ; et de 3 000 armes nucléaires pour la Russie qui en possédait initialement 11 000 avant la signature de START I qui les réduisit à 6 100. George Bush voulait montrer qu'il touchait les dividendes de la paix et Eltsine que c'était désormais lui le maître du Kremlin.

■ Le désarmement chimique

Après la Première Guerre mondiale, la communauté internationale avait pris conscience des conséquences meurtrières et inhumaines que pouvait avoir l'usage d'armes chimiques dans un conflit. Les armes chimiques tuaient pendant le conflit, mais leurs effets pouvaient

durer. Par la suite, en 1925, avait été adopté à Paris, sous le nom de convention de Genève, un protocole prohibant l'utilisation d'armes chimiques, mais il n'en n'interdisait pas la fabrication. En 1993, fut signé à Paris un traité interdisant la fabrication et le stockage des armes chimiques et prévoyant la destruction des stocks existants. L'utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre sa propre population kurde en 1988 avait suscité cette mobilisation.

La convention sur les armes chimiques : un traité historique

Pour la première fois, une catégorie entière d'armes était éliminée de la surface de la planète, il n'était pas question de se contenter de réduire les arsenaux existants, encore moins d'en limiter la seule croissance.

Autre fait sans précédent, le traité était réellement égalitaire. L'interdiction de possession et de fabrication pesait de façon identique sur les parties, contrairement au TNP qui faisait une distinction entre les pays ayant le droit de conserver des armes nucléaires et ceux qui ne pouvaient en acquérir. Selon le traité de Paris, les pays qui possédaient des armes chimiques devaient démanteler leur arsenal dans un délai de dix ans.

Enfin, un contrôle très sévère avec une organisation internationale de contrôle était mis en place, permettant le contrôle sur le territoire des pays signataires de la convention. Était permise « l'inspection par défi » en cas de doute puisque n'importe quelle installation chimique d'un État signataire pouvait faire l'objet d'une inspection sur la demande d'un État qui aurait des soupçons solidement étayés qu'elle puisse servir à la fabrication d'armes chimiques ou qu'elle en contienne. C'était la première fois que l'inspection par défi était appliquée dans un traité de désarmement. Les pays arabes déclaraient être d'accord pour renoncer aux armes chimiques à la seule condition qu'Israël renonce à son programme nucléaire.

TROISIÈME PARTIE

LE MONDE POST-BIPOLAIRE

LE MONDE BIPOLAIRE, qui avait structuré les relations internationales pendant près de cinq décennies, que certains présentaient comme immuable, ayant pour toile de fond la perspective effrayante d'un affrontement généralisé, pouvant éventuellement déboucher sur une guerre nucléaire, avait disparu pacifiquement, sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré.

Pour la première fois, l'ordre international était bouleversé en profondeur, sans que cela ne soit l'effet ou la cause de guerres de grande ampleur. L'espoir d'un nouvel ordre mondial prenait corps, dans une atmosphère résolument optimiste. Mais, s'il n'y eut pas de guerre pour abattre l'ordre ancien et faire naître l'ordre nouveau, les protagonistes n'aborderaient pas la nouvelle phase stratégique sur un pied d'égalité.

L'ordre mondial se recomposerait avec des vainqueurs et des vaincus, et ne serait pas un triomphe collectif, sur une période jugée désormais de façon négative. Les rivalités nationales, pouvant parfois déboucher sur l'usage de la force, y compris en dehors de toute légalité internationale, succéderaient au monde bipolaire. L'effondrement de ce dernier ne donnerait pas naissance à un système de sécurité collective, mais à un déplacement des lignes de clivage.

Affaires globales

L'échec du nouvel ordre mondial

■ La guerre du Golfe, une occasion historique manquée (1990-1991)

Alors qu'un climat d'euphorie se mettait en place avec l'éloignement de toute perspective d'affrontements entre l'Est et l'Ouest, un coup de tonnerre éclata dans le ciel international, le 2 août 1990, lorsque l'armée irakienne envahit le Koweït.

On avait à peine enterré la Guerre froide, qu'un conflit chaud éclatait, et que pour la première fois depuis 1945, un pays en annexait entièrement un autre, de plus membre de l'ONU.

Les revendications de l'Irak sur le Koweït

L'Irak avait toujours estimé que le Koweït avait été illégitimement détaché de lui par les Britanniques, lorsque ce dernier accéda à l'indépendance en 1961. L'Irak avait reconnu cette indépendance en 1963, sans que les frontières entre les deux pays ne soient délimitées. Saddam Hussein estimait, par ailleurs, que son pays avait payé un lourd tribut à la défense commune des pays du Golfe dans la guerre contre l'Iran et que le Koweït lui était redevable. Mais au lieu de lui accorder une aide, le Koweït avait augmenté sa production de pétrole, faisant baisser les cours – et donc les ressources de l'Irak – et refusait d'effacer les dettes irakiennes. L'ensemble de ces éléments justifiait donc aux yeux de Saddam Hussein l'invasion du Koweït où la victoire lui paraissait rapidement possible.

L'occasion pour l'URSS de se rapprocher des États-Unis...

La réaction internationale fut rapide. Le Conseil de sécurité fut saisi par les États-Unis et le Koweït et, dès le 3 août, l'Union soviétique et les États-Unis, dans un communiqué commun, déclarèrent que la communauté internationale devait non seulement condamner, mais également prendre des mesures pratiques en réponse à l'agression irakienne. L'URSS agissait donc en commun avec les États-Unis, malgré le traité d'alliance et d'amitié qui la liait à l'Irak. Saddam Hussein s'était trompé d'époque. Il pensait que le système d'alliance jouerait, qu'il serait protégé par l'Union soviétique, mais Gorbatchev avait une autre idée en tête. Il voulait prouver qu'il était sincère dans sa volonté de bâtir un nouveau système de sécurité collective. Il se projetait vers l'avenir et voulait établir un véritable partenariat avec les États-Unis et les pays occidentaux, qui permette à la Charte des Nations unies d'être appliquée tel que cela avait été prévu lors de sa rédaction.

Gorbatchev prit une décision fondamentale, abandonnant un allié stratégique de longue date de l'URSS au Proche-Orient, ainsi qu'un important client de Moscou. Il savait qu'il risquait des pertes matérielles importantes, vu les contrats d'armes et de pétrole qui liaient Moscou et Bagdad. Édouard Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères de l'URSS, écrivit dans ses mémoires : « *Si la communauté internationale n'avait pas condamné l'agression contre le Koweït, cela aurait*

signifié que le monde n'avait rien gagné de la fin de la Guerre froide et de l'abandon de la compétition¹. »

... et de faire enfin fonctionner la Charte de l'ONU

Mais Gorbatchev, qui savait que les États-Unis pouvaient vaincre seuls l'Irak du fait du rapport de force militaire entre les deux pays et qu'ils pouvaient intervenir tout en restant dans le cadre de la légalité internationale, en évoquant le principe de légitime défense, insista pour que l'ONU prenne en charge le dossier. Il espérait obtenir le retrait des troupes irakiennes du Koweït par la voie diplomatique. Mais s'il devait être fait usage de la force, il voulait que cela soit réalisé dans un cadre onusien. Cela concordait avec « la nouvelle pensée ». Il s'agissait de redonner une nouvelle vigueur aux Nations unies, dont le rôle en matière de sécurité collective avait été profondément affaibli par la rivalité des superpuissances.

Saddam Hussein avait fourni une occasion historique de faire fonctionner la Charte des Nations unies pour la première fois, comme cela avait été prévu par ses rédacteurs, et de lui (re)donner le rôle principal dans le maintien de la paix et l'établissement de la sécurité collective.

Le 6 août, la résolution 661 du Conseil de sécurité décréta un embargo international sur l'Irak. Par la suite, le 29 novembre 1990, le Conseil de sécurité adopta la résolution 678 qui fixait à l'Irak un ultimatum au 15 janvier 1991 pour qu'il se retire du Koweït, faute de quoi des opérations militaires seraient lancées contre lui, en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies, qui prévoit l'emploi de la force. Selon Andreï Gratchev, ancien conseiller et porte-parole de Gorbatchev « on peut, à juste titre, considérer la date du 29 novembre 1990 comme un moment crucial dans l'histoire des Nations unies. Ce jour-là, les représentants soviétiques et américains, au Conseil de sécurité, votèrent la résolution 678, autorisant l'emploi de "tous les moyens nécessaires", y compris la force, pour contraindre Saddam Hussein à évacuer le Koweït. On pouvait penser qu'à l'avenir, la confrontation idéologique entre les deux superpuissances, ou leur rivalité stratégique ne seraient plus un obstacle au bon fonctionnement de l'organe suprême des Nations unies². »

1. Cité par Andreï GRACHEV dans *Gorbatchev, le pari perdu ?*, op.cit., p. 244.

2. Andreï GRACHEV, op. cit., p. 226

Les pays arabes hésitent à s'engager contre l'Irak

James Baker, le Secrétaire d'État américain associa lui aussi la véritable fin de la Guerre froide au vote de la résolution 678. Cependant, cette éventualité fut largement débattue avant d'être acceptée. Ainsi, les pays du Golfe, dans leur ensemble, se méfiaient des ambitions et de la volonté de domination de Saddam Hussein, dont ils craignaient qu'il ne retourne contre eux la paix obtenue avec l'Iran. L'Arabie saoudite en particulier était initialement réticente à accepter des troupes occidentales dans le pays qui abritait les lieux saints de l'islam, mais elle l'avait accepté, craignant que l'Irak ne s'attaque à elle après avoir conquis le Koweït. Ce qui n'était toutefois pas dans les intentions de Saddam Hussein.

De plus, les pays arabes étaient tous réticents à s'engager militairement auprès des États-Unis contre l'Irak. Comment justifier, vis-à-vis de leurs opinions, que l'on sanctionne la violation du droit international que venait de commettre Bagdad, alors qu'Israël, qui occupait de façon illégale les Territoires palestiniens, n'était toujours pas sanctionné ? Surtout que Saddam Hussein, jouant sur ce sentiment, s'engageait à se retirer du Koweït si Israël en faisait de même des Territoires palestiniens. George Bush leur promit alors de s'atteler avec détermination au règlement du conflit israélo-palestinien, une fois que l'urgence de la situation du Koweït serait réglée. La France, initialement réticente, décida également de s'engager afin de préserver son statut de membre permanent du Conseil de sécurité.

Malgré les tentatives de conciliation, la guerre éclate

Les différentes tentatives de conciliation échouèrent, la guerre commença le 17 janvier 1991. En janvier 1991, il y eut 500 000 soldats et 2 000 avions sur zone. Les États-Unis prirent la tête d'une vaste coalition internationale de trente-deux pays, comprenant des pays arabes comme l'Arabie saoudite, la Syrie, l'Égypte et le Koweït. Les Américains organisèrent un véritable pont aérien pour mettre en place un important dispositif militaire en Arabie saoudite. Face au déploiement de ces moyens et à la participation internationale, l'Irak dut capituler en mars.

La supériorité technologique avait joué en faveur de la coalition internationale qui n'avait perdu que 236 hommes contre 100 000 à

300 000 victimes du côté irakien. Le coût de la guerre fut pris en charge par l'Arabie saoudite et le Koweït, ainsi que par le Japon et l'Allemagne qui n'avaient pu participer à la coalition du fait des restrictions politiques et stratégiques de l'après Seconde Guerre mondiale, qui pesaient encore sur eux. L'URSS n'avait pas envoyé de troupes, mais avait approuvé les opérations. Son accord et la participation de certains pays firent de cette guerre une guerre légale destinée à punir un contrevenant international, et non une guerre des pays occidentaux contre un pays arabe.

■ L'OTAN reste le pivot de la sécurité en Europe

En 1990, trente-quatre chefs d'État et de gouvernement d'Europe et d'Amérique du Nord (au lieu de trente-cinq puisque l'Allemagne était réunifiée) signèrent la Charte de Paris pour une nouvelle Europe. Elle définissait les principes de la coopération entre les pays membres et les nouvelles institutions de la CSCE, dont c'était le premier sommet depuis Helsinki. La Guerre froide était officiellement enterrée, sur fond de crise du Golfe, après l'annexion du Koweït par l'Irak. Les pays signèrent en novembre 1990 un traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe qui n'avait plus de signification du fait de l'effondrement du pacte de Varsovie.

Les négociations sur ce traité portaient néanmoins de la reconnaissance par Gorbatchev de la nécessité de parvenir à un équilibre militaire en Europe, et donc de réduire l'avantage du pacte de Varsovie sur l'OTAN. Le document affirmait que les pays appartenant à des alliances militaires n'étaient plus ennemis et que l'ère de la division et de la confrontation en Europe était révolue. Ils confirmaient leur détermination à s'abstenir de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. Les États participants s'engageaient également à édifier, consolider et affermir la démocratie comme système de gouvernement et d'ériger en principes fondamentaux l'organisation d'élections libres et loyales, la défense des droits de l'homme et l'État de droit. La France, pays hôte du sommet et dépositaire de la Charte, avait tenté de faire figurer parmi les nouvelles institutions créées par celle-ci une instance juridique destinée à aider à la solution des conflits nationaux, mais n'avait pas réussi à l'obtenir. De trente-quatre, les pays devinrent rapidement

trente-huit après l'adhésion de l'Albanie et des trois États baltes, nés après l'implosion de l'URSS en décembre 1991.

La CSCE, une instance limitée

La Guerre froide était enterrée, mais les antagonismes nationaux n'avaient pas disparu. Le président François Mitterrand soulignait dans un discours les risques d'explosion « *sous l'effet d'aspirations trop longtemps étouffées sous la contrainte* ». Mikhaïl Gorbatchev s'en prenait à « *un nationalisme militant et un séparatisme irresponsable qui entraîneront dans leur sillage des conflits et la balkanisation, ou pis encore la libanisation de régions entières* ». La guerre civile en Yougoslavie, qui allait bientôt éclater, et la désintégration de l'Union soviétique, avaient justifié ses craintes et montré les limites de la CSCE.

Cette dernière était mise en concurrence, consciemment ou inconsciemment, avec l'OTAN. Les Américains, de ce fait, éprouvaient des réserves à confier à la CSCE les clés de la sécurité européenne. L'OTAN avait rempli sa mission historique de protéger la sécurité des pays d'Europe occidentale, l'URSS n'était plus une menace et n'existerait bientôt plus. Néanmoins, les Américains voulurent conserver l'OTAN. Il est rare dans l'histoire qu'une alliance militaire survive à la disparition de la menace qui avait suscité sa création. Les Américains proposaient de faire de l'OTAN une instance de dialogue avec les nouvelles démocraties de l'Est européen en lieu et place de la CSCE. Le projet suscitait l'enthousiasme des pays de l'Est pour lesquels la présence américaine était une garantie de sécurité bien plus forte contre une éventuelle résurgence de la menace soviétique, puis russe. Les portes de la CEE leur semblaient fermées, l'OTAN leur paraissait plus accessible. Sa solidité et la puissance de ses États-majors représentaient un véritable attrait. Il allait se traduire par la création en décembre 1991 du Conseil de coopération nord atlantique, le Cocona, qui permettait d'ouvrir un dialogue entre l'OTAN et ses ex-adversaires du pacte de Varsovie.

L'OTAN s'ouvre aux pays de l'Est européen

Mais la promesse, faite lors de la réunification de l'Europe, de ne pas élargir l'OTAN ne fut pas respectée. Les pays de l'Est, craignant

la résurgence d'une menace russe, étaient fortement désireux de rejoindre l'OTAN pour obtenir une protection. Mais les membres de l'Alliance hésitaient, du fait de leur promesse faite à Gorbatchev, et parce qu'ils craignaient que cela n'amène une crispation en Russie. En fait, prise par ses troubles intérieurs, la Russie n'était pas en mesure de réagir. De façon paradoxale, alors que c'était la peur de la puissance russe qui suscitait l'envie d'adhésion des ex-pays du pacte de Varsovie à l'OTAN, ce fut sa faiblesse qui la rendit possible. Ce fut par ailleurs un problème de politique intérieure américaine qui allait être l'élément déclencheur. Bill Clinton avait rendu publique sa réticence à l'élargissement de l'OTAN, mais au cours de la campagne électorale pour les présidentielles de 1996, les électeurs américains d'origine polonaise se mobilisèrent en faveur de l'adhésion de la Pologne à l'OTAN. Leur vote était important dans l'État de l'Illinois, jugé décisif (« *swing state* »), aussi pour séduire cet électorat, Clinton décida de se prononcer en faveur de l'élargissement de l'OTAN à l'Europe de l'Est.

■ Les concessions de Gorbatchev ne furent pas compensées

À l'été 1991, les Occidentaux avaient obtenu de la part de Gorbatchev des résultats qu'ils n'auraient pas osé espérer quelques années auparavant. La réunification allemande s'était faite à leurs conditions, l'Irak avait été vaincu dans un consensus général, les troupes soviétiques se retiraient d'Afghanistan, le bras de fer sur les euromissiles était résolu, un accord sur l'équilibre des forces conventionnelles en Europe était signé, l'URSS avait cessé d'exercer un contrôle par la contrainte sur l'Europe de l'Est, le pacte de Varsovie était en voie de dissolution, sans qu'il ne soit demandé que l'OTAN en fasse de même. L'URSS, qui les avait effrayés depuis quarante-cinq ans, ne faisait plus peur aux Occidentaux.

Pour Gorbatchev, ce n'était pas des concessions ou un recul, il s'agissait d'établir les bases d'un nouvel ordre mondial, fondé sur l'entente, et non plus sur la confrontation, et de permettre de régénérer le système communiste en URSS. Ce nouvel ordre mondial aurait été établi sur la perspective d'un monde pacifié, où des systèmes politiques et économiques différents auraient pu coexister pacifiquement dans une interdépendance paisible, et la promotion de la sécurité collective.

Mais Gorbatchev attendait que les États-Unis reconnaissent l'Union soviétique, demeurée communiste mais n'étant plus ni oppressive ni agressive, comme un partenaire et un acteur majeur du nouvel ordre mondial. Au sommet du G7 de 1991, il n'obtint pas l'aide économique demandée qu'il estimait indispensable pour parachever les réformes en URSS. Aurait-elle suffi à empêcher le coup d'État d'août 1991 ? Aurait-elle permis la relance économique ?

De leur côté, Français et Allemands étaient toujours prêts à accompagner Gorbatchev à la fois parce qu'ils lui étaient reconnaissants pour avoir mis fin à la confrontation Est-Ouest, et parce qu'ils lui faisaient confiance comme partenaire. Ils se méfiaient par ailleurs de Boris Eltsine qu'ils jugeaient imprévisible. Mais les Américains éprouvaient des sentiments contraires. Ils avaient encaissé tous les bénéfices possibles et imaginables sur le plan stratégique. Ni Gorbatchev, ni l'URSS ne leur faisaient plus peur. Pourquoi dès lors aider au maintien du système communiste ? Qu'avaient-ils à y gagner de plus ? Ils appréciaient la fin de la confrontation, mais avaient toujours en tête un réflexe de rivalité. Par ailleurs, communiste ou non, l'URSS, par sa taille et ses atouts était un rival par nature. Pourquoi lui faire une place de choix ?

■ L'espoir d'un nouvel ordre mondial

Dans ses *Mémoires d'espoir*¹ publiés en 1970, le général De Gaulle avait écrit : « À la Détente doit succéder l'entente ». L'entente aurait en effet signifié le dépassement du monde bipolaire, du clivage Est-Ouest (dont la Guerre froide et la Détente furent les deux périodes) pour parvenir à une sécurité collective définie en commun par les grandes puissances, en collaboration avec les autres partenaires, telle que l'avaient imaginée les rédacteurs de la Charte des Nations unies, si l'alliance de la Seconde Guerre mondiale n'avait pas volé en éclats. Par la suite, dès juillet 1988, Édouard Chevardnadze avait déclaré : « La rivalité entre deux systèmes socialiste et capitaliste ne peut plus être considérée comme la tendance principale de notre époque. » Margareth Thatcher avait elle aussi annoncé la fin de la Guerre froide dans un entretien au *Washington post* de novembre 1988.

1. Charles DE GAULLE, *Mémoires d'espoir*, Plon, Paris, 1970-1971.

La fin de l'histoire ?

En juin 1989, un chercheur américain d'origine japonaise, Francis Fukuyama, avait lancé un débat sur « la fin de l'histoire ». Selon lui, le modèle occidental du libéralisme politique économique s'était imposé définitivement à l'échelle mondiale, au moins psychologiquement. S'il n'était pas encore entièrement répandu à la surface de la planète, il n'était plus contesté et n'avait plus de modèle alternatif qui s'opposait à lui. C'était la fin de l'histoire au sens hégélien du terme car l'humanité se reconnaissait un objectif commun. Les grands hégémonismes idéologiques et les risques de confrontation qui en découlaient étaient, selon lui, définitivement enterrés. « *Nous avons fermé un chapitre de l'histoire... La Guerre froide est finie* », avait déclaré George Bush au moment de signer le document final du sommet de la CSCE le 21 novembre 1990.

La fin du clivage Est-Ouest avec l'effondrement du communisme, la fin de la division de Berlin, de l'Allemagne, de l'Europe, la coopération victorieuse des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pendant la guerre du Golfe pour la première fois de l'histoire, permettaient d'espérer que se construise une organisation mondiale où la sécurité collective remplacerait la rivalité et la compétition militaire et où les droits de l'homme et des peuples seraient respectés et garantis par la communauté internationale. Les bonnes nouvelles se télescopaient et faisaient s'éloigner le spectre de toute menace. Il n'y en avait plus à l'Est et il n'en était pas apparu de crédible au Sud. Les conflits régionaux, qui avaient ensanglanté la planète, étaient pour la plupart résolus ou en voie de l'être, notamment en Afghanistan et en Amérique centrale, sans compter le démantèlement en cours de l'apartheid en Afrique du Sud, l'indépendance reconnue de la Namibie, la fin de la guerre Iran-Irak et le débarquement spectaculaire américain en Somalie pour mettre fin à un conflit civil sans qu'il soit question d'intérêts pétroliers.

Le « nouvel ordre mondial » selon George Bush

Un discours sur le « nouvel ordre mondial » commença à fleurir au début des années 1990. Il aurait peut-être plus fallu parler d'un retour à la source, celle, originelle, de la Charte des Nations unies. Ce fut le président George Bush qui développa le plus cette formule. Selon lui, ce nouvel ordre mondial recouvrirait *« un monde où les Nations unies, libérées de l'impasse de la Guerre froide, sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs.... Un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme sont respectés par toutes les nations. »*

Dans un discours devant le Congrès, réuni le 6 mars 1991 pour célébrer la victoire dans la guerre du Golfe, il déclara : *« Deux fois auparavant dans ce siècle, le monde entier a été traumatisé par la guerre. Deux fois au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable est sorti des horreurs de la guerre. Deux fois auparavant, il est apparu que ces espoirs étaient un rêve lointain, hors de la portée de l'homme... Maintenant nous pouvons voir un nouveau monde venir sous nos yeux. »* En septembre 1992, il écrivait : *« Je suis convaincu que la fin de la Guerre froide nous offre l'occasion exceptionnelle de passer des divisions artificielles de premier, deuxième et Tiers-monde, à la création d'une communauté véritablement universelle d'États libres et souverains, une communauté fondée sur le respect des principes de règlement négocié des conflits, des droits de l'homme et les deux piliers de la liberté, à savoir la démocratie et la liberté de marché¹. »*

C'était également la vision de Gorbatchev qui avait prouvé, en ne protégeant pas son allié irakien après l'annexion du Koweït, en laissant les pays anciennement satellites du pacte de Varsovie suivre de façon indépendante leur voie nationale, tout en donnant plus de liberté aux citoyens soviétiques, qu'il voulait réellement dépasser les clivages anciens et entrer dans une phase nouvelle des relations internationales dans laquelle l'Union soviétique régénérée aurait toute sa place, mais agirait en partenariat avec les États-Unis.

1. « Les nouveaux défis de l'après-Guerre froide », *Relations internationales et stratégiques* n° 8, Paris, 1992 p. 8.

Le nouvel ordre mondial confronté à la volonté américaine de dominer un monde unipolaire

Mais les Occidentaux, et principalement les États-Unis, n'avaient pas pu résister à un sentiment d'ivresse du pouvoir. Les États-Unis, après la fin de la Seconde Guerre mondiale avaient pris « la tête du monde libre ». Celui-ci s'était élargi avec la fin d'un régime coercitif en URSS et en Europe de l'Est. Washington estimait qu'il était légitime et bienvenu, en vertu de leur « destinée manifeste », de prendre la tête d'un monde libre plus grand, un monde unipolaire. Ils voulaient rester leaders, non plus du seul camp occidental, mais au niveau mondial. Les États-Unis délaissaient, inconsciemment ou volontairement, la perspective d'un véritable nouvel ordre mondial multipolaire. Ainsi, au lieu de conclure que la fin du clivage Est-Ouest était une victoire collective de l'ensemble des nations pour se projeter vers un monde nouveau, ils l'interprétèrent très largement comme une victoire nationale contre un adversaire vaincu, l'Union soviétique. L'autoglorification du triomphe du pays leader du monde libre remplaça vite la célébration du nouvel ordre mondial. Celui-ci, en tout cas, fut rapidement conçu comme un monde dominé par les États-Unis, puissance victorieuse mais bienveillante.

À la fin de la guerre du Golfe, George Bush déclarait : « *Le XXI^e siècle sera américain.* » Son fils, George W. Bush confirma ses propos le 28 août 2000 en affirmant : « *Notre nation a été choisie par Dieu et commissionnée par l'histoire pour être un modèle dans le monde.* » Dans son discours de l'État de l'Union en janvier 1992, devant les deux chambres du Congrès réunies, George Bush avait été plus précis : « *Grâce à Dieu, l'Amérique a gagné la Guerre froide. Un monde jadis divisé en deux camps armés reconnaît aujourd'hui la supériorité d'une seule puissance : les États-Unis. Cette constatation n'inspire plus aucune peur car le monde a confiance en notre nation et il a raison.* »

L'URSS implosait et disparaissait de la scène, laissant Washington sans rival à sa mesure. Les Américains en conclurent que le monde était devenu unipolaire, au moment même où la globalisation et l'émergence commençaient à faire perdre au monde occidental le monopole de la puissance dont il disposait depuis cinq siècles. Les ambitions et le rêve américains d'un monde unipolaire se dissipèrent alors rapidement face au choc des réalités.

Les mutations de l'ordre stratégique mondial

■ Quel ordre mondial allait réellement succéder au monde bipolaire ?

La plupart des analystes, au tout début des années 1990 optaient plutôt pour la perspective d'un monde multipolaire, organisé autour de plusieurs pôles de puissance.

L'essoufflement des États-Unis

Tout au long des années 1980, les États-Unis avaient donné des signes d'essoufflement. Ils étaient rongés par les déficits budgétaires et commerciaux, voyant leur industrie automobile et électronique concurrencée par celle du Japon, le tout sur une société éclatée où le melting-pot ne fonctionnait plus. Le déclin américain semblait inéluctable.

Paul Kennedy théorise le déclin des grandes puissances

En 1987, un historien britannique, Paul Kennedy, avait publié un livre qui eut un grand retentissement *Naissance et déclin des grandes puissances*. Il expliquait à travers un survol de cinq siècles d'histoire, comment le flambeau du leadership mondial était passé successivement, à partir de la fin du ^{xv}^e siècle, des Pays-Bas à l'Espagne, puis à la France, au Royaume-Uni et enfin aux États-Unis. Réfléchissant sur les raisons qui à chaque fois avaient fait qu'un empire avait cédé sa place à un autre, il développa la théorie de la « surextension impériale » (*strategic overstretch*). Les empires étaient devenus trop étendus pour que le centre puisse en conserver le contrôle. Paul Kennedy écrivait : « *La véritable question n'est pas de savoir si le déclin américain est inéluctable, mais de savoir si la rapidité de ce déclin est inéluctable.* » Selon lui, les États-Unis avaient hérité d'une multiplicité d'engagements stratégiques, contractés à une époque où leur influence politique, économique et militaire était plus solide.

Selon Paul Kennedy, les États-Unis couraient donc le risque, bien connu des historiens qui avaient étudié l'ascension et la chute des grandes puissances, de surextension impériale. Les intérêts et les engagements des Américains à travers le monde étaient trop lourds pour qu'ils puissent les défendre simultanément, à l'instar du Royaume-Uni au début du xx^e siècle. Kennedy avait également diagnostiqué les risques pesant sur l'Union soviétique. Il avait mis en avant les difficultés rencontrées par un système rigide face aux nouvelles technologies de l'information et de la communication basée sur l'initiative et la liberté des individus. En effet, l'URSS avait implosé, donnant raison aux prédictions de Kennedy.

Mais la disparition du second pôle de puissance ne semblait pas devoir déboucher sur un monde unipolaire car les autres puissances paraissaient être sur une dynamique positive. Si la Chine commençait à se réveiller et ne faisait pas encore trembler le monde au début des années 1990, du moins voyait-on qu'elle s'était mise en marche.

D'autres puissances naissantes

Le Japon, dont le PIB était passé de 3 à 12 % du PIB mondial entre 1950 et les années 1980, semblait lui sur une dynamique inarrêtable. En 1990, une enquête de la chaîne américaine ABC et du *Washington Post* relevait que pour 75 % des Américains la puissance économique japonaise constituait la principale menace pour la sécurité des États-Unis, loin devant la menace militaire soviétique. Le Japon, qui avait renoncé au militarisme, partait à la conquête du monde par le biais de ses exportations et de l'économie. Certaines prévisions basées sur le maintien des cours des trente dernières années prévoyaient que le PNB japonais dépasserait le PNB américain dans la première partie du xxi^e siècle.

D'autres mettaient en avant le potentiel de l'Europe, le flambeau du leadership mondial qui avait traversé l'Atlantique pour aller aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale pourrait faire le chemin inverse à la fin du monde bipolaire. Débarrassée de la menace soviétique, ayant dépassé sa division, en voie d'unification, bénéficiant d'une société plus stable que les États-Unis, l'Europe voyait tous les feux passer au vert.

L'optimisme régnait également pour la Russie. Qu'est-ce qui avait conduit l'Union soviétique à l'échec ? Ce n'était ni ses immenses ressources, ni ses matières premières abondantes, ni sa population bien formée et éduquée. C'était un système bureaucratique rigide qui empêchait les individus de prendre des initiatives et de mettre à profit leurs talents. Débarrassée du système communiste, la Russie était appelée à pouvoir bénéficier de ses immenses capacités.

La perspective de multipolarité cependant mise à l'épreuve à la fin du xx^e siècle

Le Japon connut cependant l'éclatement de la bulle spéculative et entra dans une période qualifiée de « décennie perdue », en réalité douze années de stagnation économique. L'Europe eut du mal à digérer sa réunification et le coût de celle de l'Allemagne. La Russie vit le désordre succéder à un ordre rigide, et loin d'éblouir le monde par sa performance, elle l'inquiéta par sa faiblesse.

Les États-Unis, de leur côté, même s'ils montrèrent des signes d'essoufflement dans les années 1980, débarrassés du rival soviétique, boostés par les nouvelles technologies, reprenaient l'avance qu'ils avaient perdue à partir de la fin des années 1960. Au cours de leur histoire, les États-Unis n'avaient jamais eu de rival à leur taille. Protégés par les océans et ayant à leur frontière nord et sud des voisins plus faibles qu'eux, ils avaient pratiqué un isolationnisme, protecteur pour eux-mêmes, tout au long du xix^e siècle et après la parenthèse de la Première Guerre mondiale jusqu'en 1941. L'attaque de Pearl Harbor leur avait démontré que l'isolationnisme n'était plus en mesure de les protéger de l'extérieur. Ils avaient pris la tête du monde libre. L'URSS avait atteint la parité stratégique à la fin des années 1960. Mais en réalité, l'égalité entre les deux superpuissances n'avait réellement existée que dans la décennie 1970, avant que les contradictions internes du système soviétique ne vinrent la mettre à mal dans les années 1980. Les États-Unis n'étaient donc pas habitués à traiter avec des puissances égales. Il faut conclure de la disparition de l'URSS que le temps du monde unipolaire était survenu au moment même où un changement structurel majeur venait rendre impossible un tel état de la planète.

■ Globalisation et impact sur les rapports de puissance

À partir des années 1980, le terme de globalisation ou de mondialisation s'imposa dans le vocabulaire des relations internationales. C'était la marque d'un monde nouveau qui prenait forme.

Plusieurs vagues de mondialisation

La mondialisation n'était pas un phénomène entièrement nouveau. Il y eut une première vague de mondialisation avec les expéditions des navigateurs qui, à partir de la fin du ^{xv}^e siècle, et après la découverte de la circumnavigation, partirent à la conquête du monde. Cette première mondialisation fut en fait une européanisation du monde. Fernand Braudel avait notamment développé le concept d'économie-monde pour définir le système économique international de l'empire espagnol au ^{xix}^e siècle.

La révolution industrielle du ^{xix}^e siècle modifia les transports (bateau à vapeur, chemin de fer) et les communications (télégraphe). L'Europe achevait la colonisation du monde ; les produits, les idées et les hommes circulaient beaucoup plus facilement et massivement. Dans le manifeste du Parti communiste de 1848, Marx et Engels appelaient à une internationale des travailleurs et à la fin des frontières, les travailleurs n'ayant selon eux, à l'instar des capitalistes, pas de patrie. En 1935, dans *Regards sur le monde actuel*, Paul Valéry écrivait que « *le temps du monde fini commence* ». L'ensemble des terres sous souveraineté était répertoriées, les différentes parties du globe étaient reliées entre elles.

Le krach boursier du jeudi noir, le 24 octobre 1929, à New York déboucha sur une crise mondiale, les deux guerres nées autour de la confrontation des puissances européennes furent également des guerres mondiales et dans les années 1960, le sociologue canadien Marshall McLuhan pouvait parler de « village planétaire » dans lequel les « mass media » permettaient la diffusion d'une information généralisée sur l'ensemble de la planète.

Une nouvelle forme de mondialisation

Mais l'actuelle globalisation est radicalement différente des formes anciennes. Il s'agit d'une contraction spectaculaire du temps et de l'espace. Elle est le fruit de phénomènes différents. De manière générale, la fin du monde bipolaire et la disparition du bloc soviétique ouvrirent les frontières ; les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) facilitèrent la circulation de l'information et des capitaux et apparut une volonté politique de dérégulation.

Les flux financiers

La fin du système de taux fixe d'échange entre le dollar et l'or en 1973 avait entraîné une première dérégulation, sous l'impulsion des États-Unis et du Royaume-Uni, dirigés respectivement par Ronald Reagan et Margareth Thatcher. Les progrès technologiques permirent un suivi permanent et non territorialisé des échanges et la mise en place de nouveaux produits financiers accentua ce mouvement.

Le réinvestissement des pétrodollars, point de départ d'une globalisation financière

En 1973, le quadruplement du prix du baril de pétrole permit aux pays producteurs de pétrole de bénéficier d'importants excédents grâce à leurs pétrodollars, dollars provenant de la vente du pétrole. Ces pays investirent alors ces excédents dans l'économie mondiale, en augmentant leurs importations, mais surtout en procédant à des placements dans les banques, sur les marchés des capitaux et les places financières d'Europe, créant alors des eurodollars (dollars détenus par des banques en dehors des États-Unis), pour diminuer leur dépendance vis-à-vis du pétrole et faire fructifier leurs pétrodollars. Ce recyclage des pétrodollars, marqua le début de la globalisation financière.

La déréglementation financière permit aux pays développés d'attirer les capitaux, visant à financer leur déficit budgétaire, grâce aux nouvelles technologies. Ainsi, Reagan mit en place une titrisation universelle et américaine afin de financer son effort de réarmement. Le marché obligataire fut décloisonné, tout le monde pouvait acheter ou reprendre librement les bons du Trésor américain.

Les places boursières ont formé des grands réseaux globaux interconnectés s'affranchissant des réglementations nationales. Les flux financiers sont devenus plus importants, mais ont également produit de l'instabilité et de la spéculation qui débouchèrent sur de nombreuses crises financières.

Des crises financières qui se succèdent

- Mexique en 1994.
- Crise asiatique en 1997.
- Brésil et Russie en 1998.
- Argentine en 2001.
- Crise des subprimes aux États-Unis de 2007 à 2009.

La crise des subprimes entraîna la faillite de banques américaines, dont la banque Lehman Brothers, et s'exporta dans le monde entier du fait des interconnexions et des dépendances du système financier et économique globalisé. Les flux de capitaux internationaux sont passés de 5 % du PIB mondial en 1995 à 20 % en 2007, avec une évolution trois fois plus rapide que les échanges commerciaux internationaux. Les acteurs institutionnels privés (fonds d'investissement, fonds de pension, compagnies d'assurances, *hedge funds*) sont devenus les principaux opérateurs du marché. Les États ayant perdu leur capacité de régulation monétaire, la valeur des monnaies est soumise à la loi des marchés.

La libéralisation des flux financiers a été accrue sous le signe des « 3D » : la désintermédiation, la déréglementation et le décloisonnement.

Que sont les 3D ?

La désintermédiation fait référence au fait que les entreprises n'ont plus à passer par les banques pour avoir accès à des financements : ceux-ci sont rendus possibles par l'émission de titres sur le marché financier qui remplacent l'endettement et sont revendus à des acteurs particuliers ou des acteurs institutionnels privés.

La déréglementation concerne le démantèlement des règles nationales contrôlant le transfert de capitaux d'un pays à un autre, ce qui fluidifie la circulation des capitaux.

Le décloisonnement, lui, consiste en la suppression des frontières existant entre les différents métiers de la finance, permettant la libre-circulation des capitaux.

Les échanges internationaux

Concernant les échanges internationaux, entre 1980 et 2011, la valeur des exportations mondiales de marchandises est passée de 2 030 milliards de dollars à 18 260 milliards de dollars, soit un taux de croissance annuel moyen de 7,3 % en dollars courants. Les échanges de services ont crû encore plus rapidement, en passant de 367 milliards de dollars en 1980 à 4 170 milliards de dollars en 2011, soit un taux de croissance annuel moyen de 8,2 %. Entre 1985 et 2011, les échanges mondiaux ont augmenté presque deux fois plus vite, avec une croissance moyenne de 5,6 % par an, que le PIB mondial qui affiche une croissance annuelle moyenne de 3,1 % durant la même période. Entre 1980 et 2012, les flux des investissements directs à l'étranger (IDE), destinés à créer une filiale d'une entreprise à l'étranger ou prendre le contrôle d'une entreprise étrangère, ont été multipliés par vingt-sept. La création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui remplaça le Gatt en 1995, accéléra la libéralisation des échanges.

La mondialisation des relations humaines, politiques et de la circulation des idées

Mais la mondialisation ne concerne pas que les flux financiers et économiques. Elle concerne également les relations humaines, la circulation des idées et des relations politiques. Les NTIC ont contracté le temps de manière extraordinaire. Plus personne n'oserait parier, à l'instar de Phileas Fogg en 1873, une forte somme d'argent sur le fait qu'il est possible de faire le tour du monde en quatre-vingt jours. On peut le faire désormais en quelques heures. On peut, à des milliers de kilomètres, converser face à face, envoyer des documents volumineux. L'expression de « village global » a réellement pris son sens. Il n'est plus possible d'ignorer les événements qui se déroulent à l'autre bout du monde. Certaines références culturelles ou sociétales sont désormais mondiales dans le domaine économique, culturel ou social.

Les gouvernements ont surtout perdu le monopole de l'information. Mise à part la Corée du Nord, il n'existe plus d'État totalitaire. Les organisations internationales ont leur vie propre en dehors des États qui les ont créées, les firmes multinationales, les ONG, les peuples, les individus, les médias, les groupes terroristes, la criminalité organisée ont chacun un rôle et une influence à des degrés divers. La multiplicité des canaux d'information et des contacts interpersonnels

crée partout l'émergence d'opinions publiques, de sociétés civiles, y compris dans les régimes autoritaires.

Selon la formule de Brzezinski, pour la première fois « *l'ensemble de l'humanité est politiquement active* », mais si les flux transnationaux se jouent des frontières, celles-ci existent toujours. Les États, dont le nombre est passé de cinquante à la création de l'ONU à presque deux cents aujourd'hui, restent au final les acteurs essentiels des relations internationales même s'ils n'ont plus le monopole de l'action internationale, puisque dans un monde globalisé, un État seul, quelle que soit sa puissance, ne peut fixer de façon unilatérale l'agenda et les règles à suivre. L'échec américain dans la guerre en Irak marqua de façon symbolique l'inexistence d'un monde unipolaire. Au-delà de la question de savoir si un tel monde serait souhaitable ou non, il est tout simplement impossible dans un monde globalisé où les acteurs sont multiples et diversifiés.

Une mondialisation efficace mais pas naturellement juste

Bien que certains voient dans la mondialisation un phénomène n'ayant que des avantages et étant un vecteur de développement économique et des libertés, d'autres y voient plutôt la cause de l'explosion des inégalités, de l'effacement des identités et une uniformisation voire une américanisation de la planète. C'est notamment le cas des « alter-mondialistes » qui prônent une nouvelle forme de mondialisation, ou des « antimondialistes » qui la rejettent totalement. La première manifestation de remise en cause de la mondialisation en cours eut lieu à Seattle en 1999, à l'occasion d'un sommet de l'OMC. L'enjeu est alors de ramener un peu de régulation dans cette mondialisation.

Cette dernière a, au final, multiplié la richesse mondiale, même si naturellement elle ne conduit pas à une plus juste répartition de ses ressources, à l'image du capitalisme elle se révèle efficace, mais pas naturellement juste. Comme l'écrit Pascal Lamy, « *la mondialisation a des traits communs avec la révolution industrielle du XIX^e siècle. Capitalisme débridé, croissance rapide, creusement des inégalités, constitution de fortunes mirobolantes, mépris des conditions de travail¹* », mais en même temps, 700 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté

1. Pascal LAMY, *Quand la France s'éveillera*, Odile Jacob, Paris, 2014.

en Chine, d'autres centaines de millions en Inde, en Afrique, en Amérique latine. La pauvreté a en fait baissé dans les pays qui abritent 80 % de la population mondiale.

La mondialisation a donc eu des effets positifs pour la majorité des habitants de la planète. Le nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de l'extrême pauvreté (1,25 dollars par jour) est passé de 1,9 milliards en 1981 à 1,2 milliards en 2010, malgré l'augmentation de la population mondiale de 4,5 milliards d'habitants à 6,9 milliards sur la même période. Il n'y a par ailleurs plus que 22 % de personnes vivant en-dessous du seuil d'extrême pauvreté dans les pays en développement en 2010, contre 52 % en 1981, alors que la population dans ces mêmes pays en développement est passée de 3,4 milliards de personnes à 5,7 milliards.

■ Émergence : fin du monopole occidental sur la puissance

Un monopole ancien

Le monde occidental est en train de perdre le monopole de la puissance qu'il avait depuis cinq siècles. Cette évolution structurelle est bien plus importante encore que la fin d'un monde bipolaire. Ce dernier a duré entre quatre et cinq décennies, le monopole de la puissance des occidentaux, cinq siècles. Il est donc beaucoup plus profondément ancré dans les mentalités, les représentations et les habitudes. La première vague de mondialisation à la fin du ^{xv}^e siècle fut marquée par une européanisation du monde. L'Europe avait dominé le monde entier, à la fin du ^{xix}^e siècle le chancelier allemand Bismarck pouvait affirmer : « *Les relations internationales c'est simple, dans un système à cinq il faut être trois contre deux.* » Il y avait en effet à cette époque cinq puissances majeures, toutes européennes : l'Empire russe, l'Empire austro-hongrois, l'Empire allemand, la France et l'Empire britannique.

À l'aube de la Première Guerre mondiale, l'Europe exerçait donc une domination quasiment incontestée (à l'exception de la défaite de la Russie contre le Japon en 1905). Si le continent américain était juridiquement indépendant, il était stratégiquement, culturellement et économiquement tourné vers l'Europe. Il n'y avait que deux États africains indépendants, le Royaume éthiopien et le Libéria, créé par des esclaves affranchis de retour des États-Unis. La Chine était sous

le régime des concessions et dominée de l'extérieur. Le Japon était simplement aux balbutiements de la puissance, l'Indochine était française et l'Indonésie, néerlandaise. Entre 1914 et 1918, puis 1939 et 1945, l'Europe provoqua des guerres dont l'extension fut mondiale. Elle y perdit son statut de puissance majeure du globe et les États-Unis prirent la suite.

XXI^e siècle : un monde non pas multipolaire mais en voie de multipolarisation par les pays émergents

Le concept de pays émergents apparut dans les années 1980 pour différencier, parmi les pays en développement, ceux qui offraient de réelles opportunités d'investissement, de ceux qui demeuraient des pays à risque. Au moment même où l'Occident croyait triompher après l'implosion du rival soviétique, le monde changea profondément de structure du fait de l'émergence d'autres puissances. En 2001, après les attentats du 11 septembre, la banque Goldman Sachs, pour rassurer les marchés, développa le concept de « BRIC ».

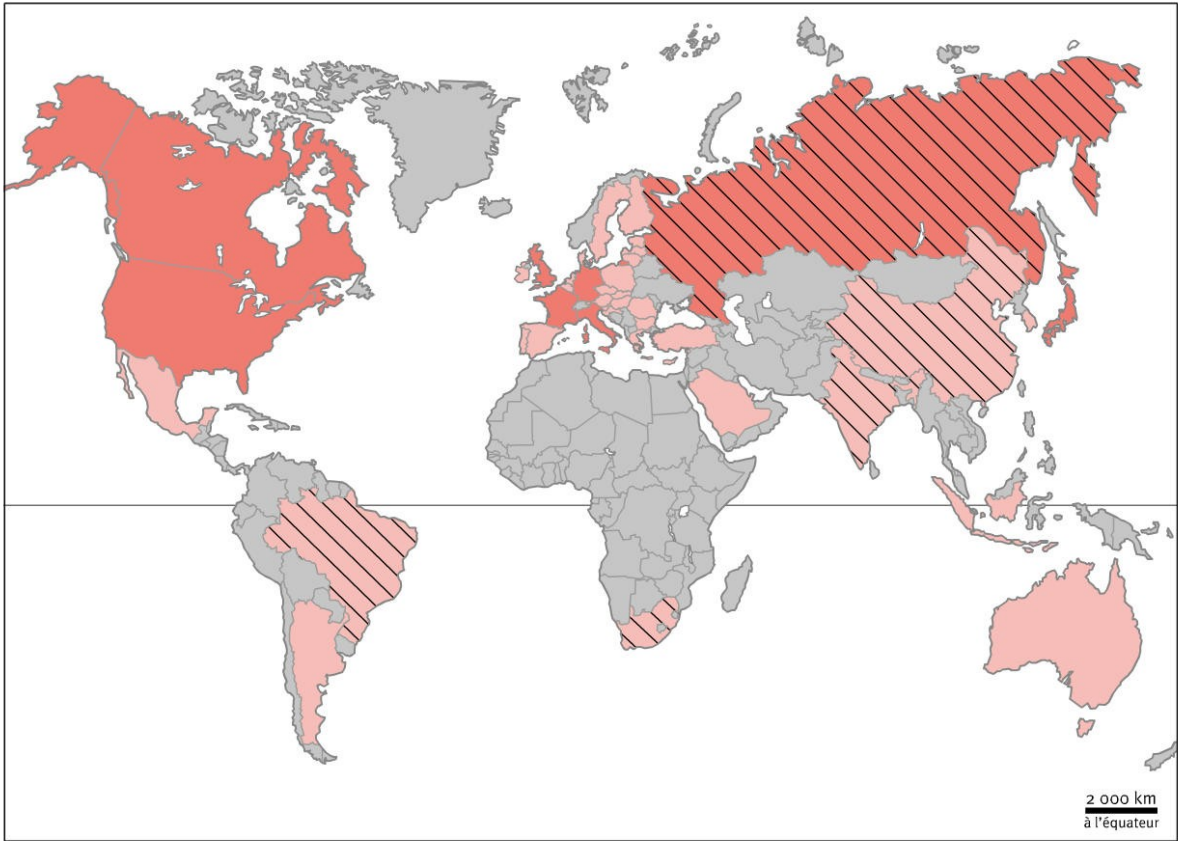
Qui sont les BRIC ?

Les BRIC (pour Brésil, Russie, Inde, Chine) sont des pays à forte population et à fort taux de croissance potentielle. Cette catégorie, artificielle et hétérogène, regroupait : deux membres permanents du Conseil de sécurité, deux qui aspiraient à l'être, deux États nucléaires officiels, un officieux, un non nucléaire. La Russie était plutôt un pays émergent, la Chine avait déjà émergé en 2001. En 2011, on ajouta à cette catégorie l'Afrique du Sud et les BRIC devinrent les BRICS. Ils tiennent un sommet à Fortaleza au Brésil en 2014 pour contester, entre autres, le rôle du dollar comme monnaie internationale.

Part du PIB mondial, 1970-2010 (en %)¹

	1970	1980	1990	2000	2010
États-Unis	27,26	26,18	26,76	28,31	26,30
Europe	35,92	33,77	31,70	31,92	28,30
Chine	0,78	1	1,80	3,72	7,43
Inde	0,87	0,82	1,07	1,40	2,26
Russie	4,27	4,09	3,84	1,50	1,86
Japon	9,84	10,68	11,88	10,25	8,74

1. Source : Zbigniew BRZEZINSKI, *Strategic Vision*, Basic books, New-York, 2012, p. 56.

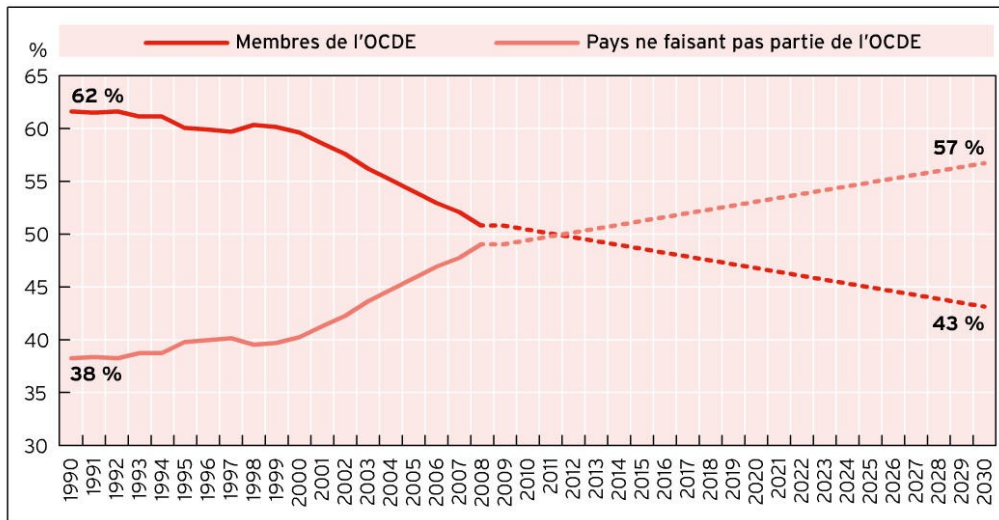


**LES PRINCIPALES ÉCONOMIES DU MONDE ACTUEL
ENTRE PUISSANCES TRADITIONNELLES ET ÉMERGENTES**



Mais en réalité, ce ne sont pas une poignée, mais des dizaines de pays qui sont émergents et dont la croissance forte rattrape celle des pays occidentaux. Pour la première fois dans l'histoire mondiale, il se produit une croissance globale à l'échelle planétaire, dont seule une quarantaine d'États faillis sont exclus. Les pays émergents, chacun à leur manière, veulent affirmer leur souveraineté et n'entendent plus se laisser dicter les règles de conduite par les pays occidentaux, comme dans le passé. Ces derniers feraient une grave erreur d'interprétation en pensant qu'ils peuvent continuer à agir comme autrefois, en jouant les arbitres des différends au niveau stratégique. Toutefois, l'autre erreur serait de confondre la perte du monopole de la puissance avec la perte de la puissance. Si les Occidentaux ne sont plus les seules puissances au niveau international, ils sont encore parmi les États les plus puissants et les plus riches qui continuent de susciter l'envie des autres. Par ailleurs, le Tiers-monde n'existe plus, il n'y a plus rien de commun entre la Corée du Sud, le Ghana, Haïti, le Zimbabwe, le Brésil ou le Qatar. Cependant, il est vrai que la part des pays de l'OCDE dans le PIB mondial diminue régulièrement.

Part de l'économie mondiale, 1990-2030
(% du PIB mondial, en parité de pouvoir d'achat)¹



1. Source : Rapport de l'OCDE « Perspectives du développement mondial : le basculement des richesses », 2010.

En 1980, les pays émergents n'étaient à l'origine que de 7 % des flux d'IDE, mais ce pourcentage s'élevait à 35 % en 2012. Ils disposent eux aussi d'imposantes sociétés multinationales car si en 1995, l'ensemble des pays émergents ne comptait que vingt-quatre entreprises dans le classement annuel du magazine *Fortune* des cinq cents premières sociétés mondiales, dix ans plus tard, en 2004, elles étaient cinquante-six à figurer dans ce classement, et en 2010, une centaine¹.

Comme l'écrivait Fareed Zakaria, « l'ironie est que l'ascension des autres est une conséquence des idées et des actes de l'Amérique. Pendant soixante ans, des hommes politiques et des diplomates américains ont sillonné la planète en poussant quantité de pays à ouvrir leur marché, à libéraliser leur système politique et à adopter les règles du commerce et les outils de la technologie. Nous avons vivement incité des peuples de pays lointains à relever le défi de la compétition sur le terrain de l'économie mondiale... Et cela a marché : les autochtones se sont pris au jeu du capitalisme. [...] Les États-Unis ont réussi leur mission, ils ont mondialisé le monde. Mais ils ont oublié de se mondialiser². »

Cette mutation doit conduire les pays occidentaux à cesser de vouloir imposer leurs volontés et leurs politiques aux autres parties du monde parce qu'il leur est désormais impossible de la faire. Seule une politique définie en commun, de façon multilatérale, est possible dans ce monde qui est en voie de multipolarisation.

1. Jean-Joseph BOILLOT, Stanislas DEMBINSKI, *Chindiafrique*, Odile Jacob, Paris, 2013, p. 197.

2. Fareed ZAKARIA, *L'Empire américain, l'heure du partage*, édition Saint-Simon, Paris, 2009 (2008 pour édition américaine), p. 72.

Affaires régionales

Les États-Unis

George Bush père, vice-président pendant les deux mandats de Ronald Reagan, accéda à la Maison blanche en 1988. Sa gestion de la fin de la Guerre froide, ce qui apparaît comme un triomphe américain, et son succès dans la guerre du Golfe, lui firent penser qu'il gagnerait sans problème les élections de 1992 face à un inconnu, Bill Clinton. Mais les États-Unis payaient le prix des *Reaganomics*.

Que sont les *Reaganomics* ?

Il s'agit de la politique économique suivie sous Ronald Reagan, caractérisée par la baisse des impôts pour faire plaisir aux plus fortunés, l'augmentation des dépenses (notamment militaires), conduisant à des déficits importants aussi bien budgétaires que commerciaux, et à une stagnation économique.

■ Mandats de Bill Clinton

Répondre aux difficultés économiques

À la suite de l'acquiescement de policiers qui avaient molesté un automobiliste noir, des émeutes raciales éclatèrent à Los Angeles en avril 1992, dans un contexte général de tensions sociales et raciales, faisant soixante morts et deux mille blessés. Un bilan économique critiqué et la montée des contestations sociales expliquèrent l'élection de Bill Clinton (à la surprise générale) qui fit campagne sur l'amélioration de la situation économique, « *It's the economy, stupid* » était son slogan contre Bush, dont la campagne était axée sur ses succès

diplomatiques. Bush n'avait pas su répondre de manière satisfaisante aux préoccupations premières des Américains et avait été handicapé par le succès du candidat indépendant, Ross Perot, qui enregistra un score inhabituel, avec 19 % des votes, empiétant largement sur l'électorat de George Bush. Aidés par la disparition du rival soviétique et par le boum des NTIC, les États-Unis connurent une croissance soutenue au cours des deux mandats de Bill Clinton qui multiplia les réformes économiques. Il échoua cependant à mettre en œuvre une réforme du système de santé américain, coûteux et inégal.

Au début de son mandat, Clinton n'accorda pas la priorité aux questions de politique étrangère, mais plutôt aux impératifs économiques, et parvint, grâce à la croissance économique retrouvée, à résorber à la fin de son second mandat les déficits budgétaires et commerciaux.

Politique extérieure

Concernant la politique extérieure américaine, en décembre 1992, alors qu'il s'apprêtait à quitter le pouvoir, George Bush avait lancé en Somalie, déchirée par la guerre civile, une vaste opération militaire à vocation humanitaire, « *Restore hope* ». Il s'agissait de montrer que les États-Unis pouvaient intervenir, même sans intérêts pétroliers et Clinton hérita de ce borbier. Les Américains furent pris au piège des rivalités locales. En 1993, les rebelles abattirent un hélicoptère américain et tuèrent dix-huit soldats, dont les corps furent traînés dans les rues de Mogadiscio. Ce fiasco refroidit les ambitions américaines et les États-Unis conclurent qu'il ne fallait pas s'engager dans des opérations militaires où leurs intérêts stratégiques n'étaient pas en jeu. Ils refusèrent de ce fait d'être impliqués au Rwanda et n'intervinrent qu'après bien des hésitations dans le conflit balkanique.

La défense des démocraties

Bill Clinton fit de l'élargissement de la démocratie un principe de sa politique internationale. Il ne s'agissait plus de contenir la poussée d'un rival soviétique, mais d'aider l'ensemble des pays à se doter d'une économie de marché et d'un système démocratique, gage de paix, les démocraties n'étant pas censées se faire la guerre. Cette volonté se traduisit notamment par le développement des liens économiques avec l'Amérique latine, mais également par la participation américaine à l'opération de restauration démocratique en Haïti en 1994.

Washington réutilisa dans le même temps le concept « d'État voyou » (« *rogue state* »).

Qu'est-ce qu'un État voyou ?

Développé sous Reagan, ce terme désigne des pays à régimes dictatoriaux sur le plan interne et jugés agressifs sur le plan international, notamment en voulant se doter d'armes nucléaires, et qui devaient être endigués. On y retrouvait Cuba, la Syrie, l'Irak, l'Iran, la Libye.

Mais surtout le concept d'État voyou concernait principalement ceux qui contestaient la politique américaine puisque d'autres pays dictatoriaux (Arabie saoudite, Égypte) ou proliférants (Pakistan), mais proches stratégiquement des États-Unis, n'étaient pas concernés.

Clinton élaborait donc un « wilsonisme » pragmatique prenant en compte les valeurs, mais également les intérêts des États-Unis. Il refusa par ailleurs de ratifier le traité d'interdiction totale des essais nucléaires en 1996, tout comme il refusa d'être lié au traité d'interdiction des mines antipersonnelles, au statut de la Cour pénale internationale et au Protocole de Kyoto de la lutte contre le réchauffement climatique.

Maintenir une influence au Proche-Orient et en Europe

À partir de décembre 1998, les États-Unis commencèrent des bombardements unilatéraux sur l'Irak, lui reprochant de poursuivre son programme d'acquisition d'armes de destruction massive. Ils procédèrent de plus à des bombardements en Afghanistan et au Soudan en 1998 et 1999 pour répondre aux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Les États-Unis œuvrèrent pour maintenir leur influence sur l'Europe, notamment par le biais de l'élargissement de l'OTAN avec le soutien actif des anciens pays du pacte de Varsovie qui voyaient dans Washington la seule garantie réelle face aux appétits de Moscou.

Les États-Unis étaient surpuissants, le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, forgea même l'expression « d'hyperpuissance » pour marquer que l'expression de superpuissance n'était plus adaptée et que dans tous les domaines technologiques et économiques, culturels et stratégiques les États-Unis menaient la course.

Il apparut un espoir d'amélioration des relations avec l'Iran, et même avec la Corée du Nord où la secrétaire d'État Madeleine Albright effectua une visite spectaculaire en 2000, mais qui resta sans lendemain. Mais Clinton échoua cependant à obtenir le succès historique

qu'il espérait en faisant signer un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens au sommet de Camp David à l'été 2000, peu avant la fin de son mandat, malgré les accords de Washington de 1993.

Scandale à la Maison blanche

Clinton fut éclaboussé par le scandale de l'affaire Monica Lewinsky, une jeune stagiaire de la Maison blanche avec laquelle Bill Clinton nia avoir eu des relations sexuelles, avant d'avouer qu'il avait menti. Une procédure d'*impeachment* fut lancée par les Républicains, approuvée par la Chambre des représentants mais rejetée par le Sénat qui acquitta Clinton en 1999. L'accumulation de scandales, de difficultés diplomatiques et la croissance des inégalités ternirent le bilan global de Clinton qui avait pourtant su relancer la croissance économique.

■ Mandats de George W. Bush

Les élections de novembre 2000 opposèrent le fils de l'ancien président Bush, George W. Bush, au vice-président démocrate Al Gore. George W. Bush, qui n'avait aucune expérience internationale, qui ne s'était rendu que dans deux pays étrangers avant les élections (le Japon, où son père était ambassadeur des États-Unis et le Mexique, voisin) plaidait pour des États-Unis modestes sur le plan stratégique, reprochant à Bill Clinton de s'être trop investi, et en vain, sur le front international.

Des élections contestées

Le vice-président Al Gore fit campagne en ne s'appuyant pas sur le bilan de Bill Clinton, rendu impopulaire, entre autres par l'affaire Lewinsky. Il perdit de peu les élections, alors qu'il était majoritaire en nombre de voix, et notamment après que la Cour suprême eut arrêté le décompte des votes dans l'État de Floride dont le gouverneur était le propre frère de George W. Bush et où de nombreuses irrégularités étaient venues empêcher beaucoup d'électeurs noirs, censés être favorables aux démocrates, de venir voter.

C'était donc un président mal élu qui entra à la Maison blanche en janvier 2001 et qui connut un début de mandat jugé peu performant.

Il héritait du poids de l'explosion de la bulle Internet et de la chute de la Bourse en 2001 et mit en place des mesures sociales conservatrices. Concernant la politique étrangère, il était entouré de faucons, caractérisés par une tendance à voir le monde en termes binaires (bien/mal), une faible tolérance pour la diplomatie, une prédisposition à utiliser la force militaire, un accent mis sur l'unilatéralisme américain, un mépris pour les organisations multilatérales, et une focalisation sur le Moyen-Orient.

Bush devint adepte du slogan « *America first* », de la défense de la souveraineté. Persuadé que l'exportation de leurs valeurs et de leur système était le gage de la stabilité internationale, que les pays qui s'opposaient à eux le faisaient parce qu'ils ne partageaient pas les valeurs démocratiques américaines, que l'ONU était inefficace et comportait trop de régimes non démocratiques, les États-Unis refusèrent les contraintes internationales.

Le choc des attentats du 11 septembre

Le 11 septembre 2001, le monde fut frappé de stupeur lorsque deux des avions de ligne détournés par des commandos suicides abattirent les tours jumelles du World Trade Center. Un troisième avion s'écrasa sur le Pentagone, tandis qu'un quatrième s'écrasa de justesse alors qu'il semblait se diriger vers la Maison blanche. Les États-Unis furent choqués au moment où ils pensaient ne plus avoir de rival à leur mesure. Ils furent frappés comme jamais ils ne l'avaient été au cours de leur histoire. Il fallait en effet remonter en 1814 à l'incendie de Washington lors de la guerre contre le Royaume-Uni pour voir une telle atteinte au territoire continental américain, à une époque où les États-Unis pesaient nettement moins sur la scène internationale. Pearl Harbor, avec lequel les attentats du 11 septembre ont souvent été comparés, ne concernait pas le territoire continental américain. Les États-Unis prirent conscience de leur vulnérabilité. Ils ne comprenaient pas, par ailleurs, pourquoi ils faisaient l'objet d'une telle haine. Ils étaient à la fois surpuissants militairement, convaincus de leur supériorité, de leurs valeurs et d'être des victimes innocentes.

Oussama Ben Laden fut rendu responsable des attentats. Il avait participé au combat contre les Soviétiques en Afghanistan, mais s'était retourné contre les États-Unis après que ces derniers aient déployé

des soldats en Arabie saoudite, son pays d'origine, après la guerre du Golfe. Les Talibans, au pouvoir en Afghanistan où il résidait, refusèrent de le leur livrer. Les Américains, avec le soutien et l'approbation de la communauté internationale qui estimait qu'ils étaient en état de légitime défense, lancèrent une opération contre l'Afghanistan, « *Enduring Freedom* », le 7 octobre, qui aboutit au renversement des Talibans le 7 décembre. Mais Ben Laden échappa aux Américains. George W. Bush fit adopter le « *Patriot act* » qui réduisait les libertés publiques aux États-Unis, faisait de la guerre contre le terrorisme l'axe majeur de sa politique, « *Homeland security* », et privilégiait les réponses sécuritaires avec une très forte augmentation des dépenses militaires qui passèrent de 280 milliards de dollars en 2001 à 450 milliards à la fin de son premier mandat.

Les États-Unis entrent en guerre contre l'Irak

Au nom de la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive, il lança les États-Unis dans une guerre contre l'Irak dès 2003, « *Iraqi Freedom* », qui s'avéra catastrophique. Mais il gagna aux yeux de l'opinion publique une légitimité de chef de guerre, réussit à relancer la croissance économique et fut facilement réélu en 2004, sur un programme axé sur la sécurité et des propositions conservatrices.

Mais la guerre illégale d'Irak, les accusations de mauvais traitements, de multiples bavures militaires en Irak et en Afghanistan, l'ouverture de la prison illégale de Guantanamo, l'incapacité à écouter les Alliés, l'unilatéralisme débridé et le recours à des politiques de force rendirent les États-Unis extrêmement impopulaires, avec un Bush jugé arrogant et méprisant vis-à-vis des règles internationales. C'était le cas dans tous les pays musulmans, du fait de la guerre d'Irak et du soutien jugé inconditionnel à Israël, mais également dans le reste du monde, y compris dans les opinions publiques de proches alliés comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne. Malgré la priorité accordée aux aspects sécuritaires de la politique internationale, Ben Laden n'était toujours pas capturé. L'Irak et l'Afghanistan s'avéraient être des bourbiers et l'échec de la guerre contre le terrorisme était patent alors que les pertes militaires s'accumulaient.

Politique économique et sociale

Sur le plan intérieur, la politique économique et sociale de Bush fut un échec. Les déficits commerciaux et budgétaires explosèrent, avec la hausse des dépenses militaires, ainsi que les inégalités. Le président Bush semblait indifférent aux douleurs de la population, majoritairement noire, de la Nouvelle-Orléans touchée par le cyclone Katrina en 2005. Le soutien de l'opinion publique s'effritait avec la montée du chômage, de l'endettement des ménages et la multiplication des scandales politiques. À l'été 2008, la bulle spéculative explosa, notamment sous l'effet de la crise des *subprimes*, de nombreux ménages qui avaient emprunté pour financer l'achat de leur habitation étaient incapables de faire face au remboursement, ils avaient parié sur l'augmentation constante du coût de l'immobilier et celui-ci diminua. Des milliers d'Américains furent expulsés de chez eux. Dans ce contexte, Barack Obama gagna les élections de 2008, opposé au républicain John McCain qui souffrait du bilan critiqué de Bush et ne présentait aucune solution à la crise.

■ Mandats de Barack Obama

Le premier président noir américain

Pour la première fois, un Noir accédait à la Maison blanche, mais Barack Obama s'était fait le chantre au cours de la campagne d'une Amérique post- raciale. Il se présentait comme un candidat noir et non pas comme le candidat des Noirs. Il s'était, avec courage et lucidité, opposé à la guerre d'Irak en 2003. Il avait gagné les élections primaires démocrates contre Hillary Clinton. Il incarnait une Amérique réconciliée avec elle-même et faisait de la réconciliation avec le reste du monde sa priorité internationale. Contrairement à George W. Bush, sa formation avait fait de lui quelqu'un d'ouvert sur le monde. Né d'un père d'origine kenyane et d'une mère américaine qui avaient vite divorcé, il avait vécu dans sa jeunesse à Hawaï et en Indonésie. Il voulut restaurer l'exemplarité du modèle américain et la cohérence entre le discours sur les valeurs et la pratique, développant le *smart power* combinant *hard power* et *soft power*.

Que sont le *hard power*, le *soft power* et le *smart power* ?

Le *hard power* désigne la capacité à exercer une influence internationale au travers de sa puissance militaire.

Contrairement au *hard power*, le *soft power* désigne la capacité à exercer une influence internationale au travers de la popularité des valeurs et des institutions d'un pays.

Le *smart power*, développé sous l'administration d'Obama, est défini par le Center for Strategic and International Studies comme étant une combinaison du *hard power* et du *soft power*. Il désigne, lui, la nécessité d'avoir des capacités militaires fortes mais aussi d'investir largement dans des alliances, partenariats et institutions à tous les niveaux pour étendre son influence et établir la légitimité de son action.

Politique extérieure : un nouvel espoir de paix

Obama promet de fermer le camp de Guantanamo, d'interdire la torture, de mettre fin aux guerres dans lesquelles les États-Unis étaient impliqués, d'appuyer sur le bouton « *reset* » dans la relation avec la Russie, de normaliser les relations avec la Chine et de s'inscrire dans le multilatéralisme. Et surtout de rétablir la confiance avec les pays musulmans. Il prononça en mars 2009 un discours porteur d'espoir au Caire et reçut la même année le prix Nobel de la paix, plus par anticipation que pour les résultats obtenus. Il fut réélu en 2012, mais s'il parvint à se désengager d'Irak et d'Afghanistan, il s'avéra incapable de façonner un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens et renonça assez rapidement à engager un bras de fer avec Netanyahu, Premier ministre israélien, sur l'extension des colonies dans les territoires palestiniens occupés, vue comme le principal obstacle à l'accord de paix. Les relations américano-israéliennes se tendirent de plus sur la question du nucléaire iranien, puisque Israël reprochait aux États-Unis leur inaction.

Son souci de ne pas voir son pays entraîné dans des conflits lui valut le reproche de faire preuve d'hésitations, d'idéalisme et d'absence de leadership, notamment parce que, après avoir dressé une ligne rouge sur l'utilisation des armes chimiques par le régime syrien, il renonça à une intervention après qu'il fut établi que Bachar Al-Assad les avait utilisées. Il existait en fait un « syndrome irakien ». Les États-Unis craignaient d'être entraînés dans des conflits qui se transformeraient en bourbiers.

La mort de Ben Laden, tué au Pakistan où il se cachait, par un commando américain le 2 mai 2012 offrit à Obama un regain de

popularité. Mais les révélations Wikileaks de Bradley Manning, qui rendirent publics 250 000 télégrammes américains du Département d'État et de ses ambassades, ou l'affaire Snowden, qui révéla l'espionnage massif américain par la NSA, y compris des dirigeants alliés, jetèrent à nouveau une ombre sur le prestige des États-Unis.

Barack Obama a voulu redéfinir la politique étrangère américaine avec le concept de « pivot asiatique ».

Qu'est-ce que le « pivot asiatique » ?

Il s'agit de repositionner le dispositif stratégique américain vers l'Asie-Pacifique au détriment de l'Europe, qui n'est plus un enjeu depuis longtemps et du Proche-Orient dans lequel les déconvenues américaines ont été trop nombreuses. Ce repositionnement s'explique par la croissance économique de la région, qui s'ajoute à la poussée démographique, mais également au défi stratégique chinois.

Politique intérieure

Sur le plan intérieur, la réforme courageuse du système de santé, destinée à donner à chaque citoyen une couverture médicale (*Obamacare*) est difficile à mettre en œuvre. Elle rencontre l'opposition des républicains. Ces derniers ont d'ailleurs cherché à la reporter en provoquant un *shutdown*, un arrêt des activités gouvernementales, le 1^{er} octobre 2013, bloquant le vote des budgets de 2014 et s'opposant au relèvement du plafond de la dette, ce qui gèle près d'un million de salaires et le fonctionnement de nombreux services publics. Le 16 octobre, les républicains durent s'incliner, mettant fin au *shutdown* et acceptant le relèvement du plafond de la dette.

Les inégalités ont explosé, les Américains les plus fortunés ayant réussi à faire baisser leurs impôts. Les 1 % d'Américains les plus riches possèdent 34 % de la richesse nationale, les 50 % les plus pauvres 2,5 % seulement. La fin de la limitation des contributions aux dépenses des campagnes électorales, décidée par la Cour suprême au nom du principe des libertés, pervertit la démocratie. La société américaine, son mode de vie, son « *soft power* », la qualité des universités, la popularité de sa culture de masse séduisent toujours. Mais la médiocrité de sa classe politique, sa difficulté à prendre en compte les aspirations du reste du monde, la dette publique et privée, et des infrastructures (routes, aéroport, voies ferroviaires) en mauvais état, représentent de lourds handicaps.

L'Europe

■ Les guerres de Yougoslavie

À l'exception d'un bref affrontement entre la Grèce et la Turquie en 1974 à propos de Chypre qui fit l'objet d'une partition, il n'y a pas eu de guerre sur le continent européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin de la Guerre froide. Le jeu des alliances et la dissuasion en étaient les raisons puisque un affrontement mineur aurait pu dégénérer en guerre totale. Paradoxalement c'était parce qu'elles faisaient partie de la même alliance, l'Alliance atlantique, que la Grèce et la Turquie avaient pu s'affronter.

La chute du mur de Berlin et la réunification allemande avaient créé un climat d'optimisme forcené. La menace soviétique, qui avait su fédérer et effrayer les Occidentaux pendant quatre décennies, ayant disparue, la guerre semblait s'éloigner définitivement de l'horizon européen. À la stupéfaction générale, la guerre et le massacre de civils survinrent de nouveau, en Yougoslavie, présentée comme un modèle de cohabitation ethnique et religieuse. Au moment où l'Union européenne se construisait autour du traité de Maastricht, la Yougoslavie se désintégrait. Tito, par sa légitimité historique et par sa poigne également face à la menace soviétique, avait fédéré six républiques, cinq nationalités et trois religions. Sa mort en 1980 laissa un vide. Par ailleurs, l'économie yougoslave tournait au ralenti.

L'éveil des nationalismes

Milosevic, qui prit la tête de la Serbie en 1989, joua la carte du nationalisme et sembla vouloir écraser les autres nationalités. Les Slovènes et les Croates exprimèrent alors leur lassitude de l'influence serbe et voulurent s'en détacher. En mai 1990, le président croate Tudjman voulut déclarer l'indépendance de la Croatie, intégrant la Bosnie-Herzégovine, sans aborder la question de la population serbe de Croatie, qui représentait 600 000 habitants sur 4,5 millions au total, et qui s'effraya de ses discours nationalistes. L'antagonisme entre les Serbes, principaux résistants à Hitler, et les Croates, qui avaient majoritairement collaboré, ressurgit. Les Serbes de Croatie formèrent

alors les premières milices, soutenues par Milosevic, demandèrent le droit à l'indépendance et une guerre civile éclata en août 1990 avec la participation de l'armée serbe. Les Slovènes qui, avec 10 % de la population représentaient 25 % du PIB national yougoslave, proclamèrent en décembre 1990 leur indépendance à la suite d'un référendum, estimant qu'ils pourraient mieux valoriser leur atout économique et plus facilement s'intégrer dans l'Union européenne.

Le 25 juin 1991, l'indépendance fut officiellement proclamée en Slovénie et en Croatie, donnant lieu dans la première à quelques affrontements entre armées serbe et slovène alors que Belgrade et la minorité serbe refusaient l'indépendance de la seconde. Des provinces à forte population serbe firent alors sécession pour créer une fédération non reconnue. L'Allemagne et la France proposèrent en décembre 1991 d'envoyer une force de la paix de l'Union de l'Europe occidentale en Yougoslavie, mais cette proposition fut rejetée, notamment par les Britanniques pour ne pas faire concurrence à l'OTAN. Dans ce climat d'implosion de la Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine proclama son indépendance le 6 avril 1992, soutenue par les Croates et les musulmans bosniaques, mais les Serbes craignaient de ne pas être protégés dans le nouvel État et étaient donc opposés à l'indépendance, demandant le maintien du pays dans la Yougoslavie ou une territorialisation sur une base ethnique. La Yougoslavie n'était alors plus composée que de la Serbie et du Monténégro, incluant les territoires du Kosovo et de Voïvodine. Les musulmans bosniaques se heurtèrent alors à la fois à la Croatie désireuse d'intégrer la Bosnie-Herzégovine dans son territoire, mais principalement à la Serbie.

Des nettoyages ethniques

Le jour même de la proclamation d'indépendance, la Serbie attaqua la Croatie où les Serbes qui y vivaient voulaient à leur tour faire sécession, craignant d'être maltraités par le pouvoir croate. L'avancée serbe fut rapidement stoppée. En Bosnie, les Bosno-serbes, aidés par l'armée yougoslave, lancèrent le siège de Sarajevo. Une politique de purification ethnique fut mise en œuvre, consistant à chasser des villes par la terreur ou l'assassinat les musulmans bosniaques pour garantir le caractère serbe du territoire. Le massacre de Srebrenica de juillet 1995 restera particulièrement dans les mémoires du fait de la brutalité et de l'assassinat sommaire de 8 000 musulmans.

L'ONU déploya une force de maintien de la paix qui demeura largement impuissante pour faire cesser les combats et qui apporta avant tout une aide humanitaire. À l'été 1995, les Croates, aidés en sous-main par les Américains et leurs bombardements, lancèrent une offensive pour reconquérir et chasser les Serbes de Croatie, considérés comme les agresseurs et condamnés internationalement. Ils opérèrent à leur tour un nettoyage ethnique à l'été 1995.

En parallèle, les Serbes durent également évacuer la Bosnie-Herzégovine. Les accords de Dayton entraînèrent la fin des combats sous les auspices des États-Unis entre les présidents Tudjman, croate, Izetbegović, bosniaque, et Milosevic, serbe. La Bosnie, à côté d'un État croate et d'un État serbe, fut reconnue comme État indépendant, mais avec trois composantes croate, bosniaque et serbe qui s'avérèrent difficiles à gérer.

La guerre du Kosovo

Les Balkans n'en avaient pas terminé avec les guerres. À partir de février 1996, l'armée de libérations du Kosovo (UCK), région majoritairement peuplée de musulmans appartenant à la Serbie et dont Milosevic avait supprimé l'autonomie administrative en 1990, revendiqua une série d'attentats. L'armée et la police yougoslave lancèrent des opérations de répression qui enclenchèrent un cycle de violences et furent condamnées par le groupe de contact, groupe informel international chargé de trouver une solution politique pour la Bosnie. La France et le Royaume-Uni qui venaient, à Saint-Malo, de signer un accord remarqué sur la défense européenne, afin de montrer leur crédibilité, réunirent un sommet avec tous les protagonistes du conflit à Rambouillet en mars 1999. Aucun accord ne s'en dégagea.

Accusant Milosevic de conduire une nouvelle politique de purification ethnique, les pays de l'OTAN, malgré l'absence d'un accord du Conseil de sécurité les autorisant à user de la force, se basant sur la résolution 1160 qui imposait un embargo total sur les ventes d'armes à la Yougoslavie et la résolution 1199 qui exigeait le retrait des forces serbes du Kosovo, lancèrent une opération militaire. L'OTAN, qui n'avait jamais été en guerre à l'époque du monde bipolaire, dix ans après l'effondrement de ce dernier se lança pour la première fois dans une opération militaire de grande envergure. Officiellement,

il ne s'agissait pas de mettre en cause la souveraineté yougoslave sur le Kosovo mais d'arrêter le nettoyage ethnique.

Après soixante-dix-huit jours d'opérations aériennes allant jusqu'au bombardement de Belgrade, Milosevic, inculpé pour crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), capitula le 3 juin 1999. Les troupes de l'OTAN s'installèrent au Kosovo mais ne purent empêcher des exactions cette fois-ci des Kosovars contre la minorité serbe.

Une indépendance du Kosovo contestée

Le Kosovo passa sous administration internationale en juin 1999, la communauté internationale craignant une déstabilisation régionale en cas d'indépendance.

La Yougoslavie fut dissoute en 2003 et devint la Communauté d'États Serbie-Monténégro, dissoute à son tour en 2006 suite à l'indépendance du Monténégro (cf. carte ci-après).

Le Kosovo obtint finalement son indépendance en 2008, non reconnue par la Serbie, la Chine et la Russie, ce qui empêche son admission à l'ONU bien qu'elle soit reconnue par cent-sept États. Les tensions communautaires persistent cependant.

Milosevic quant à lui fut battu aux élections de 2000 avant d'être arrêté en 2001 et livré au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Il mourut en prison en 2006.



LA DISSOLUTION DE LA YOUGOSLAVIE

- Ancienne RSF de Yougoslavie (1945- 1991)
- République fédérale de Yougoslavie (1992-2003) Puis Communauté d'États Serbie et Monténégro (2003-2006)
- 1991

Indépendance de la Yougoslavie
- 2006

Indépendance de la Communauté d'États Serbie et Monténégro
- 2008

Indépendance reconnue par 107 États et contestée par 35, dont la Serbie et la Russie

■ La construction européenne

Le traité de Maastricht en 1992 prévoyait l'institution d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Le sommet franco-britannique de Saint-Malo du 4 décembre 1998 marqua un progrès significatif. Le Royaume-Uni, traditionnellement opposé à toute idée de défense européenne vue comme une concurrence de l'OTAN, accepta que l'Union européenne se dote de capacités d'action autonome, soutenue par des forces armées crédibles, alors que la guerre du Kosovo avait montré des déficiences européennes en termes d'équipements militaires.

Une Europe divisée par la guerre en Irak

Le sommet d'Helsinki de décembre 1999 avait prévu la constitution d'une force de projection de 60 000 hommes, mais la guerre d'Irak fit voler en éclats ce début d'unité européenne autour de la France et de l'Allemagne. Le camp de la paix s'opposa au Royaume-Uni, soutenu par les gouvernements conservateurs espagnols et italiens. Les pays de l'Est étaient également favorables à Washington. Le clivage n'était pas tant sur la pertinence de mener la guerre, mais sur son approche. Mis à part le leader italien Berlusconi, qui parlait de la supériorité de la civilisation occidentale, la plupart des pays étaient conscients des risques de la guerre par rapport à la sécurité au Proche-Orient et au développement du terrorisme. Simplement, là où la France et l'Allemagne privilégiaient une approche stratégique globale, le Royaume-Uni et les pays de l'Est accordaient la priorité à l'alliance avec les États-Unis.

Approfondissement et élargissement de l'Union

En parallèle, le 1^{er} janvier 1999, l'euro devint la monnaie unique de onze pays de l'Union européenne. Le Royaume-Uni se tint à l'écart de ce mouvement.

Le 1^{er} mai 2004, dix pays rejoignirent l'Union européenne. Il s'agissait des trois États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), de quatre anciens pays du pacte de Varsovie (République tchèque, Slovaquie, Pologne, Hongrie), d'un pays membre de l'ex-Yougoslavie (la Slovénie) et de deux

États méditerranéen (Malte et l'île de Chypre). Adhèrent ensuite à l'Union européenne la Bulgarie et la Roumanie en 2007 et la Croatie en 2013. L'Union européenne poursuit aussi son approfondissement. En décembre 2009, le traité de Lisbonne qui prévoyait la mise en place d'un président de la commission, élu pour deux ans et demi, et d'un haut représentant pour la politique étrangère, fut adopté.

Les défis actuels de l'Union

Mais l'Union européenne n'est toujours pas un acteur global sur la scène internationale. Elle apparaît plus comme un donneur d'aide, puisqu'elle est le principal donateur en aide publique au développement. Elle joue cependant un rôle politique et elle reste attractive à l'extérieur.

La crise économique de 2008 l'atteignit du fait de ses liens financiers et économiques avec les États-Unis. La dette accumulée par les pays membres fit alors craindre un éclatement de l'Union, des mesures d'austérité furent prises, provoquant une crise sociale et économique, particulièrement en Grèce, qui alla jusqu'à remettre en question la survie de l'euro comme monnaie commune. L'Allemagne, dont la bonne santé économique et le poids démographique lui confèrent un statut particulier, apparaît comme le pays majeur de l'Europe, mais doit faire attention à ne pas paraître dominante. En 2014, les élections européennes ont été marquées aussi par la progression de l'extrême-droite eurosceptique.

La Russie

La politique de la Russie dans le monde post-bipolaire peut être analysée en deux périodes bien distinctes. La première, qui couvre les mandats de Boris Eltsine au long des années 1990, fut marquée par un très net affaiblissement économique et stratégique et une relation consensuelle avec les Occidentaux. La seconde, qui commence avec l'arrivée de Poutine au pouvoir, fut caractérisée par le redressement économique et stratégique de la Russie et des relations plus tendues avec les Occidentaux, après une première tentative de rapprochement avec les États-Unis au lendemain des attaques du 11 septembre 2001.

Dans les années 1990, c'était la faiblesse de Moscou qui inquiétait, remplaçant la peur de la puissance soviétique. L'État semblait incapable et dépassé, des craintes apparurent quant à la capacité de contrôle des armes nucléaires et au poids des différentes mafias dans la vie économique. À partir des années 2000, la Russie fut de nouveau perçue comme un pays qui défendait son intérêt national par tous les moyens et fut jugée agressive par ses voisins immédiats et les Occidentaux.

Après la dissolution de l'Union soviétique, fut créée la Communauté des États indépendants (CEI) qui regroupe toutes les ex-républiques soviétiques, à l'exception des Pays baltes et de la Géorgie qui y adhéra en 1993 pour s'en détacher finalement en 2009 après le conflit contre la Russie en Ossétie du Sud, de même pour l'Ukraine, qui s'en détacha en 2014, suite à la crise en Crimée.

■ Mandats de Boris Eltsine

Boris Eltsine, qui avait contribué à l'éclatement de l'Union soviétique, pensant conforter ses intérêts à la tête de la Russie et dynamiser l'économie russe qui ne serait plus freinée par les républiques d'Asie centrale, s'aperçut rapidement qu'il avait perdu son pari. Il fut confronté à son tour aux vellétés sécessionnistes, notamment armées en Tchétchénie.

Des défis internes entre conflit tchétchène et fragilité économique

Eltsine réagit à la déclaration d'indépendance de 1991 par une guerre violente et cruelle en 1994 qui se solda en 1996 par un échec de la Russie à reprendre la main sur la région, malgré le maintien de celle-ci dans la Fédération russe.

Craignant un éclatement de la Russie composée de quatre-vingt-neuf entités administratives, cette démonstration de force avait pour objectif de décourager tout autre mouvement nationaliste sur son territoire. Eltsine entretenait de bonnes relations avec les pays occidentaux qui voyaient en lui celui qui avait mis fin au communisme. Mais il n'instaura pas réellement de démocratie, allant même

jusqu'à donner l'assaut au Parlement en 1993, où les communistes, restés nombreux, s'opposaient à la dissolution du Parlement ordonnée par Eltsine et avaient organisé son occupation. Le bilan de cette opération fut de 150 morts. La justice restait sous contrôle, de même que la presse dont l'indépendance était limitée, les libertés étaient plus restreintes que durant la dernière période du gouvernement de Gorbatchev.

Si Boris Eltsine démantelait la planification et la centralisation bureaucratique de l'économie, il ne mettait pas en place une véritable économie de marché. Les privatisations se firent au profit d'amis du pouvoir, les oligarques, qui bâtirent des fortunes colossales. Du temps de l'Union soviétique, les apparatchiks jouissaient de certains privilèges mais les inégalités explosèrent dans les années 1990.

Désorganisée, l'économie russe périssait. Le PNB national fut divisé de moitié entre 1991 et 2000, la production agricole recula de 40 %, les pensions et les salaires furent plafonnés, malgré une très forte inflation, ce qui fit apparaître des phénomènes de mendicité de masse, autrefois inconnue, alors qu'une consommation de luxe indécente s'affichait au grand jour pour ceux qui avaient profité de la fin du régime. Sachant que leur fortune était illégitime, les oligarques transférèrent une partie de leurs avoirs à l'étranger afin de sécuriser leur fortune en cas de changement de régime. Ces fuites de capitaux conduisirent à un krach boursier et monétaire en août 1998. De 3,4 % du PIB mondial en 1990, la Russie ne représentait plus que 2 % en 2000.

La guerre en Tchétchénie reprit en 1999 du fait de la présence dans une république voisine, le Daghestan, de rebelles islamistes tchétchènes qui rappelèrent à Moscou l'échec de 1996. L'armée russe se montra incapable de vaincre les combattants tchétchènes, dans une sorte de réplique interne de la guerre d'Afghanistan.

Moscou, une puissance en déclin sur le plan international

Boris Eltsine, populaire à l'étranger, devint rapidement impopulaire dans son propre pays car fortement fragilisé par la maladie, soupçonné d'alcoolisme et accumulant les échecs. Moscou se révéla ainsi incapable de s'opposer à l'élargissement de l'OTAN ou à la guerre du

Kosovo en 1999, contre un pays, la Yougoslavie, qu'elle considérait comme son allié stratégique et culturel.

La Russie ne pesait pratiquement plus au Proche-Orient et devint invisible en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Elle était devenue une puissance régionale déclinante dont on ne se préoccupait guère. Son admission au sein du G7, qui devint le G8 en 1997, fut considérée comme un cadeau de compensation fait par les pays occidentaux à un pays dont ils craignaient l'effondrement, mais dont ils ne tenaient compte ni des intérêts, ni des orientations. En décembre 1999, Boris Eltsine démissionna six mois avant la fin de son mandat.

■ Mandats de Vladimir Poutine

Consolidation du pouvoir central

Elsine fut remplacé par Vladimir Poutine, inconnu, issu des services de renseignements. Il semblerait qu'un pacte signé entre les deux hommes garantissait l'impunité à Boris Eltsine, accusé d'avoir détourné à des fins personnelles une aide du FMI destinée à la reprise économique du pays, et à ses amis, dont la fortune ne fut pas remise en cause. Vladimir Poutine est un nationaliste ombrageux qui veut restaurer la grandeur de la Russie. Il déclara par la suite : « *Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, mais celui qui veut la restaurer n'a pas de tête.* »

Par une politique faite de répression et d'aide économique massive, il mit fin à la guerre en Tchétchénie, mais le Caucase resta l'objet de violences du fait de groupes djihadistes. Très conscient des rapports de force, il joua, en habile et brutal realpoliticien, de ses atouts pour rétablir le statut de son pays. Il proposa un pacte aux oligarques : ils pourraient continuer à jouir de leurs privilèges s'ils ne le contestaient pas politiquement et s'ils réinvestissaient une partie de leur fortune basée à l'étranger sur le sol national. Ceux qui respectèrent ce pacte ne furent pas inquiétés. Ceux qui le défièrent, comme Mikhaïl Khodorkovski, soupçonné de vouloir le concurrencer politiquement, mais également de rapprocher son entreprise, Ioukos, des actionnaires américains, fut emprisonné en 2004 après un procès discutable, avant d'être libéré en 2013 à l'approche des Jeux olympiques de Sotchi.

Poutine relance l'économie et se rapproche des Occidentaux, pour un temps

Poutine afficha sa solidarité avec les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. Un conseil OTAN-Russie fut même créé en 2002. Les États-Unis y voyaient le signe d'un ralliement de la Russie à leur leadership alors que, pour Poutine, ce n'était qu'un moyen de gagner du temps pour rebâtir le pays et également de faire taire les critiques sur la répression en Tchétchénie, en l'inscrivant dans la lutte commune contre le terrorisme islamique. Poutine s'opposa toutefois à la guerre d'Irak en 2003. La Russie présenta aux Occidentaux ses ressources énergétiques comme une alternative à celles des pays, instables, du Moyen-Orient. L'appétit des puissances émergentes pour les matières premières dopa de plus l'économie russe, dont les trois quarts de recettes d'exportation dépendaient encore des ventes des matières premières énergétiques. Le prix du baril de pétrole à 15 \$ en 2000, monta jusqu'à 150 \$ avant la crise de 2008, pour se stabiliser autour de 120 \$ à partir de 2010. Le PNB russe rattrapait toutes ses pertes et Moscou remboursa la dette nationale. Une classe moyenne se constitua.

Divisions dans « l'étranger proche » de la Russie

S'il ne put s'opposer à l'entrée dans l'OTAN des anciens pays du pacte de Varsovie et des trois États baltes, Poutine dressa une ligne rouge à propos de l'Ukraine et de la Géorgie, où leurs révolutions dites de couleur (révolution des roses en 2003 en Géorgie et révolution orange en 2004 en Ukraine), l'inquiétèrent. Les nouveaux pouvoirs de ces pays s'opposant à la Russie, Poutine soutint les mouvements sécessionnistes de deux provinces géorgiennes (l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud) et vainquit militairement la Géorgie au cours d'une mini guerre, qui éclata le 8 août 2008, le jour de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, et se solda par le maintien dans ces régions de troupes russes. L'espace post-soviétique, qualifié « d'étranger proche » par Moscou, se fragmente alors entre des pays qui multiplient les accords de rapprochement économique et sécuritaire avec la Russie, et des pays souhaitant se dégager du joug de Moscou en se rapprochant des puissances occidentales. Ces divisions apparaissent aussi au sein même des sociétés qui composent ces pays.

Un nouvel éloignement vis-à-vis de l'Occident

Poutine s'est éloigné petit à petit des États-Unis, avec qui des tensions sont apparues, des experts russes estimant notamment que Moscou a donné beaucoup plus qu'elle n'a reçu de Washington. En 2007, Poutine s'opposa au programme de bouclier antimissile des États-Unis, jugé comme agressif à l'encontre de Moscou. Poutine fait aussi valoir ses intérêts au Proche-Orient, alternant opposition et coopération sur le dossier du nucléaire iranien, étant capable contrairement aux Occidentaux de nouer des relations aussi bien avec le gouvernement d'Israël (où vit un million de personnes d'origine russe) qu'avec le Hamas, et soutenant le régime syrien après l'éclatement de la révolution de la guerre civile en 2012. La Russie use aussi de son veto et de son alliance avec la Chine au Conseil de sécurité pour peser sur ces questions, et notamment sur le dossier syrien.

Dimitri Medvedev, son Premier ministre, fut élu président en 2008, Poutine ne pouvant pas être constitutionnellement réélu pour un troisième mandat consécutif. Pendant cette période, il fut cependant nommé Premier ministre tout en restant vraisemblablement le véritable leader du pays. Il fut en 2012 élu pour un nouveau mandat de six ans.

L'organisation des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi en février 2014 fut vécue comme le retour à la grandeur russe et une revanche, y compris par rapport aux Jeux de Moscou, boycottés en 1980.

L'annexion de la Crimée

Inquiet de voir l'Ukraine se rapprocher de l'Union européenne après qu'un soulèvement populaire eut entraîné la chute du gouvernement pro-russe de Ianoukovtchik en février 2014, Poutine déclencha une crise conduisant à l'annexion de la Crimée en mars 2014. Cette région avait été, dans le cadre des frontières internes de l'Union soviétique, donnée par Khrouchtchev à l'Ukraine en 1954 et est majoritairement peuplée de Russes et de russophones. Elle est surtout le siège de la flotte russe de la mer Noire. Les événements d'Ukraine ont conduit à une dégradation très forte des relations avec les Occidentaux.



LA RUSSIE DANS L'EX-ESPACE SOVIÉTIQUE : ENTRE INFLUENCE ET CONTESTATIONS

- Anciennes républiques soviétiques membres de la Communauté des États indépendants
- Anciennes républiques soviétiques ayant décidé de quitter la CEI après des conflits avec la Russie :
– L'Ukraine (2014), La Géorgie (2009)
- Anciennes républiques soviétiques membres de L'OTAN
- Révolutions de couleur ou autre soulèvement dans l'ex-espace soviétique :
– 2003 : Révolution des Roses en Géorgie
– 2004 : Révolution orange en Ukraine
– 2005 : Révolution des tulipes au Kirghizistan
– 2013-2014 : Euromaïdan en Ukraine
- Autre région pro-russe de l'ex-espace soviétique :
– Est de l'Ukraine
- Régions sécessionnistes pro-russes de l'ex-espace soviétique :
– Transnistrie en Moldavie
– Crimée en Ukraine
– Abkhazie et Ossétie du Sud en Géorgie
- Région sécessionniste de l'ex-URSS où Moscou est une partie prenante secondaire :
– Haut-Karabakh en Azerbaïdjan
- Guerre entre la Russie et une ancienne république soviétique :
– Guerre d'Ossétie du Sud en 2008 entre la Russie et la Géorgie
- Conflit sécessionniste en Russie né de l'éclatement de l'URSS :
– Tchétchénie

Bilan : entre contestation et popularité internes

Le caractère autoritaire du régime de Poutine avait amené un début de contestation des classes moyennes, mais sur fond de tensions internationales, sa popularité, dans un pays où le patriotisme et le nationalisme sont forts, est confortée dans son bras de fer avec les Occidentaux. L'économie russe, quant à elle, montre des signes d'essoufflement, la croissance étant atone. La Russie souffre d'un manque d'investissements, d'une absence de diversification de l'économie et d'une persistance de fuite des capitaux. On peut se demander si Moscou ne tombe pas dans le piège de la surextension impériale qui avait été mortel pour l'URSS, puisque ses alliés lui coûtent en effet très cher. La carte ci-contre dresse son bilan territorial par rapport à ses voisins de l'ex-espace soviétique.

Les citoyens russes souffrent de restriction des libertés publiques, mais il y existe dans ce domaine une grande continuité et non pas une régression. En revanche, les consommateurs russes se réjouissent de l'augmentation globale du niveau de vie. Enfin, les Russes sont fiers du statut retrouvé sur le plan international de leur pays, après les humiliations à répétition des années 1990. Les mêmes raisons qui font de Poutine quelqu'un d'extrêmement impopulaire dans le monde occidental, renforcent sa popularité dans son pays.

L'Asie

Les pays asiatiques estiment que « l'Asie dissociée du reste du monde » est une conception qui n'a plus cours. Ils veulent être invités à la table de la gouvernance mondiale, réformer les institutions internationales de l'ONU ou du FMI pour mieux se faire entendre. La perception d'un déclin occidental et d'un déplacement progressif du centre de gravité vers l'Asie-Pacifique est nette et a été accélérée par la crise de 2008. Mais on a cependant du mal à voir une voix asiatique : on distingue plutôt une voix chinoise, une voix japonaise, indienne, coréenne, une voix australienne, soit une mosaïque de perceptions et d'ambitions. Malgré les difficultés, l'Europe est capable le plus souvent de parler d'une seule voix, ce qui n'est pas le cas de l'Asie. Les progrès économiques sont plus importants que les progrès politiques et stratégiques et les concurrences nationales qui irradiant les populations ont des effets internationaux négatifs.

■ Le Japon

La crise économique des années 1990 fait tomber les espoirs

Le Japon, dont beaucoup prédisaient à la fin des années 1980 qu'il allait devenir la première puissance mondiale entra dans une longue période de stagnation à partir du début des années 1990. La montée parallèle des cours de l'immobilier et des sociétés cotées en Bourse créa une bulle spéculative qui éclata en 1992. L'indice boursier Nikkei passa de 39 000 en décembre 1989 à 14 000 en août 1992. Le chômage, autrefois inexistant, atteignit 6 % de la population active. Habitué des taux de croissance forts, le Japon connut une croissance quasi nulle jusqu'au début du ^{xxi}^e siècle (la décennie perdue).

Une crise politique, sociale et stratégique

À cette crise économique, s'ajouta une crise politique, sociale et stratégique. Du point de vue politique, le parti libéral-démocrate occupait le pouvoir sans interruption depuis 1955. Le système de décision par consensus qui faisait la force du pays déboucha sur l'immobilisme. La corruption était généralisée et expliquait une partie de l'éclatement de la bulle spéculative. Les banques, pour satisfaire certains politiciens, accordaient des prêts à des projets dont la viabilité économique était plus qu'incertaine.

Par ailleurs, la société japonaise s'interrogeait sur elle-même. Les nouvelles générations refusaient les contraintes que leurs parents et grands-parents avaient acceptées au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Les Japonais ne voulaient plus être des citoyens pauvres dans un pays riche et contestaient le modèle de société où le travail était la valeur suprême et où les loisirs passaient à l'arrière-plan. Les femmes voulaient également occuper une plus grande place dans une société où leurs droits étaient méconnus.

Dans le domaine stratégique, le Japon voulait occuper un rôle plus important sur la scène internationale. Second contributeur au budget de l'ONU, il réclamait un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. La page du monde bipolaire tournée, les Japonais estimaient que les contraintes qui pesaient sur eux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'avaient plus de raison d'être. La guerre

du Golfe, à laquelle ils n'avaient pas participé, se contentant d'un rôle de banquier des États-Unis en payant une contribution pour financer partiellement le coût de la guerre (« diplomatie du carnet de chèques »), laissa un goût amer. En 1992, la loi de « *Peacekeeping operation* » permit au Japon de participer à des forces de maintien de la paix sous mandat des Nations unies.

Les relations avec la Chine et la Corée du Sud

En 2001, Koizumi arrivait au pouvoir avec la volonté de dynamiser la société japonaise, mais ses visites au temple de Yakusune, où reposent les âmes des guerriers morts sur le champ de bataille, dont quelques criminels de guerre, irritèrent fortement les voisins asiatiques, au premier rang desquels la Chine et la Corée du Sud. Ces deux pays reprochaient au Japon de ne pas avoir présenté suffisamment d'excuses pour les crimes commis au cours de la Seconde Guerre mondiale, notamment pour la Chine après le massacre de Nankin en 1937-1938 et le sort des « femmes de réconfort », ces jeunes Coréennes (dont le nombre est estimé à 200 000) contraintes à la prostitution pour le compte de l'armée japonaise. Durant le court intermède au pouvoir du parti démocrate de 2009 à 2012, le Premier ministre Hatoyama voulut entamer une politique de réconciliation avec la Chine et prendre ses distances avec les États-Unis. Le retour du parti libéral-démocrate en 2013 avec le nouveau Premier ministre Shinzo Abe donne place au développement d'une rhétorique nationaliste, populaire dans l'opinion japonaise qui vit de plus en plus mal la rivalité avec la Chine.

Le bilan après la catastrophe nucléaire de Fukushima

2011 fut une année charnière pour le Japon. Le 11 mars 2011, un séisme de magnitude 9, suivi d'un tsunami, provoqua un grave accident à la centrale nucléaire de Fukushima et un choc psychologique national. Outre les 20 000 morts et disparus, cette catastrophe eut de lourdes conséquences, aggravant les problèmes déjà existants. La même année, le PNB chinois dépassait celui du Japon qui passait alors à la troisième place mondiale.

De plus, le Japon connaît également un problème de démographie puisque la population estimée à 128 millions d'habitants en 2013

devrait se réduire à 108 millions en 2050 et souffre d'un vieillissement préoccupant de sa population. Le Japon conserve cependant le troisième PIB mondial et de fortes capacités technologiques. En 2013, il s'est vu attribuer l'organisation des Jeux olympiques de 2020.

■ La Chine

En Chine, une surchauffe économique et une contestation d'origine étudiante avait créé un vaste mouvement d'appel à la démocratisation du pays en 1989, au moment où l'URSS se libéralisait et relâchait la pression sur les pays à l'Est. Le régime choisit de réprimer brutalement la contestation sur la place Tien'anmen en mai 1989 prenant une voie opposée à celle de Gorbatchev. Le pouvoir gardait un contrôle politique étroit du pays, mais la croissance économique et l'apparition d'une classe moyenne le forcèrent à relâcher la pression. Une libéralisation sous contrôle se mit en place.

Une économie capitaliste dans un régime autoritaire

La Chine poursuivit son ascension économique et stratégique entamée au début des années 1980. Le Parti communiste conservait le monopole du pouvoir, tout en mettant en place un système qui n'avait plus rien à voir avec les principes du marxisme-léninisme. Le PC organise des transitions politiques contrôlées. Mais si la Chine demeure un régime autoritaire, cela n'a plus rien à voir avec le système totalitaire qui existait sous Mao Tsé-toung. C'est en fait une économie capitaliste qui règne depuis en Chine, dirigée par un parti unique.

Hu Jintao, qui prit le pouvoir en 2003, inscrivit cependant la libéralisation et la croissance économiques dans une dynamique d'équité et de justice sociale. Ainsi, 700 millions de Chinois ont été sortis de la misère. Alors qu'en 1980, 80 % des Chinois vivaient en deçà du seuil de pauvreté, ils n'étaient plus que 20 % en 2010. Le revenu par habitant a été multiplié par sept.

De plus, la Chine, en cinquante ans, est devenue une consommatrice effrénée de matières premières, notamment de métaux dont la consommation est passée de 10 % de la consommation mondiale en 1990 à 25 % en 2010. Mais les inégalités ont aussi explosé avec la

constitution rapide de fortunes colossales puisque 20 % des milliardaires de la planète sont chinois.

La première puissance commerciale mondiale

En 2013, avec 4 000 milliards de dollars d'importations et d'exportations, la Chine est devenue la première puissance commerciale mondiale, dépassant les États-Unis. Elle n'est plus seulement l'atelier du monde, elle est également devenue l'un des plus grands marchés. Toujours en 2013, le *renminbi* a détrôné l'euro comme seconde monnaie la plus utilisée dans les contrats commerciaux. L'année précédente, elle était devenue la première puissance exportatrice devant l'Allemagne. En 2011, son PIB avait dépassé celui du Japon et elle était devenue la deuxième puissance économique mondiale, avec une transition politique réussie (cf. Cyclope 2013).

Il est important de garder à l'esprit les conséquences stratégiques majeures de l'émergence économique de la Chine. Si l'on se réfère au cas japonais, on observe que son passage de 3 % à 12 % du PIB mondial entre 1950 et 1980 provoqua un changement géopolitique majeur. Il en sera de même pour la Chine. Celle-ci était déjà considérée comme un acteur stratégique majeur, en 1980, au tout début des années Deng Xiaoping alors qu'elle ne réalisait à l'époque que 1 % du PIB mondial. En en réalisant aujourd'hui dix fois plus, elle contribue à modifier les rapports de force au niveau mondial.

La Chine, première puissance mondiale de demain ?

La Chine semble avancer inexorablement vers la place de première puissance mondiale, détrônant les États-Unis. La question n'est plus aujourd'hui de savoir si son PIB dépassera le PIB américain, mais de savoir quand cela surviendra. Certes, on pourrait être tenté d'établir une comparaison entre ce qui est dit sur la Chine aujourd'hui et ce qui était dit sur le Japon dans les années 1980.

Elle a l'image d'une toute-puissance économique, d'un bulldozer que rien ne peut arrêter, qui met en péril les équilibres économiques et sociaux mondiaux par une conquête agressive des marchés extérieurs, tout en protégeant son marché intérieur, en mettant en place

une politique basée sur une consommation interne contenue, des salaires qui le sont tout autant, mais dopés par l'épargne et l'investissement. La bulle spéculative a éclaté au Japon, on ne peut pas tout à fait écarter qu'elle le fasse également en Chine. Mais si cette hypothèse ne peut être exclue, elle ne constitue pas le scénario majeur puisque les dirigeants chinois semblent mieux maîtriser le moyen et long terme.

Les défis de la Chine d'aujourd'hui

On connaît les défis auxquels la Chine est confrontée. Ils sont pris en compte par les autorités, mais la bataille est loin d'être gagnée. La lutte contre la corruption, dont le nouveau président Xi Jinping a fait une priorité depuis 2013, figure au premier rang. Limiter les effets négatifs de la pollution, non seulement sur la santé publique, mais également sur le futur du développement économique vient juste après. Il faut également gérer la poursuite de l'urbanisation du pays puisque 200 à 300 millions de Chinois devraient, dans les deux prochaines décennies, quitter les campagnes pour s'établir en ville, et corriger les inégalités sociales et régionales. Les débouchés sont insuffisants pour les jeunes diplômés. Les exportations ne suffisent plus à stimuler une croissance (tombée à moins de 7 % par an en 2013) qui doit être relayée par une demande interne. C'est une façon de renouveler le pacte social entre les dirigeants communistes chinois et la population.

Celui-ci ne repose plus depuis longtemps sur l'adhésion aux thèses de Marx et de Lénine ou sur une réflexion poussée sur la pensée de Mao Tsé-toung, mais bel et bien et avant tout sur l'amélioration constante du niveau de vie. Les citoyens chinois n'ont pas le droit de vote mais ils s'expriment à leur manière. On compte 80 000 incidents violents de contestation par an. La plupart sont liés à la pollution, à la corruption et à ses conséquences sur le manque de qualité des infrastructures. Malgré la censure, les 600 millions d'internautes chinois se font entendre. La Chine n'est pas une démocratie, mais il existe une société civile qui s'exprime. Les libertés individuelles ont augmenté après 2006, mais les problèmes de violation constante des droits de l'homme et de la censure demeurent toutefois. Pour l'instant, la population adhère toujours au régime, mais celui-ci connaît les raisons de cette adhésion et les moyens de la poursuivre.

La Chine s'inquiète d'une possible volonté d'autonomie du Tibet et de la minorité ouïgoure¹, musulmans du Xin Jiang qu'elle contrôle par un modèle de répression culturelle et de dynamisme économique. En 1997, Hong Kong a été restitué à la Chine par le Royaume-Uni, tout en conservant un système politique et juridique séparé. Macao est revenu dans le giron chinois en 1999. Le modèle de Hong Kong est mis en avant par les autorités chinoises pour réclamer le retour sous sa souveraineté pleine et entière de Taïwan. L'ancienne dictature militaire de Taïwan est devenue une démocratie pleine et entière avec une société civile vivante, des syndicats et une alternance politique. Les dirigeants de Taïwan ne veulent pas proclamer officiellement leur indépendance qui constituerait une ligne rouge pour Pékin, mais ils n'ont pas envie de revenir dans le giron chinois et veulent continuer à bénéficier d'une indépendance de fait. Les 23 millions d'habitants de Taïwan pèsent peu par rapport aux 1 300 millions d'habitants chinois, mais le PIB par habitant y est nettement plus élevé. Les relations économiques se sont développées entre l'île et le continent, les vols aériens directs, autrefois interdits, sont désormais de sept cents par semaine. Sans exclure la perspective d'une réunification par la force, la Chine compte plutôt sur une absorption lente de Taïwan.

Politique extérieure

Du point de vue stratégique, la Chine prône un monde multipolaire où elle a pour principe majeur celui de la non-ingérence, estimant qu'elle a été victime des ingérences étrangères qui ont conduit à son déclin tout au long du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle. La Chine met en avant son émergence pacifique, c'est-à-dire qu'elle ne menace pas le reste du monde mais qu'elle entend simplement se développer librement. La Chine rappelle qu'elle n'a jamais été un pays colonialiste et que la flotte chinoise conduite par l'amiral Zang He au XVI^e siècle avait transporté 100 000 soldats sur la côte orientale de l'Afrique et était rentrée chez elle sans conquête.

Toutefois, en janvier 2014, l'Armée populaire de libération effectuait son premier test de missile de croisière hypersonique, capable d'être équipé aussi bien d'une tête nucléaire que conventionnelle. Alors que

1. Ils sont huit millions (donc 0,75 % de la population chinoise) et forment 45 % de la population du Xinjiang, qui est la plus grande province chinoise.

la Chine avait mis en service son premier porte-avion à propulsion nucléaire en septembre 2012, elle confirmait en janvier 2014 le lancement d'un second porte-avion. À terme, elle devrait se doter de quatre porte-avions. En décembre 2013, la Chine lançait sur sa base de Xichang un satellite bolivien et confirmait sa place sur le marché international des lanceurs de satellites. Le programme avait été financé à hauteur de 85 % par une banque de développement chinoise. En juillet 2013, la Chine avait lancé le satellite expérimental Shiyang 7, qui pourrait avoir une capacité antisatellite. La Chine se prépare à répliquer à une éventuelle « guerre des étoiles ». Elle n'hésite plus à monter le ton et n'est plus tout à fait contenue dans le slogan d'« émergence pacifique », comme le montre le bras de fer pour les îlots inhabités Senkaku/Diaoyu qui l'oppose au Japon. On n'ose prévoir ce qui pourrait se passer si la Chine décidait d'envoyer quelques militaires occuper ces îlots.

La Chine a retenu de la guerre du Kosovo de 1999, durant laquelle son ambassade à Belgrade avait été bombardée sans qu'elle ne puisse réagir autrement que par des protestations, l'intérêt des armes de précision et de la technologie militaire. Le qualitatif doit l'emporter sur le quantitatif, autrefois privilégié. Mais elle a également – et surtout – retenu de l'implosion de l'URSS qu'il était impératif de ne pas suivre les États-Unis dans la course aux armements.

Officiellement la Chine ne s'occupe pas des opinions que les étrangers peuvent porter sur sa politique. Hypersensible sur les questions de souveraineté, elle affirme haut et fort ne pas tenir compte des opinions extérieures, et être insensible aux critiques. Cela n'est cependant pas tout à fait exact et la Chine, comme les autres puissances, se met, à sa manière, à s'occuper du *soft power*. La montée en puissance économique et stratégique de la Chine est incontestable mais les dirigeants chinois ont compris qu'ils souffraient d'un déficit en termes d'image, de *soft power*, de présence dans la bataille d'idées. Elle a ainsi tiré un grand prestige de l'obtention des Jeux olympiques de 2008, a intégré l'OMC, a développé l'Organisation de coopération de Shanghai avec l'Asie centrale, a tissé des liens de collaboration avec l'Afrique et revendiqué un rôle de médiateur international, notamment sur la question coréenne.

Toutefois, même si dans l'espace temporel d'une génération, la Chine devrait économiquement dépasser les États-Unis, elle ne serait pas encore la première puissance mondiale au niveau stratégique. Le PNB américain avait par exemple dépassé le PNB britannique à la

fin du XIX^e siècle, mais il a fallu attendre encore un demi-siècle et deux guerres mondiales avant que la première place sur l'échiquier mondiale leur soit reconnue. Certes, le temps s'est accéléré depuis. Mais la Chine sera confrontée au phénomène dont elle a elle-même profité : l'émergence. Le monde se multipolarise et cette multipolarité future empêchera le monde d'être chinois.

Culture et civilisation chinoises en expansion

Par ailleurs, les instituts Confucius se développent à travers le monde et sont un relais culturel de la politique chinoise. Au moment où les Occidentaux réduisent leur représentation extérieure, la Chine met en avant l'intérêt que beaucoup de gens portent à sa culture, à sa civilisation, pour faire passer son message politique. Elle a, à l'instar des autres pays, lancé une chaîne de télévision internationale destinée à séduire les téléspectateurs du monde entier. Elle se lance également dans le débat d'idées en renforçant ses think tanks et en participant de façon massive à des forums qu'elle fuyait auparavant. L'époque où les Chinois n'y participaient pas faute de moyens, et surtout faute d'arguments, est révolue.

■ L'Inde

Réorientation stratégique sur le plan international

La fin de la Guerre froide obligea l'Inde à revoir son orientation diplomatique puisqu'elle ne pouvait plus bénéficier de son rôle de leader des pays non-alignés, qui avait en outre l'avantage d'avoir des contacts privilégiés avec l'Union soviétique. En 1998, elle relança une série d'essais nucléaires afin de rendre irréversible son statut de puissance nucléaire. Le Pakistan la suivit, mais désormais c'est la Chine qui représenterait sa préoccupation principale du fait de sa montée en puissance. Quant au Pakistan, l'Inde ne le craint plus car elle considère qu'il n'est plus en mesure de se lancer dans une guerre contre elle, malgré les soupçons d'implication des services secrets pakistanais dans l'organisation d'attentats comme à Bombay en 2008.

New Delhi se rapproche des États-Unis, s'appuyant sur une communauté anglo-américaine extrêmement puissante et en prenant part activement dans la guerre contre le terrorisme, ce qui permet la mise

en place de partenariats économiques et militaires. Elle est candidate à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité, candidature soutenue par les États-Unis et voudrait se voir reconnaître comme la sixième puissance mondiale, avec une participation intense aux sommets internationaux et son statut de BRICS. L'Inde s'est lancée dans une politique de libéralisation économique afin de rattraper son retard sur la Chine.

Des défis socio-économiques internes

Mais si une partie de l'Inde est déjà dans le ^{xxi}^e siècle, une autre partie reste plongée dans le ^{xix}^e. Elle souffre encore de la rigidité du système des castes, de fortes inégalités sociales et de tensions persistantes entre les nationalistes hindous et les 180 millions d'Indiens de confession musulmane, avec le développement de l'extrémisme islamiste. De plus, l'Inde est touchée par une guérilla maoïste de plus en plus populaire et dirigée contre les représentants des forces de l'ordre et les civils.

L'Inde occupe la 131^e place mondiale en termes d'indice de développement humain. L'Inde devrait devenir le pays le plus peuplé du monde à l'horizon 2050 en dépassant la Chine, mais l'illettrisme reste très développé, touchant encore 40 % de la population. Le PIB indien reste trois à quatre fois inférieur à celui de la Chine et le pays a été durement touché par la crise économique qui a aggravé son déficit commercial, son taux d'inflation, entraîné une dégradation de la monnaie nationale et une chute des IDE (investissements directs à l'étranger). La corruption reste endémique et les réformes sont lentes à se mettre en place. En juin 2014, le parti du Congrès a perdu les élections au profit du BJP, le parti nationaliste.

■ Les deux Corée

Une tentative de rapprochement dans la péninsule malgré des développements politiques opposés

En 1993, un civil, Kim Young-sam, fut élu président de la république de Corée du Sud, puis en 1997, il fut remplacé par l'ancien dissident Kim Dae-jung qui privilégia la démocratie et le respect des droits de

l'Homme. Il avait été emprisonné sous le régime militaire pour avoir prôné des contacts avec la Corée du Nord et mit en place la « *Sunshine Policy* », s'inspirant de l'Ostpolitik de Willy Brandt. Il voulait établir des relations avec la Corée du Nord afin d'amener en douceur le régime à s'ouvrir. Il recevra le prix Nobel de la paix en 2000 grâce à ses succès dans l'apaisement des relations entre les deux pays avec la première visite d'un président sud-coréen à Pyongyang en 2000, la mise en place d'un téléphone rouge et d'une série d'accords économiques entre 2000 et 2007. Les relations entre la Corée du Sud et le Japon restent marquées par les souvenirs traumatisants de la Seconde Guerre mondiale et par les différends autour des îles Dokdo-Takeshima revendiquées par le Japon. La co-organisation de la Coupe du monde de football en 2002 permit un rapprochement passager.

Après avoir menacé de se retirer du TNP en 1993, la Corée du Nord gela son programme nucléaire en échange d'une aide économique de la Corée du Sud, du Japon et des États-Unis, mettant en place une « stratégie d'extorsion » pour maintenir son régime à flot. Kim Il-song, le fondateur du régime nord-coréen mourut en 1994 et son fils, Kim Jong-il lui succéda. Ce fut la première succession dynastique dans un pays communiste. Un culte de la personnalité lui a été voué, comme à son père.

La Corée du Nord subit dans les années 1990, une famine qui fit des dizaines de milliers de morts, qui poussa Kim Jong-il à chercher un apaisement des relations avec la Corée du Sud et une ouverture internationale, y compris vers l'Europe. Placée sur la liste des pays de « l'Axe du mal » en janvier 2002 par George Bush, la Corée du Nord relança son programme nucléaire et se retira du TNP en janvier 2003, tout en multipliant les essais nucléaires et balistiques. Un accord de désarmement nucléaire a été signé en 2007, mais il ne fut pas appliqué.

Décollage au sud et isolement au nord sur fond d'échec du rapprochement

En 2007, Lee Myung-bak fut élu président en Corée du Sud. Il mit un terme à la politique de rapprochement avec la Corée du Nord, estimant qu'elle ne servait qu'au maintien du régime et ne conduisait pas à son ouverture. Tous les gestes et les accords entre les deux Corées furent dénoncés. Dans le même temps, Lee Myung-bak se rapprocha des

États-Unis, parvenant même à signer un traité de libre-échange entre les deux pays en 2012. Mais il était impopulaire et la crise mondiale toucha les exportations et la monnaie coréennes. En 2013, Park Geun-hye, la fille de l'ancien dictateur, le général Park, est élue à la présidence de la Corée du Sud, devenant la première femme à occuper ce poste. Après avoir subi la crise asiatique de 1997, l'économie sud-coréenne a repris son développement pour détenir le quatorzième PNB mondial.

En 2011, se produisit une troisième succession dynastique en Corée du Nord avec l'arrivée au pouvoir du fils de Kim Jong-il, Kim Jong-un. La Corée du Nord ne cesse de souffler le chaud et le froid. Ses dirigeants sont persuadés que seul le maintien d'une capacité nucléaire permet la survie du régime en le sanctuarisant. Se poursuivent les démonstrations de force avec des tirs de missiles réguliers, notamment un tir de missile balistique intercontinental en 2012. Kim Jong-un a déclaré en 2013 l'état de guerre contre la Corée du Sud (qui est soutenue par les États-Unis) et brandi la menace nucléaire dans ses discours bellicistes doublés de provocations.

Mais la Corée du Nord est isolée diplomatiquement, elle est critiquée également par la Chine qui la pousse, avec la Russie, à entamer des négociations. L'économie du pays est dégradée et la Corée du Nord est le dernier pays totalitaire du monde où n'existe pas de société civile. Les différences sont donc patentes entre les deux Corée, l'une démocratique, développée et intégrée et l'autre affaiblie et se sentant menacée dans son existence. Leurs relations demeurent au centre des préoccupations régionales et internationales.

■ L'Indonésie

La démocratie fit également d'autres progrès sur l'ensemble du continent. En Indonésie, le président Suharto fut contraint à la démission en 1998 par la pression populaire après la crise économique de la même année. Elle dut accepter en 1999, sous la pression internationale, l'indépendance du Timor oriental qu'elle avait annexé en 1975, après une forte vague de violences engendrées par des milices d'extrême-droite qui y pratiquent une épuration ethnique et des déplacements de population, refusant le référendum d'autodétermination. La démocratie s'installa, après les élections de 1999, dans le pays musulman le plus peuplé du monde.

Après une phase de difficultés économiques, de regain de tensions intercommunautaires et d'attentats islamistes, en 2009 la croissance économique a été relancée, le pays s'est ouvert à l'international et le terrorisme a diminué, même si des préoccupations demeurent quant à l'existence d'un islam radical et de fréquentes violations des droits de l'Homme.

■ La Birmanie

En Birmanie, la junte militaire au pouvoir, qui exerçait l'une des répressions les plus vives du continent (notamment à l'encontre de la National League for Democracy d'Aung San Suu Kyi) était de plus en plus isolée, même si elle restait en contact avec la Chine.

En 2011, le Premier ministre Thein Sein, qui marqua le retour des civils au pouvoir, a libéralisé le régime et libéré la dissidente Aung San Suu Kyi, figure emblématique de l'opposition et fille du père de l'indépendance du pays. Il a mis en place une série de réformes politiques et économiques et permis le retour du pays sur la scène internationale. La démocratisation du pays ne met cependant pas fin à la répression des minorités ethniques, notamment musulmanes, les Rohingyas.

■ Les Philippines

Aux Philippines, la dictature des Marcos était tombée dès 1986. Les iniquités sociales, la corruption et une rébellion musulmane dans l'île de Mindanao entravaient le développement du pays. Mais les efforts de Benigno Aquino, élu en 2010, ont porté leurs fruits en stabilisant le pays en apaisant une partie des rebelles, en le démocratisant, en luttant contre la corruption et en relançant la croissance économique. Cependant, l'activisme de certaines factions rebelles demeure problématique, tout comme la pauvreté dans un pays fréquemment touché par des catastrophes naturelles, à l'instar du typhon de 2013.

■ La Thaïlande

En Thaïlande, le poids du roi et le conservatisme des élites empêchent l'établissement de la démocratie. En 2001, Thaksin Shiwanatra devint

Premier ministre, mais son mandat fut entaché de stagnation politique et économique, de violences et de corruption. Il fut renversé en 2006, mais l'accès au pouvoir de l'un de ses proches, soupçonné d'être son pantin, déclencha les manifestations des Chemises jaunes, monarchistes et nationalistes qui demandaient sa démission. Ce dernier fut destitué par la cour constitutionnelle, ce qui enclencha alors les protestations et la mobilisation des Chemises rouges, issues des campagnes et des classes défavorisées, qui sont alors réprimées violemment.

L'arrivée au pouvoir en 2011 de Yingluck Shinawatra, la sœur de Thaksin Shiwanatra, alors exilé car poursuivi pour corruption, a poussé les Chemises jaunes à retrouver le chemin de la rue en 2013 pour manifester contre la corruption et la mauvaise gestion économique. Le pays a été paralysé par ces manifestations qui conduisirent à la destitution du Premier ministre en mai 2014 pour corruption. Le 20 mai, l'armée thaïlandaise décrète la loi martiale, une censure des médias et déploie des soldats dans Bangkok pour permettre un retour au calme. Le 22 mai, les militaires ont organisé un coup d'État, suspendant la Constitution, limitant les libertés individuelles et formant un Conseil national pour la paix et la sécurité dirigé par le général Prayut Chan-O-Cha. Cette prise de pouvoir a suscité l'inquiétude internationale et l'opposition des Chemises rouges mais a été approuvée par le roi, accordant une légitimité certaine à la junte.

■ Le Vietnam

Le Vietnam, après une paralysie économique et politique dans les années 1990 qui favorisa la corruption et la criminalité, connut un tournant économique et politique à partir de 2001. Copiant le modèle chinois, le pays dynamisa et libéralisa son économie, développa ses liens régionaux et internationaux, tout en conservant le monopole du pouvoir pour le parti communiste et en ayant fréquemment recours à la répression. Néanmoins, une société civile commence à prendre forme, elle se mobilise contre la mauvaise situation économique, surtout après la crise mondiale, et contre la mauvaise gestion des crises sanitaires (syndrome respiratoire aigu sévère et grippe aviaire).

■ Singapour

À Singapour, la réussite économique éclatante fait que la population reste fidèle au régime, malgré son caractère autoritaire. Le même parti exerce le pouvoir depuis l'indépendance en 1965, mêlant libéralisme économique et autoritarisme politique.

■ La Malaisie

La Malaisie, où les populations d'origine chinoise sont minoritaires dans un pays majoritairement musulman, applique les mêmes méthodes sur une population beaucoup plus importante. Mais les tensions intercommunautaires demeurent. Les succès économiques et le développement sont au rendez-vous.

■ Le Pakistan

Au Pakistan, Benazir Bhutto fut destituée en 1990. Dans un climat d'instabilité politique, économique et de tensions intercommunautaires, Pervez Mucharraf organisa un coup d'État en 1999 et instaura l'état d'urgence. Progressivement, il accrut ses pouvoirs personnels et participa à la guerre contre le terrorisme aux côtés des États-Unis en vue d'obtenir des avantages financiers et rompre l'isolement international du pays. Mais les partis religieux s'opposèrent à cette collaboration et les attentats islamistes se multiplièrent, notamment l'assassinat de Bhutto en 2007. En 2008, Mucharraf dut démissionner, n'étant plus soutenu par les États-Unis qui le soupçonnaient de soutenir les Talibans en Afghanistan et les rebelles au Cachemire. L'accumulation des difficultés économiques, des attentats et des tensions avec les États-Unis déchiraient un pays qui était au bord de l'implosion. En 2013, l'arrivée d'un nouveau pouvoir sous Nawaz Sharif semble parvenir à stabiliser la situation.

Concernant les relations indo-pakistantaises, les essais nucléaires respectifs de 1998 avaient poussé les deux pays à un dialogue qui était devenu nécessaire face à un risque d'escalade nucléaire. Une « main de l'amitié » fut tendue en 2003, avec la mise en place d'un téléphone rouge et la multiplication de gestes de réconciliation. En 2006, fut signé un traité de paix et de sécurité, mais les attentats

de 2008 à Bombay suspendirent le processus qui ne reprit qu'en 2010 avec le retour des échanges et des visites. Cependant, les relations entre les deux pays restent tendues et les avancées de la paix peu visibles.

■ L'Afghanistan

En Afghanistan, le départ des troupes soviétiques laissa le pays dans un état de guerre civile entre fondamentalistes islamistes et modérés. Les Moudjahidines occupaient les campagnes et prirent Kaboul, entraînant la chute du gouvernement en place en 1992, pour créer une République islamique. Mais la guerre civile eut lieu alors sur des tensions ethniques entre les Tadjiks du nord et les Pachtouns du sud. À partir de 1994 apparurent ainsi les Talibans, mouvement sunnite et majoritairement pachtoune, ultrafondamentaliste, qui parvinrent rapidement à contrôler le sud en 1998, et quasi totalement le pays en 2000. Ils y imposèrent la charia grâce au soutien de la population en quête de stabilité. Après les attentats du 11 septembre, Bush exigea des Talibans qu'ils lui livrent Ben Laden et le mollah Omar, ce qu'ils refusèrent et fut alors lancée une intervention internationale, l'opération « *Enduring Freedom* » le 7 octobre 2001 avec le soutien du nord du pays et du Pakistan. Si cette dernière ne réussit pas à capturer Ben Laden ou le mollah Omar, les Talibans reculèrent et le pays fut placé sous la direction du Pachtoun Hamid Karzai, avec une Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), sous mandat de l'ONU, ainsi qu'avec les forces américaines chargées de stabiliser le pays.

Malgré des avancées politiques (Constitution et élections en 2004), la violence et l'insécurité règnent encore, favorisant la production d'opium et la corruption, mais également les Talibans qui opérèrent une reconquête du pays par la dénonciation du système et des bavures de la force internationale. Ils ont multiplié les attentats contre celle-ci, mais également contre les forces nationales, forces armées ou personnalités politiques et publiques. Les civils ont été directement pris à partie, que ce soit dans les attentats ou dans la dégradation de leurs conditions de vie. Le processus de paix semble difficile à mettre en place dans ce cadre et les forces afghanes paraissent dépassées par les attaques. Le départ programmé des troupes internationales d'ici la fin 2014 pourrait alors être repoussé face à ces incertitudes.

Le Proche-Orient et le monde arabe, entre ambitions régionales et tensions confessionnelles

■ L'Irak

En Irak, les néoconservateurs américains avaient proposé dès 1996 de renverser Saddam Hussein. Ils estimaient qu'il était le leader arabe le plus anti-occidental et que George Bush père avait commis une erreur en ne poussant pas la victoire jusqu'à Bagdad lors de la guerre du Golfe de 1990-1991.

Les États-Unis sont déterminés à affronter l'Irak

Les attentats du 11 septembre leur ont fourni un prétexte pour mettre leur plan à exécution. Face à une opinion publique américaine profondément choquée, ils mirent en avant le danger de l'existence d'un programme d'armes de destruction massive en Irak bien qu'ils ne disposaient d'aucune preuve à ce sujet. Ils effrayèrent l'opinion américaine en agitant la menace d'un nouvel attentat qui, cette fois-ci, serait commis avec de telles armes. Ils firent également croire à un lien éventuel entre Al-Qaïda et Saddam Hussein au mépris de toute évidence.

En septembre 2002, dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies George Bush exhorta Saddam Hussein à détruire ses armes de destruction massive. Il comptait sur l'intransigeance du leader irakien pour justifier le recours à la force. À la surprise générale, Saddam Hussein accepta le principe d'inspection internationale pour démontrer qu'il n'existait pas de programme clandestin de ce type.

Un conflit diplomatique à l'ONU

De nombreux pays, au premier rang desquels la France, l'Allemagne et la Russie, estimaient qu'une guerre serait très dangereuse, qu'elle accentuerait le fossé entre le monde musulman et le monde occidental

et que, loin de combattre le terrorisme, elle viendrait le stimuler. Les pays arabes craignaient d'être pris dans la tourmente. La reprise des affrontements entre Israéliens et Palestiniens assombrit le tableau. La théorie du « choc des civilisations » de Samuel Huntington semblait prendre corps.

Qu'est-ce que le « choc des civilisations » ?

Samuel Huntington, professeur à Harvard, publia en 1996 un livre intitulé *Le choc de civilisations*. Il y postulait que la fin de la Guerre froide laisserait place à des affrontements non plus idéologiques ou économiques mais culturels, religieux et identitaires, entre civilisations, notamment occidentale et islamique. Selon lui, le monde regrouperait huit civilisations : les civilisations occidentale, orthodoxe, islamique, africaine, latino-américaine, chinoise, hindoue et japonaise.

Le Royaume-Uni de Tony Blair avait également des doutes sur le bien-fondé d'un affrontement militaire, mais faisait prévaloir la solidarité avec Washington.

Le 5 février 2003, le secrétaire d'État américain Colin Powell montra devant le Conseil de sécurité ce qu'il affirmait être des preuves de l'existence d'un programme clandestin d'armes de destruction massive mené par l'Irak. Il ne parvint cependant pas à convaincre les membres du Conseil qui, par onze voix contre quatre, refusèrent d'autoriser le recours à la force contre l'Irak. Le président français, Jacques Chirac, mit en garde solennellement les États-Unis contre le risque d'un affrontement.

Une victoire rapide qui se transforme en borbier

Dans la nuit du 19 au 20 mars 2003, les États-Unis lancèrent tout de même une offensive militaire contre l'Irak. L'opération « *Iraqi freedom* » fut un succès rapide pour l'armée américaine dont la supériorité technologique était évidente face une armée irakienne affaiblie par douze ans d'embargo et qui n'avait pu se reconstruire après la défaite de 1991. Le 9 avril Bagdad tomba, entraînant la chute de Saddam Hussein qui s'enfuit. Le 22 mai, le Conseil de sécurité de l'ONU adopta la résolution 1483 qui autorisait les troupes américaines à stationner en Irak.

Mais cette victoire rapide s'avéra rapidement être catastrophique pour les États-Unis. Ils firent l'objet d'une très grave impopularité

internationale en passant pour un pays qui bafouait le droit international, et notamment l'interdiction du recours à la guerre. Par ailleurs, les preuves données par Colin Powell sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak s'avérèrent fausses. La guerre était basée en fait sur un mensonge. Alors que le 1^{er} mai 2003 George Bush avait déclaré que la mission était accomplie, très rapidement les troupes américaines furent confrontées à des attentats et à une guérilla, et perdirent plus d'hommes après la fin officielle du conflit que pendant.

En 2006, des photos montrant des mauvais traitements exercés par des soldats américains sur des prisonniers irakiens dans la prison d'Abou Ghraïb firent scandale. L'Irak devint un borbier dans lequel s'enlisèrent les Américains. Ce fut également une faillite stratégique et morale. Alors que les États-Unis rêvaient de redéfinir le cadre stratégique du Proche-Orient à leur avantage, ils avaient renforcé le poids régional de l'Iran en donnant le pouvoir en Irak aux chiites, majoritaires. Les Kurdes bénéficièrent d'une autonomie proche de l'indépendance. Le 1^{er} septembre 2010, il fut officiellement mis fin à la guerre d'Irak. La guerre était devenue impopulaire, y compris aux États-Unis et avait montré les limites de la puissance militaire.

La stimulation de l'antagonisme entre chiites et sunnites

La chute de Saddam Hussein ne se traduisit pas par l'émergence d'un Irak démocratique, pacifié et prospère. Les Américains décidèrent, après leur victoire de bannir de toute l'administration civile et militaire, les anciens membres du parti Baas. Or, si certains étaient des partisans déclarés de Saddam Hussein, d'autres n'avaient pris leur carte de parti que pour pouvoir postuler à un emploi. De fait, les Américains excluaient tous les sunnites de la fonction publique, la désorganisant et la rendant inexistante. Les sunnites ne tardèrent pas à former une guérilla contre les Américains et le pouvoir chiite.

L'exécution de Saddam Hussein le 30 décembre 2006 fut vécue par les sunnites comme un acte de vengeance communautaire puisque sa pendaison eut lieu le jour de l'Aïd sunnite où sont traditionnellement sacrifiés des animaux. Le vide du pouvoir a permis également à Al-Qaïda de s'établir en Irak. La guerre menée pour lutter contre le terrorisme aura permis paradoxalement son développement, comme l'avaient annoncé les opposants à la guerre.

Les affrontements intercommunautaires ont déchiré l'Irak, victime d'attentats, plongé dans un climat de guerre civile entre un bloc chiite-kurde contre les sunnites qui bloquaient la transition politique et les chrétiens qui se retrouvaient marginalisés.

Un échec grave pour les États-Unis

En 2008, un accord était obtenu pour prévoir le départ des soldats américains d'ici 2011, confortant la promesse de campagne de Barack Obama. En 2009, l'organisation d'élections sans heurts fut porteuse d'espoirs, mais les tensions religieuses persistèrent, se renforcèrent même avec la guerre en Syrie qui divisa le pays selon des clivages religieux, malgré la neutralité officielle affichée. Elle favorisa également l'essor de la mouvance djihadiste armée de l'État islamique en Irak et au Levant. Non seulement les Américains n'avaient pas réussi à pacifier le pays, mais ils ont multiplié les bavures. La guerre menée au nom de la démocratie et de la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive achèvera par un fiasco stratégique, les Américains n'étant pas parvenus à bout de la résistance, et également moral.

L'Irak actuel est un pays corrompu, qui souffre d'une reconstruction insuffisante et d'un développement économique lent, en proie encore à des violences confessionnelles, avec la recrudescence des attentats depuis 2013.

■ L'Iran

À la fin des années 1990, un rapprochement commençait à avoir lieu entre l'Iran et les États-Unis. Mais en plaçant l'Iran avec l'Irak et la Corée du Nord dans les pays de « l'Axe du mal » dans son discours sur l'état de l'Union en janvier 2002, George W. Bush suscita de nouvelles tensions. Pourtant, l'Iran était également l'ennemi des Talibans et d'Al-Qaïda.

Ahmadinejad relance le programme nucléaire

En 2005, le radical Mahmoud Ahmadinejad fut élu la présidence. Il se lança dans des diatribes antiaméricaines et anti-israéliennes violentes. Le programme nucléaire iranien fut relancé, les Occidentaux le

soupçonnant d'avoir une vocation militaire. Malgré les dénégations du régime iranien, le spectre d'une intervention militaire pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire fut de nouveau agité, ce qui représentait une source d'inquiétude au vu des résultats catastrophiques de la guerre d'Irak. Les Occidentaux ne pouvaient permettre à l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire et de remettre ainsi en cause le régime de non-prolifération, mais ne voulaient pas se lancer dans un nouvel affrontement militaire aux conséquences incalculables. Israël de son côté, estimait qu'un Iran nucléaire poserait une menace à son existence et militait pour une solution militaire.

En 2009, Ahmadinejad fut réélu sur fond de fraude électorale et de soulèvements populaires contre ce nouveau mandat. Les relations entre Ahmadinejad et le clergé chiite se tendaient également. Les sanctions économiques prises par les Occidentaux, parfois seuls, parfois avec l'accord des Russes et des Chinois, commençaient à faire effet. L'économie iranienne tournait au ralenti, la population était lasse du régime, mais la menace d'une intervention militaire extérieure faisait jouer un réflexe patriotique.

Hassan Rohani rouvre les négociations avec l'Occident

Hassan Rohani, un modéré, moins accroché à l'idéologie et bien perçu par la communauté internationale, a été élu en 2013. Il a rouvert les négociations avec les Occidentaux et en novembre, un accord intérimaire était trouvé. L'Iran a conservé le droit d'enrichir l'uranium, mais a ouvert ses installations aux inspections internationales pour vérifier que le programme civil ne soit pas détourné à des fins militaires. La perspective d'une réintégration de l'Iran dans la communauté internationale, de la réouverture d'un marché très prometteur satisfait l'ensemble des États, à l'exception d'Israël et de l'Arabie saoudite, pour une fois partageant la même analyse. Ce fut un succès de politique étrangère pour Barack Obama, malgré la méfiance encore existante quant à la bonne volonté iranienne sur ce dossier.

■ Le Liban

Au Liban, les Syriens s'immisçaient de plus en plus dans les affaires intérieures libanaises et avaient notamment envoyé de nouveau des

troupes sur le sol libanais au début des années 2000, prenant prétexte des représailles israéliennes. Cette ingérence ne plaisait pas réellement aux Occidentaux, notamment à la France (Jacques Chirac étant particulièrement proche du Premier ministre libanais Rafic Hariri) ni aux États-Unis qui firent adopter la résolution 1559 en septembre 2004 demandant aux Syriens de quitter le Liban. En octobre, Rafic Hariri, opposé à la Syrie, démissionna du fait des tensions avec le président libanais pro-syrien, Emile Lahoud, avant d'être assassiné dans un attentat en février 2005, attribué aux Syriens qui lui reprochaient de vouloir prendre ses distances avec Damas. Une majorité anti-syrienne obtint la victoire aux élections en juillet 2006, avec tout de même l'élection notable de membres du parti Hezbollah chiite, allié stratégique de la Syrie depuis les années 1990. En juillet, deux soldats israéliens furent enlevés par le Hezbollah, ce à quoi Israël répondit par des représailles et en lançant une offensive sur l'ensemble du territoire libanais, ayant recours à des bombardements, tuant mille personnes et en déplaçant un million d'autres. Cependant, Israël ne parvenait pas à casser la résistance du Hezbollah qui devint un État au sein du Liban et un cessez-le-feu fut imposé par la résolution 1701 d'août 2006, renforçant l'image du Hezbollah comme résistant à Israël. En 2011, le Hezbollah obtint la majorité parlementaire, de nombreux postes ministériels et un proche du parti fut nommé premier ministre. La cohabitation entre les différentes composantes religieuses et politiques au Liban reste très fragile.

■ La Syrie

La guerre civile en Syrie, où le Hezbollah se trouva facilement partie prenante aux côtés du régime de Bachar al-Assad, alaouite (branche du chiisme) alors que des composantes nationales soutenaient les rebelles, a divisé le pays. De plus, l'afflux d'un demi-million de réfugiés syriens au Liban et l'utilisation du territoire libanais comme terrain d'affrontement et comme cible d'attentats augmentent sa vulnérabilité.

■ Les « printemps arabes »

En 2004, un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) fut réalisé « par des Arabes pour les Arabes ». Des

experts firent état du retard du monde arabe face à la mondialisation et face aux autres aires culturelles. Ils dénoncèrent sa fermeture sur lui-même, l'absence d'éducation des femmes, l'absence de démocratie...

Le monde arabe semblait figé. Monarchies ou républiques, tous étaient des régimes autoritaires, laissant peu de place à la société civile, aux libertés individuelles et politiques, n'hésitant pas à avoir recours à la répression sans améliorer le niveau de vie, le chômage et laissant une jeunesse brimée et sans espoir. Ils étaient de plus liés stratégiquement aux États-Unis, alors que leurs populations, du fait de l'attitude américaine dans le conflit israélo-palestinien et de la guerre d'Irak, étaient profondément antiaméricaines. La lutte contre l'islam politique et/ou le terrorisme, souvent confondus, amenait les Occidentaux à soutenir des régimes autoritaires et parfois corrompus.

Cependant, partout les gouvernements avaient perdu le monopole qu'ils avaient auparavant sur l'information de leurs populations, sur l'effet des chaînes satellitaires, à l'image de l'Al-Jazeera qatarie ou par le biais des réseaux sociaux (Facebook, Twitter), Internet, etc., les citoyens s'informent et communiquent de façon indépendante du gouvernement.

Un fait divers tragique devient un fait stratégique majeur

Le 17 décembre 2010, un jeune chômeur tunisien diplômé, Mohamed Bouazizi s'immola à Sidi Bouzid au centre de la Tunisie pour protester contre la saisie par la police de sa carriole de fruits et légumes qu'il vendait pour subvenir à ses besoins. Ce fait divers tragique devint un fait stratégique majeur. Cette étincelle mit le feu non seulement à la plaine tunisienne, mais déclencha les soubresauts dans l'ensemble du monde arabe.

L'onde de choc de la révolution tunisienne se développa en Égypte, au Yémen, à Bahreïn, en Syrie, en Libye, donnant naissance à l'expression de « printemps arabe » pour désigner ce phénomène révolutionnaire s'étendant à l'échelle régionale face à des pouvoirs autoritaires et répressifs.

On a parlé d'un effet domino, en référence au mouvement qui avait fait tomber tous les régimes de l'Europe de l'Est entre juillet et décembre 1989. La réalité fut différente et on constata que le champ national restait l'échelon le plus pertinent d'analyse des relations internationales. Il se produisit une véritable révolution en Tunisie ; un mélange de révolution populaire et de coup d'État en Égypte ; une révolte réprimée avec l'appui des pays du Golfe et l'assentiment des pays occidentaux à Bahreïn ; une guerre civile avec un pouvoir renversé du fait d'une aide militaire extérieure en Libye ; une guerre civile militarisée avec la participation d'acteurs extérieurs en soutien des différentes parties au conflit en Syrie.

En Tunisie

Le phénomène débuta donc en décembre 2010 en Tunisie où la population subissait un régime autoritaire et prédateur, mais où l'illettrisme n'existait pas et où une classe moyenne s'était développée. Les Tunisiens se révoltèrent alors contre le président Ben Ali, qui réprima le mouvement avant de promettre des réformes, mais qui fut finalement contraint de démissionner le 14 janvier 2011, après vingt-trois ans de pouvoir absolu. Le départ de Ben Ali plongea la Tunisie face à la multiplication des partis politiques et face à un important clivage entre les partis religieux et les partis laïcs. Mais les divisions de ces derniers et la forte mobilisation des islamistes politiques permirent au parti Ennahda de prendre la tête du pays en octobre 2011. Cependant, l'instauration de mesures et de lois clairement religieuses ainsi que les multiples arrestations provoquèrent une nouvelle mobilisation populaire et une crise politique, à l'origine du départ du parti et de la mise en place d'un pouvoir sans étiquette, supprimant toute référence à la charia et instaurant l'égalité entre les hommes et les femmes. Après trois ans de troubles, la Tunisie adoptait en 2014 une nouvelle constitution remplaçant celle de 1959.

En Tunisie, les problèmes politiques ont été résolus par des moyens politiques. Les combats sont restés dans cette arène, à la différence de l'Irak, de la Libye, de la Syrie et de l'Égypte où c'est la force armée, à chaque fois dans des circonstances différentes, qui a été à l'origine de la prise du pouvoir. Ces pays sont donc entrés dans un cycle de violences dont on ne voit pas la fin.

En Égypte

La contestation commença au Caire en janvier 2011, dans un pays où Moubarak s'opposait aux réformes politiques, maintenait l'état d'urgence depuis 1981, sans amélioration du niveau de vie et réprimait durement les Frères musulmans qui se mobilisaient de plus en plus contre son pouvoir. Moubarak dut démissionner le 11 février, lâché par l'armée qui refusa d'intervenir espérant conserver indirectement le pouvoir après s'être débarrassée de lui. En Égypte, les Frères musulmans gagnèrent les élections législatives et présidentielles en 2012, Mohamed Morsi devenant président. Mais ils perdirent rapidement leur popularité du fait de leurs échecs économiques et de leurs tentatives d'étouffer les libertés publiques au nom de la charia qui devint le principe fondamental de la Constitution.

Les manifestations se multiplièrent en 2013 entre les partisans et les opposants de Morsi, dans un climat proche de la guerre civile du fait des violences perpétrées. L'armée, qui craignait de son côté de perdre ses privilèges, réalisa un coup d'État sanglant en juillet 2013, dirigé par le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, faisant plus de 1 500 morts et rétablissant une dictature plus répressive encore que celle de Moubarak. Le nouveau pouvoir a organisé une forte répression à l'encontre des Frères musulmans qui s'est élargie rapidement à l'ensemble de l'opposition. Le président élu, Mohamed Morsi, fut emprisonné. La nouvelle Constitution a maintenu la charia. Les attentats djihadistes se sont multipliés, tandis que l'armée maintient son pouvoir avec l'élection d'al-Sissi à la tête du pays en 2014.

En Libye

En Libye, l'accumulation de difficultés sociales et politiques, la répression, les violations des droits de l'Homme poussèrent la population à se mobiliser dans la lignée des révolutions tunisienne et égyptienne. La réponse violente de Kadhafi fut condamnée par des sanctions internationales et l'exclusion de plusieurs instances internationales. La guerre civile éclata pleinement en mars 2011, à la suite de quoi la résolution 1973, adoptée en mars 2011 avec l'abstention de la Russie et de la Chine, prévoyait de mettre en œuvre le concept de responsabilité de protéger la population autorisant l'usage de la force. Kadhafi ayant menacé de réprimer dans le sang la révolte à Benghazi, la France

et le Royaume-Uni, avec l'appui des États-Unis et des pays du Golfe, lancèrent une opération militaire qui se transforma peu après, estimant que les Libyens seraient toujours en danger tant que Kadhafi serait au pouvoir : la responsabilité de protéger la population laissa place à une intervention militaire étrangère visant à un changement de régime. Les bombardements commencèrent le 19 mars, puis débutèrent les opérations de l'OTAN qui ne parvinrent pas à des victoires décisives. Finalement, les frappes aériennes sur Tripoli combinées aux offensives rebelles permirent la chute de Tripoli en août 2011 face à un régime très affaibli. Il fallut néanmoins encore sept mois pour que des rebelles capturent Kadhafi, le 20 octobre 2011, et le tuent.

Russes et Chinois se sont sentis floués par le changement de mission en cours de route. Cela eut pour effet de mettre à mal le concept de responsabilité de protéger qui s'était mué en opération de changement de régime. La Libye reste soumise à des affrontements tribaux, aux aspirations séparatistes de la Cyrénaïque, au terrorisme islamique avec la présence d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) et d'Al-Qaïda, à l'activité des milices, à des difficultés économiques suite à la chute des exportations de pétrole lentes et à une transition politique complexe, entraînant même le renversement du gouvernement en mars 2014.

En Syrie

En Syrie, Bachar al-Assad, succédant à son père, arriva au pouvoir en 2000 et opprima la population sans réforme économique, ce qui explique la mobilisation pacifique et populaire contre le gouvernement au printemps 2011. Cette dernière se durcit à Deraa suite à la torture d'écoliers qui avaient inscrit le slogan du printemps arabe sur un mur, pour ensuite se diffuser à l'ensemble du pays. Bachar al-Assad décida de réprimer avec la plus grande brutalité la contestation politique. La révolution prit un tour militaire avec l'aide des pays du Golfe et de la Turquie à la rébellion qui s'est propagée à toutes les couches de la société, mais Al-Assad a obtenu le soutien de la Russie, ainsi que de l'Iran et du Hezbollah libanais pour rétablir militairement la situation, même si la survie du régime passait par la lente destruction du pays. Les rebelles sont toutefois désordonnés, l'armée syrienne de libération ne parvient pas à coordonner l'ensemble du mouvement dans lequel s'immiscent des djihadistes et au sein duquel les tensions entre sunnites et chiites augmentent.

L'opposition politique est également divisée, les représentants du Conseil national syrien étant répartis dans plusieurs pays et ce dernier étant créé par une volonté des pays extérieurs, principalement occidentaux. En 2014, les dommages de la guerre civile syrienne étaient estimés à 150 000 morts, deux millions et demi de réfugiés à l'extérieur, six millions de personnes déplacées dans le pays. La Russie, qui s'estimait trahie après son abstention volontaire dans la résolution permettant l'emploi de la force en Libye, bloque toute possibilité d'intervention en Syrie. Elle refuse le départ de Bachar al-Assad, son dernier véritable allié au Proche-Orient, comme condition préalable et a utilisé trois fois son droit de veto avec la Chine en juin-octobre 2011, février 2012 et juillet 2012. Les Occidentaux recherchent donc une solution politique par la négociation, à l'instar des sommets Genève et Genève II n'ayant pas abouti, et font face à un dilemme quant au soutien militaire des rebelles, craignant d'armer des mouvances djihadistes comme l'EIL (État islamique en Irak et au Levant).

En Algérie

En Algérie, la peur du retour à la guerre civile qui avait fait 150 000 morts dans les années 1990, figeait la situation. Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999, avait réussi à mettre fin au terrorisme du Front islamique du salut qui avait terrorisé le pays tout au long des années 1990 et avait engendré une forte répression du pouvoir, créant un cycle terrorisme-répression. En avril 2014, Bouteflika, bien que malade et incapable de faire campagne est élu pour un quatrième mandat avec plus de 80 % des voix. Les Algériens ont fait le choix de la stabilité pour les uns, de l'immobilisme pour les autres.

■ L'impasse du conflit israélo-palestinien

George Bush avait promis aux pays arabes qui s'étaient engagés à ses côtés dans la guerre du Golfe de 1991 qu'il s'attèlerait à régler la question palestinienne une fois le Koweït libéré. Il tint parole. Une conférence de paix fut organisée en octobre 1991 à Madrid, sous les auspices des États-Unis, initiant une série de discussions et favorisant le dialogue futur. L'OLP (Organisation de libération de Palestine) qu'Israël refusait toujours de reconnaître, y participa au sein de la délégation jordanienne. Parallèlement, des négociations secrètes s'ouvrirent

entre Israéliens et Palestiniens à Oslo le 9 septembre 1992. Yitzhak Rabin, le Premier ministre israélien, et Yasser Arafat, le président de l'OLP, publièrent un échange de lettres à Oslo.

L'espoir des accords d'Oslo (1993)

L'OLP reconnut le droit de l'État d'Israël à vivre en paix dans la sécurité tandis qu'Israël reconnut l'OLP comme représentante du peuple palestinien. Le 13 septembre 1993, sous les auspices de Bill Clinton, il était mis fin officiellement au conflit, ce qui provoqua la fin de la première Intifada, le soulèvement des Palestiniens initié en 1987.

Yitzhak Rabin s'était rendu compte que l'image de la répression des jeunes Palestiniens par l'armée israélienne affectait la popularité de son pays. Par ailleurs, George Bush avait menacé de diminuer l'aide américaine à Israël si la colonisation des territoires palestiniens se poursuivait. Rabin avait aussi compris que la fin de la Guerre froide pouvait affecter le rôle d'Israël comme allié privilégié des États-Unis dans la région. Les accords d'Oslo de 1993 soulevèrent un immense espoir de mettre fin à un conflit qui empoisonnait depuis si longtemps le climat international. Ils furent cependant condamnés chez les Palestiniens par le Hamas, mouvement islamiste prônant la destruction d'Israël qui commença alors ses premiers attentats-suicides, et par le Likoud et l'extrême droite en Israël. Bâti sur le principe de « la paix contre les territoires », les accords offraient la perspective de la création d'un État palestinien sur les territoires conquis en 1967. Mais, le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin fut assassiné par un extrémiste hostile aux accords de paix, ce qui ralentit considérablement le processus.

L'échec des négociations à Camp David (2000)

Après un bref intermède de Benyamin Netanyahou, toujours hostile au principe des accords, le travailliste Ehud Barak prit le pouvoir en mai 1999. Bill Clinton organisa un sommet à Camp David en juillet 2000 avec la volonté de terminer son second mandat par un accord historique de paix israélo-palestinien. Mais les négociations échouèrent, les Israéliens voulant conserver la majeure partie de Jérusalem-Est et 10 % du territoire de la Cisjordanie où étaient implantées des colonies, sans que ne soit évoquée la question des réfugiés. La colonisation des territoires palestiniens s'était poursuivie depuis 1993, rendant difficile les conditions de vie des Palestiniens.

Ehud Barak, pour ne pas porter la responsabilité de l'échec, accusa les Palestiniens d'en être responsables et déclara que les Israéliens n'avaient pas de partenaire pour la paix. Ariel Sharon, le leader du Likoud, se vit conforté dans sa dénonciation de la voie diplomatique. Si les travaillistes qui se disaient favorables aux négociations avouaient ne pas avoir de partenaire pour la paix, pourquoi dès lors les continuer ?

Le cycle de la violence est engagé, un mur est construit

Le 28 septembre 2000, Ariel Sharon se rendit sur l'Esplanade des mosquées, malgré la mise en garde des services israéliens, provoquant d'immenses manifestations qui furent rapidement réprimées par l'armée israélienne. Le cycle de la violence s'engagea, avec le début de la seconde Intifada et une nouvelle vague d'attentats-suicides perpétrés par le Hamas. Face à cette agitation, Israël prôna une militarisation de la réponse, réprima les activistes palestiniens et exerça une forte pression sur la Cisjordanie, empiétant sur le territoire de cette dernière. Sharon fut élu Premier ministre en février 2001. Sous le choc du 11 septembre, les Américains se rallièrent à sa position et considérèrent de nouveau Arafat comme un terroriste. En 2002, commença la construction d'un mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie. En 2003, la feuille de route d'un processus de paix lancée par le Quartette (ONU, UE, États-Unis, Russie) resta lettre morte.

Un dialogue impossible

Après le décès d'Arafat en novembre 2004, Mahmoud Abbas fut élu président de l'Autorité palestinienne, mais Sharon refusait toujours de négocier avec lui. Finalement, il procéda au désengagement unilatéral de la bande de Gaza où 7 000 colons israéliens faisaient face à 1 400 000 Palestiniens. Certains y virent un premier pas vers la paix, mais il semble qu'il s'agissait avant tout pour Sharon de rétablir un avantage démographique sur l'ensemble d'Israël et des territoires occupés, même s'il reprit les négociations avec Abbas. En janvier 2006, le Hamas gagna les élections en Palestine puisque la majorité des Palestiniens estimaient que les négociations auxquelles le Hamas était toujours hostile n'avaient mené à rien.

En 2007, suite à l'augmentation des tensions entre le Fatah d'Abbas et le Hamas, après la victoire de celui-ci en 2006, des combats éclatèrent dans la bande de Gaza dont le Hamas prit le contrôle, provoquant une scission de la Palestine en deux régimes politiques entre la Cisjordanie et Gaza. En décembre 2008, l'armée israélienne lança l'opération « Plomb durci », avec des bombardements sur la bande de Gaza contre le Hamas qui répliqua avec des tirs de mortier et de roquettes. Ces affrontements durèrent jusqu'en janvier 2009 et firent quatre cents morts côté palestinien, contre treize côté israélien. En 2009, Netanyahu devint Premier ministre, tandis que les États-Unis exerçaient une certaine pression pour arrêter la colonisation israélienne.

L'élection de Barack Obama, qui a fait de l'amélioration des relations des États-Unis avec le monde musulman une priorité, suscita un grand espoir. Ceux-ci furent rapidement déçus. Obama renonça à faire pression sur Netanyahu face au soutien sans faille qu'accordait à ce dernier le Congrès américain.

La Palestine fut admise à l'Unesco en octobre 2011, puis à l'ONU comme État observateur non membre en novembre 2012. Mais sur le terrain, la situation ne change pas, l'occupation israélienne demeure sur fond de violences et de répression. En juillet 2014, les affrontements reprennent sur Gaza toujours soumis à un blocus. Après des tirs de roquettes sur Israël par le Hamas inefficaces militairement du fait du système de protection israélien, l'armée israélienne réplique par des bombardements aériens puis par une nouvelle offensive terrestre qui fera de très nombreuses victimes civiles côté palestinien sur fond de passivité de la communauté internationale. Lorsqu'une trêve fut déclarée le 5 août 2014, le conflit avait fait 1 865 tués Palestiniens dont 429 mineurs et 67 Israéliens dont 64 soldats.

L'Amérique latine

Si l'Amérique latine connut son lot de drames au cours de la période de clivages Est-Ouest, elle fut cependant moins douloureusement affectée que les continents asiatique et africain, le monde post-bipolaire lui étant aussi particulièrement favorable. À la fin de la Guerre froide, le continent connut une période de démocratisation, bien que la stabilisation politique ne parvint à s'installer que dans les années 2000, du fait de nombreuses tentatives de coup d'État et de

destitutions constitutionnelles. La compétition électorale remplaça la lutte entre guérillas et dictatures militaires. Après une première décennie difficile ponctuée de plusieurs crises économiques ayant un impact sur l'ensemble du continent (crise du Mexique en 1994, crise brésilienne en 1998 et crise argentine en 2001), le développement économique est désormais au rendez-vous avec une croissance retrouvée au ^{xxi}^e siècle. L'Amérique du Sud affirma aussi son autonomie à l'égard des États-Unis pour devenir un acteur à part entière, qui s'impose de plus en plus sur la scène d'un monde globalisé.

Le continent latino-américain s'est progressivement divisé en deux : au rapprochement du Mexique et de l'Amérique centrale ainsi que de la Colombie avec les États-Unis, s'oppose une intégration régionale au Sud, autour du Venezuela et du Brésil.

■ Une dépendance envers les États-Unis en Amérique du Nord et centrale

Le 1^{er} janvier 1994 l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) ou Nafta (*North American Free Trade Agreement*) entra en vigueur entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, visant à promouvoir les échanges commerciaux, les investissements entre les pays signataires et à supprimer les barrières douanières. Mais la libre circulation des biens et des services ne s'accompagna pas d'une libre circulation des personnes. Bien au contraire, les États-Unis commencèrent dès 2002 la construction d'un mur entre leur frontière et celle du Mexique pour éviter l'immigration clandestine. Le PIB américain étant neuf fois supérieur à celui du Mexique, l'accord est particulièrement favorable aux États-Unis, le pays le plus compétitif. Il permet néanmoins une augmentation des investissements étrangers au Mexique, mais détruisit de nombreux emplois dans le secteur agricole mexicain, incapable de résister à la concurrence des produits nord-américains.

En 2004, l'Amérique centrale signa l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale regroupant le Costa Rica, la République dominicaine, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et les États-Unis. Cette intégration économique contribue à la dépendance de cette sous-région de l'espace latino-américain envers les États-Unis.

■ Une tentative d'émancipation au sud

Au Sud, qui affiche une volonté majeure de s'écarter des États-Unis, les accords concernent uniquement des pays latino-américains, excluant les États-Unis. En 1991, le Mercosur ou « Marché commun du Sud » fut créé. Il réunit le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et, depuis 2012, le Venezuela. En 1996, les pays andins relancèrent la Communauté andine constituée de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou. Le Venezuela s'en retira en 2006 pour protester contre la signature de traités de libre-échange par le Pérou et la Colombie avec les États-Unis. En 2005, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques fut créée sous l'initiative de Chavez, comme opposition et alternative à la volonté des États-Unis d'établir une zone de libre-échange des Amériques, allant de l'Alaska à la Terre de feu. Elle unit des régimes de gauche, le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, et l'Équateur, à la Dominique, Saint-Vincent et Antigua-et-Barbuda.

Le sommet de Brasilia (2000) et l'Unasur (2008)

Il fallut cependant attendre l'année 2000 pour que l'ensemble des pays d'Amérique du Sud se réunissent en un sommet historique à Brasilia, sous l'initiative du président brésilien Cardoso, et pour qu'y soit abordées les bases d'une nouvelle organisation les regroupant tous. L'Union des nations sud-américaines (Unasur) fut finalement créée à Brasilia en 2008. Elle regroupe la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela, le Chili, la Guyane, et le Suriname. Elle contient un Conseil de défense de l'Amérique du Sud avec un mécanisme de prévention des conflits qui privilégie cependant le principe de non-intervention et de souveraineté des États.

L'Unasur joue un rôle de médiation purement latino-américaine comme en témoigne son action dans la résolution des tensions entre la Colombie et le Venezuela en 2008 et dans la crise interne au Venezuela en 2014. Elle se veut être une alternative à l'Organisation des États américains (OEA), accusée de n'être qu'un moyen pour les États-Unis d'exercer leur influence sur l'ensemble du continent plutôt que d'être un véritable forum multilatéral. Elle ne comprend donc pas les États-Unis ni les pays latino-américains considérés comme étant sous leur influence (Mexique et Amérique centrale), à l'exception de la Colombie qui, bien qu'étant un allié stratégique des Américains, a

opéré un rapprochement avec le reste des pays de l'Amérique du Sud depuis l'arrivée au pouvoir de Juan Manuel Santos en 2010.

■ Le changement de la stratégie d'influence des États-Unis

Après les attentats du 11 septembre, George W. Bush promut une approche sécuritaire dans sa relation avec l'Amérique latine avec pour effet un renforcement des frontières américaines au sud. Mais la zone devint moins prioritaire pour Washington qui se tourna vers le Moyen-Orient. Les questions sociales et politiques (la promotion de la démocratie et la réduction de la pauvreté) passèrent à l'arrière-plan et la lutte contre le trafic de drogue (souvent liée à celle contre le terrorisme, comme en Colombie où les FARC sont accusées de narco-terrorisme) devint prioritaire. L'aide financière et l'assistance militaire américaines sont principalement tournées vers les États où le trafic de drogue est le plus important : la Colombie, le Pérou, la Bolivie, l'Équateur et le Mexique. Si de tels mécanismes existaient auparavant, notamment à travers le « plan Colombie » signé par le président colombien Andrés Pastrana et Bill Clinton en 1999, ou encore le processus de certification qui conditionne l'aide américaine aux efforts des gouvernements dans la lutte contre la drogue, ils ont été renforcés depuis les attentats avec par exemple « l'initiative Mérida », signé entre le président mexicain Felipe Calderon et George W. Bush en 2008.

Parallèlement, l'arrivée de pouvoirs marqués à gauche dans l'hémisphère sud créa une distance avec les États-Unis. Les interventions militaires en Irak et en Afghanistan furent critiquées, ainsi que la politique économique néolibérale américaine, tant par les gouvernements que par les populations latino-américaines. L'élection de Barack Obama en 2008 fut alors vue avec soulagement dans le continent mais la crise financière de 2008, la gestion des opérations militaires en Irak et en Afghanistan ainsi que les complications au Proche-Orient (Israël-Palestine, Iran, le printemps arabe) font que le continent latino-américain ne redevient pas une priorité pour les États-Unis.

La modification du rapport de force rend obsolète la doctrine Monroe, sans qu'il soit nécessaire d'y mettre fin officiellement, même si les États-Unis ne comptent pas renoncer à leur influence régionale, qu'ils cherchent toujours à maintenir sous différentes formes et objectifs affichés.

■ La montée en puissance du Brésil

Le porte-parole des pays émergents

Le Brésil apparaît aujourd'hui comme la principale puissance du continent. Il est la septième économie mondiale, dispose de la cinquième population du monde, d'un immense territoire riche en minerais, en produits énergétiques et en terres fertiles. Lula, à la tête du Brésil de 2003 à 2011, avait pour lui le prestige de celui qui a connu la faim, la prison pour militantisme syndical, et qui était passé de la condition ouvrière à la présidence d'un pays qu'il éleva au rang de géant. Le Brésil se veut le porte-parole des pays émergents et cherche à faire sortir l'ensemble de l'Amérique du Sud d'une relation de dépendance à l'égard des États-Unis. Il est moins radicalement hostile à Washington que ne pouvait l'être le Venezuela de Chavez mais ne rompit cependant pas avec ce dernier. Lula a choisi de rembourser la dette du Brésil au FMI et d'adopter un profil réformiste. Il a fait baisser la pauvreté, notamment avec un programme de bourses familiales permettant de lutter contre la sous-alimentation. Du point de vue régional, c'est lui qui a poussé à la création de l'Unasur.

Politique extérieure : entre multilatéralisme et intégration régionale

Au niveau international, le Brésil cherche à développer le multilatéralisme et son *soft power*. Il a ouvert trente-sept nouvelles ambassades (dont dix-sept en Afrique, objectif prioritaire pour la diplomatie brésilienne, comme le montre la carte ci-contre) et vingt-cinq consulats depuis 2000 dans les pays du Sud. Le Brésil justifie son intérêt pour l'Afrique par la dette historique qui le lie au continent, le Brésil étant largement peuplé d'anciens esclaves originaires d'Afrique. Cependant, il s'agit surtout de trouver de nouveaux marchés pour les entreprises brésiliennes et d'avoir un soutien diplomatique pour l'obtention d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU où il souhaite représenter le continent latino-américain et l'ensemble des pays du Sud.



L'AFRIQUE, NOUVELLE PRIORITÉ DE LA DIPLOMATIE BRÉSILIENNE

Ambassades brésiliennes en Afrique déjà existantes avant Lula Ambassades brésiliennes en Afrique ouvertes depuis l'arrivée de Lula

Il joue également sa propre partition dans les négociations commerciales de l'OMC où il cherche à favoriser les intérêts agricoles des pays en développement. En mai 2010, la diplomatie brésilienne est aussi parvenue sur le devant de la scène lorsque le Brésil proposa, avec la Turquie, un compromis sur le programme nucléaire iranien. Celui-ci fut cependant rejeté par les puissances occidentales jugeant l'accord insuffisant et votant de nouvelles sanctions à l'égard de l'Iran, ce que voulait pourtant éviter le Brésil. Lula a aussi remporté deux succès symboliques significatifs avec l'obtention de l'organisation de la Coupe du monde en 2014 et des Jeux olympiques à Rio pour 2016, contribuant au rayonnement international de son pays.

Dilma Rousseff, qui lui succéda en 2011, maintient sa position. Elle alla jusqu'à annuler une visite d'État à Washington prévue en octobre 2013, suite aux révélations d'espionnage par les services américains de l'ensemble des responsables alliés (affaire Snowden), réaction beaucoup plus forte que les alliés européens. Le pays connaît cependant un ralentissement économique ces dernières années et l'organisation de la Coupe du monde 2014 a mis en avant ses contradictions, suscitant parallèlement de nombreuses manifestations dénonçant ces coûts alors que la vie au Brésil est de plus en plus chère et que les inégalités persistent.

Plus remarquée que celle de ses voisins, la diplomatie brésilienne est fondée sur le principe d'intégration régionale et de coopération Sud-Sud comme le montre son activisme au sein du Mercosur et ses ambitions d'influence sur la sécurité collective à travers l'Unasur, mais il est parfois vu comme hégémonique par ses voisins immédiats, du fait de la disproportion économique et démographique entre ce géant lusophone et ses voisins hispanophones.

■ Le nouveau visage de la politique latino-américaine

La vague de démocratisation initiée dans les années 1980 se prolongea avec la fin de la Guerre froide.

Le Mexique

Les dictatures ou les régimes sans alternance comme celui du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au Mexique tombèrent. Le

Mexique connu une alternance politique en 2000 avec l'élection d'un président issu du Parti d'action nationale (PAN), Vicente Fox Quesada, mettant un terme à soixante-et-onze ans de gouvernement du PRI. Ce dernier, après un autre échec en 2006, reconquit le pouvoir en 2012. Le Mexique profite alors du ralentissement de l'économie brésilienne à partir de 2012 pour se montrer plus dynamique et contester le leadership latino-américain de Brasília.

Le Venezuela

Au Venezuela, Hugo Chavez, après avoir échoué dans un coup d'État en 1992 fut élu démocratiquement en 1999. Il remporta ensuite toutes les élections jusqu'à sa mort en 2013. S'appuyant sur l'augmentation des revenus du pétrole, il entreprit une politique de redistribution. Il s'opposa violemment à George W. Bush en tentant de reprendre le flambeau de la lutte contre l'impérialisme américain. À sa mort, son vice-président Nicolas Maduro lui succéda, avant d'être élu. La situation économique du pays, affectée par une forte inflation et des pénuries, ainsi que l'insécurité croissante, ont conduit des étudiants à entreprendre de larges manifestations en début d'année 2014, réprimées par le gouvernement. L'Unasur tente de parvenir à une solution négociée entre le gouvernement et l'opposition en se plaçant comme médiatrice.

L'intégration d'anciens guérilleros à la politique

Au Nicaragua, un cessez-le-feu fut signé en 1988 avec les Contras. Au Salvador (1992) et au Guatemala (1996), des accords de paix entre la guérilla et les gouvernements furent signés. Les conflits qui n'étaient plus alimentés par la confrontation Est-Ouest, prirent fin.

Les anciens mouvements guérilleros s'intégrèrent alors à la politique de leur pays et certains de leurs membres accédèrent même à la présidence. Daniel Ortega, un ancien guérillero sandiniste revint au pouvoir par des élections au Nicaragua en 2006, et le Front Farabundo Marti de libération nationale, ancien mouvement guérillero, prit le pouvoir en 2009 au Salvador. En 2010, un ancien guérillero José « Pepe » Mujica fut élu président en Uruguay, de même que l'ancienne guérillera Dilma Rousseff qui accéda à la présidence du Brésil en 2011.

Le retour des démocraties

Mis à part un coup d'État en 2009 au Honduras, ce sont les élections qui rythment les prises de pouvoir dans le continent. Evo Morales fut élu en 2005 en Bolivie, où il devint le premier président bolivien à s'affirmer comme indigène dans un pays où 60 % de la population est amérindienne. En Équateur, Rafael Correa fut élu en 2006 sur un programme très marqué à gauche. Il a reconnu également la composition diverse de la société et inscrit le droit des populations indigènes dans la Constitution de 2008. Michelle Bachelet au Chili en 2006 puis en 2014, Cristina Kirchner en Argentine en 2007, Dilma Rousseff au Brésil en 2011 marquent la féminisation du pouvoir. En Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay, sont régulièrement remises en cause les lois d'amnistie qui avaient été adoptées à la fin des régimes militaires au nom de la réconciliation nationale. Seule l'Argentine abrogea la sienne en 2005.

Cuba

Abandonnée par son allié soviétique, Cuba vit toujours une situation difficile, faite de restrictions économiques et sur les libertés. Elle rompit son isolement par une alliance avec le Venezuela, et les autres pays latino-américains supportent mal la politique d'ostracisme toujours imposée par les États-Unis. En 2006, malade, Fidel Castro a transmis ses pouvoirs à son frère Raul, qui tente depuis une timide libéralisation économique et politique. L'élection de Barack Obama a aussi permis un allègement de l'embargo américain.

Haïti

En Haïti, le président Aristide, élu en 1990, fut renversé par un coup d'État en 1991. Il regagna le pouvoir en 1994 avec l'aide d'une force internationale, mais connut une dérive autoritaire et dut quitter le pays en 2004. En 2010, un grave séisme fit 200 000 morts. Une aide internationale conséquente se mit en place, mais le pays qui était alors sur un pied d'égalité avec la République dominicaine voisine connaît désormais un écart de un à dix sur le plan du PIB par habitant.

La Colombie

La Colombie fut déchirée par une guerre civile dans les années 1990 et par des violences des groupes paramilitaires. Les FARC, qui au fur et à mesure oublièrent leur objectif politique, se livrèrent à des enlèvements et au trafic de drogue pour subvenir à leurs besoins. Après le plan Colombie, qui permit l'envoi de plusieurs milliards de dollars pour lutter contre le trafic de drogue, George W. Bush intensifia l'aide américaine au président colombien Álvaro Uribe suite au 11 septembre, présentant la guérilla comme terroriste. En 2009, un accord militaire fut aussi signé entre les États-Unis et la Colombie, concédant l'usage de sept bases militaires colombiennes aux Américains. Cela ne permit pas pour autant de résoudre le conflit et eut pour conséquence un refroidissement des relations de la Colombie avec le reste de l'Amérique du Sud.

En 2010, Juan Manuel Santos fut élu et adopta une politique de la main tendue avec la mise en place de négociations en 2012 à Oslo puis à la Havane, qui permettent aujourd'hui d'entrevoir la fin d'un conflit qui a fait 500 000 morts.

Violences, trafics et crime organisé

La pacification permise à la fin de la Guerre froide au travers de la résolution des conflits liés aux mouvements guérilleros ne s'est cependant pas accompagnée de la fin de la violence, celle-ci étant aujourd'hui majoritairement le fait de la criminalité organisée. En effet, depuis le début des années 1990 et la fin de ses guerres civiles, l'Amérique centrale est ravagée par des gangs criminels, les « Maras », qui prospèrent sur le trafic de drogue, d'individus et d'armes et constituent un défi pour la souveraineté des États.

En Colombie, après l'assassinat de Pablo Escobar, chef historique du cartel de Medellin, en 1993, les FARC ont pris le relais du trafic de drogue. Avec l'effondrement des cartels colombiens, les trafiquants mexicains se sont emparés du trafic de la cocaïne et ont constitué de puissants cartels qui font régner la terreur sur les populations civiles. Le gouvernement mexicain a militarisé la réponse à ce défi. La violence liée à ces trafics y a fait plusieurs dizaines de milliers de morts dans les années 2000.

Malgré ces défis majeurs, globalement, le continent latino-américain a accru sa place sur l'échiquier international, grâce à une croissance généralisée qui s'est accompagnée d'une réduction de la pauvreté (passée de 44 % en 2000 à 28 % en 2012) et l'émergence d'une classe moyenne, grâce à une économie tournée vers l'extérieur au travers principalement de l'exportation de matières premières, et des politiques sociales de redistribution des richesses. Le Brésil, l'Argentine et le Mexique sont par ailleurs désormais des membres du G20.

L'Afrique

■ Des espoirs de démocratisation

On peut distinguer deux périodes distinctes dans l'évolution de l'Afrique après l'écroulement du monde bipolaire. La première période voit naître des espoirs de démocratisation après la chute de l'URSS. Lors du sommet franco-africain de La Baule en 1990, le président François Mitterrand, à une époque où l'influence et la capacité d'action de la France étaient encore très fortes, avertissait que l'aide de la France serait désormais conditionnée à une ouverture de progrès démocratiques. Les dirigeants africains, dont plusieurs étaient en place depuis l'indépendance ou représentaient les héritiers de cette première génération, avaient vu le régime de l'Europe de l'Est, qu'ils pensaient immuables, tomber en quelques mois. Ils furent choqués par la fin tragique de Ceausescu qui semblait diriger la Roumanie pour l'éternité et qui fut jugé et exécuté en vingt-quatre heures en 1989. Ils se lancèrent dans de grandes conférences nationales destinées à permettre le multipartisme et la démocratie mais la hausse des taux d'intérêt et des cours du pétrole, la dévaluation du franc CFA en 1994 et la baisse du cours des matières premières, dont leur économie était étroitement dépendante, ravivèrent les tensions sociales et dégradèrent une situation économique déjà mal en point du fait d'une mauvaise gouvernance.

■ Mais régimes autoritaires et guerres perdurent

La décennie 1990, après les espoirs de démocratisation, vit alors le maintien des régimes autoritaires, une corruption de plus en plus visible

et de moins en moins acceptée, le développement de guerres civiles, s'ancrant sur des tensions de longue date, sans visée politique réelle autre que la conquête du pouvoir et le contrôle des matières premières, accompagné d'un déchaînement de la cruauté gratuite allant jusqu'à l'embrasement du génocide au Rwanda en 1994. Ces conflits se révélèrent complexes avec l'intervention et la superposition de multiples acteurs non-étatiques, ainsi que transfrontaliers du fait de la porosité des frontières et de la division des groupes ethniques. Se créa alors un cercle vicieux entre conflit et sous-développement, les deux s'alimentant respectivement. Alors que l'ensemble du monde bougeait et souvent de façon positive, l'Afrique semblait immobile ou en régression. De plus, la propagation du sida faisait craindre pour son avenir démographique.

■ Une communauté internationale indifférente

La fin de la compétition Est-Ouest marqua le désintérêt des grandes puissances. L'URSS n'existant plus, les États-Unis avaient donc moins de nécessité de courtiser les nations africaines. Les pays européens étaient plus concernés par leurs cousins de l'Est qui venaient d'accéder à la démocratie et qui réclamaient leur adhésion à l'Union européenne. L'Afrique, qui s'était plainte d'être malmenée par les ingérences extérieures, se désolait à présent d'être laissée pour compte.

Seule l'Afrique du Sud, qui mit fin à l'apartheid, représentait un message fort d'espoir pour le continent dans cette période.

■ Afro-optimisme et renouveau de l'intérêt international

À partir des années 2000, l'afro-optimisme succéda à l'afro-pessimisme. Le continent connaît une croissance globale de 5 % par an malgré la présence d'États faillis. Les élections prennent de plus en plus d'importance dans la détermination des personnes qui exercent le pouvoir. Des guerres civiles prennent fin, se mettent en place des processus de pacification, des organisations régionales comme la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou l'Union africaine (UA) prennent plus d'importance et le sida régresse. L'Afrique est de nouveau au cœur des intérêts et des convoitises. De nouveau, les États-Unis s'intéressent de près au continent, même si leur intérêt est axé sur le pétrole, la sécurité et la lutte antiterroriste.

L'élection de Barack Obama, contrairement à ce que certains pensaient à tort, n'a pas fondamentalement changé le lien entre les États-Unis et l'Afrique. La Chine y est très présente, à la fois pour courtiser les cinquante-quatre voix à l'ONU et pour garantir son accès aux matières premières dont elle devient de plus en plus gourmande. Elle déverse sa production à bas prix sur le continent.

Le Japon s'intéresse à l'Afrique depuis le milieu des années 1990. Le continent a l'avantage de ne pas avoir de passif historique avec l'archipel, contrairement à de nombreux pays asiatiques, et dans sa quête de l'obtention d'un siège de membre permanent du Conseil de sécurité, les voix africaines comptent.

Le Brésil veut renouer avec ses racines. La France et le Royaume-Uni se réinvestissent à leur tour.

■ Difficultés économiques et sociales

Cependant, les structures étatiques restent parfois faibles. Les pays africains restent prisonniers de leurs ressources naturelles qui constituent encore l'essentiel de leurs exportations même s'ils bénéficient de l'augmentation des coûts de ces dernières. Cette économie de rente rend les économies africaines sensibles aux chocs exogènes, dépendantes des matières premières, entraîne un sous-développement industriel et agricole (manque de produits de première nécessité et d'aliments de base) et ne profite pas à l'ensemble de la population.

De plus, l'Afrique a un taux d'alphabétisation qui est proche de celui de la Chine dans les années 1980, au début de son décollage économique. Les objectifs du millénaire pour le développement sont loin d'être atteints. Le PIB par habitant en Afrique ne représente que le tiers de celui des Chinois, l'Afrique n'est à l'origine que de 2 % du PIB mondial tandis que le commerce africain ne représente que 3 % du commerce mondial.

■ Afrique du Sud, la fin de l'apartheid

La fin du clivage Est-Ouest sonna également indirectement le glas de l'apartheid en Afrique du Sud. Le pays n'était plus l'allié jugé

indispensable dans la lutte contre le camp soviétique. Les protestations internationales se firent de plus en plus pressantes et le régime se retrouva de plus en plus isolé. Aux États-Unis, les organisations noires se mobilisèrent contre le soutien accordé au régime d'apartheid. Frederik De Klerk, le président sud-africain de 1989 à 1994, comprit qu'il n'avait pas d'autre choix que d'évoluer vers la fin de ce système. Il libéra le leader de l'ANC, Nelson Mandela, le 11 février 1990, après vingt-sept ans de captivité et leva l'état d'urgence en juin. Malgré l'opposition de milices paramilitaires blanches, les négociations avec l'ANC débouchèrent sur la fin de la lutte armée.

Vers la réconciliation nationale

En 1994, une constitution fut adoptée et les premières élections démocratiques multiraciales furent organisées en avril, ce qui permit la levée des sanctions internationales. Frederik De Klerk et Nelson Mandela reçurent conjointement le prix Nobel de la paix en 1993. Mandela devint le premier président noir après la large victoire de l'ANC en 1994. Il forma un gouvernement d'union nationale et prôna la réconciliation entre Blancs et Noirs. Une commission vérité et réconciliation, sous la tutelle de Mgr Desmond Tutu, fut mise en place en 1995. L'Afrique du Sud fut réintégrée au sein de l'ONU, de l'Union africaine et du Commonwealth. Mandela célébra la nation arc-en-ciel, sa popularité atteignait des sommets. Il incarnait le triomphe de la réconciliation sur la vengeance et le démantèlement pacifique d'un système inique. Thabo Mbeki lui succéda en 1999 et fut réélu en 2004. Jacob Zuma, fut, lui, élu en 2009.

Mais l'ANC commence à être miné par l'usure du pouvoir et des problèmes de corruption. S'il n'existe plus d'apartheid juridique, les inégalités sociales restent très fortes et la redistribution des terres demeure faible. La crise économique actuelle ravive les tensions sociales et les problèmes liés au sida et à la hausse de la criminalité organisée sont de plus en plus patents.

Une hégémonie en Afrique ?

Grâce à l'aura de Nelson Mandela, l'Afrique du Sud se vit attribuer l'organisation de la Coupe du monde en 2010, premier événement

sportif mondialisé à se dérouler dans un pays africain. L'Afrique du Sud apparaît comme un pays émergent, membre des BRICS, et exerce une forte influence de médiation dans les conflits intra-africains. Mais son poids est parfois considéré comme trop pesant par ses voisins qui se méfient de son hégémonie et de ses ambitions tandis qu'il existe une forte dépendance économique du continent envers l'Afrique du Sud et que les relations restent tendues avec le Nigéria. Nelson Mandela disparut le 5 décembre 2013.

■ Autres progressions de la démocratie

Quant au Mozambique, la guerre civile s'y arrêta en 1992 après avoir fait un million de morts. Le Frelimo est actuellement au pouvoir dans un pays qui se démocratise progressivement mais qui est victime d'un très fort endettement.

Le Sénégal apparaît comme une vitrine démocratique de l'Afrique. Léopold Sédar Senghor, le père de l'indépendance, fut le premier chef d'État africain post-indépendance à quitter volontairement le pouvoir en 1980, sans le faire après un coup d'État militaire ou par décès. Son successeur Abdou Diouf, lui, accepta sa défaite électorale face à l'opposant Abdoulaye Wade en 2000, alors que beaucoup le poussaient à se maintenir au pouvoir par la force.

Wade, qui lança le Nepad (*The New Partnership for Africa's Development* / Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) libéralisa l'économie, fit naître de nombreux espoirs. Mais très vite, il tomba dans des dérives autoritaires, et surtout laissa la corruption se développer à une grande échelle, notamment dans son entourage familial. Après quelques hésitations, il accepta finalement de reconnaître sa défaite électorale en 2012 et laissa le pouvoir à Macky Sall.

■ Un continent encore déchiré par les guerres civiles

L'Angola

En Angola, après avoir repris les armes en 1992, l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) signa un accord de cessez-le-feu sous la pression internationale et la menace de sanctions

en 1994. Elle fut alors intégrée dans un gouvernement d'unité nationale, mais dominée par le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), et les affrontements se poursuivirent entre les deux groupes qui n'avaient pas rendu les armes, dans un pays souffrant de fortes tensions sociales et d'un développement économique insuffisant. Il fallut attendre la mort du leader de l'UNITA usée, Jonas Savinbi, en 2002, pour permettre l'établissement d'une paix réelle mettant fin à une guerre civile qui causa plus d'un million de morts. L'UNITA devient un parti politique mais le pays est en ruine. Si les ressources pétrolières lui permirent de connaître un développement important, les inégalités sociales demeurent très visibles et le pays reste dominé par le MPLA, avec José Eduardo Dos Santos à la tête du pays depuis 1979.

Le génocide rwandais

L'Afrique connut un drame de grande ampleur avec le génocide rwandais de 1994, qui fit près d'un million de morts. Les Hutus étaient majoritaires et hégémoniques dans ce pays où les Tutsis (15 % de la population) avaient été dominants durant la période coloniale. Lors de l'indépendance, des premiers massacres ethniques avaient déjà eu lieu. Une partie des Tutsis s'était alors réfugiée en Ouganda et avait créé le Front patriotique rwandais (FPR) qui mena une guerre contre le régime hutu en place et qui, aidé par l'Ouganda, pénétra au Rwanda en 1990. Sous la pression internationale, le président rwandais hutu signa des accords de réconciliation à Arusha le 4 août 1993, mais les extrémistes hutus y étaient opposés et formèrent les premières milices, lançant une propagande anti-tutsis, à travers notamment la radio des Mille Collines. Un avion transportant les présidents rwandais et burundais fut abattu le 6 avril 1994 et servit de prétexte au démarrage d'un génocide programmé par les milices extrémistes hutues. En trois mois, près de 800 000 Tutsis, et Hutus voulant les protéger, perdirent la vie. La petite force de l'ONU, trop faible, dont la majeure partie des effectifs avait été retirée, faute de financements, fut incapable d'enrayer le génocide. Paul Kagamé, le leader du FPR prit le pouvoir à Kigali en 1994 et mit fin au génocide, mais pour assurer la sécurité nationale il décida d'annihiler la menace hutue pouvant provenir de l'extérieur. Le conflit se déplaça alors dans le Zaïre voisin où les Hutus s'étaient réfugiés, notamment les forces armées rwandaises. Le FPR organisa des incursions, voulant

empêcher les génocidaires hutus de revenir au pouvoir, protéger les Tutsis présents de longue date au Zaïre, mais s'en prit également aux civils réfugiés et commit à son tour des crimes contre l'humanité. Le maréchal Mobutu à la tête du Zaïre ne pouvait faire face à cette montée des tensions, son régime étant par ailleurs affaibli par la corruption et la gabegie. Au terme d'une guerre ayant débuté à la fin de l'année 1996, il fut renversé le 20 mai 1997 par Laurent Désiré Kabila, soutenu par les régimes rwandais et ougandais, à la suite d'une longue marche des opposants à travers le pays, et le Zaïre devint la République démocratique du Congo.

L'ingérence du Rwanda au Congo

Afin de s'emparer des immenses richesses minières de ce pays, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi intervinrent au Congo pour renverser à son tour Kabila qui était soutenu par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie. Débute alors la deuxième guerre congolaise en août 1998, avec la participation de sept pays et d'une trentaine de groupes armés. La population civile fut victime de ces affrontements et cette guerre de grande ampleur fit jusqu'à quatre millions de morts estimés. Kabila fut assassiné en 2001 et remplacé par son fils Joseph.

Le Rwanda connut une très brillante réussite économique, mais s'installa le régime autoritaire de Kagamé qui ne souffrait aucune contestation. Il continua à tenter de s'accaparer les richesses du Congo, notamment en 2008, en se basant sur des groupes armés. Les ingérences du Rwanda et sa responsabilité dans la poursuite de la guerre civile au Congo amenèrent ses soutiens américains et britanniques à prendre leurs distances avec lui. Plusieurs accords de paix furent signés et ne furent pas respectés, le pays étant toujours traversé par la violence malgré la mise en place de la plus importante force de maintien de la paix de l'ONU, composée de 17 000 hommes. Les relations restent tendues avec l'Ouganda.

Le Congo toujours miné par des conflits civils

En RDC, le processus de réconciliation nationale fut lancé par Joseph Kabila, mais il reste deux régions instables où les affrontements se poursuivent. En Ituri, les violences ethniques éclatèrent en 1999 et

se sont intensifiées depuis 2003. Au Nord Kivu, une guerre débuta entre l'armée congolaise et des mouvements tutsis soutenus par le Rwanda et l'Ouganda, qui connut un pic d'intensité en 2007 avant l'établissement d'accords de paix en 2009 et l'intégration des rebelles dans l'armée régulière. En 2012, un nouveau mouvement, le M23, reprit les armes. Les combats et les exactions se multiplièrent. L'ONU, accompagnée de pressions diplomatiques, poussa le M23 à abandonner les armes en novembre 2013. Cependant, la RDC reste vulnérable.

La Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, stable et riche en matières premières, était devenue le « poumon » économique de l'Afrique de l'Ouest. À la mort du « père de l'indépendance », Félix Houphouët-Boigny, en 1993, le pays subit la dévaluation du franc CFA et la chute du cours du cacao.

Les élections, autrefois pure formalité, devinrent un enjeu réel. Henri Konan Bédié, devenu président en 1993, évoqua le concept d'« ivoirité » pour empêcher son rival Alassane Ouattara (d'origine burkinabè) de se présenter contre lui.

Qu'est-ce que le concept d'« ivoirité » ?

Le concept d'« ivoirité » préconisait que seuls les candidats avec quatre grands-parents ivoiriens pouvaient se présenter aux élections. La mobilisation de ce concept et le principe de préférence nationale, dans une période de difficultés économiques et de forts afflux de réfugiés, entraînèrent la montée de la xénophobie et les premiers affrontements ethniques.

Bédié fut alors destitué en 1999 et Laurent Gbagbo, opposant de longue date, social-démocrate, fut élu en 2000 face à Ouattara aussi inéligible selon le concept d'ivoirité. Commencèrent alors les combats entre les partisans chrétiens du Sud de Laurent Gbagbo, qui prônait l'ivoirité, et les musulmans du Nord d'Ouattara. L'ivoirité cristallisait en effet des fractures religieuses, les Ivoiriens étant majoritairement des chrétiens du Sud. Débuta la guerre civile dans un pays scindé en deux, avec le déchaînement de la brutalité contre les civils, et désorganisé avec la tentative d'un coup d'État en 2002.

La France intervint avec le feu vert de l'ONU pour imposer un cessez-le-feu, mais Gbagbo lui reprocha de ne pas intervenir en sa faveur, les forces poursuivirent leur action armée et les élections étaient sans

cesse repoussées. La situation fut stabilisée à partir de 2007 et Gbagbo en 2010, croyant la victoire acquise, consentit à organiser des élections. Cependant, Ouattara les gagna, victoire validée par l'ONU et l'UA, mais Gbagbo refusa de reconnaître sa défaite. Les affrontements reprirent et furent particulièrement violents (massacres, lynchages...) jusqu'à l'offensive des rebelles dans le Sud en mars 2011 et une intervention appuyée par l'ONU, la CEDEAO et la France pour permettre à Ouattara de s'installer à la présidence en mai. Gbagbo fut déféré devant la Cour pénale internationale (CPI). Le pays est actuellement dévasté, déchiré et en ruine. Le pays est à reconstruire et ses composantes à réconcilier.

De la rébellion à l'autodétermination du Soudan du Sud

Le Soudan où un pouvoir islamiste s'établit, dut faire face à la rébellion du Sud. Ce dernier avait obtenu une certaine autonomie en 1972, avant que la découverte de pétrole dans la région pousse le gouvernement central à y mettre fin pour ne pas perdre ces revenus. La rébellion du Sud se nourrit de la différence des populations (chrétiens et animistes au Sud face aux musulmans au Nord), de la bataille pour la rente pétrolière et de l'autoritarisme de Khartoum. La rébellion était soutenue par les États-Unis, tandis que le régime de Khartoum, qui n'avait pas condamné l'annexion par l'Irak du Koweït, était soupçonné de collaborer avec le terrorisme international et subissait des sanctions américaines à la fin des années 1990. En 1998, fut reconnu le droit à l'autodétermination du Sud, mais la guerre se poursuivit. Khartoum tenta alors de rompre son isolement international pour priver le Sud de son soutien et amorça une coopération avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Un accord de cessez-le-feu fut signé entre les deux Soudan, en 2002, qui prévoyait une autonomie transitoire du Sud Soudan et la non-application de la charia à cette partie.

Un accord de paix global fut signé en 2005, mettant fin à une guerre ayant causé près de deux millions de morts et cinq millions de déplacés. Un référendum d'autodétermination, prévu par les accords, eut lieu en 2011 et déboucha sur l'indépendance du Sud-Soudan, approuvée par près de 99% de la population. Mais les tensions restent vives entre les deux pays, notamment sur la question du pétrole, et le Sud Soudan a rapidement connu une guerre civile. Malgré les cessez-le-feu, les affrontements se poursuivent entre le gouvernement et les rebelles, entre les communautés, et les membres de l'ONU sont régulièrement attaqués.

La guerre du Darfour

Un autre conflit a déchiré le Soudan, au Darfour, à l'Ouest du pays, où s'opposent à partir de 2003 des tribus nomades arabes et des populations musulmanes sédentaires africaines sur fond de désertification et de pression démographique, alors que le Darfour est délaissé par le pouvoir central. Des mouvements rebelles, soutenus par le Tchad ont pris les armes et sont physiquement réprimés par Khartoum qui soutient les nomades et mène une politique de nettoyage ethnique faisant 300 000 victimes et deux millions de déplacés. Les États-Unis et les Occidentaux mettent en accusation le gouvernement de Omar el-Béchir qui est soutenu de son côté par la Chine. Il a été inculpé en mars 2009 par la Cour pénale internationale, mais fut réélu président en 2010. Le conflit devient un conflit de basse intensité.

Retour de la guerre civile au Tchad

Le Tchad fut de nouveau plongé dans la guerre civile qui avait pris fin en 1994. Les tensions ethniques et les 250 000 réfugiés du Darfour, ainsi que le soutien du Soudan aux rebelles tchadiens contre le gouvernement central, ont poussé à la reprise de la guerre en 2005 jusqu'en 2010, malgré l'intervention française. Près de 75 000 morts furent comptabilisés et le pays demeure vulnérable à toute modification de son environnement extérieur.

Guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone

Le Libéria et la Sierra Leone furent déchirés dans les années 1990 par des guerres civiles entre rebelles et gouvernement central, sur lesquelles se greffèrent des combats entre des seigneurs de la guerre qui voulaient s'accaparer la rente minière. L'ensemble de ces affrontements terrorisa la population, enrôla des enfants soldats et mutila volontairement et gratuitement une partie des civils. Une intervention internationale permit de rétablir la paix et de prévoir un retour à un régime civil en 2005 au Libéria, en 2002 en Sierra Leone. Ces deux guerres étaient connectées car Charles Taylor, leader des rebelles au Libéria, soutenait le mouvement en Sierra Leone. Au Libéria, Taylor avait organisé la rébellion dès 1989 contre le pouvoir en place, sur

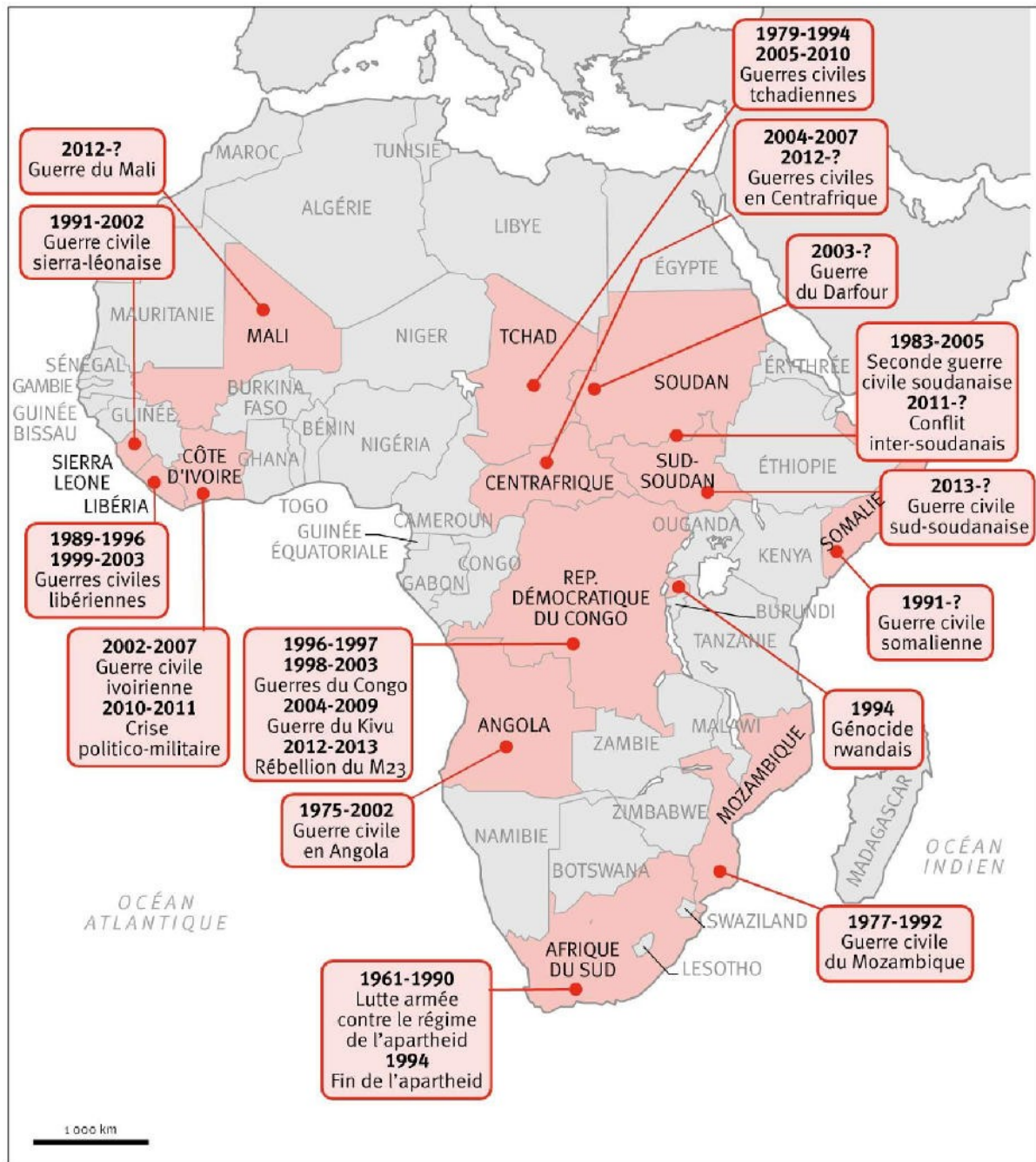
fond de tensions ethniques, mais un embargo international contre son camp ainsi que l'intervention d'une force de l'ONU permirent une certaine pacification du conflit en 1996, le désarmement des milices après 150 000 morts. Cependant, l'élection de Taylor à la tête du pays en 1997 fut soupçonnée de fraudes tandis que la répression de l'opposition se développait.

En 1999, de nouveaux affrontements éclatèrent au Libéria et s'intensifièrent en 2003 avant la conclusion d'accords de paix en août de la même année, accompagnés de la démission de Taylor et d'une transition pacifique. Ellen Johnson-Sirleaf accéda au pouvoir en 2005, pacifia le pays, relança l'économie et obtint le Prix Nobel de la paix en 2011. Taylor fut condamné en 2012 à cinquante ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le tribunal spécial pour la Sierra Leone.

En Sierra Leone, le pouvoir central n'arrivait pas à enrayer les avancées des rebelles qui prirent la capitale en 1997 et massacrèrent les civils. En 1999, un accord de paix fut finalement obtenu mais cinq cents Casques bleus furent pris en otage en mai 2000 par les rebelles qui refusaient le processus de paix. Fut alors mis en place un embargo international sur les diamants qui finançaient la rébellion, ainsi qu'une intervention britannique. En 2002, la guerre civile prit officiellement fin, la démobilisation des rebelles fut lancée et des élections organisées, mais l'indice de développement humain du pays reste parmi les derniers mondiaux.

Instabilités en Centrafrique

En Centrafrique, pays instable, débutèrent en 2012 les attaques de la Séléka, regroupant plusieurs factions rebelles à majorité musulmane avec des membres notamment soudanais et tchadiens, qui arrivèrent finalement à Bangui en mars 2013. Michel Djotodia s'autoproclama président mais la situation dégénéra avec la multiplication d'exactions et de pillages. Face à ces violences, se formèrent des milices d'auto-défense à majorité chrétienne, les anti-balakas, qui se lancèrent à leur tour dans la répression et la violence. La France intervint pour destituer le président Djotodia en janvier 2014, mais la situation semble hors de contrôle, avec le risque d'un génocide et d'une crise humanitaire.



**CONFLITS MAJEURS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE
DANS LE MONDE POST-BIPOLAIRE**

■ Le développement de la menace islamiste

Au Mali

Le Mali fut longtemps présenté comme un modèle, puisque le général Amadou Toumani Touré (dit ATT) avait rendu le pouvoir aux civils en 1992 après un coup d'État en 1991. Surnommé « le soldat de la démocratie », il fut élu président en 2001 et réélu en 2006. Néanmoins, la question des Touaregs au Nord, qui demandaient l'autonomie de leur territoire, l'Azawad, n'était toujours pas réglée après les rébellions des années 1960 et 1990.

Après la chute de Kadhafi en 2011, des combattants touaregs maliens qui servaient de force militaire d'appoint, revinrent au Mali avec des équipements militaires importants. Ils fondèrent le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et avancèrent dans le Nord du pays en profitant du renversement d'ATT en mars 2012 par les militaires qui l'accusaient de manquer de fermeté face aux rebelles. Le MNLA prononça alors l'indépendance du Nord et prit le contrôle de Tombouctou, Gao et Kidal. Mais il se heurta aux djihadistes du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), allié à Ansar Dine, un ancien mouvement rebelle touareg qui prônait l'application de la charia. Ces djihadistes prirent également position, faisant régner la terreur dans la population en récupérant les villes prises par le MNLA et en y appliquant la charia, profitant de l'instabilité du Nigéria et de la Libye ainsi que de la présence d'AQMI pour avancer dans le pays. Ils commirent cependant l'erreur de vouloir fondre sur Bamako en janvier 2013.

La France décida d'une intervention militaire (appuyée par l'ONU et la CEDEAO) en janvier 2013 pour les arrêter et permettre la reconquête du Nord du pays, ainsi qu'éviter la déstabilisation de la région dans son ensemble, permettant le retour aux urnes en juillet 2013. Mais les djihadistes poursuivent leurs actions et le dialogue s'avère difficile avec les Touaregs.

En Somalie

En Somalie, Barré se retrouva affaibli après le fiasco de l'Ogaden et les guérillas contestant son pouvoir se multiplièrent. La guerre civile

éclata alors en janvier 1991 entre le gouvernement et les guérillas, entre les mouvements armés et même au sein de ces derniers. En mai 1991, fut proclamée notamment l'indépendance du Somaliland, l'ancienne Somalie britannique, par l'un des mouvements rebelles. En 1992, furent envoyés des Casques bleus ainsi qu'une opération américaine baptisée « Restore Hope », mais sans résultats probants.

Le pays se scinda en entités dirigées par des chefs de guerre qui furent rapidement confrontés à l'émergence des milices de l'Union des tribunaux islamiques qui voulait créer un État islamique avec l'imposition de la charia, s'opposait aux chefs de guerre et instaura une forme de gouvernement. Ces milices s'emparèrent de Mogadiscio et dominèrent le Sud du pays dès 2006, avec la prédominance des extrémistes shebabs qui attirent des milliers de combattants étrangers et se sont déclarés officiellement affiliés à Al-Qaïda en 2012. Les chefs de guerre, soutenus par l'UA, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la France, reprirent le contrôle de plusieurs villes dès 2011 et mirent en place une nouvelle Constitution en 2012. Mais la guerre civile a favorisé le développement de la piraterie et répandu la famine dans le pays, tandis que la capacité d'action des Shebabs demeure forte, sans que l'on puisse encore apercevoir la fin du conflit.

Conclusion

A PRÈS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE mondiale, nous avons connu trois périodes historiques bien distinctes : la Guerre froide, la Détente et le monde post-bipolaire. À chaque fois, l'espoir d'un monde régulé par une entente raisonnée entre les puissances, par une gestion collective des grands défis qui se posent à l'humanité, et la mise en place d'une sécurité qui soit réellement collective s'est très rapidement dissipé.

Par trois fois la méfiance l'a emporté sur la confiance. Un enchaînement négatif s'est mis en place. Un cercle vicieux où les actions de l'autre ont été sur-interprétées de façon négative provoquant une réaction de force d'un camp, lui-même entraînant une crispation de l'autre.

L'Union soviétique et les démocraties occidentales s'étaient alliées pour combattre le nazisme et le fascisme. Ils avaient décidé que ce qui les opposait était moins important que leur antagonisme avec Hitler, Mussolini et les militaristes japonais. Ces derniers vaincus, la suspicion réciproque reprenait ses droits et allait déboucher sur la Guerre froide.

La crainte d'un affrontement nucléaire qui aurait pu engendrer la fin de l'humanité avaient conduit les superpuissances à mettre en place une politique de détente. Celle-ci n'a pas apporté les fruits espérés. Moscou et Washington estimant chacun que l'autre avait cherché à le duper. Moscou n'a pas reçu les avantages économiques qu'il escomptait, les Américains ont accusé l'Union soviétique de continuer à vouloir étendre son empire. La détente n'était pas à l'entente. Elle n'avait pas fait disparaître les rivalités. Chaque superpuissance voulait elle-même pratiquer une politique de détente et attendait de l'autre qu'elle mette en place une politique d'entente. Une telle incompréhension ne pouvait déboucher que sur l'échec.

Gorbatchev a voulu mettre en place une véritable politique d'entente avec les États-Unis et le monde occidental. Le premier moment

d'euphorie – suscitée par la disparition de la perception de la menace soviétique – passé, les Occidentaux et au premier plan les Américains, ont considéré qu'il ne le faisait que contraint et forcé du fait de la faiblesse de l'Union soviétique. Ils en ont conclu qu'il était préférable de gagner la Guerre froide que de mettre en place un nouvel ordre mondial.

Aujourd'hui, les rivalités ont donc changé de sens, elles n'ont pas disparu. Elles sont toujours vives même si la crainte d'une guerre nucléaire généralisée n'est plus de mise.

Il y a une grande mutation stratégique. C'est la multipolarisation du monde du fait de l'émergence de nombreux pays du Sud et de la fin du monopole occidental sur la puissance. Celle-ci ne signifie pas la fin de la puissance occidentale, elle implique que ce monopole ne peut plus prétendre dicter aux autres parties du monde l'agenda international et ses volontés.

Entrerons-nous un jour dans une quatrième période faite de multilatéralisme ? C'est certainement la seule voie pour répondre de façon pertinente et durable aux principales menaces qui pèsent sur l'humanité, de la mise en place d'un régime de règlement pacifique des différends en passant par la lutte contre le réchauffement climatique, une protection généralisée des droits humains et un accès de tous aux biens de première nécessité.

Mais nous n'en sommes pas encore là...

Index des notions

3D (désintermédiation, déréglementation et décloisonnement), 195

A

Afro-asiatisme, 41
Afro-optimisme, 265
Aide humanitaire sans frontière, 144
Altermondialistes, 198
Apartheid, 145, 146, 266
Arms control, 84
Axe du mal, 235

B

Bonapartisme, 3
Brejnev (doctrine), 98
BRIC, 200
Burden sharing, 106

C

Carnet de chèques (diplomatie du), 227
Choc des civilisations, 242
Choc pétrolier, 106
Coexistence pacifique, 31
Condominium, 71, 85
Construction européenne, 170
Containment, 21
Contradictions (théorie des), 135
Course aux armements, 72, 85

D

Décennie perdue, 192, 226
Dérégulation, 195
Désarmement, 171
Désarmement chimique, 173
Déstalinisation, 30
Détente, 72, 75

Dissuasion, 94
Dissuasion nucléaire, 36, 91
Division internationale du travail, 150
Domino (effet), 248
Dominos (théorie des), 131
Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, 6, 39, 41
Droits de l'homme, 104, 108

E

Échanges internationaux, 197
Économie-monde, 193
Émergence pacifique, 231
Endiguement, *Voir* Containment
Entente, 72, 159, 186
État voyou, 205
Étranger proche, 222
Eurocommunisme, 155
Eurodollars, 195
Expansionnisme, 17
Extorsion (stratégie d'), 235

F

Faucons, 207
Fin de l'histoire, 187
Finlandisation, 21

G

Génocide, 110, 133, 269
Glacis territorial, 8, 20, 98
Glasnost, 156
Globalisation, *Voir* Mondialisation
Globalisation financière, 195
Grande coalition, 100
Guerre des étoiles, 232
Guerre froide, 3

H

Hallstein (doctrine), 100
Hyperpuissance, 205

I

Inspection par défi, 174
Intérêts vitaux, 95
Investissements directs à l'étranger (IDE), 197
Isolationnisme, 16, 192
Ivoirité, 271

J

Jdanov (doctrine), 23
Juche, 141

M

Maccarthysme, 56
Maison commune européenne, 160
Marshall (plan), 22
Missile gap, 84, 91
Missiles antibalistiques (ABM), 92
Monde bipolaire, 3
Monde multipolaire, 190
Monde unipolaire, 189
Mondialisation, 194
Monroe (doctrine), 16, 63

N

New Deal, 15
Non-alignement, 41, 96
Non-prolifération, 86
Nouvelle pensée, 159
Nouvel ordre économique international, 145
Nouvel ordre mondial, 177, 185, 188
NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication), 195

O

Ostpolitik, 99, 100

P

Panarabisme, 57

Pays émergent, 200
Perestroïka, 156, 167
Petits pas (méthode des), 29
Pétrodollars, 195
Ping-pong (diplomatie du), 135
Pivot asiatique, 211
Printemps arabes, 246
Prolifération, 87
Purification ethnique, 213

R

Reaganomics, 203
Realpolitik, 76
Représailles massives, 37, 94
Responsabilité de protéger, 250
Révisionnisme, 32, 51, 135
Révolution dans les affaires militaires, 151
Révolution industrielle, 193
Révolution industrielle (troisième), 152
Rideau de fer, 18
Riposte graduée, 38

S

Satellites, 20
Sécurité absolue, 92
Sécurité collective, 102
Sinatra (doctrine), 161
Smart power, 209
Souveraineté limitée, 98
Sphère d'influence, 31
Subprimes, 196, 209
Sunshine Policy, 235
Surextension impériale, 158, 190

T

Tiers-monde, 40
Truman (doctrine), 21

V

Village global, 196
Village planétaire, 193

Z

Zone d'influence, 9

Index des noms de personnalités

A

ABBAS, Mahmoud, 253, 254
ACHESON, Dean, 4, 54
ADENAUER, Konrad, 27, 30, 100
AGNEW, Spiro T., 107
AHMADINEJAD, Mahmoud, 244, 245
AL-ASSAD, Bachar, 210, 246, 250, 251
ALBRIGHT, Madeleine, 205
ALLENDE, Salvador, 120
AL-SISSI, Abdel Fattah, 249
AMIN DADA, Idi, 145
AMIN, Hafizullah, 142
ANDROPOV, Iouri, 149
ANOUAR EL-SADATE, Muhammad, 125, 127
AQUINO, Benigno, 237
ARAFAT, Yasser, 128, 252, 253
ARAGON, Louis, 98
ARBENZ, Jacobo, 64
ARISTIDE, Jean-Bertrand, 262
ARON, Raymond, 3, 16, 37
ATTLEE, Clement, 14
AUNG SAN, 47
AUNG SAN SUU KYI, 237

B

BACHELET, Michelle, 262
BAHR, Egon, 100
BAKER, James, 182
BALFOUR, Arthur, 58
BAO DAI, 46, 47
BARAK, Ehud, 252, 253
BARRE, Muhammed Siad, 144, 276
BARUCH, Bernard, 3
BATISTA, Fulgencio, 64
BÉDIÉ, Henri Konan, 271
BEN ALI, Zine el-Abidine, 248

BENAZIR BHUTTO, Mohtarma, 239
BEN BELLA, Ahmed, 145
BÉNÈS, Edvard, 20
BEN LADEN, Oussama, 207, 208, 210, 240
BERLUSCONI, Silvio, 217
BHUTTO, Ali, 138
BLAIR, Tony, 242
BOHLEN, Charles, 13
BOUAZIZI, Mohamed, 247
BOULGANINE, Nicolas, 62
BOUMEDIENE, Houari, 145
BOURGÈS-MAUNOURY, Maurice, 62
BOURGUIBA, Habib, 67
BOUTEFLIKHA, Abdelaziz, 251
BRANDT, Willy, 100, 101, 102, 235
BRAUDEL, Fernand, 193
BREJNEV, Léonid, 77, 78, 149, 157
BRODIE, Bernard, 37
BRZEZINSKI, Zbigniew, 108, 197
BUSH, George H. W., 173, 182, 187, 188, 189, 203, 204, 241
BUSH, George W. jr, 189, 206, 207, 208, 209, 235, 240, 243, 244, 251, 252, 257, 263

C

CALDERON, Felipe, 257
CARDOSO, Fernando Henrique, 256
CARTER, Jimmy, 107, 108, 109, 111, 117, 118, 127
CASTRO, Fidel, 64, 65, 80, 83, 110, 116, 117, 262
CASTRO, Raul, 262
CEAUCESCU, Nicolae, 163
CHAVEZ, Hugo, 256, 258, 261
CHEVARDNADZE, Édouard, 180, 186

CHIRAC, Jacques, 242, 246
 CHUN DOO-HWAN, 141
 CHURCHILL, Winston, 7, 9, 10, 13, 14,
 18, 25, 37
 CLINTON, Bill, 185, 203, 204, 205, 206,
 252, 257
 CLINTON, Hillary, 209
 CORREA, Rafael, 262

D

DALAÏ-LAMA, 50, 51
 DEBRÉ, Michel, 98
 DE GAULLE, Charles, 7, 25, 66, 67, 71,
 82, 93, 94, 95, 96, 124, 186
 DE KLERK, Frederik, 267
 DENG XIAOPING, 136, 137, 229
 DIOUF, Abdou, 268
 DJILAS, Milovan, 8
 DJOTODIA, Michel, 274
 DOS SANTOS, José Eduardo, 269
 DUBCEK, Alexander, 97
 DULLES, John F., 32

E

EISENHOWER, Dwight D., 8, 62, 84
 EL-BÉCHIR, Omar, 273
 EL-KHOURY, Béchara, 57
 ELTSINE, Boris, 165, 166, 173, 186, 218,
 219, 220, 221
 ENGELS, Friedrich, 193
 ESCOBAR, Pablo, 263

F

FAROUK, 61
 FONTAINE, André, 22
 FORD, Gerald R., 75, 107
 FUKUYAMA, Francis, IX, 187

G

GALTIERI, Leopoldo, 121
 GANDHI, Indira, 138
 GANDHI, Mohandas, 46
 GANDHI, Rajiv, 139
 GARTHOFF, Raymond, 72

GBAGBO, Laurent, 271, 272
 GORBATCHEV, Mikhaïl, 72, 102, 142, 147,
 149, 150, 153, 154, 156, 157, 158,
 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165,
 166, 167, 168, 171, 172, 173, 180,
 181, 183, 184, 185, 186, 188, 220,
 228

GORE, Al, 206
 GOULART, Joao, 121
 GRATCHEV, Andreï, 181
 GROSSER, Alfred, 29
 GUEVARA, Ernesto, 116, 117
 GUILLAUME, Günter, 102

H

HALLSTEIN, Walter, 100
 HARIRI, Rafic, 246
 HASSAN II, 146
 HATOYAMA, Yukio, 227
 HAVEL, Václav, 163
 HERZL, Théodore, 58
 HITLER, Adolf, 6, 8, 9, 21, 279
 HITO, Hiro, 52
 HO CHI MINH, 46, 47, 132
 HONECKER, Erich, 102, 163
 HOTTA, Masayoshi, 140
 HOUPHOUËT-BOIGNY, Félix, 271
 HOWARD, Michaël, 6
 HU JINTAO, 228
 HUNTINGTON, Samuel, 242
 HUSAK, Gustav, 97
 HUSSEIN, Saddam, 129, 130, 180, 181,
 182, 241, 243

I

IANOUKOVITCH, Viktor, 223
 ISMAY, Hastings, 170
 IZETBEGOVIĆ, Alija, 214

J

JARUZELSKI, Wojciech, 99, 162
 JOHNSON, Lyndon B., 75, 131
 JOHNSON-SIRLEAF, Ellen, 274
 JUDT, Tony, 7

K

KABILA, Joseph, 270
 KABILA, Laurent Désiré, 270
 KADHAFI, Mouammar, 129, 249, 250, 276
 KAGAMÉ, Paul, 269, 270
 KAÏ-CHEK, Tchang, 48, 49
 KARMAL, Babrak, 142
 KARZAI, Hamid, 240
 KASAVUBU, Joseph, 67
 KENNAN, George, 21
 KENNEDY, John F., 72, 75, 79, 82, 83, 84
 KENNEDY, Paul, 158, 190, 191
 KHODORKOVSKI, Mikhaïl, 221
 KHOL, Helmut, 170
 KHOMEINY, 108, 130, 131
 KHROUCHTCHEV, Nikita, 30, 31, 32, 33,
 50, 51, 71, 77, 79, 82, 83, 165, 223
 KIM DAE-JUNG, 234
 KIM IL-SONG, 141, 235
 KIM JONG-IL, 235, 236
 KIM JONG-UN, 236
 KIM YOUNG-SAM, 234
 KISSINGER, Henry, 4, 37, 72, 75, 76, 92,
 106, 107, 108, 109, 120, 132, 136
 KOHL, Helmut, 102, 112, 168
 KOIZUMI, Jun'ichiro, 227
 KOSSYGUINE, Alexis, 98
 KRENZ, Egon, 163

L

LAHOUD, Emile, 246
 LAMY, Pascal, 197
 LE DUC THO, 132
 LEE MYUNG-BAK, 235
 LEWINSKY, Monica, 206
 LIGATCHEV, Egor, 164
 LIPPMANN, Walter, 3
 LON NOL, 133
 LULA, Luis Ignacio da Silva dit, 258, 260
 LUMUMBA, Patrice, 67

M

MACARTHUR, Douglas, 52, 54, 55, 56
 MACKY SALL, 268

MADURO, Nicolas, 261
 MALRAUX, André, IX
 MANDELA, Nelson, 147, 267
 MANNING, Bradley, 211
 MARSHALL, George C., 22
 MARX, Karl, 193, 230
 MAURIAC, François, 170
 MAZOWIECKI, Tadeusz, 162
 MBEKI, Thabo, 267
 MCCAIN, John S., 209
 MCCARTHY, Joseph, 56
 MCLUHAN, Marshall, 193
 MEDVEDEV, Dimitri, 223
 MENDÈS FRANCE, Pierre, 47
 MILOSEVIC, Slobodan, 212, 213, 214, 215
 MITTERRAND, François, 112, 147, 163,
 168, 170, 184, 264
 MLADENOV, Petar, 163
 MOBUTU, Joseph-Désiré, 67
 MODROW, Hans, 168
 MOLOTOV, Viatcheslav, 10
 MONNERVILLE, Gaston, 40
 MONNET, Jean, 29
 MONROE, James, 17
 MORALES, Evo, 262
 MORSI, Mohamed, 249
 MOSSADEGH, Mohammad, 58
 MOUBARAK, Hosni, 127, 249
 MUCHARRAF, Pervez, 239
 MUGABE, Robert, 145
 MUJICA, José « Pepe », 261
 MUSSOLINI, Benito, 7, 21, 279

N

NAGY, Imre, 32, 33, 97, 162
 NASSER, Gamal Abdel, 41, 58, 61, 63,
 124, 125
 NAWAZ SHARIF, Mian Muhammad, 239
 NEHRU, Jawaharlal, 41, 55
 NETANYAHOU, Benyamin, 210, 254
 NGUYEN VAN LINH, 133
 NIXON, Richard M., 72, 75, 76, 77, 78,
 105, 106, 107, 120, 132, 136
 NORIEGA, Manuel, 118

O

OBAMA, Barack, 209, 210, 211, 244, 245, 254, 257, 262, 266
 OMAR, Mohammed, 240
 ORTEGA, Daniel, 117, 118, 261
 OUATTARA, Alassane, 271, 272

P

PAHLAVI, Mohammad Reza, 58
 PARK CHUNG-HEE, 48, 141, 236
 PARK GEUN-HYE, 236
 PASTRANA, Andrés, 257
 PERÓN, Isabel, 120
 PERÓN, Juan, 120
 PEROT, Ross, 204
 PEYREFITTE, Alain, 96
 PINOCHET, Augusto, 108, 120, 122
 POL POT, 133
 POUTINE, Vladimir, 221, 222, 223, 225
 POWELL, Colin, 242, 243
 PRAYUT CHAN-O-CHA, 238

Q

QUESADA, Vicente Fox, 261

R

RABIN, Yitzhak, 252
 RAKOSI, Matyas, 19, 32
 REAGAN, Ronald W., 111, 112, 118, 143, 150, 194, 203, 205
 ROHANI, Hassan, 245
 ROOSEVELT, Franklin D., 8, 9, 13, 17
 ROUSSEFF, Dilma, 260, 261, 262

S

SAKHAROV, Andreï, 157
 SALAZAR, Antonio de Oliveira de, 110
 SANDINO, Augusto, 108
 SANTOS, Juan Manuel, 257, 263
 SARTRE, Jean-Paul, 37
 SAUVY, Alfred, 40
 SAWINBI, Jonas, 269
 SCHMIDT, Helmut, 102, 112
 SCHUMAN, Robert, 29

SÉLASSIÉ, Haïlé, 110, 144
 SENGHOR, Léopold Sédar, 268
 SHARON, Ariel, 253
 SHINZO ABE, 227
 SHIWANATRA, Thaksin, 237
 SHIWANATRA, Yingluck, 238
 SIHANOUK, Norodom, 47, 133
 SNOWDEN, Edward, 211
 SOEKARNO, 41, 46, 139
 SOMOZA, Anastasio, 108, 117
 SORENSEN, Ted, 82
 STALINE, Joseph, 8, 9, 10, 17, 18, 20, 27, 30, 31, 49, 50, 55, 56, 71, 141, 152, 157
 STROESSNER, Alfredo, 122
 SUHARTO, 139, 236

T

TARAKI, Nour Muhammad, 142
 TAYLOR, Charles, 273, 274
 TCHERNENKO, Konstantin, 149
 THATCHER, Margareth, 121, 156, 170, 186, 194
 THEIN SEIN, 237
 TITO, Josip Broz, 8, 20, 41, 212
 TORRIJOS, Omar, 118
 TOUMANI TOURÉ, Amadou, 276
 TRUMAN, Harry S., 13, 18, 21, 56
 TSÉ-TOUNG, Mao, 44, 47, 48, 49, 50, 51, 134, 135, 136, 139, 141, 228, 230
 TUDJMAN, Franjo, 212, 214
 TUTU, Desmond, 147, 267

U

URIBE, Álvaro, 263

V

VALÉRY, Paul, 193
 VARGAS LLOSA, Mario, 121
 VÉDRINE, Hubert, 205
 VIDELA, Jorge Rafael, 108, 120, 121

W

WADE, Abdoulaye, 268
 WALESIA, Lech, 99, 162

X

XI JINPING, 230

Y

YOSHIDA, Shigeru, 53

Z

ZAKARIA, Fareed, 202

ZHOU ENLAI, IX, 50, 51, 73, 134, 135

ZIA-UL-HAQ, Muhammad, 138

ZUMA, Jacob, 267

Table des matières

Remerciements.....	V
Introduction.....	IX

Première partie LA GUERRE FROIDE

Chapitre 1 : La Guerre froide en Europe	5
Le monde en 1945	5
<i>L'effondrement européen</i>	<i>5</i>
Un « tableau de misère et de désolation ».....	6
<i>La division de l'Europe</i>	<i>8</i>
La conférence de Yalta.....	9
La conférence de Potsdam	13
<i>De la SDN à la création de l'ONU</i>	<i>14</i>
<i>La naissance de l'Empire américain</i>	<i>15</i>
« L'arsenal des démocraties ».....	15
Un rayonnement idéologique.....	16
La fin de l'isolationnisme	16
La mise en place de la Guerre froide	17
<i>L'expansionnisme soviétique</i>	<i>17</i>
Le « rideau de fer »	18
La mise sous tutelle des États « satellites »	19
Quelques territoires échappent au contrôle de Moscou	20
<i>Les États-Unis à la tête du monde libre</i>	<i>21</i>
Une vision politique : le <i>containment</i>	21
Un plan économique : le Plan Marshall	22
Un pacte militaire : l'OTAN	22
<i>L'URSS conteste et réplique.....</i>	<i>23</i>
Une vision politique : la doctrine Jdanov.....	23
Un plan économique : le Comecon	23
Un pacte militaire : le pacte de Varsovie	23

La division de l'Allemagne	25
Le blocus de Berlin-Ouest (24 juin 1948-12 mai 1949)	26
La création de la RDA et de la RFA	27
Vers un rapprochement franco-allemand	29
La coexistence pacifique	30
La déstalinisation	30
L'espoir réprimé en Hongrie	32
Le mur de Berlin	33
La dissuasion nucléaire	36
L'arme nucléaire change les perspectives	36
Accumuler des armes pour garantir la paix ?	37
L'URSS rattrape son retard technologique : la course aux armements commence	37
Chapitre 2 : La Guerre froide dans l'hémisphère sud	39
La naissance du Tiers-monde	40
La conférence de Bandung	40
La naissance du mouvement des non-alignés	41
La Guerre froide en Asie	44
Les indépendances	46
La révolution chinoise	48
Mao Tsé-toung prend le pouvoir	48
Des relations tendues avec Moscou	50
... à la rupture	51
La renaissance du Japon	51
Un pays sous tutelle américaine	52
La guerre de Corée relance l'économie japonaise	53
La guerre de Corée	54
Staline tente une poussée en Asie	54
Le Conseil de sécurité de l'ONU intervient	55
Un échec militaire pour l'Occident	56
La Guerre froide au Proche-Orient	57
Les indépendances	57
La création d'Israël	58
La montée du sionisme après l'affaire Dreyfus	58
Le plan de partage de la Palestine	59
Deux États pour un territoire : un conflit inévitable	59
La guerre de Suez	61
Nasser nationalise le canal	61
L'invasion du Sinaï déclenche une opération militaire	62
Un fiasco stratégique et diplomatique pour l'Occident	62

La Guerre froide en Amérique latine.....	63
<i>Un continent sous le contrôle des États-Unis ?</i>	63
Un antiaméricanisme croissant	64
<i>La révolution castriste</i>	64
Castro rompt les relations avec Washington... ..	65
... et se proclame marxiste-léniniste.....	65
La Guerre froide en Afrique	66
<i>Les indépendances</i>	66

Deuxième partie

LA DÉTENTE

Un relâchement par paliers	71
La Détente, ou l'illusion de l'entente.....	72

Chapitre 1 : L'âge d'or	75
Le concept de Détente.....	75
<i>Du moralisme au réalisme politique avec Nixon et Kissinger</i>	75
<i>Le dialogue avec Moscou devient nécessaire</i>	76
<i>Le rapport de force entre les deux superpuissances s'équilibre</i>	77
<i>Les accords SALT : le sommet de la Détente</i>	78
<i>Les limites de la Détente</i>	79
Du risque de guerre nucléaire au partenariat stratégique.....	79
<i>La crise de Cuba</i>	79
Des missiles soviétiques menacent les côtes américaines	80
Kennedy face à un dilemme	82
La tension entre les deux K atteint son paroxysme	82
Compromis et résolution de crise	83
<i>Des accords multilatéraux se mettent en place pour maîtriser les armements..</i>	84
Une surenchère nucléaire	84
Le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires (1963).....	85
Le traité de non-prolifération des armes nucléaires (1968).....	86
Autres traités multilatéraux	90
<i>Les accords SALT : premier accord bilatéral pour la maîtrise de l'armement ..</i>	91
De grands espoirs... ..	91
... revus à la baisse.....	92
La France alliée mais non alignée.....	93
« Une certaine idée de la France »	93
<i>Le souci de l'indépendance militaire de la France</i>	94
La stratégie de De Gaulle : la dissuasion « du faible au fort »	94
<i>De Gaulle refuse le condominium</i>	95

Le maintien du monolithisme dans le camp soviétique.....	97
<i>Le Printemps de Prague</i>	97
Pour un « socialisme à visage humain »	97
La répression est brutale et immédiate	97
Des réactions occidentales quasi absentes	98
1980, l'été de Gdansk	98
Lech Walesa crée Solidarnosc	99
Sous la pression soviétique, l'état de guerre est déclaré.....	99
L'Ostpolitik	99
<i>L'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates en RFA</i>	100
<i>Bonn et Berlin-Est renouent le dialogue</i>	101
<i>Le succès électoral de l'Ostpolitik</i>	101
Le triomphe de la Détente, la conférence d'Helsinki.....	102
<i>Une conférence globale</i>	102
<i>Les négociations aboutissent à un accord</i>	103
<i>Un bilan partagé</i>	104
Chapitre 2 : Les acquis de la Détente remis en cause.....	105
La crise économique	105
<i>Le dollar est dévalué</i>	105
<i>Le prix du baril de pétrole est multiplié par quatre</i>	106
Les doutes américains.....	106
<i>Scandales à Washington</i>	106
<i>Jimmy Carter rompt avec la realpolitik</i>	107
<i>Les droits de l'homme au cœur de la politique étrangère américaine</i>	108
L'expansion soviétique.....	109
<i>Les bastions soviétiques en Asie du sud-est</i>	109
<i>Le communisme prend pied en Afrique</i>	110
<i>La Détente dénoncée par les États-Unis</i>	111
La bataille des euromissiles.....	111
Chapitre 3 : La Détente dans l'hémisphère sud.....	115
La Détente en Amérique latine	115
<i>Entre interventions américaines et guérillas marxistes</i>	115
« Créer deux, trois... de nombreux Vietnam »	116
<i>Les États-Unis s'investissent contre les révolutionnaires</i>	117
<i>L'ère des dictatures</i>	120
<i>Le Chili de Pinochet</i>	120
<i>L'Argentine de Perón</i>	120
<i>Dictatures et répression dans les autres pays d'Amérique latine</i>	121
<i>Retour à la démocratie dans les années 1980</i>	122

Le Proche et Moyen-Orient.....	122
<i>Une instabilité régionale due au conflit israélo-arabe.....</i>	124
La guerre des Six jours	124
La guerre du Kippour.....	125
Un accord de paix est trouvé entre Israël et l'Égypte mais des troubles gagnent la Syrie	127
<i>La guerre civile libanaise.....</i>	127
Première période.....	128
Seconde période	128
<i>La mise en place de nouvelles dictatures</i>	129
En Libye avec Mouammar Kadhafi.....	129
En Irak avec Saddam Hussein	129
En Iran avec Khomeiny	130
La Détente en Asie	131
<i>La question vietnamienne au cœur de l'équilibre régional.....</i>	131
Une situation qui préoccupe Washington.....	131
Ho Chi Minh envahit le Vietnam du Sud, la dictature s'installe.....	132
La Chine entre en guerre mais doit vite reconnaître son échec	133
Des relations instables avec les Khmers rouges.....	133
<i>La puissance chinoise</i>	134
Mao Tsé-toung dénonce les impérialismes des deux superpuissances ...	134
Une nouvelle ère diplomatique	135
Après Mao, la Chine doit se moderniser et développe de nouvelles relations diplomatiques.....	136
<i>Le jeu des puissances dans le reste de l'Asie</i>	137
Au Pakistan.....	137
En Inde	138
En Indonésie.....	139
Au Japon.....	139
<i>Le conflit coréen.....</i>	141
<i>L'intervention soviétique en Afghanistan</i>	142
La Détente en Afrique.....	143
<i>L'indépendance et ses débuts</i>	143
Guerre civile au Nigéria, une catastrophe humaine	143
La Somalie, entre guerre internationale et guerre civile	144
De la Rhodésie du Sud au Zimbabwe	145
Naissance de la Tanzanie.....	145
L'Algérie, promoteur d'un nouvel ordre économique international.....	145
Les prétentions territoriales du Maroc sur le Sahara occidental.....	146
<i>L'exportation de la rivalité Est-Ouest.....</i>	146
Régime d'apartheid en Afrique du Sud.....	146
Indépendance des colonies portugaises sous fond de guerre civile.....	147

Chapitre 4 : La perestroïka et son échec	149
Un parti géré par des gérontes	149
L'URSS, un empire fragilisé	150
<i>Des faiblesses internes remettent en cause le statut de puissance de l'URSS ...</i>	<i>151</i>
Le secteur militaire est affaibli	151
Une gestion des terres agricoles inefficace	151
Un retard technologique important	152
L'alcoolisme croît, l'espérance de vie chute	153
Gorbatchev prend conscience de l'ampleur de la tâche	153
<i>Un modèle qui n'attire plus</i>	<i>154</i>
Le mécontentement grandit en Europe de l'Est	154
Dans le reste du monde, l'URSS a perdu son crédit et son attractivité ...	155
La tentative de réforme	156
<i>Restructuration interne et transparence</i>	<i>156</i>
Accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl,	
Gorbatchev fait le choix de la transparence	157
La protection de l'environnement, un nouveau défi commun ?	157
<i>La réforme de la politique extérieure et du pacte de Varsovie</i>	<i>158</i>
Passer de la Détente à l'entente	159
La « nouvelle pensée » de Gorbatchev	159
Vers un ordre mondial apaisé ?	161
L'implosion de l'Empire soviétique	161
<i>La dislocation du pacte de Varsovie</i>	<i>161</i>
La Pologne montre la voie	161
Le mur de Berlin est pris d'assaut	162
Les derniers bastions communistes en Europe de l'Est tombent	163
<i>La chute de l'URSS</i>	<i>164</i>
L'URSS perd tout pouvoir sur le plan international	164
Putsch et coup d'État à la tête du pouvoir	165
Les républiques fédérées se détachent de Moscou et proclament	
leur indépendance	165
De fait, l'URSS n'existe plus	166
<i>Le bilan de Gorbatchev</i>	<i>167</i>
Réunification allemande et accélération de la construction	
européenne	168
<i>Premiers pas vers un traité d'unification</i>	<i>168</i>
<i>Les craintes de plusieurs dirigeants occidentaux</i>	<i>169</i>
<i>La réunification allemande au rythme de la construction européenne</i>	<i>170</i>
Un désarmement plus vigoureux	171
<i>Le désarmement conventionnel et nucléaire</i>	<i>171</i>
Le traité de Washington (1987)	171

Le traité sur les forces conventionnelles en Europe (1990)	172
Les accords START I et II (1991-1992).....	173
Le désarmement chimique	173

Troisième Partie

LE MONDE POST-BIPOLAIRE

Chapitre 1 : Affaires globales	179
L'échec du nouvel ordre mondial	179
<i>La guerre du Golfe, une occasion historique manquée (1990-1991)</i>	179
L'occasion pour l'URSS de se rapprocher des États-Unis.....	180
... et de faire enfin fonctionner la Charte de l'ONU	181
Les pays arabes hésitent à s'engager contre l'Irak.....	182
Malgré les tentatives de conciliation, la guerre éclate	182
<i>L'OTAN reste le pivot de la sécurité en Europe</i>	183
La CSCE, une instance limitée	184
L'OTAN s'ouvre aux pays de l'Est européen.....	184
<i>Les concessions de Gorbatchev ne furent pas compensées</i>	185
<i>L'espoir d'un nouvel ordre mondial</i>	186
Le nouvel ordre mondial confronté à la volonté américaine de dominer un monde unipolaire	189
Les mutations de l'ordre stratégique mondial	190
<i>Quel ordre mondial allait réellement succéder au monde bipolaire ?</i>	190
L'essoufflement des États-Unis	190
D'autres puissances naissantes	191
La perspective de multipolarité cependant mise à l'épreuve à la fin du xx ^e siècle.....	192
<i>Globalisation et impact sur les rapports de puissance</i>	193
Plusieurs vagues de mondialisation	193
Une nouvelle forme de mondialisation.....	194
Une mondialisation efficace mais pas naturellement juste	197
<i>Émergence : fin du monopole occidental sur la puissance</i>	198
Un monopole ancien	198
xxi ^e siècle : un monde non pas multipolaire mais en voie de multipolarisation par les pays émergents	199
Chapitre 2 : Affaires régionales	203
Les États-Unis	203
<i>Les mandats de Bill Clinton</i>	203
Répondre aux difficultés économiques	203

Politique extérieure	204
Scandale à la Maison blanche	206
<i>Les mandats de George W. Bush</i>	206
Des élections contestées	206
Le choc des attentats du 11 septembre	207
Les États-Unis entrent en guerre contre l'Irak	208
Politique économique et sociale.....	209
<i>Les mandats de Barack Obama</i>	209
Le premier président noir américain.....	209
Politique extérieure : un nouvel espoir de paix.....	210
Politique intérieure.....	211
L'Europe	212
<i>Les guerres de Yougoslavie</i>	212
L'éveil des nationalismes	212
Des nettoyages ethniques.....	213
La guerre du Kosovo.....	214
Une indépendance du Kosovo contestée	215
<i>La construction européenne</i>	217
Une Europe divisée par la guerre en Irak	217
Approfondissement et élargissement de l'Union.....	217
Les défis actuels de l'Union	218
La Russie	218
<i>Les mandats de Boris Eltsine</i>	219
Des défis internes entre conflit tchétchène et fragilité économique	219
Moscou, une puissance en déclin sur le plan international	220
<i>Les mandats de Vladimir Poutine</i>	221
Consolidation du pouvoir central	221
Poutine relance l'économie et se rapproche des Occidentaux, pour un temps.....	222
Divisions dans « l'étranger proche » de la Russie	222
Un nouvel éloignement vis-à-vis de l'Occident	223
L'annexion de la Crimée.....	223
Bilan : entre contestation et popularité internes.....	225
L'Asie	225
<i>Le Japon</i>	226
La crise économique des années 1990 fait tomber les espoirs	226
Une crise politique, sociale et stratégique	226
Les relations avec la Chine et la Corée du Sud	227
Le bilan après la catastrophe nucléaire de Fukushima	227
<i>La Chine</i>	228
Une économie capitaliste dans un régime autoritaire	228

La première puissance commerciale mondiale	229
La Chine, première puissance mondiale de demain ?.....	229
Les défis de la Chine d'aujourd'hui	230
Politique extérieure	231
Culture et civilisation chinoises en expansion	233
<i>L'Inde</i>	233
Réorientation stratégique sur le plan international	233
Des défis socio-économiques internes	234
<i>Les deux Corée</i>	234
Une tentative de rapprochement dans la péninsule malgré des développements politiques opposés	234
Décollage au sud et isolement au nord sur fond d'échec du rapprochement	235
<i>L'Indonésie</i>	236
<i>La Birmanie</i>	237
<i>Les Philippines</i>	237
<i>La Thaïlande</i>	237
<i>Le Vietnam</i>	238
<i>Singapour</i>	239
<i>La Malaisie</i>	239
<i>Le Pakistan</i>	239
<i>L'Afghanistan</i>	240
Le Proche-Orient et le monde arabe, entre ambitions régionales et tensions confessionnelles.....	241
<i>L'Irak</i>	241
Les États-Unis sont déterminés à affronter l'Irak	241
Un conflit diplomatique à l'ONU.....	241
Une victoire rapide qui se transforme en borbier.....	242
La stimulation de l'antagonisme entre chiites et sunnites.....	243
Un échec grave pour les États-Unis	244
<i>L'Iran</i>	244
Ahmadinejad relance le programme nucléaire.....	244
Hassan Rohani rouvre les négociations avec l'Occident.....	245
<i>Le Liban</i>	245
<i>La Syrie</i>	246
<i>Les « printemps arabes »</i>	246
En Tunisie	248
En Égypte.....	249
En Libye	249
En Syrie	250
En Algérie	251

<i>L'impasse du conflit israélo-palestinien</i>	251
L'espoir des accords d'Oslo (1993)	252
L'échec des négociations à Camp David (2000)	252
Le cycle de la violence est engrangé, un mur est construit	253
Un dialogue impossible	253
<i>L'Amérique latine</i>	254
<i>Une dépendance envers les États-Unis en Amérique du Nord et centrale</i>	255
<i>Une tentative d'émancipation au sud</i>	256
Le sommet de Brasilia (2000) et l'Unasur (2008)	256
<i>Le changement de la stratégie d'influence des États-Unis</i>	257
<i>La montée en puissance du Brésil : une nouvelle hégémonie ?</i>	258
Le porte-parole des pays émergents	258
Politique extérieure : entre multilatéralisme et intégration régionale ..	258
<i>Le nouveau visage de la politique latino-américaine</i>	260
Le Mexique	260
Le Venezuela	261
L'intégration d'anciens guérilleros à la politique	261
Le retour des démocraties	262
Cuba	262
Haïti	262
La Colombie	263
Violences, trafics et crime organisé	263
<i>L'Afrique</i>	264
<i>Des espoirs de démocratisation</i>	264
<i>Mais régimes autoritaires et guerres perdurent</i>	264
<i>Une communauté internationale indifférente</i>	265
<i>Afro-optimisme et renouveau de l'intérêt international</i>	265
<i>Difficultés économiques et sociales</i>	266
<i>Afrique du Sud, la fin de l'apartheid</i>	266
Vers la réconciliation nationale	267
Une hégémonie en Afrique ?	267
<i>Autres progressions de la démocratie</i>	268
<i>Un continent encore déchiré par les guerres civiles</i>	268
L'Angola	268
Le génocide rwandais	269
L'ingérence du Rwanda au Congo	270
Le Congo toujours miné par des conflits civils	270
La Côte d'Ivoire	271
De la rébellion à l'autodétermination du Soudan du Sud	272
La guerre du Darfour	273
Le retour de la guerre civile au Tchad	273

Guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone	273
Instabilités en Centrafrique	274
<i>Le développement de la menace islamiste</i>	276
Au Mali	276
En Somalie	276
Conclusion.....	279
Index des notions.....	281
Index des noms de personnalités	283

DANS LA MÊME COLLECTION

